

Recherches et pratiques sociales en expérimentation

N° 4 - décembre 2019

AGENCEMENTS

MARTINE BODINEAU Préparer l'improvisation, les conditions d'une élaboration collective • **COLLECTIF ÉPHÉMÈRE**
DU 20 AVRIL 2019 Faire (ville et) film en commun, un film-collage-montage-cadavre exquis •
COLLECTIF-EN-DEVENIR Pratiques de fanzines, une discussion fictive tirée de faits réels • **LISE LANDRIN & JULIE**
ARMÉNIO Les corps pensants, une enquête par le théâtre-déclencheur de la compagnie Ru'elles • **JILALI, RÉGIS**
GARCIA, LÉOCADIE MBOUS, ARSÈNE MBUMA, MALO MORVAN, ADRIEN PÉQUIGNOT Masser les institutions, faire
bouger les lignes • **ARIELA EPSTEIN & AMÉRICO MARIANI** À la recherche d'une méthode d'intervention
ethnographique, prendre part à l'émergence de la contestation d'un grand projet urbain • **MARTINE BODINEAU**
Quatre leçons apprises du terrain, l'erreur ou l'insuffisance comme ressources pour la recherche et l'apprentissage •
HASSANE HACINI Expérience d'un chercheur en réciprocité. Récit d'un atelier de recherche-crédation à l'Université de
Paris 8 • **NADINE SOUCHARD & ÉLEONORA BANOVICH** Pourquoi co-opérer ? Faire émerger le sens d'une
mobilisation collective, une expérience avec les acteurs de la solidarité et de la coopération internationale en
Bretagne • **MALO MORVAN** Pourquoi je ne suis (presque) pas sur Academia.edu® • **FABIEN GRANJON** Territoires et
imaginaires ruraux, étude de cas des archipels et des processus instituants uzestiens • **Groupe « Fanzine »** du 20
avril 2019

éditions du commun





Recherches et pratiques sociales en expérimentation

AGENCEMENTS

N° 4 - décembre 2019



Collectif éditorial – Revue Agencements

Thomas Arnera (Lyon 69)
André Antunes Martins (Rio de Janeiro Brasil)
Laurence Augais (Saint-Denis 93)
Christophe Blanchard (Villetaneuse 93)
Martine Bodineau (Saint-Denis 93)
Camille Bosqué (Saint-Ouen 93)
Henri bokilo Boursier (Saint-Denis 93)
Youcef Chekkar (Saint-Denis 93)
Luiza Helena Dalpiaz (Porto Alegre Brasil)
Étienne Delprat (Paris 11^e)
Thierry Deshayes (Rennes 35)
Aleks A. Dupraz (Grenoble 38)
Annelise Favier (Montpellier 34)
Régis Garcia (Pic Saint Loup 34)
Laurence Gravel (Rennes 35)
Nicolas Guerrier (Tulle 19)

Pierre Hébrard (Montpellier 34)
Sébastien Joffres (Montpellier 34)
Soaz Jolivet (Brest 29)
Arsène Mbuma (Montpellier 34)
Pascal Nicolas-Le Strat (Saint-Denis 93)
Adrien Péquignot (Saint-Denis 93)
Benjamin Roux (Rennes 35)
Marie-Thérèse Savigny (Caen 14)
Nicolas Sidoroff (Villeurbanne 69)
Claude Spenlehauer (Strasbourg 67)
Louis Staritzky (Paris 13^e)

Coordination numérique : Adrien Péquignot
Conception graphique/maquette : Lucie QZN

Photo de couverture par Shaire Productions sur Flickr licence Creative Commons Paternité :
[flickr.com/photos/shaireproductions/8456243658/in/album-72157608453153434/](https://www.flickr.com/photos/shaireproductions/8456243658/in/album-72157608453153434/) - Colorisée par QZN
ISBN 979-10-95630-30-2. Dépôt Légal décembre 2019
Cette œuvre est sous licence Creative Commons : Attribution - Pas d'utilisation commerciale - Partage
dans les mêmes conditions 4.0 International. creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/4.0/ ©1920
Éditions du commun © décembre 2019

Sommaire

La recherche en fabrication

MARTINE BODINEAU Préparer l'improvisation, les conditions d'une élaboration collective. page 10

COLLECTIF ÉPHÉMÈRE DU 20 AVRIL 2019 Faire (ville et) film en commun, Un film-collage-montage-cadavre exquis page 24

COLLECTIF-EN-DEVENIR Pratiques de fanzines, une discussion fictive tirée de faits réels page 27

Villes et corps en récit

LISE LANDRIN & JULIE ARMÉNIO Les corps pensants, une enquête par le théâtre déclencheur de la compagnie Ru'elles page 60

JILALI, RÉGIS GARCIA, LÉOCADIE MBOUS, ARSÈNE MBUMA, MALO MORVAN, ADRIEN PÉQUIGNOT Masser les institutions, faire bouger les lignes page 77

ARIELA EPSTEIN & AMÉRICO MARIANI À la recherche d'une méthode d'intervention ethnographique, prendre part à l'émergence de la contestation d'un grand projet urbain page 102

L'expérimentation ou le partage des savoirs

MARTINE BODINEAU Quatre leçons apprises du terrain, l'erreur ou l'insuffisance comme ressources pour la recherche et l'apprentissage page 123

HASSANE HACINI Expérience d'un chercheur en réciprocité. Récit d'un atelier de recherche-crédation à l'Université de Paris 8 page 150

NADINE SOUCHARD & ÉLEONORA BANOVIH Pourquoi co-opérer ? Faire émerger le sens d'une mobilisation collective. page 176

MALO MORVAN Pourquoi je ne suis (presque) pas sur Academia.edu® page 206

Coulisses

FABIEN GRANJON Territoires et imaginaires ruraux, étude de cas des archipels et des processus instituants uzestiens page 232

Bonus

GROUPE « FANZINE » DU 20 AVRIL 2019, « Faire la ville en commun »



édito

Thomas Arnera, Martine Bodineau, Étienne Delprat, Aleks A. Dupraz, Régis Garcia, Laurence Gravel, Pierre Hébrard, Sébastien Joffres, Pascal Nicolas-Le Strat, Adrien Péquignot, Benjamin Roux, Nicolas Sidoroff - décembre 2019

Pour ce quatrième numéro, la revue *Agencements, recherches et pratiques sociales en expérimentation*, prend son titre au pied de la lettre, elle se l'adresse, elle s'agence. Ce faisant, elle s'institue un peu plus comme une pratique sociale singulière mais aussi comme un espace-temps de recherches en expérimentation. Elle prend place dans des configurations multiples, elle se déplace et humains et non-humains se déplacent avec elle. Numéro après numéro, elle se constitue comme une actrice, une médiatrice à part entière. Alors qu'elle sollicitait des écritures de chercheur-es, de praticien-nes, ce dernier numéro se singularise par la façon dont la revue voit également des séminaires, des collectifs et bien sûr des écritures la solliciter à leur tour.

Ainsi, à l'occasion des rencontres « Faire la ville en commun : expérimentations citoyennes et coopérations » des 19 et 20 avril dernier (à la Maison des Sciences de l'Homme Paris-Nord et à l'université Paris 8)¹, *Agencements* est devenue un espace à investir pour les organisateur-ices et les participant-es. Le pari a été relevé d'écrire des articles pour la revue à partir des échanges intervenus durant ces journées. C'est pourquoi plusieurs articles de ce numéro sont issus des productions qui y ont pris place. De plus, puisque la date et la distance contribuent de façon non négligeable à la présence ou l'absence de certain-es lors d'une rencontre, la revue accueille aussi des contributions de personnes et collectifs qui n'ont pas fait le voyage, mais qui auraient tout à fait pu prendre place pendant ces deux jours. Illes le font aujourd'hui dans ce numéro.

Cette livraison d'*Agencements* propose en particulier un « bonus » tout à fait spécial : un

tiré à part du fanzine « Faire la ville en commun » créé pendant ces rencontres d'avril.

Ces écritures en sollicitation induisent des co-élaborations et se déploient dans des espaces où se fabriquent des recherches et des pratiques (collectifs d'habitant-es, d'étudiant-es, de praticien-nes), mais aussi depuis lesquels elles se diffusent (médias indépendants, collectifs éditoriaux, corps). Au travers de ces sollicitations réciproques, *Agencements* vient travailler la nuance entre division et partage des savoirs à l'endroit même de la tension entre privatisation et transmission. La revue est donc devenue « opérateur d'agencements » par la manière dont elle provoque des coopérations, dont elle engage des personnes à travailler ensemble pour faire récit des expériences, des recherches ou des interventions. « Faire revue » est alors indissociable de « faire recherche » et, dans le cas de la présente revue, nous ajouterons assez facilement « collective ».

S'il était question de « faire soupe »² dans le numéro trois d'*Agencements*, les recettes qui sont partagées dans celui-ci donnent quelques clefs pour faire recherche et agir collectivement. Elles donnent la part belle à l'improvisation et laissent des marges suffisamment larges pour venir annoter, commenter et discuter, compléter et bonifier, ajouter son ou ses ingrédients. S'approprier un contenu, c'est aussi s'approprier le contenant, ce que nous pourrions aussi appeler support, ou média. Faire revue/Faire recherche nous amène ainsi à interroger les médias de la recherche, parce qu'ils sont les moyens de partage, de transmission et donc de l'élargissement de l'expérience collective au-delà de l'évènement et de

1. Celles-ci étaient organisées
par Martine Bodineau et
Pascal Nicolas-Le Strat, en
collaboration avec le laboratoire
Expérience de l'université Paris 8
et le réseau des Fabriques de
sociologie.

2. Journet, François. (2019).
« Faire soupe, une invitation à
l'agencement et à la recherche »,
Agencements, n° 3, pp. 57-63.

celles et ceux qui y participent. Toujours dans cette logique de réciprocité, la question « médiatique » donne à penser ce que les médias, les formes de médiatisation et de diffusion font à la recherche ou, comme le suppose cet éditio, la manière dont le médium fait recherche.

Dans le premier dossier « Recherches en fabrication », les recherches se fabriquent, s'improvisent et s'élaborent collectivement autour de médias. Le premier article fait le récit de la construction des rencontres « Faire la ville en commun ». Une journée s'est emparée de ces questions « médiatiques » : ce qui semble d'abord être un moyen de diffusion devient un espace d'interpellation entre des expériences et des savoirs. Le médium fait recherche au-delà du seul contenu qu'il diffuse, il devient le milieu de fabrication de la recherche, de mise en mouvement des corps. S'appropriier la question médiatique plutôt que de la décrire, face aux réalités qu'engendre une société de *Mass-média*, c'est aussi interroger la multitude des expériences micro-médiatiques. Les recherches se fabriquent ainsi dans des formes de réciprocités qui engagent la critique des médias dans leurs expérimentations, par exemple dans la pratique des fanzines. Ainsi, *Agencements* s'essaye à d'autres modes de restitution de la recherche, en renvoyant et en se reliant à d'autres supports, ouvrant des possibles en termes de production, d'expression et d'accessibilité des savoirs. C'est notamment l'objet de la rubrique régulière « Transverse » de la revue, donnant à voir de telles restitutions ; elle est ici imbriquée dans ce premier dossier avec le film-collage-montage-cadavre exquis réalisé pendant les rencontres « Faire la ville en commun ». C'est ainsi que les recherches en fabrication se dotent des conditions d'une intermédialité et peuvent interroger au présent leurs rapports au temps et à l'espace, au réel et à la fiction.

Si Faire revue/Faire recherche est indissociable de la question des médias utilisés, celle-ci n'est pas non plus étrangère à celle des corps, à la façon dont l'expérience de construire une revue s'y loge. Alors que la construction de ce quatrième numéro touchait à sa fin, au mois de septembre dernier, *Agencements* a invité à sa table les contributrices et contributeurs de la revue pour la première fois. Si la revue a échappé ce jour-là au seul format numérique à l'ère de la plateforme, c'est bien depuis une plateforme internet que chacun des numéros a été conçu par des personnes qui, pour certaines, ne se sont jamais vues encore aujourd'hui. Au diffus et à l'immatérialité des savoirs constitués, agencés, à la « virtualité » de cette expérience, s'est ajoutée une forme de matérialité radicale : celle des corps en présence réunis le temps d'une journée dans une salle. Cela a ainsi été l'occasion de voir comment la fabrication de la revue, en tant que pratique et recherche collective, construit des espaces

depuis des corps et des expériences. Comment elle *s'in-corpore* et se diffuse vers et depuis l'intérieur de ces corps.

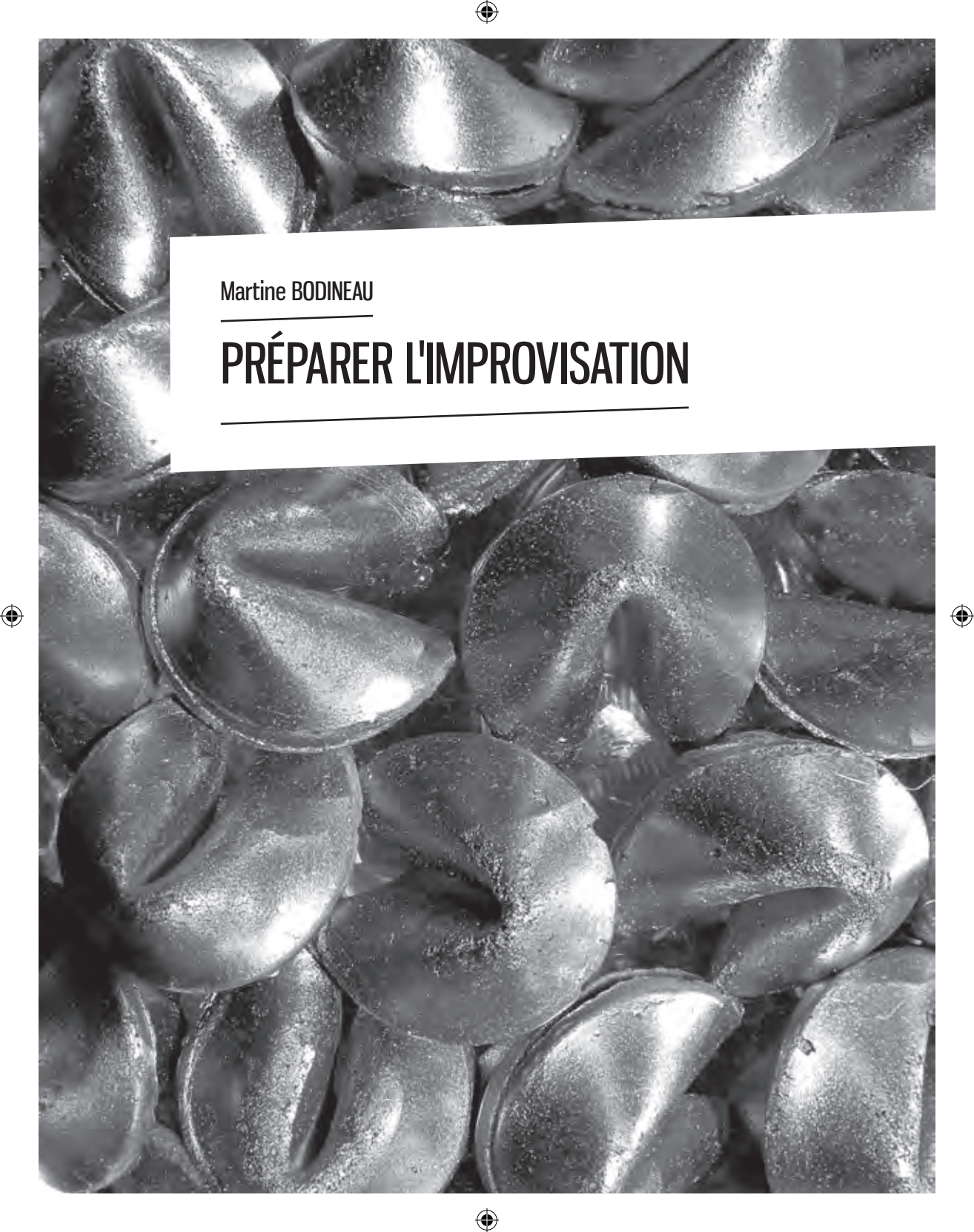
Dans un deuxième dossier, « Villes et corps en récit », villes et corps s'articulent et se mettent mutuellement en récit. Le corps impliqué qui permet d'explorer nos pratiques et les constructions sociales, interroge les processus et les enjeux liés à la densification de l'urbain et des quotidiens qui s'y déplacent. Le corps en tant que lieu de pouvoir, qui par la médiation de mises en situations, peut penser et mettre en récit les expériences, mettre au jour le social *encorporé*, les rapports de domination et nos manières de fabriquer la ville. Dans ce dossier où le « care » affleure, le corps et la question du soin à lui apporter permettent d'approcher différemment les institutions : n'ont-elles pas de corps ? Ne sont-elles pas des corps associés ? Une manière de travailler notre rapport à l'institution ne pourrait-elle pas être de prendre soin, de masser ces corps des institutions, d'apprendre à traduire leurs langues et de les problématiser ? La mise en récit des expériences vécues permet d'explorer la ville et nos rapports aux institutions et sert aussi à ré-animer nos corps sidérés d'habitant-es hébété-es par les transformations néolibérales comme dans les grands projets urbains. Pourquoi ne pas construire une intervention ethnographique pour recueillir les témoignages d'expériences, mener l'enquête pour redécouvrir et redonner du sens collectivement et politiquement aux espaces et se réapproprier le devenir de nos environnements ? La recherche est là pour engager, en plein milieu, les transformations de nos mondes.

Le troisième et dernier dossier, « Savoirs en partage », interroge les processus démocratiques à l'œuvre dans les pratiques sociales. *Démocratie* ne peut ici être dissociée d'expérimentation. Il montre comment les recherches et les pratiques sociales ont à voir et à faire

avec la création de dispositifs, de pédagogies, de formes singulières qui favorisent l'émancipation individuelle et collective. Ne pas prévenir toutes les erreurs et ne pas pallier à toutes les insuffisances enrichit les apprentissages ; raconter et documenter un atelier de recherche-crédation (où il est encore question d'un film) depuis l'intérieur et sous l'angle de la réciprocité peut faire apprentissage à toute lectrice, tout lecteur. Ce dossier donne à penser la façon dont les pratiques font université hors les murs mais aussi dans les fissures d'une institution qui se déchire entre public et privé. Il adresse donc à l'université l'hypothèse du commun, comment la production et le partage de savoir travaillent des communs à peupler de pratiques et d'expériences multiples. Qu'il s'agisse de faire émerger le sens d'une mobilisation collective ou d'explicitier sa (presque) non-présence sur un site de publication scientifique, il est question d'ouvrir des espaces où co-produire les savoirs en s'assurant ainsi qu'ils n'appartiennent à personne ou à tout le monde. Au travers de différentes mises en situation, ce dossier met l'accent sur les façons dont des personnes et des collectifs se mettent en recherche pour produire les conditions nécessaires à la co-construction des savoirs et à leur partage.

Enfin, la rubrique « Couloirs » permettra de prendre connaissance d'un nouveau « texte caché » de la recherche dont le propos vient en résonance avec les articles présentés dans les dossiers. Il décrit un projet de recherche-action qui s'engage avec les habitant-es pour réinventer les possibles d'un territoire rural disqualifié, déconsidéré et « marginalisé symboliquement », à partir de leurs pratiques et de leurs imaginaires.

Bonne lecture.



Martine BODINEAU

PRÉPARER L'IMPROVISATION

Martine BODINEAU

PRÉPARER L'IMPROVISATION, LES CONDITIONS D'UNE ÉLABORATION COLLECTIVE

LES RENCONTRES « FAIRE LA VILLE EN COMMUN »
(SAINT-DENIS - AVRIL 2019)

Martine BODINEAU, titulaire d'un doctorat en sciences de l'éducation, chercheuse associée au laboratoire *Experice* – Université Paris 8, conjugue une expérience de militante de quartier et de chercheuse-intervenante.

Les 19 et 20 avril 2019 se tenaient, à la MSH Paris-Nord¹ et à l'université de Paris 8 Vincennes-Saint-Denis, les rencontres « Faire la ville en commun : expérimentations citoyennes et coopérations »², organisées sous la responsabilité de Pascal Nicolas-Le Strat³ en collaboration avec le Laboratoire *Experice* et le réseau des *Fabriques de sociologie*⁴.

Si la configuration de la première journée à la MSH n'avait pas de quoi surprendre un visiteur habitué aux manifestations universitaires, celui-ci aurait certainement cru, en arrivant le lendemain devant le bâtiment J de l'université de Paris 8, qu'il s'était trompé de jour ou de lieu. Une vingtaine de personnes travaillait en petits groupes, autour de tables installées en plein air devant le hall d'entrée. Sur la pelouse attenante, quelques personnes, assises ou allongées sur des nattes et des coussins, participaient à un atelier de massage. D'autres encore prenaient des photos, filmaient ou réalisaient des interviews des participants.

Pour accueillir et rassurer ce visiteur, il aurait d'abord été nécessaire de lui indiquer qu'il assistait à la mise en place d'une journée « improvisée », durant laquelle les participants allaient s'employer à réaliser diverses « fabrications », inspirées des présentations et débats intervenus au cours de la journée précédente. Il aurait fallu ensuite lui fournir les informations lui permettant de saisir les objectifs de ces rencontres et le contexte de leur élaboration.

La conception de ces rencontres reposait sur deux orientations, énoncées en amont. Il s'agissait :

- de « se mettre en recherche » collectivement, à partir des expériences et préoccupations des membres du réseau des Fa-

1. Maison des Sciences de l'Homme.

2. Celles-ci ont bénéficié du soutien de l'Université Paris 8, de l'Université Paris Lumières, de l'Etablissement Public Territorial de Plaine Commune, et de celui du dispositif IdéFI-CréaTIC (idefi-creatic.net/fr/creatic/).

3. Professeur en sciences de l'éducation (Université de Paris 8 – Laboratoire *Experice*).

4. Le réseau des « Fabriques de sociologie » a pour objectifs de développer des coopérations entre praticiens-chercheurs, militants et professionnels, et de documenter les manières de faire recherche en commun, à l'échelle de territoires, dans le cadre de projets ou au sein d'institutions. (En ligne : fabriquesdesociologie.net/).

briques de sociologie (et celles des divers collectifs avec lesquels ceux-ci sont en relation).

- d'élaborer les contenus de manière collective.

Puis, au cours du travail de préparation, d'autres objectifs ou modalités d'action sont venus s'adjoindre à ces premières orientations : d'une part, conjuguer dialogue, réflexion et fabrication de diverses formes de récits ; d'autre part laisser les participants décider, en fin de journée, du contenu du lendemain.

Cependant, malgré ces informations, le visiteur aurait probablement été surpris de constater que ce « programme improvisé » avait abouti, à la fin de l'après-midi, à trois réalisations collectives (présentées plus loin) : celle d'un fanzine, d'un montage vidéo, et de l'ébauche d'un article. Comment expliquer le succès de cette entreprise ? Quelles sont les conditions nécessaires pour y parvenir ?

Ce sont les questions que le présent article propose d'aborder, en émettant l'hypothèse que ce succès résulte à la fois des orientations énoncées ci-dessus et des modalités concrètes de préparation de ces rencontres. En effet, durant le travail préparatoire, que j'ai mené en dialogue avec Pascal Nicolas-Le Strat et avec les différentes personnes impliquées progressivement, je me suis posée la question de savoir comment j'étais en train de m'y prendre pour répondre à l'objectif d'une construction collective. Cette démarche réflexive, m'incitant à porter attention à ma « manière de faire », m'a permis de formuler quelques arguments allant dans le sens de cette hypothèse.

Avant de développer ces arguments, l'article donnera à voir les modalités de préparation des rencontres, au travers de deux récits : celui de la première étape de leur mise en œuvre et celui de l'élaboration d'une séance portant sur le thème « Faire recherche avec les médias ». Viendra ensuite une présentation des « fabrications » collectives réalisées au cours de la journée du 20 avril.

Faire émerger les expériences et les préoccupations

Courant février 2019, nous avons envisagé de concevoir ces rencontres comme un temps destiné à nous « mettre en recherche » collectivement : « plus que des récits d'expériences, il s'agirait de partager nos manières de faire recherche, nos questionnements, nos réflexions, nos difficultés... » (selon la formulation que j'ai retenue pour informer mes premiers interlocuteurs). Pascal Nicolas-Le Strat faisait valoir le besoin des chercheurs et/ou praticiens, engagés dans des initiatives collectives, de partager leurs expériences concrètes, leurs doutes et difficultés, et soulignait la rareté des espaces permettant de le faire.

Nous avons sollicité en premier lieu des collectifs avec lesquels nous avons déjà collaboré, dont *Primitivi* (Marseille) – qui réalise des films et des reportages (primitivi.org/) –, *Union Urbaine* (Montpellier) – également engagé dans un travail cinématographique et de reportages sonores (unionurbaine.com) –, et le collectif *En Rue* (Dunkerque), avec lequel nous avons entrepris un travail de recherche de longue durée⁵. Dans le même temps, des membres des Fabriques de sociologie se chargeaient de prendre des contacts au sein de leurs propres réseaux.

Tout au long du travail de préparation, pour animer et laisser se mettre en place les échanges par mail, j'ai fait le choix de communiquer, à l'ensemble des participants, les pistes de réflexion qui émergeaient au fil des conversations que j'avais eues individuellement avec chacun d'eux (dont on trouvera plus bas plusieurs extraits). Cela plutôt que de chercher à synthétiser et centraliser les contenus.

Dès les premiers échanges, le bien-fondé de l'orientation que nous avons retenue s'est confirmé. Thomas Makenholz (*Primitivi*) a immédiatement fait part des difficultés éprouvées par le collectif à cette période :

[...] on a évoqué l'idée de mettre sur la table nos questionnements sur notre présence et notre rôle de média de quartier en

5. L'équipe est constituée de Pascal Nicolas-Le Strat, Louis Staritzky, doctorant en sciences de l'éducation (Université Paris 8 – Laboratoire Experice), et de moi-même. Le projet du collectif *En Rue* consiste à rééquiper les espaces publics des quartiers, en favorisant des formes d'auto-construction et l'intégration des savoir-faire des habitants (Cf. le blog de recherche : fabriquesdesociologie.net/EnRue/).

lien avec son public, lorsque l'actualité et les enjeux prennent une mesure qui nous dépasse.

[...] Ces questions se référant à l'actualité récente de Marseille entre le projet de requalification de La Plaine [une place du centre de la ville], les effondrements d'immeubles à Noailles, le scandale des délogés et la gestion municipale de la crise, et au-delà, toute la problématique du mal logement à Marseille. Où nous situer entre l'urgence d'informer et la nécessité d'analyser les situations ? Comment produire des actes qui fabriquent du sens et du réel ? [28/02/19]

Nous pouvions donc poursuivre dans cette voie et confirmer notre idée d'organiser, avec ces collectifs, un temps d'échange autour de la question des médias, comme Pascal Nicolas-Le Strat le précisait en réponse à Thomas Makenholz :

L'idée de « mettre sur la table nos questionnements... » est complètement en phase avec ce que nous attendons de ce moment, avant tout de travail, de co-élaboration. L'idée est vraiment de prendre ce temps, qui nous manque habituellement si cruellement, pour turbiner à partir des questions qui se posent à nous et des questions qui nous importent substantiellement. Y compris pour partager la difficulté à en faire quelque chose... Nos ami-es d'*En Rue* de Dunkerque seront là. Nous avons engagé une recherche de long terme avec eux, dans le cadre de deux rénovations urbaines [dans les quartiers] Guynemer, (à Saint-Pol) et Degroote, (à Tétéghem) [...]. Arsène [Mbuma] d'*Union Urbaine* sera avec nous. La question des médias est vraiment importante. À Dunkerque, à l'initiative de Louis Staritzky, nous avons créé un Fanzine et Martine Bodineau assure une part de son travail de recherche avec la photographie⁶. Je pense aussi à Youcef Chekkar qui sera avec nous et dont la thèse porte sur l'appropriation du cinéma par le peuple en Algérie [01/03/19].

6. Les trois éditions du fanzine *En Rue* ainsi que les montages photographiques réalisés sont accessibles sur le blog de recherche (cf. note n° 5).

Partager nos manières de faire recherche

C'est avec Arsène Mbuma, du collectif *Union Urbaine*, que je commence à élaborer la séance sur le thème « Faire recherche avec les médias ». Celui-ci propose de présenter un documentaire portant sur le parcours du club de Futsal *Montpellier Méditerranée Futsal* du quartier Petit Bart de Montpellier :

[...] notre association et média *Union Urbaine*, en plus des différents ateliers et formations que nous proposons à destination de différents publics, (carcéral, lycéen, universitaire etc.) réalise et produit un certain nombre d'œuvres culturelles transversales. Parmi elles, (podcast, reportages photos, vidéos...), on compte un documentaire de 52 minutes, qui retrace le parcours sportif d'un club de Futsal d'un quartier populaire montpelliérain. [...] Je me dis que dans la thématique « Faire la ville en commun » notre film pourrait avoir sa place puisqu'il questionne le rapport (politique, social, sportif) entretenu sur un territoire donné, par un public donné et les mécanismes qui s'y jouent [20/02/19].

Malgré la qualité du documentaire, une projection d'une telle durée ne me semble pas convenir au contexte des rencontres et, comme me le rappelle Pascal Nicolas-Le Strat au cours d'un de nos échanges, il s'agit davantage de se centrer sur la question de « Faire recherche avec les médias » que d'exposer des contenus : « Ce qui nous importe en avril [...] c'est leur "fabrication" et leur "manière de faire" recherche sur leur terrain et avec leur média » [04/03/19].

Je poursuis dans ce sens avec Arsène Mbuma qui s'empare immédiatement de l'idée d'une élaboration collective. Il connaît les réalisations de *Primitivi*, il s'est informé du travail de recherche mené à Dunkerque avec le collectif *En Rue* et formule des propositions pour composer la séance « média », se disant :

Très favorable à l'idée de faire part de notre fabrication sur les différents terrains, via la diffusion de plusieurs extraits illustrant notre empreinte et méthode. [...] Ça me semble très pertinent d'envisager des interventions complémentaires [avec

Primitivi] sous l'angle de la diffusion de contenu médiatique (et par extension tout ce que ça implique sur le champ social). D'après moi [les travaux réalisés] à Dunkerque s'insèrent également dans cette dynamique de création de contenu sur différents supports. On pourrait imaginer une projection des photos par exemple, accompagnée de commentaires des acteurs participants au projet *En Rue* [08/03/19].

J'organise les discussions au sein du « groupe média » que je constitue en associant les deux collectifs *En Rue* et *Union Urbaine*, ainsi que Youcef Chekkar et Louis Staritzky (mentionnés plus haut). Je transmets les questions et réflexions avancées par chacun et les échanges se poursuivent collectivement. Arsène Mbuma propose différentes pistes pour engager la réflexion, en particulier les notions de « proximité » et d'« actualité » :

J'aimerais inclure à l'axe « faire recherche avec les médias » la question de la proximité. Pour des médias au degré de diffusion restreint comme les nôtres, la proximité avec son terrain voire son sujet, que ce soit dans l'approche, le rendu (reportages, documentaires, etc.) ou les moyens de communication, est une question fondamentale.

Au regard de nos expériences avec *Union Urbaine*, cette proximité est vecteur d'écho dans le monde social, que ce soit à l'échelle locale ou nationale. Dans cette optique, les actions réalisées à Dunkerque, par exemple, font état de cette proximité et les supports des fanzines en rendent compte. De plus, cette entrée permet d'évoquer le modèle économique idoine pour les médias engagés et insérés sur les territoires.

À la lumière des questions amenées par Thomas [du collectif *Primitivi*], la gestion et la définition de ce qu'est l'actualité me paraît une bonne approche pour échanger entre nos deux expériences (*Primitivi* et *Union Urbaine*) et, par extension, échanger sur la dichotomie entre information et analyse [25/03/19].

On voit ici comment, en amont des rencontres, les démarches des différents collectifs s'interpellent entre elles. Chacun peut ainsi poser une réflexion sur ses propres pratiques et identifier les éléments qui les caractérisent, spécifiquement ou en similitude avec les autres. Le projet de « se mettre en recherche » collectivement est déjà effectif durant ce temps de préparation.

Cette démarche de co-construction permet également d'associer Nicolas Burlaud, membre du collectif *Primitivi*, qui ne connaît pas les autres participants et craint de ne pas être « en phase » avec le contexte des rencontres. Attentive au fait qu'il puisse trouver sa place, je cherche à le rassurer en faisant valoir « qu'il s'agit de construire l'ensemble à partir des propositions ». Celle qu'il avance s'inscrit parfaitement dans la démarche d'ensemble et répond à notre intention de centrer les débats sur l'actualité des participants et leurs questionnements :

Nous faisons au quotidien un travail « d'actualité » avec des petites chroniques courtes qui informent sur la réalité des luttes urbaines de nos quartiers, qui archivent une parole et une réalité que les médias dominants ne documentent pas. Nous avons des velléités et des interrogations de faire mieux, ou plus, ou différemment. Avec notre « doctorat sauvage en média libre⁷ », nous avons [discuté] un certain nombre de fois [des questions] : « à quoi ça sert ? » ; « est-ce qu'on peut faire mieux que juste garder trace du réel ? » ; « si on assume [le fait] qu'on veut avoir un rôle actif dans ces luttes, est-ce qu'il faut qu'on invente des formes nouvelles ? » ; « qu'est-ce que ça peut fabriquer ? »... En a découlé ce projet ambitieux de mélanger fiction et réalité : autour de la lutte de quartier contre la transformation/gentrification de la place de la Plaine. Nous avons imaginé une fiction utopique ou serait proclamée « la Commune libre de la Plaine » [...].

Et puis en octobre, le rapport de force s'est durci. La mairie a décidé de tronçonner les arbres derrière [un cordon de] CRS en armes, et a construit un mur de 2m50 de haut tout autour de la place. Puis, dans le quartier de Noailles juste à côté, des immeubles se sont effondrés et ont tué 8 personnes. Puis il y a eu des manifs dures, [on a vu] des barricades en feu sur la Canebière et une vieille dame a été tuée par une grenade lacrymo [qu'elle a reçue en pleine figure], etc...

On a été complètement dépassé.es par la réalité. Nous sommes revenu.es à un traitement « classique » pour parer à l'urgence et on a fait 15 ou 20 films courts entre octobre et janvier ! C'est sûr qu'à ce moment-là, nos histoires de fiction et de Commune de la Plaine ne faisaient plus trop rigoler personne et nous paraissaient infantiles et incongrues !

On s'en remet à peine et on se demande comment retomber sur nos pattes. C'est ce genre de questionnements qu'on s'imaginait apporter [29/03/19].

7. En ligne : doctoratsauvage.primitivi.org/

8. Victor Van der Woldenberg, membre de l'équipe d' *Union Urbaine*, a également contribué à l'intervention.

La séance « Faire recherche avec les médias » s'est donc composée d'une intervention conjointe des deux collectifs⁸ qui ont présenté des extraits de reportages et engagé les débats à partir des questions développées ci-dessus. Youcef Chekkar, rentrant tout juste d'un séjour de recherche en Algérie, a présenté quelques images d'une manifestation populaire qui a eu lieu à Alger au cours des jours précédents. Le collectif *En Rue* a montré une scène tournée au cours de son dernier chantier de construction.

Construire un scénario ouvert

Durant le travail de préparation mené par le groupe « média », des discussions s'engagent également au sujet des autres thèmes de recherche envisagés pour composer les deux journées des rencontres, en particulier le second, intitulé « Expérimentations sociales et politiques publiques ». Dans le même temps, les membres du réseau des Fabriques de sociologie sollicitent des chercheurs et/ou acteurs impliqués dans des initiatives collectives.

J'informe progressivement l'ensemble des participants des propositions d'interventions ou d'ateliers qui émergent – permettant ainsi différents « croisements » ou nouvelles propositions – tandis que le scénario des journées se précise chemin faisant : « Nous allons essayer d'élaborer un scénario qui "donne le ton" mais qui puisse rester ouvert et mobile, pour permettre des ajustements. L'idée serait que tout le monde soit suffisamment au fait de l'ensemble, pour pouvoir réagir en fonction de ce qui se passe, faire des propositions, décaler des choses » [07/03/19].

De la même manière, les différents thèmes que nous sommes en train de construire sont envisagés comme des axes « perméables », afin de faire place « aux multiples sujets qui nous préoccupent. Ces sujets pourraient être abordés, selon nos cheminements, dans plusieurs axes selon des entrées différentes » [25/03/19]. Par exemple, la notion de « proximité » évoquée par Arsène Mbuma plus haut rejoint celle de « permanence » ou de « régularité », abordée dans le cadre du second thème « Expéri-

mentations sociales et politiques publiques » qui est en cours de discussion.

Ces options permettent d'accueillir des personnes qui, informées par le bouche à oreille, font part de leur intention de participer aux rencontres. Je transmets à chacune des informations sur l'état d'avancement de nos réflexions et les encourage à formuler les sujets et questions qui les préoccupent. Ces nouveaux participants entrent ainsi dans la discussion et contribuent en amont à l'élaboration collective.

Parmi les « croisements » qui s'opèrent, la proposition initiale de l'équipe du collectif *Union Urbaine* de réaliser des prises de vues, ou une captation sonore sur place, incite Louis Staritzky et Nicolas Sidoroff⁹ à proposer la réalisation d'un fanzine durant les deux jours. À mon tour, j'imagine que nous pourrions installer un « atelier de fabrication » permanent durant les débats, afin que chacun puisse composer de courts textes, dessins, schémas, prendre des photos, etc.

Puis, tandis que nous cherchons à définir un troisième thème de travail autour de la question de l'apprentissage (au travers de l'action de terrain, de la recherche-action et du travail collaboratif), nous envisageons la possibilité d'aborder ce sujet, sur place, à partir des expériences présentées et débattues dans le cadre des autres thèmes.

Finalement, nous renonçons à ce troisième thème, afin de laisser la seconde journée entièrement disponible pour accueillir des propositions qui n'auraient pas trouvé place la veille et pour achever les diverses fabrications.

9. Doctorant en sciences de l'éducation (Université Paris 8 – Laboratoire Experice).

10. Située dans le quartier de La Plaine et gérée par la Compagnie *Jolie Môme*, la Belle Étoile accueille des manifestations artistiques et des initiatives d'acteurs du quartier de la ville (cie-joliemome.org/).

Impromptu

un temps pour faire recherche en fabriquant

Au cours de la soirée du 19 avril, les participants étaient conviés à un dîner organisé dans la salle de spectacle La Belle Étoile¹⁰. Ce temps informel a permis de poursuivre les discussions engagées durant la journée et d'avancer quelques pistes pour le lendemain.



Au matin de la seconde journée, des groupes se sont formés et mis au travail très rapidement, pour s'atteler à la fabrication de récits sous différentes formes. Des témoignages audio ou écrits, des photos, des dessins ont été collectés pour composer, le jour même, une première version du fanzine Faire la ville en commun. Un extrait du fanzine finalisé est fourni en supplément du présent numéro de la revue Agencements (la version intégrale est accessible en ligne : fabriquesdesociologie.net/ville-en-commun/)

Comme l'indique l'éditorial du fanzine, cette journée de fabrications improvisées a constitué une véritable expérience de coopération :

Ces vendredi 19 et samedi 20 Avril 2019, [...] avaient lieu les rencontres « Faire la ville en commun, expérimentations citoyennes et coopération ». Ce dernier mot a été expérimenté en direct avec les participant.es du samedi pour fabriquer (rechercher en fabricant, fabriquer en recherchant) un film et une première version d'un fanzine, plein de rires et de grandes réflexions... Deux semaines plus tard, comme convenu avec les participant.es, nous revenons avec une version plus étoffée du fanzine en y incluant les contributions finalisées des un.es et des autres.

Les travaux de cette journée ont donné lieu à trois autres réalisations qui figurent dans le présent numéro de la revue *Agencements* :

- Un article du Collectif-en-devenir : *Pratiques de fanzines* (cf. pp. 27-59), qui traite de ses propres expériences et de celles de différents collectifs, dont *En Rue* et les collectifs associés au projet *Un Futur Retrouvé* (UFR) qui se déroule dans le cadre de la rénovation urbaine du quartier Mermoz de Lyon¹¹.

- Un article collectif : *Masser les institutions, faire bouger les lignes* (cf. pp. 77-101), émergeant autour des questions abordées la veille, dans le cadre du thème « Expérimentations sociales et politiques publiques », et portant sur « la difficulté d'associer les institutions aux expérimentations que mettent en place les collectifs, de les intéresser et leur permettre d'y contribuer sans qu'elles ne les instrumentalisent [...] ». Le texte présente les récits de trois situations particulières « mettant en scène un moment de confrontation avec l'institution ».

11. Il s'agit de la Compagnie de théâtre *Augustine Turpax*, du Collectif d'architectes *Pourquoi Pas !?* et du collectif de Recherche Action Publique *Publics* (RAPp) qui édite le fanzine *L'Entre* (defluences.fr/).

12. Dans le texte : « On crée une ville avec nos villes », figurant dans le Fanzine *Faire la ville en commun*, Gabrielle raconte leur voyage en métro avec leur « salon de massage mobile », quelque peu encombrant.

Le titre de l'article est inspiré du travail de Gabrielle Boulanger et Marion Levoir, qui ont raconté « l'expérimentation qu'elles ont menée dans plusieurs quartiers populaires du Sud de l'agglomération Grenobloise et l'importance du "massage" dans cette aventure ».

- Un montage vidéo : *Faire (ville) et film en commun : un film-collage-montage-cadavre exquis* (cf. p.24) qui a été réalisé au cours de la journée du 20 avril, à partir des extraits de films présentés au cours de la séance « Faire recherche avec les médias » et de séquences tournées le jour même, durant l'atelier de massage organisé par Gabrielle Boulanger et Marion Levoir (Projet ArtCare, Grenoble – museedutempslibre.org)¹².

Trois conditions pour « faire en coopération »

L'ensemble de cette réflexion – nourries par les observations réalisées durant la préparation de ces journées et par la lecture des mails archivés – m'amène à relever trois points qui permettent de caractériser la « manière de faire en coopération » qui a été mise en œuvre.

Premièrement, il s'agit de prendre en compte l'expérience des participants en matière de coopération. Si un tel pari (improvisation et fabrication) pouvait sembler risqué ou franchement déraisonnable, nous avons plusieurs raisons de penser qu'il pouvait être tenu. Nous savions que nous pourrions compter sur la contribution des membres du réseau des Fabriques de sociologie et sur celle des membres des collectifs invités, ces personnes ayant toutes une grande expérience des pratiques collectives dans différents contextes. Par ailleurs, les premières phases de préparation des rencontres montraient que la dynamique de construction collective était déjà bien engagée.

Deuxièmement, la posture de l'organisateur est essentielle. S'il s'agit bien d'arrêter des orientations et de porter une démarche, il est cependant nécessaire de ne pas avoir d'idée préconçue sur le contenu, de ne pas avoir d'avis ni d'envie particulière concernant ce qui se fera en pratique. Cette « absence », qui se présente comme un paradoxe (arrêter des orientations mais ne pas formaliser

er les contenus), constitue selon moi une condition nécessaire permettant de faire une véritable place aux personnes sollicitées pour contribuer au projet.

Troisièmement, certaines modalités d'animation des échanges sont indispensables pour permettre une élaboration collective. C'est la remarque de certains de mes interlocuteurs, au sujet de la longueur des mails que je leur adressais, qui m'a permis de prendre conscience de l'option que j'avais adoptée pour engager les discussions : j'ai en effet diffusé largement les premières propositions et pistes de réflexion plutôt que de communiquer la synthèse d'échanges individuels. Cette option résultait davantage d'une nécessité que d'un choix délibéré : je cheminais véritablement au fil de ces échanges et j'éprouvais le besoin de partager mes réflexions et celles émises par les uns et les autres.

Des discussions collectives se sont installées progressivement, suscitant de nouvelles propositions et engageant chacun dans la co-construction des rencontres.

On peut également retenir ici que la meilleure garantie pour atteindre l'objectif d'une construction collective est d'y être obligé. La deuxième condition énoncée ci-dessus – ne pas disposer d'un projet préconçu – constitue en effet une contrainte opérante, car elle impose de construire « en marchant » et en collaboration.

Cette démarche a permis que la première journée se déroule dans de très bonnes conditions. Celle-ci a été vécue comme une expérience partagée, entre des « intervenants » devenus co-organisateurs et des « invités » devenus réellement participants. Ces conditions expliquent certainement la facilité avec laquelle les groupes se sont constitués dès le début de la deuxième journée pour faire « improvisation », la qualité de leur engagement dans un travail collectif et celle des différentes « fabrications ».

Cet article a été rédigé en collaboration avec Régis Garcia, doctorant en sciences de l'éducation (Université Paris 8 – Laboratoire Experice).



Collectif éphémère

FAIRE (VILLE ET) FILM EN COMMUN

Collectif éphémère du 20 avril 2019 :
Janie ADGÉ, Nicolas BURLAUD (*Primitivi*),
Youcef CHEKKAR, Marie MENAUT,
Victor VAN DER WOLDENBERG
(*Union Urbaine*).

FAIRE (VILLE ET) FILM EN COMMUN

UN FILM-COLLAGE-MONTAGE-CADAVRE EXQUIS

*Des militants qui luttent pour garder voix au chapitre dans
l'évolution de leur quartier,*

*Des sociologues qui réfléchissent à ce qui nous unit,
à comment une séance de massage*

*ou la fabrication collective de mobilier urbain en béton peuvent
créer un cadre de rencontre.*

*Des journalistes de proximité qui filment un tournoi de FUTSAL
inter-quartiers comme un moment de communion,*

*des images filmées dans les rues d'Alger où le Peuple manifeste
pour sa liberté et sa dignité...*

*Qu'est-ce qu'on fout là tous ensemble, après quoi on court en se
réunissant pour « faire la Ville en commun » ?*

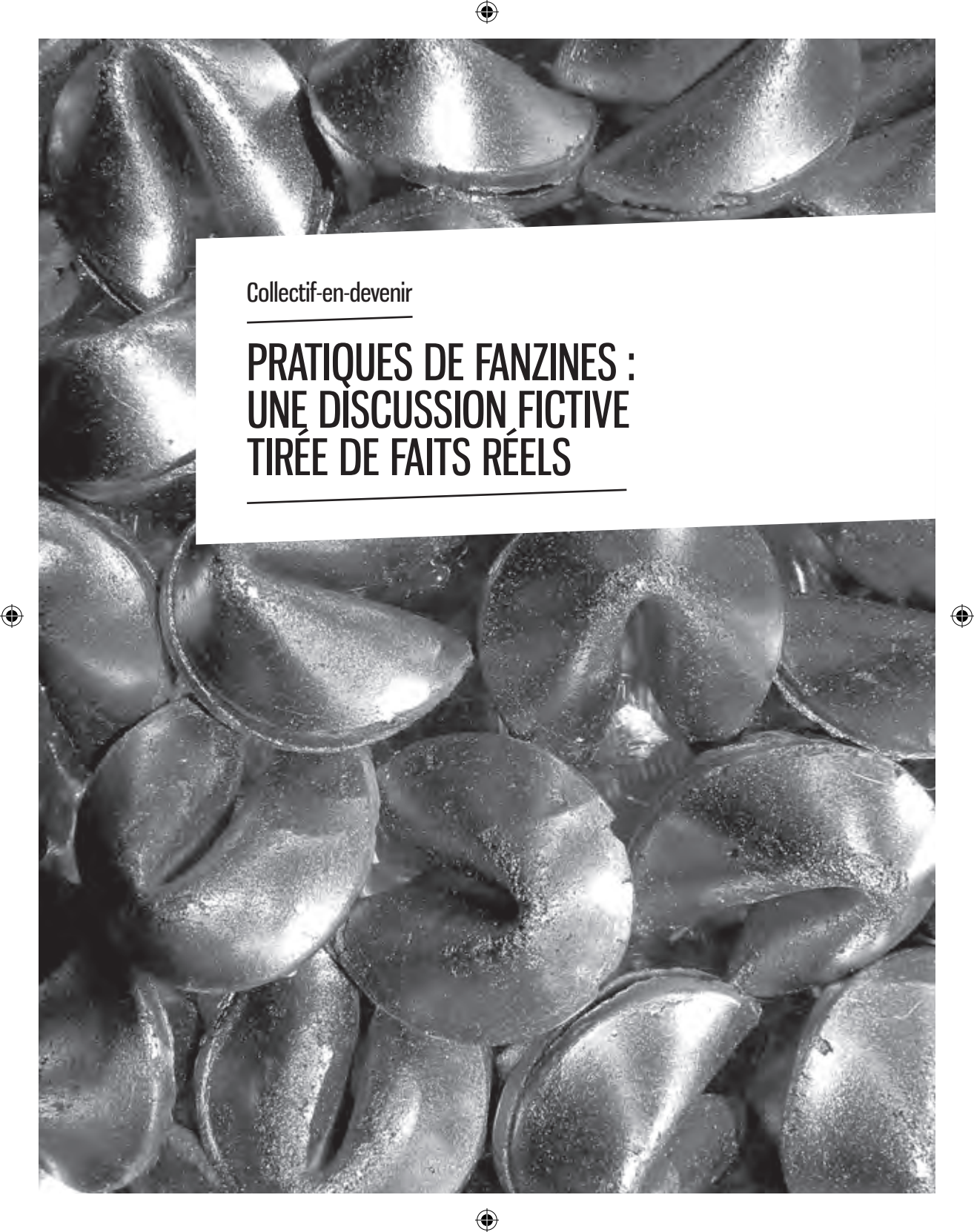
*Un film-collage-montage-cadavre exquis réalisé en express
à plusieurs mains, à plusieurs têtes, à plusieurs textes, qui
assemble des bribes de tout ça, capte et ponctionne par le fait de
saisies récurrentes et fait émerger quelque chose...*

Nicolas Burlaud



vimeo.com/331947422

Ce film a été réalisé par un collectif éphémère constitué à l'occasion des rencontres « Faire la ville en commun : expérimentations citoyennes et coopérations » (Cf. édito), organisées par le Laboratoire Experice (Université de Paris 8) et le réseau des Fabriques de sociologie (fabriquesdesociologie.net/) les 19 et 20 avril 2019. Il est composé d'extraits des films réalisés par les collectifs *Primitivi* de Marseille (primitivi.org/), *Union Urbaine* de Montpellier, (unionurbaine.com/) En Rue de Dunkerque (fabriquesdesociologie.net/EnRue/) ; des séquences tournées sur place pendant la séance de massage organisée par Gabrielle Boulanger et Marion Levoir (Projet ArtCare, Grenoble – museedutempslibre.org) ; et des images tournées la veille en Algérie par Youcef Chekkar (Doc-torant – Laboratoire Experice).



Collectif-en-devenir

PRATIQUES DE FANZINES : UNE DISCUSSION FICTIVE TIRÉE DE FAITS RÉELS

Collectif-en-devenir

PRATIQUES DE FANZINES

LE COLLECTIF-EN-DEVENIR regroupe des doctorant·es du laboratoire Experice de l'université Paris 8, qui développent joyeusement différentes pratiques de recherches.

Homogénéisation décidée

- féminisation avec un seul point médian (-es), « ille » et accord de l'adjectif au genre du mot le plus proche, sauf dans les citations ou formes de dialogue que les personnes utilisent dans leurs discours ;
- « nous » dans l'écrit façon texte (présentation, commentaire final et notes de bas de page), « on » dans l'oral transcrit (personne n'a dit un « nous » dans les extraits que l'on a mis) ;
- Collectif-en-devenir : majuscule et tiret (cohérence avec le texte Minga dans Agencements²) ;
- Les journées d'avril s'appellent « Faire la ville en commun » (cohérence avec la comm') ;
- la fanzine est au féminin quand c'est *Lapalissade* ! ;
- n° quand on parle d'une des *Lapalissade* (et pas numéro ou num ou #, etc.) ;
- # pour les *fanzine En Rue* ;
- N° pour *Agencements* ;
- Illustrator ou InDesign : Écrire les noms de logiciels avec un chiffre remplaçant une lettre est un code que nous avons adopté : modifier le nom officiel en jouant avec une similitude graphique insidieuse pour signaler que c'est une version piratée... (Quelques personnes utilisent ce code.)

Collectif-en-devenir

UNE DISCUSSION FICTIVE TIRÉE DE FAITS RÉELS

De *Lapalissade* à « Faire la ville en commun »

Au départ il s'agissait d'écrire un article sur notre pratique du fanzine, celle-ci traversant la petite histoire de notre collectif depuis bientôt trois ans. Nous aurions pu tracer un cheminement allant du premier numéro des *Lapalissade* portant sur la question de l'évaluation dans le contexte universitaire des mouvements sociaux liés à la « loi travail » jusqu'à notre dernière fanzine produite et distribuée¹ à New York, questionnant les rapports de pouvoir qui traversaient le colloque à la New School dans lequel nous intervenions.

Après avoir produit plusieurs numéros dans des formats, sur des sujets et dans des contextes extrêmement différents, après avoir étendu cette pratique à certains lieux de nos recherches, après que tout cela ait fait écho auprès de certain-es ami-es qui s'y sont, elleux aussi, mis-es, après que nous ayons discuté « expériences de fanzine » lors de nos rencontres « Faire la ville en commun » d'avril 2019 et après en avoir produit un collectifement durant ces journées... il nous semblait important d'écrire un article à ce sujet. Nous voulions que ce texte croise la longue histoire militante du fanzine avec notre type de « publication autonome » conçue comme une forme d'écriture d'intervention, à mi-chemin entre le « journal d'intervention » et le DIY punk (*do it yourself*). Puis, nous voulions également, au travers de deux entretiens réalisés auprès d'amis s'adonnant à la pratique du fanzine ainsi que des enregistrements des rencontres « Faire la ville en commun », pouvoir trouver des éclairages en faisant dialoguer nos réflexions avec celles des autres.

En mettant sur la table l'ensemble des matériaux récoltés, retranscriptions des entretiens et des interventions, fanzines, ci-

1. Au premier numéro, nous avons décidé d'écrire au féminin : la fanzine *Lapalissade*. Pour l'instant, nous arrivons à garder cela même si ce n'est pas facile. Dire « la fanzine » quand nous parlons des nôtres, se rendre compte des difficultés et des questions que cela nous pose avec nos réflexes construits devenus incorporés est une expérience intéressante. Nous la continuons.

tations et extraits de textes sur le sujet, il nous est apparu qu'une mise en conversation permettait mieux leur mise en valeur.

Nous proposons donc une retranscription fictive qui pourrait être celle d'une discussion que nous aurions décidé d'animer sur la pratique du fanzine dans une journée comme celle de « Faire la ville en commun ». Nous avons imaginé ce qu'aurait pu produire cette rencontre à partir de la matière tout à fait réelle que nous avons entre les mains. Nous prévenons donc dès maintenant tou-t-es les participant-es de ne pas s'étonner de se retrouver dans cette discussion qui n'a pas tout à fait eu lieu, en tout cas pas dans les rapports d'espace-temps classiquement admis dans les rencontres en sciences sociales.

Cette conversation se suivra d'autant mieux avec des fanzines sous les yeux, par exemple ceux dont il va être question dans cet article. La fanzinothèque du site des Fabriques de sociologie² les rassemble avec quelques autres.

2. [fabriquesdesociologie.net/
fanzines/](http://fabriquesdesociologie.net/fanzines/)

Les personnages

Pour une meilleure visualisation de nos échanges, nous proposons une brève présentation de ceux qui vont parler :

Le Collectif-en-devenir animera la discussion. Nous choisissons de signer collectivement « Collectif-en-devenir » parce que la composition du collectif n'est jamais fixe, elle fluctue suivant nos disponibilités. Nos participations ne sont pas constantes, aussi bien globalement pour une activité qu'au cours du travail sur une même activité. À certains endroits, quelques individualités du collectif prennent la parole individuellement : **Louis, Youcef, Léa et Nicolas**.

Martine est docteure en sciences de l'éducation, université Paris 8. Elle était la co-organisatrice et la coordinatrice des journées « Faire la ville en commun » des 19 et 20 avril 2019. Elle participe au fanzine *En Rue* dans le cadre de la permanence de recherche tenue avec Pascal et Louis dans deux quartiers populaires de la périphérie dunkerquoise.

Sébastien est un activiste de la scène musicale « underground » lyonnaise, à la fois sur scène et aussi comme organisateur et/ou chroniqueur. Il a longtemps joué dans les groupes Kabuki Buddah, Miss Goulash et The Rubiks. Aujourd'hui il joue dans Seb and The Rhââ Dicks (un solo) ou avec Top Secret. Il écrit et édite un fanzine depuis 2000 : *Joie de vivre et nouilles en salade* avec déjà 45 numéros.

Teal est professeure, historienne du design et critique. Elle est spécialisée dans les contributions féminines au graphisme.

Thomas est chercheur. Actuellement, il travaille entre autres à Mermoz, un quartier de Lyon en rénovation urbaine dans le projet *Un Futur Retrouvé* (UFR) avec la Cie Augustine Turpax (théâtre), le Collectif Pourquoi Pas !? (architecture) et la RAPP (Recherche Action Publique publics). Dans ce cadre, il anime le livret *l'Entre*.

Pascal est professeur en sciences de l'éducation à l'université Paris 8 Vincennes Saint-Denis. Il était co-organisateur des journées « Faire la ville en commun » et participe au fanzine *En Rue*.

Nabyl est éducateur spécialisé sur la ville de Saint-Pol-Sur-Mer. Il mène actuellement une recherche-action qui réinterroge la prévention spécialisée. Il participe au fanzine *En Rue*.

Patrick est chargé de mission « art et espace public » à la ville de Dunkerque. Il participe au fanzine *En Rue*.

Myriam est maîtresse de conférence en langue et littératures françaises et francophones et dirige le Centre d'études québécoises de Paris 3. Ayant travaillé sur l'hétérolinguisme et l'indiscipline, ses publications reflètent une volonté d'expérimenter différents registres d'écriture.

Henri a été directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales, directeur fondateur du Collège coopératif de Paris. Il a notamment travaillé sur les pratiques coopératives. Il est mort en 1994. Son fantôme, comme beaucoup d'autres, continue de hanter ou de coopérer en habitant nos réflexions, nos travaux et nos discussions.

Petit échauffement mental préalable : relâchez vos muscles, étirez votre imaginaire, inspirez en ressentant la joie de vivre, expirez en pensant à des nouilles en salade... C'est bon, vous y êtes !

Imaginons maintenant une grande table... Tout le monde n'est pas là tout le temps, des participant-es ne feront que passer apporter leurs contributions, d'autres ne feront qu'écouter attentivement. Différents fanzines s'échangent et circulent dans l'assemblée, ils sont avec quelques livres plus ou moins épais, sur une table de presse (l'expression des rendez-vous politiques), sur un infokiosque (l'expression des rendez-vous militants), sur un stand de distro (l'expression lors de concerts). Quelques victuailles sont au milieu de cette table, le bruit de la cafetière vient de se terminer et son parfum commence à se répandre. Nous allons pouvoir rester longtemps.

Différentes formes de sérieux et de formats

Louis : En introduction de la rencontre d'avril, j'avais présenté la proposition de faire un fanzine pendant ces deux jours. L'idée n'était plus trop inédite parce que maintenant je, on et plusieurs collectifs le font souvent. Certain-es se moquent même en disant qu'on ne fait plus que ça ! Sur les différents moments de terrain, par exemple à Dunkerque, on crée des fanzines avec les gens dans une démarche partagée. Ce qui est bien dans un fanzine, c'est qu'on n'est pas obligé d'écrire des choses tout à fait sérieuses, tout à fait construites, donc on peut y mettre autant des photos que des dessins, des textes un peu plus écrits, une réflexion, une entrée de journal, un bout de quelque chose, d'interview, une discussion qu'on veut retranscrire, etc. L'idée pour ces deux jours était donc de collecter tous ces matériaux, et je proposais que le deuxième jour, on essaye de commencer à les réunir, et de faire un atelier avec celles qui voudraient bien aider, pour rassembler toute la matière, l'agencer et créer le fanzine « Ville en commun ». Il est sorti le samedi soir avec 52 pages.

Martine : J'avais préparé le matériel : on avait amené plein de stylos et de feuilles de papier. Elles permettaient d'attraper de quoi griffonner dès que besoin, de faire des choses qu'on

pourrait peut-être afficher et composer pour le fanzine à venir. J'avais aussi mon appareil photo, et je n'étais pas la seule. Certaines avaient des caméras et des enregistreurs numériques.

Collectif-en-devenir : Il y a donc quelque chose à distinguer entre le sérieux des propos tenus dans un fanzine et les choix effectués en termes de forme. Pour nous, qui sommes censés être des « chercheur-es », il s'agit de s'autoriser à parler de recherches (c'est-à-dire de choses tout à fait aussi sérieuses que des disques, des interviews, des cartes ou schémas de travail, des comptes-rendus d'action, des extraits de journaux de recherche, des témoignages, etc.) sans se sentir tenu-es par la forme article ou communication en colloque universitaire. Le sérieux qui nous occupe n'est pas celui imposé par une tutelle pour exercer son pouvoir. Il n'est pas celui qui répond à des exigences en termes de façons de faire de la recherche conçues préalablement, à appliquer avant de penser. De telles exigences et préalables balisent l'imagination et donc cette activité de penser : les formes, les écritures, les raisonnements, parfois même les références. « Être sérieux-se » dans ce cas signifie avoir très peu d'idées. Et pour nous, avoir des idées signifie ne jamais être sérieux-ses ainsi, mais être sérieux-ses³, réfléchi-es et rigoureux-ses en choisissant nos pratiques et les manières de les mener. On verra que faire des fanzines, c'est pouvoir choisir à beaucoup d'endroits et de moments. Cette volonté de décalage en termes de « sérieux » et de « format » plus facilement permise par un fanzine que par une autre forme universitaire établie, a beaucoup contribué à ce qu'on adopte cette forme sans vraiment la connaître. Elle convoquait pour nous des éléments punk-rock et DIY, et les brochures, livrets ou publications autonomes type infokiosques que nous rencontrions dans différentes réunions et manifestations militantes. Par exemple, le texte de Jo (Joreen) Freeman « La tyrannie de l'absence de structure », à notre connaissance, n'a été diffusé en français qu'essentiellement grâce à une forme d'auto-édition « sauvagement ». Il y a juste eu une traduction dans le *Monde diplomatique* en janvier 2015, au moment où de telles questions se posaient sur la ZAD de Notre-Dame-des-Landes. Mais la connaissance et la diffusion de ce texte dans les milieux où il est utile et bienvenu viennent des photocopies-maison d'auto-éditions ou de démarches de micro-éditions.

3. À l'oral, il est sûr que nous aurions dit ici « être très sérieux-ses » pour marquer la différence. Mais l'écrire ainsi ferait exister comme une asymétrie : d'un côté il suffirait d'« être » alors que de l'autre il faudrait « être très » ? Non.

La fabrication technique, bricolage manuel et informatique

Collectif-en-devenir : Sébastien, tu es le plus ancien dans cette pratique. Commençons peut-être par toi : comment as-tu commencé et fabriqué *Joie de vivre et nouilles en salade* ?

Sébastien : Déjà, j'ai fait en sorte que ce ne soit pas très compliqué. C'est-à-dire que ce soit un A4 recto verso noir et blanc, qui ne coûte pas grand-chose financièrement et donc que tu peux distribuer gratuitement. Même si avec les années, en fait, il ne faut pas additionner parce que c'est un peu dramatique, vu qu'il n'y a pas de pub ni rien.

Collectif-en-devenir : Pour nous, une des marques de fabrique de ton fanzine est l'interview dans la page centrale, montée avec plein de phrases imprimées, découpées et collées. Tu parlais économie en évoquant le A4 plié en deux, alors qu'au niveau du temps passé...

4. Il vient de sortir un livre, annoncé comme un fanzine, reprenant une cinquantaine de ses visuels et affiches (certaines réalisées avec beaucoup de collages) : Seb Radix, *Bière, Feuille, Ciseaux : escroquerie graphique et phylactères*, Lyon, éd. Barbapop, 2019. Voir en ligne : barbapop.com/radix
Dans l'introduction, il écrit :
« Avant tout, il faut savoir que je ne sais pas vraiment dessiner mais, par contre, j'aime le faire. Découper, assembler, coller, photocopier, dessiner par dessus : j'adore ça, c'est ce que je fais. Je le fais toujours avec plaisir. Des fois, on s'arrache les cheveux sur tel ou tel truc qui rentre pas dans l'espace qui reste, alors on bricole, c'est sûr que ça serait plus rapide sur un ordi, mais encore faut-il savoir s'en servir... »

Sébastien : Oui, évidemment il faut compter la main-d'œuvre, mais je l'ai rarement fait [rires], dans tous les domaines, artistiques ou pas d'ailleurs. Le collage tient surtout à ce que je n'ai jamais su faire de mise en page sur ordinateur. Puis c'est devenu une esthétique parce que j'aimais bien le faire⁴. Je me suis dit à un moment que je pourrais le faire sur ordinateur et j'ai essayé. Pour quelques numéros, j'ai presque tout fait à l'ordinateur, et... c'était une vraie catastrophe. Quand je revois les numéros aujourd'hui je fais « pouah », c'est dingue. Et je ne pense pas y avoir passé moins de temps qu'à découper les bouts de papier. Maintenant, c'est vrai que, même si je trouve l'interview pas si intéressante, je suis bien content de découper dedans, de coller des extraits, et de faire un truc joli à la fin. En exagérant un peu, je dirais que ma pratique s'est transformée ainsi avec le temps. Il faut dire aussi que dans l'histoire des fanzines, beaucoup étaient mis en page comme cela, et il y en a encore plein aujourd'hui, comme celui que vous avez ramené de New York [en pointant la *Lapalissade* n° 6] ! J'ai donc adopté une esthétique, et le collage me plaît assez. Pour le faire, je bricole ! Déjà, faire en sorte que ça rentre. En général, sur la page

centrale, j'écris ou je colle en gros d'une certaine manière le nom de l'artiste interviewé-e. Ensuite, j'imprime chez moi l'interview en pas trop gros et je commence à découper et à coller. Maintenant, je commence par la fin pour être sûr que ça se termine bien [rires], mais ça ne fait pas longtemps que j'ai compris que c'était une bonne idée de faire ainsi. Et aussi, je plie la feuille en deux au départ, pour être sûr d'avoir bien deux pages distinctes. Pendant longtemps, ce n'était pas réussi. Et voilà, j'arrive à faire rentrer le truc, et des fois je coupe des bouts qui me semblent moins intéressants, ou des bouts de phrases quand je vois que ça ne va pas tenir. Je fais un peu du début et un peu de la fin en même temps, et puis j'essaye de faire en sorte que ça se rejoigne pour ne pas avoir un gros pâté à la fin et tout espacé au début. Pour encore plus de détails concrets et précis, je sais que ces aspects vous intéressent, j'utilise ma table du salon. Avoir plusieurs bouts découpés t'oblige à t'y coller pendant un moment. En général, une fois commencé, je finis assez vite, disons en deux soirées. Après, vu que ce n'est que du texte, j'ai construit des « techniques », par exemple je ne découpe qu'une partie que je pose à côté en petites bandes, en espérant qu'il n'y ait personne qui souffle ou éternue ! De mon côté, j'aime bien les trucs un peu cradingues. Je ne suis absolument pas dérangé par les bouts de colle visibles. Parce que, à mon avis, beaucoup de personnes font des fanzines de la même manière que moi, mais tu as l'impression que c'est sur ordinateur parce qu'ils le font nickel. Moi, j'aime bien le côté où l'on voit les défauts.

Collectif-en-devenir : Pour nos *Lapalissade*, en ce qui concerne les numéros papier A5 (A4 plié en deux) avec beaucoup de textes (les n° 1, 2, 5), on utilise classiquement un traitement de texte, au format A4 qu'on imprime en brochure ou livret A5. Puis on fait des photocopies standards. C'est-à-dire que les dessins ou les photos par exemple, seront imprimées en noir et blanc puis photocopiées. Il faut y penser et apprendre à jouer avec la luminosité et le contraste. Le nombre de pages n'est pas une question essentielle, en dehors de la vigilance à ce qu'il soit divisible par 4, parce que nous pouvons imprimer « en perruque » en utilisant pour le Collectif, différents moyens d'impression dans nos lieux et activités professionnelles. Ceux-ci suffisent à notre diffusion pour le moment.

La n° 3 est une vidéo, donc il y a aussi une logique de collage-montage. Tout comme dans la forme écrite, on ne s'est pas fait de souci par rapport aux exigences, du moins celles basiques

5. Journées d'étude *Le fil interrompu, Autour du mouvement social du printemps 2016*, organisées par le Laboratoire d'études et de recherches sur les logiques contemporaines de la philosophie et le département de philosophie de l'université Paris 8 Vincennes Saint-Denis, le 26 Janvier 2017.

6. Teal Triggs, *Fanzines, la révolution du DIY*, Paris, éd. Pyramyd, 2010 (traduit de l'anglais par Claire Reach), p. 14-15. Elle cite : Walter Benjamin, « L'auteur comme producteur. Allocution à l'Institut pour l'étude du fascisme à Paris, le 27 avril 1934 », dans *Essais sur Brecht*, Paris, La Fabrique Éditions, « Hors collection », 2003, p. 122-144 ; et : Stephen Duncombe, *Notes from Underground: Zines and the Politics of Alternative Culture*, Londres, Verso, Londres, 1997, p. 21.

pour la réalisation d'un film. Nous avons de la matière (images et sons) et un ordinateur avec une version d'essai d'un logiciel de montage disponible. Une opportunité s'est ouverte quand on nous a demandé de participer à une journée d'étude sur le mouvement social du printemps 2016, à laquelle on ne pouvait pas se rendre collectivement et que l'on voulait marquer d'une présence-absence⁵.

La n° 4 est hors format : A1 recto verso en couleur ! On est passé par l'ami d'une co-rédactrice qui a finalisé en pdf dans illustrator. En faisant ce choix, on n'a réussi à imprimer que 30 exemplaires ! La n° 6 est la plus voisine de ce que Sébastien décrivait. C'est une page, format équivalent américain du A4 recto verso noir et blanc, notamment parce que la question économique de l'impression en nombre était là présente. On n'avait pas non plus de solution d'impression depuis un ordinateur, alors tout est écrit à la main, découpé et collé ! On s'adapte avec les moyens du bord, aux conditions des possibles au moment de l'écriture, de la mise en forme comme de l'impression.

Teal : « Le "braconnage" et la recontextualisation d'articles de journaux grand public, de photographies par le biais du collage, et d'autres éléments par le biais d'éléments traditionnels créent une "urgence de la résistance" et une "urgence d'engagement personnel". L'utilisation des photocopieuses (ou de la Ronéo et du duplicateur dans les premiers fanzines) renforce ce sentiment d'immédiateté du message. (...) Lorsqu'ils se penchent sur la valeur du fanzine en tant qu'objet historique, les chercheurs puisent souvent dans l'œuvre de Walter Benjamin "L'auteur comme producteur" (1934). Duncombe met cette question en perspective avec une "politique de la forme" ; les fanzines se positionnent "au sein de la condition de la production culturelle, qui constitue une composante essentielle de leur politique", mais aussi au sein du contexte culturel dans lequel ils sont produits. Le fait que les fanzines soient des productions amateurs suggère qu'ils se situent déjà en opposition avec l'édition traditionnelle et ses conventions. Dans le même temps ils sont conçus pour être éphémères. Ces conditions poussent Duncombe à suggérer que la forme intervient "à l'encontre de l'archivage et de l'exposition fétichiste que connaît le monde de l'art traditionnel et dans le sens de l'esprit lucratif du monde commercial." »⁶

Thomas : Pour ma part, j'ai utilisé InDesign, beaucoup mieux qu'un traitement de texte pour faire de la PAO (production assis-

tée par ordinateur). Mais j'ai mis du temps à comprendre comment ça fonctionnait. Sur ces affaires d'édition, je pars de zéro comme souvent en informatique. D'ici le prochain, il faudra que je m'occupe de trouver un logiciel qui me permettra de gérer plus facilement les images. Donc pour ce premier numéro, une fois que j'ai eu le contenu, j'ai tout agencé dans le logiciel. C'est à ce moment que j'ai appris à l'utiliser. J'ai demandé à des copains de me montrer comment ils faisaient. Au début, je ne savais même pas créer un document avec les 24 pages ; j'ai créé une première page pour commencer, puis une autre et c'était ridicule. Un ami m'a débloqué : « mais crée déjà un bon document ». Je ne prends pas le temps de lire et de regarder l'outil, j'essaye directement de faire ce que je veux sans le connaître. Alors que, effectivement, si tu crées ton document à l'avance avec un nombre de pages multiple de 4, si tu crées et mets les gabarits à droite etc., c'est tout de suite plus facile. J'ai aussi appris à jouer d'abord sur le gabarit, et après seulement sur le document lui-même. Et cette semaine, une amie m'a filé des typographies et des conseils qui m'ont bien débloqué. Le document était beaucoup plus propre et ça m'a permis de le finaliser !

Louis : « Dès notre arrivée sur les chantiers *En Rue* [à Dunkerque], nous avons commencé à réfléchir à la façon dont nous allions faire recherche sur ce terrain. Sur les chantiers nous étions conviés à participer avec le collectif et les habitants aux fabrications en cours, il fallait que nous trouvions nous aussi une manière d'inviter à bricoler la recherche collectivement. Bricoler une recherche qui ne s'écrit pas uniquement dans une temporalité extérieure au terrain de recherche, une recherche qui n'écrit pas juste "sur" mais "avec", une recherche qui fasse exister d'autres langages, d'autres manières de faire. Parce que nous savons que les formes d'écriture de la recherche instaurent des rapports de domination qui, depuis les premières expéditions anthropologiques du XVIII^e siècle n'ont pas énormément évolué, il nous fallait nous en décaler radicalement. C'est ici que le fanzine entre en jeu et que nous proposons au collectif *En Rue* d'en créer un et de le produire pendant le temps du chantier. Le fanzine propose un autre scénario, celui d'une recherche qui se donne à voir et tente de s'écrire dans des formes diverses et avec les personnes impliquées dans la situation. Le fanzine *En Rue* est un travail de coopération, personne n'est en mesure de le produire seul et sûrement pas les chercheurs associés au projet. Textes, photos, cartographies, dessins, interviews, mise en page, il fait appel à un nombre

7. Louis Staritzky, « Quand la recherche s'écrit en fanzine... », dans la Brochure *En Rue* n° 1 : Qu'est-ce qu'En Rue fabrique comme recherche (la recherche fait chantier, le chantier fait recherche), octobre 2018, p. 25-28. En ligne : fabriquesdesociologie.net/EnRue/2018/10/26/brochure-en-rue-1-quest-ce-que-n-rue-fabrique-comme-recherche-la-recherche-fait-chantier-le-chantier-fait-recherche

8. Le CEA est un réseau international de 8 universités (danoise, marocaine, indienne, américaines, brésilienne, colombienne et française avec Paris 8) « critiques, alternatives et innovantes ». Le titre de sa cinquième conférence annuelle était « *Boundary Crossings in Culture, Power, and Experience: Re-imagining Higher Education* » (Traverser les frontières de la culture, du pouvoir et de l'expérience : ré-imaginer l'enseignement supérieur), du 6 au 8 juin 2019. En ligne : criticaledgealliance.com

de connaissances et de savoir-faire diversifiés et demande donc à être produit collectivement. » On détaille cette histoire dans la première brochure qu'on a sortie⁷.

Fabriquer le fanzine à plusieurs

Collectif-en-devenir : Louis vient d'introduire la question de l'équipe ou du collectif de fabrication du fanzine. Dans notre cas, nos écritures sont communes, les textes des fanzines s'écrivent à plusieurs mains. La plupart du temps, on fonctionne ainsi : sur un sujet qui fait nœud dans nos travaux et discussions, on s'organise une forme de conférence de rédaction en listant les thèmes ou questions dont il faudrait parler. Elle se termine dans un tour de table pour savoir qui se sent d'écrire sur quoi. Et chacun-e part écrire une première version d'une des parties du texte final. Le groupe, ensuite, relit activement chaque partie avec des corrections, précisions, commentaires, ajouts, transformations en allant progressivement vers le texte final. Il peut y avoir un autre type de fonctionnement façon fourmillement-cristallisations : par exemple pour la n° 6, réalisée à New York en une soirée et à partir de l'atelier que nous avons mené à la cinquième conférence du *Critical Edge Alliance* (CEA)⁸. En même temps qu'on discutait de la décision d'en faire une ou pas, l'un-e de nous prend une affiche sur un feu de circulation en disant que ça pourrait faire une bonne couverture, on approuve mais il faudrait n'en prendre qu'un bout. On trouve alors un bar pour s'installer et bricoler, on fait des essais ensemble, l'un-e écrit à la main le titre, on discute de ce qu'on met au milieu et comment, etc. Ce fonctionnement construit des bouts de texte par prolongations et cristallisations. Un flot d'idées s'exprime, elles fourmillent et se répondent en interactions, échos ou contrastes. À un moment précis, une fait mouche et accroche suffisamment de monde pour que quelqu'un-e la commence. Si elle tient, elle prendra place dans le fanzine et plusieurs travaillent dessus. L'écriture avance par la succession de tels moments et avancées. C'est Rémy Hourcade qui décrit un phénomène similaire de brusque consensus sur une proposition qui fait passer une étape au processus collectif. Dans un article, il explique comment illes, à plusieurs auteur-es, traduisent collectivement en français un poème d'une langue étrangère⁹.

On a aussi décidé de désigner une rédactrice en chef collective pour chaque numéro, elle donne une couleur à la rédaction. Pour les deux premières, il s'agit d'« Ana-Lise Truc », le nom du groupe qui a signé le texte « La validation universelle comme analyseur de l'institution universitaire, une mobilisation à l'Université Paris 8 (mars-juillet 2016) », premier texte de la première fanzine. Celle de la n° 5 « Ecri-tor-(t)ure » est « Minga at riscle » parce qu'on l'a écrite pendant notre minga à Riscle¹⁰, etc. On met le contenu du fanzine en licence copyleft : cc (creative commons), by (la licence n'est donnée que si on cite l'auteur, ici Collectif-en-devenir avec une date pour mieux l'identifier), sa (pour « shareAlike » en anglais, la licence n'est donnée que si tout partage, utilisation, transformation et travaux suivants se font avec cette même licence. Si quelqu'un-e veut faire différemment, il faut qu'il le nous demande).

Plusieurs numéros ont été co-écrits et réalisés avec des personnes en proximité mais plus éloignées du noyau du collectif, on en parlera peut-être tout à l'heure.

Et toi, Thomas, es-tu le seul à avoir écrit dans *L'Entre* n° 07-2019 ?

Thomas : Non, par exemple, la carte mentale (p. 10-11) est celle qui est au mur de l'appartement du projet UFR, *Un Futur Retrouvé*. Les cubes de la page suivante (p. 12) correspondent à des dessins et annotations de Louis-Antoine et Anne-Sophie de la compagnie Augustine Turpau. Ces cubes ont été réalisés au cours d'atelier de bricolage dans le week-end par les architectes et ceux qui veulent venir bricoler avec nous. Je n'ai pas non plus écrit la partie « La barre Morel » (p. 13-17), qui est une saynète de théâtre, une histoire jouée dans le quartier. J'ai demandé aux trois comédiens de m'écrire quelque chose, elles avaient joué des personnages dans l'espace public. Anne-Sophie a retranscrit pour cette occasion. La couverture et le dos sont basés sur une photo d'une dalle sur Mermoz, prise par Louis-Antoine. Pour la présentation des deux jours (27 et 28 juillet) au dos, j'ai repris le tract que la compagnie a distribué. Même si ce sera vite périmé, je me suis dit que ça pourrait être l'occasion de faire trace. J'ai écrit le reste mais l'objectif est de pouvoir multiplier les écritures. Ce numéro était comme le geste inaugural, donc celui des trois entités du projet UFR : architecture, théâtre et recherche.

Collectif-en-devenir : On a écrit au dos de la *Lapalissade* n° 1, que le deuxième numéro est en préparation et loin d'être fini et

9. La citation complète est : « à un moment donné du travail (en général vers la fin de la première journée) un consensus s'établit entre les membres du groupe, le plus souvent après qu'ils sont parvenus à résoudre une difficulté saillante du texte. Cet accord, autour d'une proposition qui fait brusquement l'unanimité, donne une nouvelle impulsion au séminaire, en accélère le mouvement pour les jours qui suivent. » Rémy Hourcade, « De la traduction collective », dans *À Royaume, traduction collective (1983-2000), une anthologie de poésie contemporaine*, sous la dir. de R. Hourcade, C. Esteban et E. Hocquard, éd. Creaphis, coll. Anthologies et colloques, 2000, p. 9-13. L'extrait ci-dessus est p. 11.

10. Collectif-en-devenir, « Vous reprendrez bien un peu de minga ? Quelques jours de recherches collectives », dans *Agencements* n° 2, Rennes, éd. du commun, décembre 2018, p. 182-203.

donc qu'« il attend vos réactions, commentaires, compte-rendus, expériences, et tout et tout. » Nous n'avons rien reçu de tel. Sébastien, on a aussi vu des fanzines *Joie de vivre et nouilles en salade* où tu appelais à contributions : cela a-t-il marché ?

Sébastien : Je ne m'en souviens plus mais je l'ai sûrement fait dans la volonté d'avoir un fonctionnement plus participatif. Mais ce dont je suis sûr c'est que cela n'a pas du tout marché [rires]. Je n'en ai aucune analyse mais je comprends tout à fait ! J'ai souvent vu dans des fanzines ou entendu à la radio des personnes qui appellent à participer. Personnellement, je n'ai jamais appelé à une émission de radio disant « appelez-nous pour donner votre avis sur machin », je n'ai jamais répondu à un fanzine disant « si vous voulez écrire des trucs ». Je comprends donc tout à fait que les gens n'aient pas répondu à mes appels à contribution. Là, on parle d'appel large aux personnes qui lisent ou qui écoutent, mais dans un cercle plus restreint de connaissances, quelques collègues ont contribué au début. Par exemple, un a fait quelques chroniques de disques dans les deux ou trois premiers numéros, puis un dessin qui allait toujours en bas de la première page, mais je ne saurais pas dire jusqu'à quand, peut-être une douzaine. Après, je l'ai relancé pendant des années mais il n'a jamais rien fait. Un ami de Grenoble a aussi fait quelques chroniques. En fait, il n'y a jamais eu grand monde, et les collaborations n'ont jamais duré plus de quatre ou cinq numéros. Disons que cela fait environ 35 numéros que je suis tout seul !

La diffusion

Collectif-en-devenir : La question de la diffusion nous semble intéressante à aborder, parce que là aussi on voit que sur ce point, le fanzine se distingue d'autres formats comme le journal, la revue, le livre cartonné, l'affiche, etc. Il n'y a pas de « modèle de diffusion » mais une multitude d'expériences de diffusion propres à chaque fanzine et parfois même à chaque numéro de fanzine. Le mode de diffusion peut être aussi un motif pour sortir un nouveau numéro. Par exemple, dans notre *Lapalissade* n° 5, on indique carrément à la fin qu'on s'est dépêché de sortir ce numéro pour pouvoir le distribuer quelques jours après parce qu'une rencontre

des Fabriques de sociologie se tenait : « Cette 5^e fanzine a été écrite, une fois de plus, dans une certaine urgence, parce qu'une partie de notre public intérieur se réunissait les 20 et 21 octobre 2017 à Saint-Denis et qu'il ne nous en faut pas beaucoup plus pour nous stimuler à produire collectivement et rapidement... »

C'est pareil pour la n° 2, on l'a faite en une après-midi parce qu'on venait de récupérer-occuper-squatter un local à l'université Paris 8. On faisait une inauguration de cet espace le soir et on voulait avoir une fanzine à distribuer qui explicite cette démarche.

Un-e autre membre du Collectif-en-devenir : Oui, et pour le dernier numéro aussi. On l'a produit dans le cadre d'un atelier qu'on animait pendant un colloque à la New School de New York, dans le cadre de la 5^e conférence du CEA. Il fallait qu'on puisse le produire en une soirée pour le distribuer le lendemain matin. Donc le cadre de diffusion peut être assez décisif. Et puis la question : « à qui on le distribue » influence aussi l'adresse du fanzine. Je pense qu'on a toujours un peu en tête son « public intérieur », même si tout ça échappe bien souvent et que ça résonne toujours ailleurs que là où c'était censé résonner au départ ! Mais au moment où on le fait, ou au moment où on pense à créer une fanzine, on imagine, même vaguement, une sorte de « public intérieur ». D'ailleurs dans l'histoire du fanzine il y a cette idée de communauté, l'idée du « par nous, pour nous », on le ressent notamment beaucoup dans les fanzines féministes.

Teal : « L'importance du fanzine en tant qu'espace propice à un discours exclusivement féminin a été mise en avant dans le "Riot Grrrl Manifesto" rédigé en 1991 et publié dans le deuxième numéro de *Bikini Kill* : "PARCE QUE nous, les filles, avons soif de disques, de livres et de fanzines qui NOUS parlent, qui NOUS concernent et que NOUS comprenons à notre façon." »¹²

Collectif-en-devenir : Les questions de diffusion d'un fanzine viennent donc croiser des réflexions sur la construction d'une communauté, d'un « nous », et des réflexions qu'on pourrait rassembler sous le terme de « l'adresse » et qui impose une forme d'altérité. Par qui veut-on être lu-e ? Pas seulement par ceux qui participent à sa production ! Aussi par ceux qui sont concernés, impliqués, ceux qui partagent nos conditions et/ou nos questionnements, des autres « nous » finalement, non ? Qu'en pensez-vous ?

11. Francis Lesourd, « Public intérieur » dans *L'encyclopédie des Fabriques de sociologie*, septembre 2016. En ligne : encyclopedia.fabriquesdesociologie.net/public-interieur

12. Teal Triggs, *op. cit.*, p. 131. Elle cite : *Bikini Kill/Girl Power*, n° 2, Washington, Olympia, début des années 1990.

13. « (...) la présence d'autres modes d'intéressement à la situation peut entraîner une dynamique vertueuse d'objections réciproques, que s'adressent les différents savoirs en présence, et de mises à l'épreuve des énoncés, les uns en regard des autres, les uns mettant en risque les autres, les éprouvant et devenant leur meilleur analyseur. » Pascal Nicolas-Le Strat, « Une recherche de plein vent » publié en ligne en 2014 (et aussi repris dans « Vers une épistémopolitique du commun » en 2015). pnls.fabriquesdesociologie.net/une-recherche-de-plein-vent/blog.le-commun.fr/?p=859

14. L'oral permet de garder un doute sur le terme qualifié par l'adjectif public ou publique : un journal public de recherche publique ?

Thomas : Le plan de diffusion est, pour moi, d'abord les permanences de recherche que je mène dans le quartier de Mermoz. J'ai cette première adresse, parce que, là, les personnes viennent nous voir et souvent elles ne savent pas qui on est. L'idée n'est pas de leur donner comme un prospectus, parce que c'est plus volumineux et que c'est dommage s'il va directement à la poubelle. C'est plus que, dès qu'une personne vient discuter un peu avec nous, on ait le temps de faire une passation du projet, et qu'on puisse dire : « voilà on a produit déjà un premier fanzine, il permet de nous présenter un peu, nous et notre philosophie, même si c'est sans doute un bien grand mot, de montrer ce qu'on a fait, et vous allez avoir quelques éléments de réponse ». Donc cela veut dire en distribuer. Mon objectif est que les habitué-es reviennent ensuite vers moi et disent par exemple : « là ce que vous avez dit est juste, ici c'est complètement faux », ou « je dirais ça autrement » ou même « en fait, je n'ai pas compris plein de trucs », etc. Je recherche un maximum d'« objections réciproques »¹³, et elles sont toujours difficiles parce qu'il faut déjà que le texte soit lu. En fait j'avais imprimé le journal de recherche public¹⁴ que je tiens à l'occasion de ces permanences, je voulais le distribuer. Je me suis rendu compte que, pour des personnes que je connaissais, avec qui on a déjà créé une petite relation dans le quartier, même très simple, juste se dire « bonjour, vous en êtes où ? », ce papier rendait visible une production de chercheur-e. Ce dernier terme renvoie toujours à quelque chose du type « mais en fait, qu'est ce qu'il ou elle fait ? ». Là, j'ai une production, et illes peuvent savoir à quoi s'en tenir, et c'est donc pour ça aussi que je l'ai mise dans le fanzine.

L'autre adresse pour moi, c'est les Fabriques de sociologie. C'est un espace dans lequel j'ai envie qu'il soit diffusé pour que les gens aient accès à notre travail, c'est-à-dire au travail des architectes et des comédien-nes de la compagnie de théâtre, parce qu'illes ont rarement l'occasion de venir aux Fabriques. Donc c'est aussi une manière pour elleux de rentrer dans cet espace-là. Et je me suis dit aussi qu'il serait intéressant que je le mette dans une enveloppe pour l'envoyer à Dunkerque, à une adresse, et qu'ils le reçoivent là-bas. Pour moi c'est clairement dire que c'est inspiré de leur expérience, et que l'on commence à ouvrir un espace de discussion, un peu de fanzine à fanzine, et que, ensuite, on se rencontre vraiment pour pouvoir revenir sur nos expériences, celles du fanzine ou d'autres. Voilà, je pense que c'est essentiellement ces trois adresses-là.

Sébastien : Nous, avec nos groupes de musique, on passait aussi pas mal chez les disquaires pour poser nos disques, donc je posais

des fanzines chez eux. Quand j'en avais sur moi, je les posais là où j'allais, même en vacances, dans un bar, qu'il soit pourri ou pas, etc. J'en ai même posé à l'étranger, juste parce que je sais que, des fois, j'ai écrit à des fanzines que j'avais trouvés comme ça. Et certains mecs m'ont répondu, des fois non. (Hélas, le monde du rock est beaucoup peuplé d'hommes !) Sur les fanzines, il y a le contact, et des gens vont à des concerts à l'étranger, dans un bar ou chez un disquaire. Et il y a toujours cette idée du « et si »... Si jamais, une ou un tchèque voit ça et fait « oh mais c'est quoi ce truc, c'est en français machin », il voit le contact dessus, et il se dit « ça a l'air d'être un fanzine français qui parle de ci et ça, je comprends rien à ce qu'il raconte, mais tiens, moi j'ai un groupe, peut-être que je vais lui envoyer ? » Toujours cette idée-là ! Par contre, je n'ai jamais envoyé des paquets de fanzines à tel endroit ou à tel autre. Mais aussi parce que des gens ont rarement montré un vrai intérêt à avoir tous les numéros à chaque fois, sauf la fanzinothèque de Poitiers mais qui fait de l'archivage. Et puis l'idée c'est de les poser là où je vais.

Thomas : [En montrant *L'Entre*] J'aime bien l'idée que ce fanzine soit une carte postale. C'est une idée qui me suit depuis ton livre *Indiscipline !*, Myriam !

Myriam : Ce livre « devait être une carte postale à peine étoffée. Une petite liasse de feuilles que je vous aurais envoyée comme on envoie la main, pour faire signe davantage que pour dire quelque chose en particulier. Mais qu'il est difficile d'écrire une carte postale surtout quand on ne se connaît pas encore.

*L'idée du format carte postale m'est venue à l'occasion d'un colloque où nous étions allées avec les étudiantes d'un cours consacré à l'indiscipline (...). Il s'agissait surtout d'interroger les manières d'associer les différentes disciplines des Humanités mais aussi, un peu, de décloisonner la recherche académique pour la brancher à d'autres types de pratiques, de réflexions et de créations. C'est à cette occasion que j'ai entendu les artistes-éditeurs Pascal Poyet et Françoise Gorla expliquer le principe de leur maison d'édition autofinancée et autodiffusée *Contrat maint*. Chacun des ouvrages est imprimé sur une feuille A4 pliée en quatre et agrafée dans une couverture de couleur. On peut ainsi poster jusqu'à deux livres dans une même enveloppe de moins de 20 grammes et l'expédier au tarif rapide.*

Carte postale manquée, ce petit livre espère opérer à la manière d'un agent de liaison pour mettre en relation des destinataires susceptibles de produire un message qui ne préexistait pas à leur

15. Dans *Indiscipline ! Tentatives d'UniverCité à l'usage des littégraphistes, artistechniciens et autres philopraticiens*, Montréal, Nota Bene, 2016, p. 5-6. Le passage entre * est dans une police différente.

16. Voir par exemple Youcef Chekkar, « Du cinéma en Algérie ? Mais bien sûr ! » dans *Agencements*, n° 2, *op. cit.*, p. 124-150.

rencontre. Est-ce qu'inventer un format éditorial peut contribuer à communauté de lecture qui échappe aux catégories préétablies ? Peut-on y lire un premier geste *indisciplinaire* ? »¹⁵

Thomas : J'aime vraiment cette image de la carte postale : tu écris dessus quelque chose à quelqu'un-e que tu connais très bien mais c'est suffisamment peu intime pour que ça puisse être lu par le ou la factrice. Je trouve qu'il y a un truc d'« entre » dans la carte postale, c'est loin de la lettre et l'image de la relation épistolaire, et en même temps il y a quand même de l'écriture à la main, des fois des « bisous je t'aime » ou « bisous on pense à toi » mais que tout le monde peut lire. Et tu la poses à un endroit sur ton frigo ou ailleurs, c'est un truc léger et vachement accessible. Et en plus, il y a cette idée de mettre des images [en montrant la couverture et le dos de *L'Entre*]. J'ai vraiment la volonté que ce livret soit un outil qui voyage et qui soit entre l'espace public et l'espace de l'intimité, comme une carte postale. Je trouve cette image très chouette, elle marche bien. D'ailleurs à la base, je voulais que sur le devant il y ait un truc au format carte postale. Mais ça me faisait faire des trucs pour lesquels je n'avais plus de temps [rires].

S'autoformer, s'autoriser, prendre du pouvoir

Collectif-en-devenir : On a entendu Sébastien et Thomas dire qu'ils faisaient ainsi parce qu'ils n'étaient pas capables ou ne savaient pas faire autrement, ou malgré le fait de ne pas bien savoir. Cette dimension est intéressante, le DIY c'est aussi « fais comme tu peux ». Le lexique de l'apprentissage a été largement utilisé.

Youcef : Faire un fanzine c'est agir en se donnant la voix librement, sans contrainte d'édition ni de moyens. Notre seule contrainte est de faire trace, faire trace à notre sens, tel que nous ressentons les choses, faire trace en commun, agir en faisant trace, rendre public « facilement » tout en s'autorisant à faire « hors normes ». Pourtant, le fanzine se construit dans des contraintes de temps, d'espace et de matériel à disposition avec lesquelles, en tout cas pour le Collectif-en-devenir, on aime jouer. Je me permets d'associer à ce niveau un autre contexte qui est celui de l'Algérie¹⁶. Il me semble que cette forme d'écriture se vou-

lant libre et libérée des contraintes de formes conventionnelles ou traditionnelles peut se constituer comme un des outils permettant de « passer » du stade de l'oralité à celui de l'écriture. D'ailleurs, une amie journaliste m'a fait part de son souhait de mettre en place un atelier d'écriture autour des luttes actuelles. Je lui ai proposé d'animer un atelier où il sera question de partager cette expérience et d'essayer ainsi cette façon de faire et d'agir. Nous n'avons pas encore réussi à le mettre en œuvre mais j'ai pu transmettre quelques idées et fanzines produits en attendant de se lancer concrètement.

Nicolas : Si on rentre plus en précision : construire un fanzine c'est prendre la parole ou l'écrit en choisissant librement ses contraintes d'édition et en étant nous-mêmes responsables. C'est donc une prise de pouvoir, un *empowerment*, un apprentissage de rôles et tâches qui dépassent celles dévolues habituellement, etc. C'est-à-dire qu'on édite sans subir certaines contraintes, mais on reste tributaire d'autres, notamment matérielles. Par exemple, les « facilités » des formats A4 noir et blanc en France conditionnent beaucoup les mises en forme de nos productions. L'exemple le plus flagrant est notre difficulté avec la n° 4 au format A1 recto verso couleur ! On a réussi à en sortir 30 exemplaires quand on a eu l'opportunité, mais depuis on est bloqué. Ce n'est pourtant pas un « artzine » rare, on voulait le diffuser largement ! Une autre manière de le dire, c'est qu'on choisit quand même beaucoup plus que dans d'autres conditions de production. Et cela permet de jouer avec ses propres « je n'arrive pas » et « je ne sais pas » : alors je fais différemment et c'est très bien ! Beaucoup de « je n'arrive pas » ou « je ne sais pas » se transforment trop souvent en « alors je ne fais pas ». Pour un fanzine, si nous ne dépassons pas complètement nos incompétences, il semblerait qu'on puisse les détourner et contourner à merveille pour réussir à faire.

Youcef : Les producteur-rices de fanzine se trouvent dans une position où illes sont à la fois auteur-es, correcteur-rices, éditeur-rices, maquettistes et graphistes. C'est une des conséquences d'embrasser les principes du DIY.

Collectif-en-devenir : Mais on a aussi des dérives. Par exemple, la tâche de mise en page incombe à quelqu'un-e pour un numéro, elle est nécessaire. En général on essaye que ce soit quelqu'un-e qui ne l'a pas fait, et on lui file le fichier de base avec la couv' et le dos, souvent le dernier exemplaire. Et après ille complète pour avoir un nombre de pages divisible par quatre, et tout ce genre de

17. Un travail assez complet sur cette notion (dans le cadre scolaire) se trouve dans la thèse de Philippe Meirieu (1983) reprise dans son livre *Itinéraire des pédagogies de groupe, Apprendre en groupe 1*, Lyon, Chroniques sociales, 2000 (7^e édition). Il parle de « dérive économique du groupe de production », celle-ci deviendra au fil du temps dérive productive ou productiviste. Voir notamment la présentation : « Deux dérives à l'horizon : dangers du travail libre par groupes » avec « la priorité du projet et division du travail » (p. 51-53), et le chap. 3 « Dérive économique des pratiques de groupe » (p. 57-82).

18. Martine Bodineau, « Les manières de "faire collaboratif", des expériences à Saint-Denis et à Dunkerque », dans *Agencements* n° 3, Rennes, éd. du commun, mai 2019, p. 79-95. Cette idée est développée p. 82.

19. La citation complète est : « C'est à partir de ces réflexions [sur les inhibitions à l'écriture que peuvent provoquer les normes académiques] que nous avons notamment produit cet article qui fait le centre du Fanzine#5 sur "l'écrit-tor-tu(r)e" que nous avons intitulé "Ndbdp : Notes de bricolage, détails pratiques". L'idée étant à la fois de défendre d'autres formes d'écritures comme toutes aussi

paramètres. Si on détaille notre fabrication de la *Lapalissade* n° 2, faite en une demi-journée : on avait rassemblé des textes, certains étaient à présenter, à compléter ou à couper, d'autres à corriger, des photos devaient être travaillées, etc. Et la personne qui n'avait rien à faire récupérait les trucs au fur et à mesure pour les assembler et s'occupait de la mise en page. Enfin plus exactement, vu le temps imparti, on s'est débrouillé pour que la personne qui avait finalisé la n° 1, donc qui avait la maîtrise et avait déjà le fichier dans son ordinateur, s'en occupe ! C'est la « dérive productiviste » des travaux en groupe¹⁷. Au prétexte de la production, c'est celui qui sait qui fait (et donc apprend plus encore !) ; et celui qui ne sait pas trop qui ne fait pas (et donc n'apprend toujours pas, ou peu s'il le peut observer, voire participer sur les bords !) Il n'y a pas de règle établie pour l'instant : on fait et laisse faire, d'où la possibilité de quelques dérives.

Martine : Oui, je l'ai mis en avant dans mon article « Manières de "faire collaboratif" »¹⁸. Et sur l'espace de la plateforme numérique pour coordonner la sortie de ce numéro d'*Agencements*, suite à une remarque sur cette dérive, j'ai écrit qu'on doit veiller à un équilibre difficile entre l'objectif de faire (il faut trouver le moyen de sortir la revue ou le fanzine dans les temps) et celui de faire collectif. C'est-à-dire ne pas perdre de vue ce dernier, de manière à rester conscient du fait que l'on peut y déroger quand on doit faire.

Nicolas : Avec Thomas, il nous arrive souvent de passer un temps certain à discuter technique, logiciel, tutoriel, manipulation, etc. Régulièrement, nos rencontres commencent par plusieurs et successifs « comment tu fais ça ? », autour desquels nous tournons un petit moment. Ces types d'échanges sont caractéristiques d'un apprentissage par le faire et l'expérience. Avec tout ce qu'on vient de dire, la pratique du fanzine est très clairement une pratique d'auto-formation. Et comme on est souvent plusieurs dans l'action, c'est même une auto-co-formation, une école mutuelle.

Léa : J'ai écrit quelque part dans ma thèse que nos pratiques de fanzines et les différents types et formes d'écriture qu'elles induisent, étaient une manière pour nous de s'autoriser et s'entraîner à l'écriture, et à la fabrication, de la recherche que nous défendons¹⁹.

Henri : S'autoriser et s'entraîner... j'entends le « s' » d'une forme pronominale avec laquelle j'avais construit le terme « s'éducation » : « d'abord en s'éduquant soi-même et personnellement dans quelque chose comme une *self-help*, ensuite en s'éduquant les uns les autres dans quelque chose comme une *mutual-aid*. (...) Cette seule lettre – s' – suffisant à signifier cette double (auto- et hétéro-) pronominalité. » Je précise par ailleurs que « correspondant aux catégories dites "réflexive" et "symétrique" (ou "réciproque") du verbe pronominal[,] ces formes se confondent formellement. »²⁰

Léa : Pendant le week-end *Éducation populaire en recherche(s)* de janvier 2018 dont la fanzine hors-série spécial *Labopalissade-coop* fait le compte-rendu, il me semble « qu'on avait réussi des restitutions conscientes des zones de doutes et d'incertitudes mais sans les forcer. Donc on avait obtenu des résultats de recherche avec encore une dimension sensible. »²¹ Je remarque aussi la réappropriation du vocabulaire des usines et du petit artisanat dans beaucoup de milieux (atelier, chantier, fabrique, zinguerie, etc.). « Je lis dans l'emploi de ce vocabulaire, une certaine volonté de fabriquer des choses concrètes, de ne pas déconnecter la réflexion de la production. Hannah Arendt distingue l'*homo faber*, celui qui œuvre, de l'*animal laborans*, celui qui travaille et lit dans la modernité une transformation de la condition humaine en condition de l'*animal laborans*, réduit à s'occuper de la survie de l'espèce plutôt qu'à cultiver son humanité²². Travailler à faire œuvre au-delà de la question de la frontière avec l'art, c'est déjà travailler à s'émanciper de nos conditions de travailleurs et travailleuses. »²³

pertinentes pour parler de science (la fabriquer ?), mais aussi de s'y autoriser et de s'y entraîner. Il me semble avant tout nécessaire de chercher par tous les moyens, à prendre un minimum de plaisir dans ce geste que nous sommes amené·e·s à pratiquer intensément. », Léa Laval, *Travailler les savoirs pour une université autrement populaire. Dialogues entre critiques en acte de l'université et pratiques en recherche de l'éducation populaire*, thèse sous la direction de Jean-Louis Le Grand, Université Paris 8 – Saint-Denis, soutenance le 15/11/2019, p. 287.

20. Henri Desroche, *Apprentissage 2, éducation permanente et créativité solidaires*, Paris, les éd. Ouvrières, 1978, p. 22. La précision est dans la note de bas de page n° 6, p. 30.

21. Léa Laval, *op. cit.*, p. 140-141.

22. Hannah Arendt, Chap. III – « Le travail » in *La condition de l'homme moderne*, éd. Calmann-Lévy, 1961 (1^{re} éd. 1958, trad. Georges Fradier), p. 123-186.

23. Léa Laval, *op. cit.*, p. 140-141.

Sollicitations réciproques de ces écritures et pratiques

Collectif-en-devenir : Dans les différents fanzines présents autour de cette table, l'écriture devient dialogue par la multiplicité des registres et des formats adoptés. Comme le soutiennent Youcef, bricoleur de films, et Martine, photographe des *fanzine En Rue*, l'image devient un langage à part entière.

Pascal : J'aime l'idée que les différents registres s'obligent réciproquement d'une certaine manière, se sollicitent. Je crois qu'aujourd'hui, l'écriture dans le champ des sciences sociales est sollicitée et interpellée de manière très significative par la créativité et la puissance des supports. J'en suis heureux, cela ouvre. Et deuxième élément, ces différents registres s'inscrivent dans des temporalités différentes. Je le sens sur la recherche où il y a des temporalités d'écriture au sens habituel du terme qui ne sont pas les mêmes pour la photographie... Et c'est extrêmement intéressant de voir comment les réalités aussi recomposent leur construction temporelle, en fonction des manières dont elles sont saisies et mises au travail. Quand je travaille avec le collectif *En Rue*, et de la même façon quand j'ai travaillé avec des plasticien·nes, cela vient éprouver au sens intéressant du terme, ce que peut apporter une recherche en sciences sociales. Cela nous oblige effectivement à être nous aussi très offensif, très à l'initiative à cet endroit pour que l'interaction et le travail réciproque puissent tenir. L'écriture un peu standard et trop banalisée ou attendue ne marche pas, elle ne permet pas de faire venir cette créativité et cette attente.

Collectif-en-devenir : Il y a aussi une dimension très importante d'expérimentation en acte dans notre pratique des fanzines. Au final, elle crée des possibles pour chacun·e d'entre nous, elle nous donne du pouvoir. Il y a eu cette mise en récit façon feuilleton policier de la disparition de quelques affiches. On les avait collées au mur de l'université pour annoncer nos actions : voir la *Lapalissade* n° 2, « Le mystère des affiches, rapport d'enquête, Episode 1 », faisant intervenir V. K. Y. et Z. (p. 11-14). Cette écriture peut être considérée comme un peu décalée, hors d'un sérieux académique serré et fermé, mais elle est pour nous très sérieuse. Comme on

l'a déjà souligné, le sérieux décalé de nos écritures, c'est tout une affaire. La forme « compte-rendu d'enquête » permet de raconter de façon différente une histoire en diffusant des éléments factuels et signifiants. Ce type d'écriture à laquelle on s'est essayée et qu'on a partagée devient mobilisable à d'autres endroits qu'un fanzine. C'est la même chose avec la grande carte mentale au dos du hors-série hors-format de la *Labopalissadecoop* n° 4. Elle a été réalisée au départ d'un questionnaire adressé à l'ensemble des possibles participant-es au premier week-end d'éducation populaire en recherche(s) d'octobre 2015. Celui-ci portait sur leurs références, leurs parcours, leurs pratiques et leurs activités. La carte les visibilisait et mettait en relation. Pour se développer, elle avait bien besoin du format A1 utilisé. L'utilisation de tels outils est courante mais leur représentation papier l'est moins, surtout dans ces dimensions. On s'est montré, on a montré que c'était possible et faisable. La prochaine fois sera d'autant plus facile si on en a besoin.

Un-e autre membre du Collectif-en-devenir : On peut aussi entendre obligation et sollicitation réciproque au niveau d'autres pratiques que l'écriture ; Thomas parlait d'« objection réciproque ». Des manières de faire décrites ci-dessus, comme le bricolage des fanzines ou l'école mutuelle, viennent interpeller aussi la recherche en sciences sociales et d'autres pratiques sociales.

Des moyens d'agir avec d'autres, faire communauté

Collectif-en-devenir : Comme on l'a déjà évoqué, un certain nombre de personnes ont pris part de diverses manières à la fabrication des *Lapalissade*. Dans la n° 2, on est allé chercher des textes à l'extérieur du collectif, dont celui de la Kabane (de l'université Paris 8) qui nous semblait coller au thème de l'auto-organisation. La fanzine n° 3, sous forme vidéo, reprenait, entre autres, une mise en voix collective avec une quinzaine d'étudiant-es des tracts des lascars du LEP électronique de Paris pendant le mouvement contre la loi « de Laquais » en 1986²⁴. Pour le fanzine construit pendant les rencontres « Faire la ville en com-

24. *Vous ne pouvez rien faire contre nous, nous vous empêchons de vieillir*. En ligne : editionsducommun.org/alain.les-hurtig.org/varia/lascars.html

mun », l'atelier annoncé par Louis au tout début de la discussion (de l'article) a eu lieu le deuxième jour, avec plusieurs personnes pour recueillir et agencer les informations telles que « d'où viens-tu ? » ou « comment es-tu venu-es ? ». À New York, on avait aussi travaillé avec Mawena Yehouessi dans l'atelier à la conférence du CEA où la fanzine n° 6 prend sa matière première. Et enfin la n° 4, *Labopalissadecoop* dont nous avons déjà parlé, rend compte du deuxième week-end d'éducation populaire en recherche(s) guidées par deux principes : une auto-socioanalyse et une production *in situ*. Une trentaine de personnes a participé aux écrits, une dizaine à la mise en forme, et deux qui ne sont pas membres du Collectif-en-devenir à l'impression.

Faire un fanzine, c'est donc aussi l'occasion et le prétexte de travailler avec d'autres, de s'inscrire activement dans un réseau, de faire vivre une communauté, d'y agir, de l'alimenter et de s'en nourrir²⁵.

25. La *Lapalissade* n° 1 a été mise en ligne par le groupe de travail Sciences sociales et émancipation de Toulouse. Et aujourd'hui, ce groupe écrit dans cette revue, avec Ariela Epstein et Américo Mariani. Les réseaux se développent dans le temps.

26. Cette MJC a eu en sous-sol un lieu de concert rock underground pendant assez longtemps (dans la banlieue Sud de Lyon). Il est fermé aujourd'hui.

Sébastien : Cette idée de réseau est importante. Déjà, un fanzine, c'est à la fois l'envie de parler de certains trucs et aussi, parce que la vie dans un groupe de musique te fait rencontrer plein de monde, c'est une manière de rester en lien ou de créer d'autres liens avec des gens dans ce milieu. J'ai commencé en sachant que les fanzines existaient, mais je ne m'y suis intéressé qu'à partir du moment où j'en ai fait un. Ce sont les groupes de musique qui sont à la base. J'ai commencé en 2000 ou 2001, et à l'époque, c'était vraiment le début du net grand public et on ne l'avait pas tous, on ne savait pas tous comment s'en servir. On partageait des listes de contact sur papier, en commentant tel endroit, telle asso, telle personne pour écrire ou téléphoner en priorité. Florent, qui jouait dans Exsonant, était objecteur de conscience à la MJC d'Oullins²⁶ quand j'étais à la radio Sol FM, et je me suis retrouvé à bosser avec lui. Leur groupe était déjà à un petit stade, ils étaient assez motivés, et c'est lui qui s'en occupait. Il avait toute une liste et il m'avait dit : « moi j'y croyais pas trop mais j'ai écrit à pas mal de fanzines, et effectivement pas mal de zines m'ont répondu. Ils font passer le message et ils parlent de ton groupe ». Et effectivement, cela a marché beaucoup comme ça : tu envoies des cassettes de ton groupe, les personnes qui la chroniquaient te renvoyaient les zines correspondants. Et tu te retrouves vite avec quelques zines et tu bouquines des trucs. Ce n'était pas forcément des fanzines terribles mais je pense que c'est cette idée qui m'a donné envie d'en faire : envoyer un truc à quelqu'un qui t'en envoie un autre. Tu parles de trucs qui te plaisent, et quelqu'un

t'envoie un zine machin, et derrière, des groupes t'envoient aussi leurs disques. Je suis en contact depuis 20 ans avec certaines personnes. Ce n'est pas forcément que par l'intermédiaire de mon fanzine mais aussi d'un de mes groupes et de telle personne avec qui j'ai correspondu pour un zine, qu'elle m'a envoyé et derrière je lui ai envoyé le mien. C'est assez rigolo.

Thomas : Je rebondis sur le fait de faire vivre une communauté. On disait tout à l'heure qu'un fanzine ou un livret se distribue, on parlait d'adresse. J'en ai peut-être une supplémentaire : adresser le processus de fabrication. Mais il faut que je revienne sur le titre *L'Entre*. Certes, il est au croisement de ma recherche sur les lieux intermédiaires, mais il vient aussi d'une expérience au conseil citoyen dans le quartier où l'on travaille. Je le raconte très vite au début du fanzine-livret. Une habituée est arrivée à une réunion avec plein de prospectus du bailleur social, et elle était très critique. Celui-ci s'appelait *Entre nous*, et elle disait « mais ça veut dire quoi entre nous, c'est qui ce nous ? ». GLH (Grand Lyon Habitat) envoie ce prospectus sur tout leur parc immobilier, donc une zone très large. Je me suis alors dit « bingo ! ». On enlève le nous et j'ai repensé à des discussions qu'on avait eues sur le besoin de réfléchir en termes d'espace-temps pour parler de l'aménagement. Ce titre, *L'Entre*, vient convoquer à la fois cette idée de spatialisation et de temporalité puisqu'on est au milieu d'une phase de rénovation urbaine. Bref, je reviens à cette habituée. Elle avait dit « pourquoi on ne crée pas notre propre prospectus ? ». À la fin, j'ai pris un rendez-vous avec elle. J'ai senti que venir juste avec un « tu pourrais faire un prospectus » n'allait pas marcher. Je lui ai plutôt parlé du projet de faire un livret, comme un espace qui pourrait être approprié. Pour l'instant, cette idée est un peu hors-sol par rapport au reste du quartier, mais cela commence par dire « voilà, on a produit ça maintenant, vous pouvez mettre des trucs dedans si vous voulez ». Pour pas que ce soit une tribune pour un-e acteur-riche plus particulière qu'un-e autre, on organise des espaces de travail (les résidences) pour l'alimenter et on multiplie des formes de ces espaces : théâtre, bricolage et permanences dans l'espace public. L'idée serait de pouvoir accueillir une parole, une colère, un dessin, une idée et de nous mettre au travail depuis le fanzine et à partir de cette matière. On verra donc si l'espace de permanence dans l'espace public ne peut pas permettre un tel travail. Si à un moment, un groupe d'acteur-rices a envie d'utiliser cet espace, on se met au travail ensemble. Ne serait-ce que pour partager des « comment » : comment j'ai bricolé ce premier nu-

méro, comment illes le critiquent. L'idéal pourrait être que un ou deux ou trois habitant-es ou le conseil citoyen s'en emparent et qu'illes aient envie de produire elleux-mêmes leur propre fanzine autour d'une idée ou d'une question. C'est un idéal, il va bifurquer et devenir autre chose, et ce sera intéressant.

Un objet imprimé qui fait acte politique

27. Nabyl Karimi, « Le fait urbain », dans *Fanzine En Rue* #0, juin 2018. Sur son travail et sa pratique d'éducateur spécialisé, voir : dans Ewen Chardonnet, « En Rue à Dunkerque : "Fabriquer la ville comme on fait société" », *Markery*, 9 octobre 2018. En ligne : makery.info/2018/10/09/dunkerque-le-collectif-en-rue-fabrique-avec-les-habitants/. Et François Béguin, « Educateur de rue, "une forme de militantisme" », *Le monde*, 12 novembre 2011. En ligne : lemonde.fr/societe/article/2011/11/12/educateur-de-rue-une-forme-de-militantisme_5981898_3224.html

Nabyl : Je voudrais revenir sur la question du rapport aux institutions que crée le fanzine, notamment la question du support. Pour ce que l'on fait à Dunkerque avec le projet *En Rue*, l'appropriation des espaces publics et la construction de mobiliers urbains sur le quartier forment de l'action politique²⁷. Alors que faire des images, photographier, rédiger des textes et puis en fabriquer des fanzines sont de véritables actes politiques. Ils s'imposent dans le champ de vision des institutions parce qu'il est en effet très simple, pour une institution, de ne pas voir ce qui se passe ou se construit dans les quartiers populaires. C'est ce qui arrive souvent. Il suffit qu'elle n'y aille pas, qu'elle n'y rentre pas pour un tas raisons qu'elle pourra inventer. Et cela ne crée généralement pas de problèmes, du moment qu'on ne la dérange ou ne l'interpelle pas. Mais on a appris qu'un des numéros du *fanzine En Rue* #0 sorti fin juin début juillet 2018 a passé les portes de la plupart des bureaux de la communauté urbaine pendant les deux mois d'été. On est passé par une petite période de tension avec les institutions mais on ne l'a appris qu'en septembre. Un fanzine ne se cache pas, il se communique, il se met en PDF, il se transmet, etc. Nous, on n'avait même pas la version PDF qu'avaient certaines personnes des bureaux [rires]. C'est étonnant. Un fanzine, c'est quand ce qu'on ne veut pas voir se retrouve sur son ordinateur ou posé sur son bureau. Alors, c'est le fanzine qui nous regarde... Et c'est un peu compliqué de dire « je ne l'ai pas vu » ou « je n'ai pas envie de le voir ». Donc ce type de support papier est très important dans le rapport aux institutions. Tant qu'on était sur nos petites actions, dans nos quartiers, on va dire dans un entre-soi populaire, pas à la vue du centre-ville, finalement, on n'était pas trop dérangeant. Entre elleux, illes se disent : « ils sont sympas tant qu'ils ne nous embêtent pas. » Mais un fanzine devient un vrai acte politique, quand il se retrouve sur le bureau

et que quelqu'un-e dit « tiens, tu as vu ce truc-là ? ». Cela devient concret à partir du moment où c'est sur du papier.

Patrick : Oui, peut-être plus concret que le flux des images, même si les téléphones portables sont des objets très concrets, mais avec tellement de flux que cela disparaît aussitôt. C'est bizarre le rapport à l'écrit et aux mots, parce que là, les choses sont dites. On est quand même toujours dans ce rapport du poids des mots et la relativité des images²⁸.

Sébastien : Le fait d'écrire quelque chose, de l'imprimer en plusieurs exemplaires et de le poser quelque part, n'a pas forcément, mais peut avoir le même impact qu'un slogan sur un mur. Tu vois certains slogans sur des murs et tu fais « ah oui », il n'a pas forcément un « vrai » impact sur ta journée ou sur ta vie mais des fois cela pourrait, des fois cela peut, et des fois même, c'est sûrement le cas. Quand je parle d'impact, je ne parle pas forcément d'un effet important. Mais finalement : un fanzine dit un truc, à un moment, un truc intéressant qui fait que tu vas aller te renseigner et ainsi de suite. Je pense que tu ne te le prends pas dans la gueule, mais qu'à partir du moment où tu le prends, tu vas le feuilleter, et voilà tu attrapes l'info.

Collectif-en-devenir : Pour nous, l'impulsion initiale correspond à une envie de publier par écrit nous-mêmes ce qu'on ne peut pas publier ailleurs. Et c'est, clairement et volontairement, un geste d'intervention. Ce type de geste est dans notre imaginaire de doctorant-es (à l'université Paris 8, sciences de l'éducation, laboratoire Experice²⁹ : par exemple la publication des journaux de Georges Lapassade³⁰). Avec d'autres, on avait rédigé un texte sur la validation des travaux étudiants à l'université pendant une mobilisation sociale d'ampleur, elle mettait en lumière des fonctionnements universitaires³¹. On l'a envoyé largement en pdf par mail, sans réaction. On avait besoin d'une publication papier, à distribuer, à diffuser. C'est dans ce cadre que l'idée d'une fanzine est apparue et nous a séduite très vite.

Et on a vu quelques effets de cette diffusion, comme une forme de dérangement. Un-e enseignant-e a pris l'un-e de nous par le coude dans un couloir en disant « là, je ne suis pas d'accord, je ne vous suis plus » (après la diffusion de la n° 2). Une mise dans l'espace public peut se faire par des affiches, tracts, graffs ou slogans sur des murs, mais aussi des fanzines. Elle peut créer des réactions en rendant visibles et partagées des idées et des infor-

28. Voir « Cinq ans d'expérimentation, Entretien avec Patrick Le Bellec et Anne Rivollet », dans *Cassandra/Horschamp*, Hors-série « Dunkerque Opener, Art & Espace Public », décembre 2014, p. 14-17.

29. Centre de recherche interuniversitaire Expérience Ressources Culturelles Éducation.

30. Georges Lapassade a pratiqué ces formes d'écritures d'interventions lors de ses aventures socianalytiques. C'est notamment le cas en 1970 lorsqu'il est invité pour faire l'analyse institutionnelle de l'université du Québec à Montréal. Il y publie quotidiennement avec les étudiant-es un journal (très semblable à un fanzine : pratique de collage, détournement, etc.) intitulé le *Nouvel Analyseur*. Sur cette expérience, voir : *L'arpenteur, Une intervention sociologique*, Paris, Épi, 1971, et *Le livre fou*, Paris, Épi, 1971.

31. « La validation universelle comme analyseur de l'institution universitaire : une mobilisation à l'Université Paris 8 (mars-juillet 2016) » dans *Lapalissade*, n° 1, L'évaluation, p. 4-29.

mations. Un autre exemple d'effet : la réaction d'un-e membre de l'équipe de Paris 8 à la conférence du CEA à New York. On avait reporté une donnée d'un atelier sur les conditions matérielles de nos venues à New York : pour dormir, le total des nuits des 18 étudiant-es revenait à 530 \$/nuit, 9 personnel-les de l'université payaient en totalité 1773 \$/nuit. Ille a interpellé l'un-e d'entre nous : « vous dites que les universitaires sont des privilégié-es, vous ne pouvez pas écrire ça ! Ce n'est pas de la recherche, il y a d'autres paramètres à prendre en compte ! » On n'a pas eu à répondre, c'est un-e des participant-es à l'atelier qui a répondu : « il n'y a d'écrit que cette information en \$/nuit récoltée dans l'atelier, nos recherches ne concluent pas si précipitamment, cette interprétation est intéressante mais c'est la vôtre. »

On voit que cette forme de « dérangement » est tout de même assez présente dans nos expériences de fanzine. Ici encore un parallèle pourrait être fait avec d'autres courants de fanzines militants qui ont cultivé cette forme « d'acte politique ».

Teal : « Les années 1980 et 1990 ont connu un boom dans la production de fanzine DIY axés sur la critique du capitalisme. Bien qu'il existe quelques titres britanniques, la majorité d'entre eux ont vu le jour au "royaume du consumérisme", les États-Unis. En se replaçant en marge de la culture dominante, les créateurs de fanzines étaient en mesure d'exprimer leur opinion sur les vices de celles-ci. Ainsi, les critiques du capitalisme prenaient une dimension intime mélangeant le ton personnel des perzines [(fan) zines per(sonnels)] et un ton plus politique. Comme le souligne Stephen Duncombe, "la personnalisation de la politique est une façon pour les créateurs de fanzines de réagir devant la distance qui les sépare d'un monde politique traditionnel dans lequel ils n'ont pas leur mot à dire." »³²

32. Teal Triggs, *op. cit.*, p. 89-90.
Elle cite : Stephen Duncombe (ed.), *Cultural Resistance Reader*, Londres, Verso, 2002, p. 105.

Devenir espace public

Thomas : Là, j'ai envie de revenir un peu en arrière dans la discussion, sur le soi-disant intérieur et extérieur d'un cercle des personnes et collectifs qui fabriquent un fanzine, en parlant d'espace public. Je tiens mes permanences de recherche publique avec une table mobile qu'on a fabriquée avec le collectif d'architectes Pourquoi Pas !? et des étudiant-es de l'école d'architecture de Montpellier et avec l'aide de quelques voisins. Dans une de ces journées, je voulais discuter de l'espace public³³. Je posais une grande question : « quels espaces publics à Mermoz ? » L'approche n'était pas évidente avec cette formulation qui a tendance à fermer la discussion. Je me suis rendu compte que, en fait, avec cet espace de la table dans le dehors, je produisais de l'espace public ! On peut avoir plusieurs définitions de l'espace public. Clairement pour moi, il y a déjà le dur, le bâti, le trottoir, et puis ensuite très vite, une personne qui parle fort sur ce trottoir produit de l'espace public. Parce qu'une autre personne qui passe à côté et qui n'est pas censée entendre, peut entendre. Et c'est la même chose pour moi avec ce fanzine-livret : c'est un espace public. Il est distribué, gratuit au sens où il ne coûte pas directement à la personne qui le reçoit (parce qu'il a un coût, et dans ce cas, c'est même de l'argent public qui est dépensé, donc les habitant-es le payent en fait). Je trouve intéressant de ne pas entrer dans le quartier avec cette logique un peu surplombante de dire que l'on va absolument circonscrire ce qu'est l'espace public. Et on se rend compte que l'espace public est pluriel, à la fois dans sa nature : un journal télévisé, un trottoir, un mur, ce qu'on y a écrit dessus ou autre. Et il y a aussi l'espace public de « Mermoz », quand on dit que « là, on est à Mermoz », et il est tout aussi pluriel. Un grand nombre de personnes connaissent ce quartier de près ou de loin, il a une identité publique. Pour certain-es, il va être un quartier populaire, pour d'autres c'est le quartier de leur enfance, de leur vie, le quartier où illes ont grandi, vieilli, où illes meurent, mais il va être aussi le quartier où il y a la Chaufferie, le quartier des émeutes, etc. Donc cet espace public est bien trop complexe pour qu'on puisse le circonscrire ; alors, pour le comprendre, *a minima*, il faut devenir espace public, il faut faire expérience soi-même des

33. Thomas Arnera, *Journal de recherche publique*, 13/06/19, publié le 14 juin 2019, en ligne : defluences.fr/journal-de-recherche-publique/. Voir aussi *L'Entre*, n° 07-2019, p. 19-23.

espaces publics. Donc maintenant l'hypothèse de cet espace de recherche publique est : comment peut-on soi-même être un micro espace public ou un fragment d'espace public ? Comment, peut-être à un moment, en trois ans de résidence ici, peut-on, nous UFR, devenir un espace public ? Et ce n'est pas une ambition absolue parce que ça peut échouer et il se passera autre chose. Le fanzine-livret participe de cette idée de devenir espace public, et alors une idée intérieur/extérieur devient plus complexe et entremêlée.

Un espace public s'est déjà construit lors de nos actions. On a déjà eu deux, trois personnes qui se sont assises autour de la table et qui ont commencé à discuter de choses publiques, d'une engueulade qu'il y avait eu deux ans avant. C'est-à-dire que cela marche, on crée un espace de discussion. Mais il y a déjà plein d'espaces de discussion, donc la question à se poser devient : comment, nous, on se constitue comme espace public ? Quel intérêt il a ? Est-ce qu'il a du sens ? Le type d'appel à projet auquel on a répondu s'inscrit dans des programmes qui sont joués d'avance. Pour certain-es de nos interlocuteur-rices, on participe à faire remonter des informations ou pour faire passer la pilule, en sachant que, quand elle ne passe pas, ce n'est pas nous qui allons le permettre. On n'est pas là pour ça, mais de fait on sait qu'on est tenu par ces enjeux. Donc la question se pose aussi de, justement, comment ces objets ou ces espaces-là, les différents fanzines, peuvent dialoguer sachant qu'ils parlent de deux contextes complètement différents, un depuis une commande du haut, et un autre depuis une émanation vraiment par le bas, d'acteur-rices.

Nicolas : Je trouve important de distinguer entre « par le bas » et « du bas » ; c'est la même chose avec le « haut ». La préposition « par » indique un mouvement, une impulsion, une dynamique qui passe par, qui est entraînée par³⁴. Et se pose ensuite la question de tous les milieux entre un bas et un haut... Je travaillerais bien l'hypothèse que le *fanzine En Rue* est une émanation par le milieu ou par des milieux. Des budgets ont été sortis à des moments par des institutions, elles se sont impliquées pour permettre que cela se passe aujourd'hui, que des sociologues se déplacent et qu'un fanzine sorte, matériellement. Et le « papier » voyage, des tables dans le quartier aux bureaux de la communauté urbaine. Des mains et des personnes le transmettent, elles jouent les « entre » ? Et il y a sûrement aussi une forme d'inscription « du bas », d'émanation « par le bas » mais peut-être qu'elle n'est

34. Louis Staritzky, « Le Droit à la Ville : Une expérimentation urbaine par le bas », dans *Agencements* n° 1, mai 2018, p. 143-159.

pas si visible sans être sur les lieux mêmes. Dans une forme de réciproque, je ne suis pas non plus si sûr que *L'Entre* vienne d'un haut ou par le haut. Ce qui vient du haut à Mermoz, c'est plutôt le parachutage d'une équipe en charge dans ce quartier de « réaliser un accompagnement artistique des habitants dans le cadre de la rénovation urbaine » [*L'Entre*, p. 3]. Ensuite ce que cette équipe et Thomas font, avec la table, avec la sortie de ce livret ou autre, cela devient une action depuis ou par une forme de milieu aussi. Le fanzine permet de restituer et resituer des paroles de gamins, une carte que vous avez réalisée, un temps de recherche, etc. Et il n'y a aucune raison que cette carte ne reste que sur le mur de votre appartement, que certaines paroles ou histoires ne restent que dans le souvenir des personnes présentes, que chacune des cartes, paroles, histoires ou récits n'aillent pas à la rencontre de lecteurs et lectrices. Thomas prend l'initiative de rendre public un journal de recherche, de sortir un fanzine, c'est bien aussi une manière de se comporter en confrontation avec la réalité et dans ces tensions, depuis une situation particulière qui est la sienne, et même la leur. Vous n'avez pas été parachuté-es pour produire un livret par exemple. Alors, quelles sont les impositions ou obligations-interdictions réelles sur le contenu ? Il me semble qu'on a besoin d'explicitier et détricoter finement les interactions entre ce qui viendrait par le bas ou des bas, ce qui viendrait de si obligatoirement par les hauts, et les espaces-actions de tous les milieux entre... Dans un des ateliers des Fabriques de sociologie, on avait joué avec ce terme « milieu » très riche... Mi-lieu comme la demi ou la moitié pleine ou vide d'un lieu ; mi-lie-eux la moitié des liens qui nous relie et relaient avec elles et eux plus loin, l'autre moitié étant encore et toujours à construire ; mille yeux et mille lieux, comme multiplicité des présences, diversité des situations et variétés des interprétations toujours à construire, à tout endroit, en tout temps ; milieu à mi-distance donc mi-proximité, comme l'endroit d'une recherche réflexive et d'une action par force de levier ; etc.

Pour revenir au fanzine, peut-on tenter l'idée que les fanzines travaillent à ces endroits du « milieu » et permettent leur exploration ? Ils mettent en relation de tels espaces par leur facilité de fabrication et leur mode de diffusion, ils sont un des moyens d'agir dans des milieux, des « entre » et des rencontres. Ils sont objet-action d'une communauté pour elle-même (le par nous, pour nous déjà entendu) et aussi pour ses lisières³⁵. Ils agrandissent même ces dernières puissamment (par nous et pour nous tout autant, un nous peut-être plus large).

35. Voir par exemple Nicolas Sidoroff, « Explorer des lisières d'activités, vers une microsociologie des pratiques (musicales) » dans *Agencements*, n° 2, *op. cit.*, p. 248-274.

L'idée de lisières est présentée p. 263-264 ; celle de « groupe à lisière » est développée dans l'article « La préparation et ce qu'on n'en dit pas... », dans *Labopalissadecoop*, n° 4, mai 2017.

Générique de fin

Collectif-en-devenir : Une dernière remarque sur la question du genre et des écritures choisies : nous avons transcrit beaucoup de paroles, c'est-à-dire que nous avons écrit du parlé comme du parlé écrit. À l'oral, certain-es ont des fois des formules « il ou elle » ou « musicien et musicienne » et d'autres fois non, d'autres (plutôt des hommes) n'ont pas ce type de formules quand illes parlent et ont des expressions comme « les mecs ont fait ». Ou alors illes l'ont tout à fait parce que, en fait, ces mondes « musique ou militance qui fait des fanzines » sont très majoritairement composés d'hommes ? On remarquera aussi les références et l'imaginaire convoqués, très franco-angloccidentaux. Par exemple, il n'a pas été question des *samizdat* russes ou *dazibaos* chinois alors qu'ils participent aussi des pratiques de fanzines en voisinage de ce dont nous avons parlé. Ces difficultés ne doivent pas être invisibilisées. Comment la pratique des fanzines se situe-t-elle sur ces questions³⁶ ? Cet article n'est qu'une mince contribution pour esquisser une enquête nécessaire.

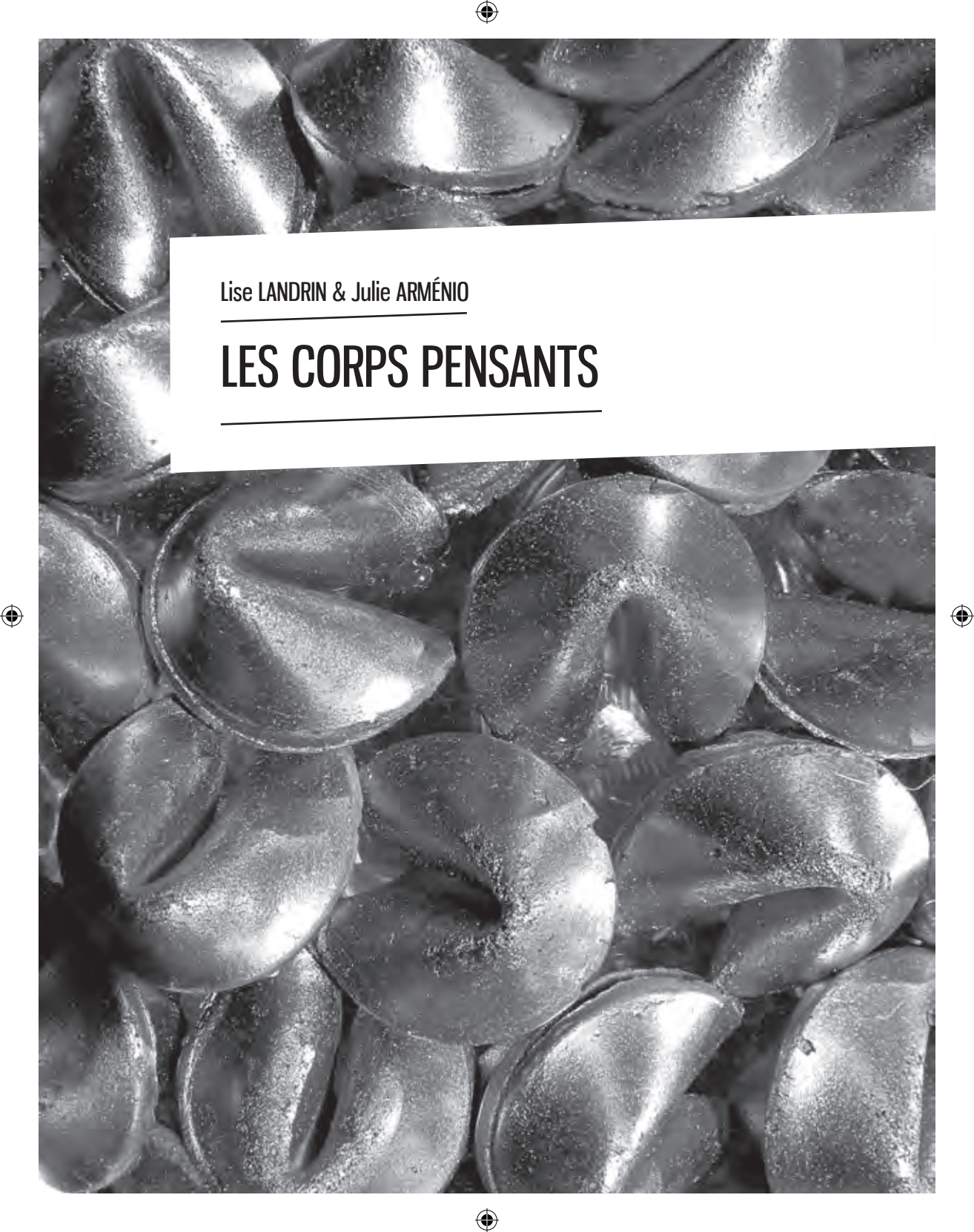
36. L'article « Navigation géographique » de la *Labopalissadecoop* n° 4 rendait compte de statistiques en tentant de classer et cartographier les références amenées par les participant-es au 2e week-end d'éducation populaire en recherche(s) de janvier 2018 (en terme de genres, de races, de langues, d'espaces géographiques etc.).

Un-e autre membre du Collectif-en-devenir : Juste avant de libérer la salle (ou d'atteindre le bas de page) puis de se retrouver au bar pour continuer les discussions, prenons encore le temps et l'espace de signaler trois lieux-ressources reliés aux fanzines et à leurs pratiques. Le site infokiosques.net propose beaucoup de documents. *Zines of the Zone* est une collection nomade de zines et livres auto-édités notamment autour de la photo, qui circule pour partager la pratique du DIY : zinesofthezone.net. Et la fanzinothèque de Poitiers dont Sébastien a parlé tout à l'heure (ci-dessus), existe depuis 1989 et a maintenant de très belles collections : fanzino.org. Le catalogue en ligne du centre de documentation est très riche. Pour les différents items, il peut donner des liens ou permettre de récupérer des scans, mais dans (presque) tous les cas, il propose de mettre des exemplaires « dans son panier »

(c'est-à-dire récupérer des exemplaires photocopiés A4).
fanzinotheque.centredoc.fr

Peut-être devrions-nous y aller ensemble poser les nôtres ?
Cela nous permettrait aussi de visiter, et de continuer élargir
la discussion !

Sébastien : Et elle est à côté du « Confort Moderne », un
beau lieu depuis plus de 20 ans avec deux salles de concert !
Un certain nombre d'exemplaires de *Joie de vivre et nouilles en
salades* sont dans la fanzinothèque.



Lise LANDRIN & Julie ARMÉNIO

LES CORPS PENSANTS

Lise LANDRIN & Julie ARMÉNIO

LES CORPS PENSANTS

UNE ENQUÊTE PAR LE THÉÂTRE DÉCLENCEUR DE LA COMPAGNIE RU'ELLES

Dans la salle, deux corps se font face. L'un est recroquevillé, l'autre debout avec un bras levé. « Ne recommence pas » : c'est le titre que donne l'ensemble du groupe à cette *statue* incarnée par deux participantes. Puis la statue se met en mouvement, elle se déplace dans l'espace en réaction au titre qui vient de lui être donné. Dans les exercices de théâtre-image, les corps parlent d'eux-mêmes, en silence. Ou plutôt c'est l'interprétation collective qui les fait parler, qui leur donne un sens en y associant une expérience, un écho singulier. Ici on fait dialoguer les implicites, les corps et les imaginaires. Cette scène curieuse a lieu lors d'un atelier de recherche-crédation par le théâtre déclencheur, dans le cadre des Rencontres de Géopolitique Critique en 2018. Son but est simple : il s'agit d'explorer collectivement quels sont nos rapports à la ville lorsque ce sont les corps qui s'expriment.

Grâce aux travaux de géographes et de sociologues dans les années 1970, nous pouvons désormais lire la ville comme une production sociale¹. L'espace est produit, il est représenté, vécu et appréhendé : dit autrement, il est le résultat d'agencements à la fois collectifs et individuels. Selon ces théories, l'espace n'est jamais un donné brut ni une surface que l'on pourrait cartographier objectivement, car nos rapports à l'espace sont l'œuvre de réalisations collectives, sensibles et changeantes. Si le plan d'une ville laisse apparaître une sorte de réalité évidente et quadrillée, il cache autre chose de bien plus intime. En effet, nos pratiques de la ville ne cessent de créer des espaces au quotidien qui forment et transforment les murs. Chacun-e d'entre nous produit la ville, de même que la ville nous produit en retour dans nos rapports sociaux. « Produire » la ville implique donc un ensemble de réflexions qui dépassent l'analyse de l'aménagement urbain (la planification)

Lise
Intriguée par les rôles que distribuent les sociétés ici et là, Lise Landrin a choisi de croiser la recherche avec le théâtre pour questionner et décaler nos arrangements quotidiens. Actuellement en thèse au laboratoire Pacte (UGA), c'est la coopération avec des comédiennes au Népal ou à Grenoble qui l'amène à creuser le potentiel des corps à réveiller des analyses enfouies.

Julie
À la fois comédienne, metteuse en scène et en mouvement, Julie Arménio aime surprendre, révéler l'invisible et questionner nos quotidiens *in situ*. Son imaginaire arpente les recoins des rues et des places, cherchant à subvertir les espaces et les interactions en les performant. Elle fonde en 2017 la compagnie Ru'elles à Grenoble dans laquelle elle lie recherche et création.

1. Frémont, Armand. *La région, espace vécu* (1976). Paris, Flammarion, 1999.
Lefebvre, Henri. *Production de l'espace*. Paris, Anthropos, 1974.

2. Besse, Jean-Marc. *Habiter : un monde à mon image*. Paris, Flammarion, 2013.
Dardot, Pierre ; Laval, Christian, *Commun : essai sur la révolution du XXI^e siècle*. Paris, La découverte, 2014.

3. Dijkema, Claske ; Cohen Morgane. « Droit à la Ville », Cahiers des 2^e Rencontres de géopolitique critique. Grenoble. 2018. En ligne : hal.archives-ouvertes.fr/hal-01719247
Lanne, Jean-Baptiste, *Des vies en veille : géographies abandonnées des acteurs quotidiens de la sécurité à Nairobi*. Thèse de Géographie. Université Michel de Montaigne – Bordeaux III, 2018. Consultable en ligne : hal.archives-ouvertes.fr/tel-02117104

Soja, Edward William. *Thirdspace: Journeys to Los Angeles and Other Real-and-Imagined Places* (1996), Cambridge, Wiley-Blackwell.
Wieviorka, Michel. « Editorial. Approche comparée des violences urbaines », *Cultures & Conflicts*, Vol.6, n° 2, 1992, pp. 3-5.

4. Les savoirs vernaculaires désignent les savoirs populaires, traditionnels ou ordinaires souvent moins reconnus et valorisés que les savoirs scientifiques.

pour penser le pluriel des villes et le pluriel des corps qui la façonnent. Mais « fabriquer » la ville sous-entend quelque chose de plus artisanal encore, un travail manuel, charnu, et sensuel (qui se rapporte aux sens). Dire que la ville se fabrique, c'est dire qu'elle s'invente au gré d'arrangements et d'appropriations, de contournements et de frontières, d'ouvertures et de passerelles : c'est un ensemble quasi organique dans lequel les corps se croisent et composent la matière même du commun. Mais en dépit de ce vocabulaire organique, fabriquer la ville collectivement relève d'un défi : qu'est-ce qui forge le commun dans la construction de nos villes ? Qu'est-ce que l'on appelle « commun » derrière nos rapports singuliers voire antagonistes de la ville, comment fait-on corps avec la ville ?

Si l'on considère qu'habiter une même ville n'est pas un critère suffisant pour faire du commun, alors la question d'une fabrique collective de la ville reste entière². Par ailleurs, de nombreux écrits associent le processus de métropolisation à des violences³. Violence des corps qui s'esquive, violence de l'étalement urbain sur une nature qui meurt, violence des transformations urbanistiques sans consultation démocratique, violences des privatisations d'espaces publics et violence des ségrégations entre classes, entre genres, entre couleurs. Ainsi fabriquer la ville en commun est aussi une question de grands aménagements comme de petites fabriques au quotidien, à l'échelle des corps et des micro-gestes. Interroger les actions et les processus qui fabriquent les villes n'est donc pas qu'une question de recherche adressée aux géographes ou aux sociologues, c'est une question destinée aux savoirs vernaculaires⁴ sur l'espace. Dès lors, enquêter sur nos fabriques en commun de la ville exige des méthodologies particulières : comment interroger nos vécus, nos appréhensions sensibles, nos interactions entre corps ? Ce que propose le théâtre déclencheur c'est justement une recherche collective par les corps pour informer nos rapports à la ville (les mettre en forme) et les transformer (en changer la forme). Au travers de ses recherche-crétions, la compagnie Ru'elles basée à Grenoble propose une exploration non pas *sur* les corps mais *par* les corps pour créer des espaces de recherche temporaires qui interrogent et participent à la fabrication de la ville ou des espaces publics. Sous la forme d'un récit d'atelier, cet article a pour objectif de nourrir une réflexion sur les fabriques de la ville à partir d'une expérience menée dans le cadre des Rencontres de géopolitique critique en février 2018 (Laboratoire Pacte, Modus operandi). Il cherche à comprendre comment le théâtre et les savoirs situés

Fig. 1. Sortir de soi, un atelier pour interroger la place des corps



Fig. 2. Pourquoi cet atelier ? J. Arménio et L. Landrin



créent des enquêtes *corporelles* capables de penser et de faire du commun. Après un retour sur les épistémologies qui ont fait du corps un objet des sciences sociales, cet article présentera les fondements du théâtre déclencheur ainsi qu'une synthèse de l'atelier qui interroge nos fabriques des savoirs.

In-corporer le social : la fabrique des corps

Dans la recherche en sciences sociales, l'attention pour les corps doit beaucoup aux études postcoloniales et aux études féministes qui ont conjointement interrogé dans les années 1970 les mécanismes de fabrique des corps. Marcel Mauss en anthropologie établissait déjà dans les années 1930 une théorie sur les « techniques du corps » selon laquelle tous nos gestes résultent d'un apprentissage culturel⁵. Il y a eu également Michel Foucault qui s'intéressait aux régimes disciplinaires contraignant les corps dans un ensemble de normes⁶. Mais c'est surtout à partir des années 1970 que les recherches qui articulent les corps aux rapports de pouvoir se sont diversifiées et que les outils d'analyse se sont élargis à mesure que les auteur·e·s et les points de vue se sont décentrés. Avec les études postcoloniales et féministes, l'intérêt ne porte plus seulement sur l'aspect normatif des gestes, mais surtout sur leur nature prescriptive : elles interrogent comment les corps performant l'espace et créent des identités en retour. Aussi facile à troubler que difficile à changer structurellement, les performances de nos corps sont quotidiennes. De manière permanente nous effectuons des mises en scène de nous-mêmes afin d'obtenir une reconnaissance collective de nos appartenances⁷.

Dépassant la traditionnelle dichotomie corps/esprit, les *performances studies* de concert avec les études féministes et *queer* ont aidé à penser les mécanismes via lesquels nous incorporons des normes sociales (littéralement comment nous les mettons dans le corps, dans la chair). Par exemple, dans les *performances studies*, le quotidien est souvent comparé à une vaste mise en scène dans laquelle tout individu est un « performeur » qui s'ignore⁸. L'acquisition d'une identité ou d'un statut social repose donc sur la reproduction méticuleuse de ce qu'une communauté attend de nous et nos corps sont les instruments au service de cette démonstration.

5. Mauss, Marcel. « Les techniques du corps » (conférence de 1934), *Journal de Psychologie*, Vol. xxxii, no° 3-4, 15 mars-15 avril 1936.

6. Foucault, Michel. *Le Corps utopique, les hétérotopies* (conférences de 1966). Paris, Édition Lignes, 2009.

7. Butler, Judith, *Trouble dans le genre*, (1990). Paris, La Découverte, Poche, 2006 (Cynthia Kraus trad.).

8. Goffman, Erving. *La mise en scène de la vie quotidienne. Vol. 2. Les relations en public* (1973). Paris, Minuit, 2000 (Alain Accardo trad.).

Ainsi les corps sont-ils d'abord des toiles de fond sur lesquelles projeter nos catégories et nos exclusions, particulièrement dans les espaces publics. Aujourd'hui ce sont les refus des classifications binaires qui occupent majoritairement le corpus scientifique sur les corps, pour comprendre de manière complexe et intersectionnelle comment nos corps avec différentes identités affichées peuvent déplacer des catégories instituées.

Savoirs féministes et savoirs situés : des recherches encorporées

Les corps sont des palimpsestes⁹ de savoirs, ils reposent sur des héritages collectifs et sur des réinventions constantes. Chaque geste, chaque trace que l'on porte est la marque d'un apprentissage, d'une sociabilité, d'un échange. Tous les corps ont quelque chose à dire du monde et pourtant l'accès aux savoirs est inégalement distribué. Lorsque l'on parle de la « posture » des chercheur-e-s par exemple, le terme n'est pas que métaphorique, il renvoie aussi à une attitude physique. Et les deux sens du mot sont intrinsèquement liés car nous *n'avons* pas un corps, mais *nous sommes* des corps. Pourtant ce n'est que tardivement dans l'histoire de la recherche que l'implication des corps des chercheur-e-s a été soulevée. Suivant l'idéal d'une science positiviste, les chercheur-e-s et notamment des géographes ou sociologues ont longtemps prétendu à une neutralité du sujet de connaissance, posture qui serait une garantie de leur objectivité. Cette assertion nie pourtant que les chercheur-e-s ont des croyances, des valeurs, mais aussi des corps qui influencent les conditions d'accès aux savoirs. À l'idée d'un réel unique soutenu par des sciences universelles et occidentales, les épistémologies féministes et postcoloniales ont opposé des réels multiples.

Car comme le rappelle Maria Puig de la Belacasa en parlant des sciences modernes : « cette objectivité n'a en rien empêché les sciences de servir des projets de domination et a permis de faire accepter comme "neutres" et universels des intérêts particuliers — liés notamment aux positions de domination masculine, économique, raciale, hétérosexuelle¹⁰ ». L'objectivité et la neutralité

9. Un palimpseste est un parchemin manuscrit dont on a fait disparaître la première écriture pour y écrire un autre texte.

10. Puig de la Belacasa, Maria, *Les Savoirs situés de Sandra Harding et Donna Haraway. Science et épistémologies féministes*. Paris, L'Harmattan, 2003.

11. Harding, Sandra. « Rethinking Standpoint Epistemology: What is "Strong Objectivity"? » *The Centennial Review*, Vol. 36, No. 3 (FALL 1992), pp. 437-470

12. Haraway, Donna. *Manifeste Cyborg et autres essais. Sciences-Fictions-Féminismes*. Paris, Exil, 2002, (trad. Laurence Allard, Delphine Gardey, Nathalie Magnan). pp.112-113

du sujet de connaissance désincarné des sciences modernes est donc une manière de faire croire qu'un point de vue omniscient et désengagé existe. Or ce postulat est une ruse. Une « ruse divine » qui consisterait pour le ou la chercheur-e « à tout voir depuis nulle part¹¹ » selon Harding (2002). Car non seulement le point de vue omniscient n'est pas possible, mais il n'est pas non plus souhaitable. C'est à ce titre que les épistémologies féministes réclament une « science de la relève » (Haraway 2002), qui puisse partir des marges, des expériences situées et des situations d'oppression pour informer les sciences. Et l'atout de ces démarches, c'est qu'elles ne cherchent pas des sciences plus subjectives (qui risqueraient le relativisme) mais au contraire des sciences plus objectives : c'est-à-dire des sciences qui conscientisent et produisent une réflexivité à propos de là où elles parlent.

Dit autrement vouloir une recherche qui ne s'engage pas et qui ne se prend pas elle-même aussi comme objet d'étude, c'est risquer une autorité scientifique qui camoufle ses intérêts. À l'inverse de cette démarche, les sciences féministes revendiquent le fait que tous les accès aux savoirs et au réel sont nécessairement situés, vus depuis un certain œil et un certain corps. Ainsi les savoirs situés insistent surtout pour penser les expériences singulières des chercheur-e-s comme des ressources et non pas comme des biais à l'activité scientifique. L'objectif des sciences féministes est donc à la fois d'introduire dans les sciences des conceptions et des expériences ignorées des autres, et de fabriquer un terreau de solidarités pour répondre collectivement aux enjeux de sociétés contemporains. Pour reprendre les mots d'Haraway : « les féministes ont intérêt à projeter une science de la relève qui donne une traduction plus juste, plus acceptable, plus riche, du monde, pour y vivre correctement et dans une relation critique et réflexive à nos propres pratiques de domination et à celle des autres ainsi qu'aux parts inégales de privilège et d'oppression qui constituent toutes les positions¹². ». Il s'agit donc de penser que des expériences particulières – celle de l'oppression notamment – forment un ensemble de privilèges épistémiques, c'est-à-dire des positions et des expériences du monde qui sont des ressources pour l'analyse scientifique. C'est à partir de ces marges, de ces expériences croisées de dominations et de savoirs incorporés que la compagnie Ru'elles construit sa recherche. Puisque l'imaginaire collectif est perpétuellement incorporé, puisque l'expression des corps peut être à la fois aliénante et libératrice, les laboratoires de théâtre déclencheur se proposent de mettre en scène les corps et de faire usage de la création pour

révéler, conscientiser et initier un autre accès aux savoirs des corps. C'est ainsi que nous avons proposé, à l'occasion des Rencontres de géopolitique critique, une initiation de deux heures à la découverte du théâtre déclencheur et des privilèges épistémiques qu'il développe à partir des corps.

Du théâtre de l'opprimé-e au théâtre déclencheur

Alerté par « l'aliénation des musculatures », c'est d'abord Augusto Boal qui a eu l'intuition que le théâtre pouvait aider à libérer des incorporations violentes. Selon le dramaturge, tous les corps sont des lieux de pouvoir, il faut donc passer par les corps pour opérer une révolution sociale. De cette intuition a émergé le « théâtre de l'opprimé¹³ ». Né dans une époque de dictature où les terres sont volées par de grands propriétaires terriens, Boal s'est rendu compte qu'une dénonciation efficace des injustices ne pouvait plus se faire sur les scènes officielles de théâtre, lieux en proie à la censure. Il fallait que les outils théâtraux descendent dans les rues, dans les champs, et qu'ils cessent d'être le privilège d'une classe d'artistes. Le théâtre de l'opprimé est donc un ensemble de propositions artistiques et politiques à destination des « acteurs et non acteurs¹⁴ ». Il prend l'espace de la scène comme une répétition (fictive) de la révolution (réelle). Le succès de cette pratique dans différents pays montre que le théâtre parvient à questionner la pertinence des rôles que l'on prend au quotidien. Avec Boal, le « spectateur » devient un « spect'acteur » : c'est-à-dire une personne qui teste sur le plateau de théâtre, la solution qui lui paraît adéquate au conflit exposé. Avec cette pratique, Boal propose de supprimer le rôle passif du spectateur et de la spectatrice pour leur redonner un pouvoir d'agir.

Sur cette base, le théâtre déclencheur développé au sein de la compagnie Ru'elles souhaite mettre les outils artistiques au service de toutes et tous, afin de retrouver une capacité d'action sur les évolutions de notre société. Or, dans la mesure où la rue concentre des rapports de domination en particulier, c'est dans cet espace que la compagnie centre son action. Ainsi le théâtre déclencheur fait usage du jeu, de la poésie et de la danse en insistant non pas sur le dualisme opprimé/oppresseur à la manière de Boal, mais sur

13. Boal, Augusto. *Le théâtre de l'opprimé*, Paris, La Découverte, Poche, 1997 (trad. Dominique Lémann).

14. Boal, Augusto. *Jeux pour acteurs et non acteurs*, Paris, La Découverte, 2004 (trad. Virginia Rigot-Müller).



Fig. 3 — Rencontre par le corps

Le théâtre déclencheur fait place à la plus petite échelle des productions de savoirs : le corps.

la complexité des identités corporelles et sociales. L'émotion et le quotidien sont au centre de ce théâtre qui part du vécu des individus. Il s'adresse à un public adulte ou adolescent et invite chacune à reprendre possession des lieux publics comme scène politique et artistique. Il apparaît donc comme une méthodologie participative entre recherche et création, et c'est sur cet intérêt croisé que nous nous sommes retrouvées.

Le théâtre déclencheur : qu'est-ce que c'est ?

Déclencher, c'est ouvrir la clenche, ôter le mécanisme qui bloque l'accès à l'extérieur. Déclencher en soi et hors de soi, c'est se donner la possibilité de rencontrer l'autre autrement et d'entamer le dialogue sur l'absurdité du monde.

Le théâtre déclencheur souhaite donner des armes aux corps et aux discours. La société est un spectacle que nous pouvons transformer. Partir de nos vécus, de nos expériences singulières et partagées pour révéler, agir et (se) transformer. Librement inspiré du mouvement situationniste et du théâtre de l'Opprimé-e, il s'en distingue en insistant non pas sur le dualisme opprimé/oppresseur mais sur le processus de conscientisation et de réaction de la part des spectateurs. Le théâtre déclencheur que développe Julie Arménio dans Ru'elles est une boîte à outils qui ne prend pas le théâtre comme synonyme d'un lieu bordé de rideaux rouges, mais bien comme des outils artistiques au service de toutes et tous, afin de retrouver une capacité d'action sur les évolutions de notre société.

L'atelier de recherche-crédation

Le 5 février 2018, le théâtre des Peupliers à Villeneuve nous accueille pour interroger la colonisation des corps et l'incorporation silencieuse des violences dans le cadre des Rencontres de géopolitique critique. Nous sommes une vingtaine, issu-e-s de milieux sociaux et professionnels différents, mais avec une forte proportion de chercheur-e-s en sciences sociales. Le début de la séance se passe à l'intérieur, dans un froid ambiant d'hiver qu'il faut apprivoiser. Après un temps de méditation au sol, la rencontre se fait

debout, dos à dos, avec des questions simples : pourquoi êtes-vous venu-e à cet atelier, qu'en espérez-vous, comment vous sentez-vous à l'instant ? (Fig.3). Le placement hasardeux des personnes permet de voir ce qui se passe en nous quand on adresse la parole à quelqu'un sans que la vue des corps n'intervienne, sans que l'on puisse se référer à l'effet que notre discours produit sur l'autre. Ainsi, les corps s'ouvrent à d'autres sens pour la rencontre. Après une mise en commun de cette expérience (la parole est un point fondamental de l'atelier), nous partons en rue. Il s'agit cette fois d'éprouver, sur un petit parcours, ce que nos corps ressentent avec une contrainte corporelle. Certain-e-s ont la consigne d'effectuer le trajet les yeux baissés, d'autres la tête haute (Fig.4). Chacun-e élabore ensuite une carte sensible qui retrace son expérience (Fig 5).

La carte sensible

L'élaboration des cartes sensibles décale l'outil cartographique. Contrairement à l'enjeu encyclopédique de la carte qui veut tracer l'existence exhaustive des lieux pour les nommer et les représenter, ici ce sont des rapports subjectifs, émotionnels et sensoriels à l'espace qui sont visés¹⁵. La grammaire commune des cartes se compose d'un point de départ, d'un trait – l'itinéraire – et d'un point d'arrivée. Le reste de la mise en carte est libre, hors de tout codage scientifique.

La pratique du théâtre déclencheur dans ses grandes lignes repose sur cinq étapes :

1. Prendre contact avec son corps, être là (Fig.1 ; 3)
2. Constituer un groupe, créer la confiance du collectif et être dépositaire de la parole de l'autre sans jugement (Fig. 3)
3. Rendre les corps expressifs par la rencontre de l'espace et de la rue (Fig. 4 ; 5)
4. Proposer des mises en scène qui font l'objet de débats collectifs (Fig.6a ; 6b)
5. Chercher la confrontation d'un public pour déclencher non plus seulement un phénomène en soi mais aussi hors de soi, afin d'évaluer la réception d'une performance dans l'espace public.

Ici, plusieurs participant-e-s font état de la gêne ressentie vis-à-vis d'un vigile de grande surface, avec ce sentiment désagréable que certaines personnes peuvent jouer du théâtre pour se divertir pendant que d'autres n'ont pas le privilège d'accéder à ce type d'activité.

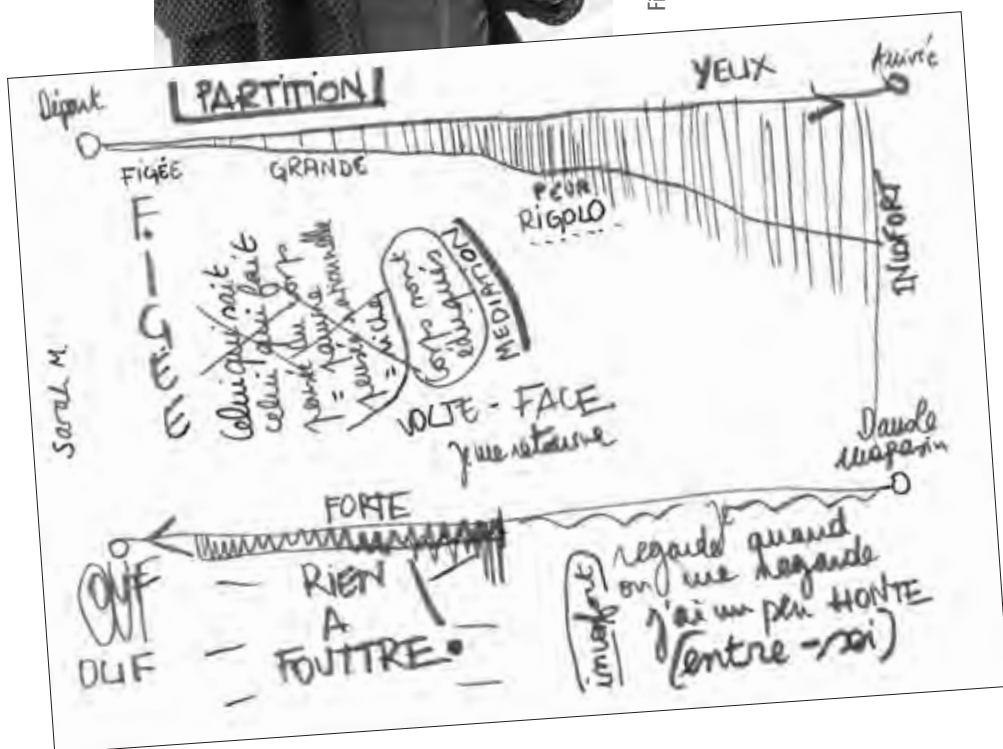
15. Mekdjian, Sarah ; Moreau, Marie « Redessiner l'expérience : Art, sciences et conditions migratoires », *Antiatlas journal*, 2016.

Poisson-Cogez, Nathalie, « Lignes d'erreurs – Les cartes de Ferdinand Deligny », *L'art et la matière*, 60, culture.univ-lille1.fr/fileadmin/lna/lna60/lna60p34.pdf



Fig. 4. Consigne de parcours et cartes sensibles

Fig. 5. Une carte sensible durant l'atelier



D'autres participant-e-s racontent au contraire le plaisir ressenti de la lenteur de leur marche qui a été l'occasion de découvrir les différentes textures du sol. À cette étape, les acteurs et actrices commencent à entrer dans leurs expériences corporelles mais révèlent avoir du mal à lâcher ce contrôle qu'impose le mental. C'est ce pour quoi le théâtre déclencheur a besoin de plusieurs étapes avant d'accéder à une expression corporelle qui soit libérée de la résistance imposée par une bienséance sociale.

C'est seulement de retour au théâtre des Peupliers après 45 minutes d'atelier que l'on présente au groupe les raisons d'une session théâtrale au sein des Rencontres de géopolitique critique (Fig.2). Lise expose l'heuristique de la démarche par les mots, Julie interprète ce discours par une improvisation corporelle afin de décentrer le régime très logo-centré de notre connaissance. C'est suite à la sortie en rue et à une introduction de notre recherche-crédation que nous en sommes venues aux exercices de théâtre-image (Fig. 6a et 6b). Cette technique pratiquée chez Boal consiste à figer une attitude corporelle à la façon d'une statue, pour donner au groupe l'occasion d'en interpréter le sens. Dans cette activité, on propose qu'une moitié de la salle prenne une posture d'oppression et la tienne figée. Les autres doivent venir compléter avec leurs corps les statues existantes.

Ensuite l'ensemble du groupe doit donner un titre aux tableaux créés (tels que : « la colonisation » ; « promenons-nous avec notre honte » ; « ne recommence pas », *etc.*). L'exercice évolue ensuite en mettant ces binômes en mouvement. Les uns après les autres, des binômes ont été invités à présenter au reste de l'assemblée leurs déplacements, devenus des scénettes, afin de les soumettre à l'interprétation collective. Une partie de la salle s'est ainsi transformée en spect'acteur. Le but : commenter la marche qui se donne en spectacle en essayant de préciser : qui peuvent être ces personnages représentés ? Quelle action s'est déroulée entre ces corps pour les mettre dans cette situation ? Et comment caractériser le rapport entre les corps ? Qu'est-ce que cette scène crée dans un espace commun ?

La mise en mouvement et la coordination des gestes du binôme ont été l'occasion de riches interprétations, faisant l'état d'une véritable complexité, que ce soit pour chercher la violence entre les corps frontalement, ou pour l'éviter. C'est au bout de ces deux



Fig. 6a et 6b. Des statues incarnées sur le modèle du théâtre-image.

heures que les corps et plus généralement les analyses de situations concrètes ont pu se libérer et se transformer. L'atelier aura été prolongé de 45 minutes devant l'intérêt suscité par ce dernier exercice de théâtre-image. Cette fois-là, l'atelier a été contraint par le temps mais il ne restait que quelques étapes supplémentaires pour aller jusqu'à la création d'une performance dans la rue. Déjà sur quelques heures, cette expérience aura été l'occasion d'interroger collectivement les mécanismes d'incorporation des savoirs, ainsi que ce qui résiste dans l'effort de les représenter. Et c'est peut-être là que la ville se fabrique en commun, dans cet espace temps extra-ordinaire du théâtre déclencheur, qui réunit une communauté d'émotions et de corps pour (re)découvrir des expériences diverses et solidaires.

Recherche-crédation de l'interdiscipline à l'indiscipline

Cet article est parti d'un atelier qui a eu lieu pendant les Rencontres de Géopolitique critique, pour interroger la manière dont les corps sont impliqués dans notre orchestration du quotidien et plus particulièrement dans notre rapport à la ville. Si cet atelier était introductif, il importe de présenter les actions permanentes de Ru'elles, qui fonctionne comme un ensemble de laboratoires de rue. Ru'elles est une compagnie composée d'artistes et de chercheuses qui ne tiennent pas à leurs étiquettes disciplinaires mais cherchent au contraire les conditions pour créer du savoir collectivement, le faire circuler et le restituer à ceux et à celles à qui ils servent directement. Au travers de ses workshop et performances, la compagnie participe à une forme de recherche-crédation. La recherche-crédation, terme naissant en France dans le contexte universitaire, vient de cette volonté commune qu'ont les artistes et les chercheur·e·s à analyser des interactions sociales. En ce sens, ce courant n'est pas une nouvelle discipline, c'est une interdiscipline¹⁶. La recherche-crédation part du principe que les œuvres sont des révélateurs puissants, à même de saisir des enjeux qui échappent à la rationalité. Le passage par l'émotion, l'esthétique et la mise en scène informent le réel. Cette proposition d'étude est donc une posture de dialogue constante entre des épistémologies

16. Stévanee, Sophie. « À la recherche de la recherche-crédation : la création d'une interdiscipline universitaire » *Intersections : Canadian Journal of Music / Intersections : revue canadienne de musique*, vol. 33, n° 1, 2012, p. 3-9.

distinctes (celle de la réalisation artistique et celle de la réflexion théorique scientifique), en croisant leurs outils respectifs. Avant tout, elle vise une compréhension critique de la société sur une base participative et dénonce la posture de distance vis-à-vis de l'objet d'étude telle que l'envisage la démarche scientifique positiviste. Cette recherche profondément réflexive conteste la posture des chercheur-es comme des expert-es prétendue-s du savoir. Elle postule que la complexité du monde contemporain requiert de nouveaux langages et notamment celui des émotions et des corps. Elle encourage aussi ce faisant l'indiscipline¹⁷ nécessaire à l'émergence des savoirs critiques et à la transformation des postures.

17. Suchet, Myriam.
Indiscipline ! Montréal, Editions
Nota Bene, 2016.

Le contexte grenoblois qui encourage déjà la rencontre d'artistes et de chercheurs est propice à cette recherche qui prend l'art à la fois comme médiation, objet et création de savoirs. Dans ce cadre, la compagnie Ru'elles va à la rencontre des passant-e-s pour analyser l'impact de nos constructions collectives sur l'usage de la ville, de la rue, de nos territoires. Plusieurs laboratoires de rue sont proposés dans l'année :

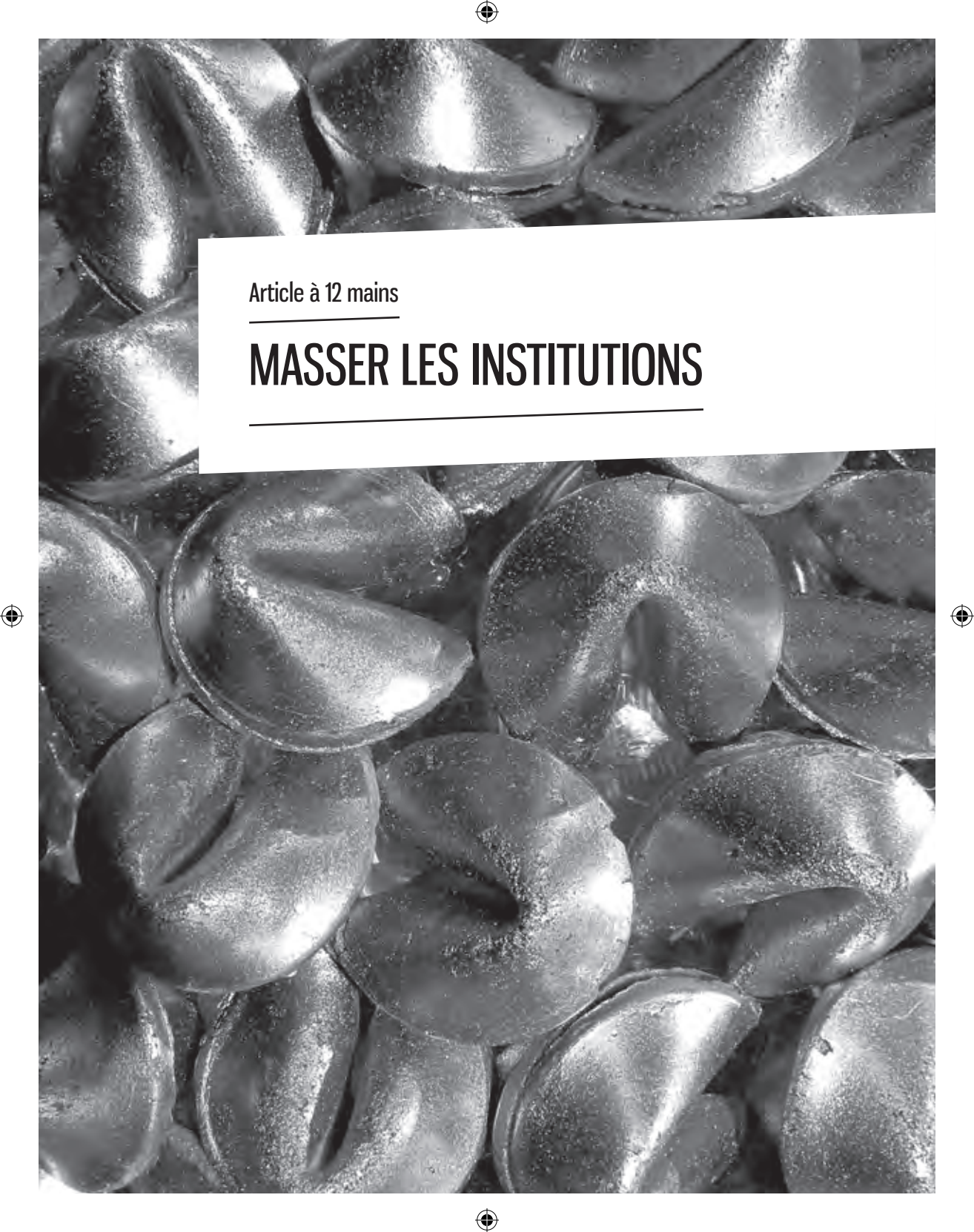
- **Les inattendues performances** : des rencontres et création à la journée avec artistes et amateur-e-s tous les 22 du mois (sec-teur 1 de Grenoble)
- **Les laboratoires de création** : sous forme de trois stages dans l'année pour découvrir le théâtre déclencheur et se réapproprier la rue au travers d'une performance
- **Les résidences in situ** : Sur quelques jours ou une semaine, Ru'elles met en place un laboratoire d'explorateur-trices de l'espace public qui a pour but de mener des chantiers collectifs de recherche-crédation au sein d'un territoire particulier, avec artistes, amateurs et amatrices, chercheurs et chercheuses.

Parallèlement à ces activités, la compagnie accompagne aussi des projets de pédagogie et notamment au travers d'un atelier mené avec les étudiant-es de Licence 3 à l'Institut de Géographie et d'Urbanisme de Grenoble en octobre 2018. D'autres sont à venir avec des Master du même institut et permettent de développer de nouvelles formes de recherches collectives pour croiser savoirs théoriques, savoirs corporels, savoirs situés et privilèges épistémiques de la création. Pour en savoir ou en voir plus : ru-elles.com



*Autrices et intervention artistique : Lise Landrin et Julie Arménio
Crédit photographique : Morgane Cohen
Crédit dessin : Annette Wijbrans*

*Remerciements à Claske Dijkema pour soutenir la recherche qui a
du sens, aux participant-e-s pour s'être prêté-e-s à la découverte du
théâtre déclencheur et nous avoir enrichies.*



Article à 12 mains

MASSER LES INSTITUTIONS

Jilali, Régis GARCIA, Léoçadie MBOUS, Arsène MBUMA,
Malo MORVAN, Adrien PÉQUIGNOT

MASSER LES INSTITUTIONS FAIRE BOUGER LES LIGNES

Introduction

Jilali est éducateur de rue. Il travaille avec les habitants de quartiers populaires à leur appréhension des espaces publics et au développement de leur pouvoir d'agir.

Régis Garcia est doctorant à l'Université de Paris 8 Vincennes – St-Denis. Sa recherche-action porte sur l'expérimentation de configurations pour co-construire le problème public de parentalité avec parents, professionnels et élus.

Léoçadie Mbus est docteure en sciences de l'éducation chargée de cours à l'Université de Paris 8 et chargée de mission pour la Chaire UNESCO Éducation et Santé.

Les deux journées du séminaire « Faire la ville en commun, expérimentations citoyennes et coopérations sur les territoires » ont été organisées les 19 et 20 avril 2019 à la MSH Paris-Nord et à l'Université Paris 8 Vincennes – Saint-Denis par le réseau des Fabriques de sociologie¹.

Ce séminaire, partant du constat que « les villes se fabriquent (aussi) par le bas, à partir de la puissance d'agir des citoyens », se donnait initialement pour objectif de « réunir des collectifs » autour « de leurs approches du “commun” et de leurs expériences de la coopération », pour leur permettre « d'entrer en discussion et partager leurs méthodes, outils et dynamiques » et ainsi « renforcer leurs savoirs d'expérience »².

Puis, les échanges de mails pour préparer ces journées ont fait émerger l'envie d'aller plus loin : non seulement « partager nos manières de faire recherche, nos questionnements, nos réflexions, nos difficultés » mais, au-delà, se mettre véritablement en « recherche collectivement ». De là est née l'idée de consacrer la seconde journée à des ateliers de « fabrication ». Il a été proposé aux participants de s'organiser librement pour produire des récits collectifs sous différentes formes^{2B}.

Le vendredi 19 avril après-midi, l'atelier avait pour thème « Expérimentations sociales et politiques publiques ». Les échanges portaient sur la difficulté d'associer les institutions aux expérimentations que mettent en place les collectifs, de les intéresser et leur permettre d'y contribuer sans qu'elles ne les instrumentalisent, n'y voyant plus que leur intérêt ; différentes expériences étaient évoquées, consistant à investir d'autres médias (photo ou vidéo) pour « faire recherche différemment » et

produire un autre vécu (émotionnel) dans le lien construit avec les institutions.

Et au fil de ces échanges, le motif du « massage » a surgi.

C'est d'abord Gabrielle Boulanger et Marion Levoir qui racontent l'expérimentation qu'elles ont menée dans plusieurs quartiers populaires du Sud de l'agglomération grenobloise et l'importance du « massage » dans cette aventure. Le projet ART-CARE³ a pris appui sur un premier dispositif qui consistait à installer des « zones de détente publique » en invitant les habitants à recevoir des bains de pieds ou des massages. Suite au succès rencontré, il s'est développé jusqu'à organiser un « sauna-caravane » et « faire voyager un dispositif de sauna mobile et de salons de massages », les « *Oasîch* », permettant la rencontre et générant des échanges entre habitants de différents quartiers et de différents types de territoires (urbains et péri-urbains)⁴.

Le projet ARTCARE a pu voir le jour grâce à des financements publics, notamment ceux de la métropole (Grenoble-Alpes Métropole) dans le cadre de l'appel à projet « Art et espaces publics ». Pour convaincre les institutions, Gabrielle et Marion expliquent que, dans le cas des projets participatifs « où l'on ne sait pas ce qu'on va créer puisque ceci sera défini avec les acteurs »⁵, il est important de s'adresser aux potentiels financeurs en « racontant une histoire », c'est-à-dire en produisant un discours qui crée « des images » et permette à l'interlocuteur de « se figurer le déroulement hypothétique du projet ». En l'occurrence, pour raconter son histoire et créer une « cohérence rassurante », le projet ARTCARE a été présenté aux institutions à travers un dépliant, associant les dessins et les concepts, pour mettre en scène visuellement la « méthodologie d'action ».

Une fois le projet validé, il se met en œuvre ; le dispositif s'installe sur les quartiers, il se met à fonctionner, accueille les personnes qui viennent vivre une expérience au sein des *Oasîch* et produit, par lui-même, un effet de mise en récit : les personnes racontent ce qu'elles ont vécu à d'autres, en font part au centre social du quartier.

Les retours des habitants et travailleurs du quartier sont tels qu'ils permettent un « basculement positif » dans la mise en place d'un autre projet : le projet « piscine IRIS »⁶, visant à réaménager une piscine désaffectée du quartier de Villeneuve pour la transformer en un lieu avec sauna et hammam, ouvert sur les cultures. Alors qu'en 2018 ce projet semblait bloqué⁷, l'effet produit par les *Oasîch* a permis de détendre « les précédents blocages politiques » : « C'est comme si masser les muscles, toucher ces peaux

Arsène Mbuma est un des membres fondateurs de l'association Union Urbaine. Il réalise des documentaires et anime des ateliers d'éducation aux médias auprès de différents publics. En parallèle, Arsène est également animateur scolaire et entraîneur de football dans un quartier de Montpellier.

Selon les moments, Malo Morvan est enseignant de philosophie, sociolinguiste, formateur d'enseignant-e-s, ou engagé dans des démarches d'éducation populaire.

Adrien Péquignot est doctorant en sciences de l'information et de la communication à la ComUE Paris Lumières (Cemti / ArTeC). Sa thèse porte sur les formes de relations sociales qui s'expérimentent dans et par les médiations algorithmiques avec un chatbot conversationnel.

1. fabriquesdesociologie.net/ville-en-commun
2. Nicolas-Le-Strat P., « Appel à projet CréaTIC, Description du séminaire », 2018.
- 2B. Cf. l'article de Martine Bodineau « Préparer l'improvisation » qui ouvre la revue. D'autres groupes ont travaillé pendant cette journée, nous en avons aussi les traces dans ce numéro : le Collectif éphémère du 20 avril 2019 : « Faire (ville et) film en commun », et le Collectif-en-devenir : « Pratiques de Fanzines ».
3. Présentation du projet ARTCARE et téléchargement du livret de présentation : museedutempslibre.org/
4. Pour plus de détails sur le dispositif ARTCARE, cf. Boulanger Gabrielle et Léonardie Cécile, « Dans l'intimité des temps pour soi(n) », dans *Agencements*, n°2, Rennes : éd. du commun décembre 2018, p. 32-53.

dans un cadre bienveillant et légèrement foutraque, avait pour répercussion de détendre derrière toute une chaîne d'acteurs plus institutionnels ».

Ainsi, le « massage », pensé comme support pour « rencontrer les territoires du moi » et faire émerger la question du lien aux autres, est aussi apparu comme un geste structurant pour l'ensemble du dispositif d'intervention.

Le samedi 20 avril, à partir de l'expérience des *Oasich* et des réflexions qu'elle avait générées la veille, un groupe de travail de six personnes s'est constitué autour du thème « Masser les institutions », avec l'envie d'investir le motif du « massage » pour explorer les rapports à l'institution, les positionnements, les pratiques, voire même accéder à une meilleure compréhension de ce qu'est l'institution.

La situation de travail en groupe et le cadre du séminaire ont permis de mettre en commun les expériences de chacun, vécues à partir de modes d'intervention hétérogènes et situés sur des territoires différents : Île de France, Hauts-de-France, Hérault et Bretagne. Les premiers échanges ont rapidement conduit à identifier des situations mettant en scène un moment de confrontation avec l'institution, dans un contexte précis et réunissant une diversité d'acteurs (associatifs, individuels et institutionnels) ; prenant appui sur les situations, différentes pistes d'analyses ont émergé.

Nous avons alors choisi d'avancer en deux temps.

D'abord, nous avons sélectionné trois situations et avons organisé un dispositif de mise en récit par un jeu d'interviews en binômes, dans le but d'obtenir une description fine des situations et d'en faire émerger toute la complexité. Trois interviews ont été réalisées le jour même du séminaire. La suite du travail s'est effectué à distance et a consisté, durant les jours et les semaines qui ont suivi, à affiner les retranscriptions par un travail concerté entre interviewé et intervieweur. La forme des récits obtenus varie, et nous avons fait le choix de laisser apparaître la singularité de la parole recueillie.

Ensuite, en considérant ces recueils de récits comme des sources, il s'est agi d'observer la manière dont les situations pouvaient entrer en résonance pour construire une analyse à partir des premières pistes pressenties. Ce travail a pu se réaliser à distance sur deux supports numériques différents (une plateforme collaborative et un texte partagé) permettant de tenter le défi d'une écriture collective à douze mains.

Trois récits

Récit construit par Arsène-Malo

« Je travaille pour l'association Union Urbaine à Montpellier, structure composée de chercheurs, journalistes, enseignants, sans emplois, etc., et intéressée par la question des rapports de force et enjeux culturels et sociétaux sur un territoire spécifique : la ville.

L'association intervient principalement sur deux champs.

Le champ médiatique d'abord, dans la volonté que la plateforme numérique "unionurbaine.com" soit un espace de diffusion et de partage de contenus adaptés aux outils contemporains (rédaction d'articles, réalisation de reportages ou documentaires vidéos, espaces d'expressions en accès libre).

Le champ social ensuite, en proposant des contenus ou des actions directement en lien et en présence de publics intéressés aux thématiques portées par l'association. Dans ce cadre-là, les intervenants de l'association, en collaboration avec différentes institutions, projettent et mettent en question les documentaires ou reportages réalisés par l'équipe associative.

Ce double ancrage permet d'avoir une approche en transversalité, ce qui est devenu un principe fondateur.

Union Urbaine anime donc régulièrement des ateliers de création artistique ou d'initiation aux pratiques médiatiques et va à la rencontre d'un public diversifié (scolaire, universitaire, carcéral, associatif).

Avant d'entrer en collaboration avec ces institutions, il est nécessaire d'établir des relations avec des interlocuteurs au sein de ces dernières, relations qui, à terme, seront porteuses d'actions ancrées dans le réel.

Le récit suivant propose de faire la narration d'une de ces relations déterminantes dans l'approche et la compréhension du rapport aux institutions.

Union Urbaine a réalisé un documentaire vidéo auprès d'une association de quartier de Futsal. Le président de cette structure avait un profil militant et un réseau, et avait déjà fait l'objet d'un documentaire au sujet de son implication dans le quartier populaire du petit Bard. Il avait été amené à présenter et défendre

5. L'ensemble des citations relatives au projet ARTCARE et piscine IRIS sont issues des notes recueillies durant le séminaire puis d'échanges complémentaires avec Gabrielle Boulanger.

6. placegrenet.fr/2017/12/12/bientot-hammam-sauna-lex-piscine-iris-de-villeneuve-recemment-incendiee/166460

7. Le communiqué de presse du 16 mars 2018 de la ville de Grenoble qui présente les projets présélectionnés, spécifie « Processus de désignation déclaré infructueux : les deux projets présentés n'ont pas été jugés suffisamment matures » (p. 4). En ligne : grenoble.fr/uploads/Externe/8c/547_956_Gren-de-projets-un-large-consensus-pour-la-preselection-de-13-projets-innovants.pdf

ce premier documentaire dans différents lieux, notamment des maisons d'arrêt, et c'est grâce au réseau qu'il avait ainsi créé que nous avons pu diffuser le nôtre.

Un éducateur d'une des maisons d'arrêt a entendu parler de notre documentaire : le président du club en question l'avait évoqué au cours d'une discussion, dans un cadre professionnel. Suite à l'intérêt qu'il a eu pour le film, il a souhaité le diffuser dans l'établissement au sein duquel il travaille, auprès des détenus.

Ce premier épisode témoigne de la manière dont notre association est entrée en contact, indirectement, avec une structure, une institution, relevant du ministère de la Justice. Cela montre qu'il est important d'avoir des liens avec des acteurs qui forment un réseau entre ces deux mondes (celui de notre association et celui de l'institution) ; on peut les nommer "passeurs" ou "inter-médiaires".

La diffusion est programmée : nous la préparons en planifiant le cadre, le budget, etc. Lors de la projection, les détenus apprécient le film. Nous en restons là pour un instant, c'était une diffusion ponctuelle.

Environ deux mois après, nous sommes contactés par l'éducateur de cette prison qui avait été en charge de la diffusion de notre film : pour des raisons administratives, il a besoin de récupérer un bilan de l'action réalisée.

Au sein de l'association, nous produisons un bilan assez complet, évoquant les ambitions qui étaient les nôtres en diffusant ce film et un retour d'expérience, notamment sur le contact avec les détenus. Nous nous sommes servis de ce bilan comme d'un *curriculum vitae* en faveur de nos actions et les engagements qui les sous-tendent. L'éducateur a été convaincu par la pertinence d'entretenir des rapports réguliers avec nous et a transmis le bilan à des coordinateurs culturels de la prison.

Étant donné la volonté pour l'association d'apporter à ses travaux une lecture transversale, ajustable à un public divers, nous avons pensé, en amont de cette première diffusion, la question de l'investissement par nos actions du champ carcéral. En effet, notre film traitant de solidarité, de professionnalisation et de réussite populaire, il était fondamental de le proposer à un public en réinsertion afin de tenter de créer de la mobilité dans l'esprit des détenus et des perspectives de réussite. Le fait que nos travaux soient également en direction d'un public carcéral, appuyé par la qualité du bilan rendu et des retours positifs des

détenus, a fini de convaincre l'éducateur de la pertinence de renouveler la collaboration sur des projets plus longs.

Une coordinatrice a donc pris contact avec nous ; sur son initiative, nous nous sommes rencontrés tous les trois. Comme expliqué précédemment, nous avions déjà en tête des actions à destination du public carcéral, nous les avons présentées, elles ont été pensées conjointement, car nous avons pu prendre en compte et bénéficier de l'expertise de terrain des acteurs au sein de l'institution, pour pouvoir réfléchir à leur mise en place.

Nous avons soumis deux projets à ces interlocuteurs, mais ces derniers n'étaient pas décisionnaires. Néanmoins, ils ont pu faire preuve de leur force de conviction en soutenant nos projets auprès de la direction, avec qui nous n'avons jamais eu de contact, et par conséquent les deux actions projetées vont avoir lieu dans les prochains mois : une action de réalisation de podcasts et une action d'initiation aux médias et aux pratiques vidéos.

Il a fallu convaincre de la pertinence de nos actions, discuter, et cela a été possible d'abord grâce à un événement indirect (en lien avec le président du Futsal), puis par l'intermédiaire d'un acteur non-humain, à savoir le bilan de la première projection.

Je considère que le projet aura été pensé conjointement par les membres de l'association et nos interlocuteurs à la maison d'arrêt, même si Union Urbain a gardé la maîtrise de sa mise en œuvre. En effet au contact de ces partenaires, nous avons été en capacité de saisir les enjeux inhérents à la détention en maison d'arrêt. Notamment les questions de terminologie : comment nommer les détenus ? Comment savoir, sans l'aide de nos interlocuteurs, que lorsqu'on parle du "dehors" il s'agit du monde extérieur à la prison (ce qui nous a conduit à nommer un de nos projets "Le dehors en son et en images") ? Par conséquent, comment nommer ceux de l'extérieur ? Comment nommer le titre du projet afin qu'il fasse sens auprès de la direction ? De plus, ces interactions nous ont permis de prendre en compte la temporalité différente inhérente à la détention que nous ne connaissions pas, dans le but de proposer un projet adapté à cette temporalité (horaires possibles pour la mise en place d'ateliers, possibilités d'obtenir des permissions de sorties, etc.).

Cette expérience nous enseigne que, dans nos rapports aux institutions, à notre échelle, il est important d'adopter une traduction intelligible de nos actions. En particulier, comme nous n'avons pas de contact direct avec le pouvoir décisionnaire, la seule médiation possible à notre niveau est d'adapter et de traduire notre discours à un interlocuteur en capacité de l'entendre et de le transmettre.

D'ailleurs, nous avons beaucoup été accompagnés dans la rédaction du projet par nos deux interlocuteurs travaillant dans le milieu carcéral, notamment sur des questions de forme pour qu'elles correspondent aux exigences protocolaires de l'institution, que nous ne maîtrisions pas non plus.

Pour pouvoir proposer ce projet, nous avons bénéficié de deux types de relais : un relais non-institutionnel, mais en relation régulière avec celle-ci (le président du club de Futsal), et des relais institutionnels, en la personne de l'éducateur spécialisé et de la coordinatrice culturelle. Le président du club de Futsal a partagé son réseau, convaincu de la pertinence de l'action, et les salariés de la maison d'arrêt ont appuyé les projets, eux aussi convaincus de la pertinence de l'action. Ces deux moments cumulés ont permis la réalisation d'actions qui pour nous sont porteuses de mouvements et qui "font bouger les lignes".

Si nous étions entrés directement en contact avec la direction par l'intermédiaire d'une procédure classique, nous doutons que ces actions auraient pu être programmées, notamment car nous ne maîtrisons pas les codes bureaucratiques spécifiques à cette institution. À titre d'exemple, nous avons déjà contacté d'autres maisons d'arrêt pour y diffuser ce documentaire, mais ces prises de contacts n'avaient pas donné de suite. »

Récit construit par Léo-Adrien

Dans un conservatoire, quelque part en Île-de-France. Deux situations distinctes, initialement problématiques, sont devenues deux occasions de « masser les institutions ».

Situation 1 – LE PARKING

« Le jour de la rentrée du conservatoire, j'amène ma fille en voiture et je cherche une place de parking. Le parking réservé aux parents comporte une dizaine de places et il est blindé. À côté, le parking du personnel du conservatoire est presque vide. Je me gare en warnings, et quelqu'un me dit sur un ton sec "Ne restez pas là, bougez !". Je réponds sèchement, le ton de nos échanges est un peu agressif. Je quitte les lieux, mais repense à la situation et reviens pour en savoir plus sur mon interlocuteur. Je l'aperçois en rentrant dans le conservatoire, discutant avec la dame de l'accueil, qui me dira ensuite qu'il s'agit du régisseur, qui est aussi

responsable du parking. Je vais discuter avec lui pour apaiser la situation et m'excuser. Il est très ému par ma démarche et s'excuse également, en me disant qu'il n'aurait pas dû s'adresser à moi sur ce ton. Une semaine plus tard, il m'autorise à me garer sur le parking du personnel pour une brève durée. La semaine suivante, je lui apporte une boîte de chocolats : il est surpris mais apprécie le geste. Au fil du temps, il s'est tissé entre nous une relation amicale : il me donne des informations utiles et parfois des places pour certains spectacles. »

Situation 2 – LA CARTE CULTURE

« Il est obligatoire pour les élèves du conservatoire, entre autres, de voir trois spectacles pour pouvoir valider leur année de formation. Chaque spectacle vu donne droit à un tampon sur la Carte culture de l'élève. L'an dernier, alors que la carte de ma fille n'était pas encore tamponnée, nous avions prévu d'aller voir un spectacle, mais celui-ci avait été annulé du fait d'une grève contre une diminution budgétaire par le maire de la ville.

En me présentant à l'accueil pour avoir des explications, la personne que j'y avais trouvée a simplement évoqué l'annulation du spectacle et a mis les trois tampons d'un seul coup ! Je découvre l'arbitraire dans l'acquisition de ces tampons et trouvais la situation hallucinante, bien que réjouissante et libératrice ! Je m'interrogeais sur la pertinence de la règle au vue de la facilité avec laquelle la Carte culture avait été validée, sans avoir vu un seul spectacle.

Il y a deux manières d'obtenir un tampon : voir les spectacles du conservatoire, ou voir des spectacles en dehors du conservatoire (à l'Opéra par exemple). Dans ce deuxième cas, l'élève, avec son billet d'entrée, subit alors un interrogatoire de la part de son enseignant, seul habilité à apprécier de la justesse des réponses de l'élève sur ledit spectacle, promu dans le cadre de sa formation.

Seulement, lorsque le spectacle se déroule au conservatoire, le fait qu'il soit estampillé Carte culture suffit à l'élève, qui obtient son tampon juste en présentant sa carte à l'entrée de la salle. La pertinence du choix du spectacle pour les élèves, en lien avec leur formation, n'est plus prioritaire comme pour les spectacles vus en dehors du conservatoire. Par ailleurs, le tampon obtenu avant le spectacle offre la possibilité à certains parents de monter au balcon puis de partir discrètement. Des personnes viennent donc juste pour le tampon et sortent avant la fin du spectacle. Il est même possible d'être dans sa voiture cinq minutes après le début du spectacle en ressortant discrètement par les issues de secours du balcon.

Cette année, je suis allée voir une version de *Casse-Noisette* réalisée par le Ballet National de Chine (sous la direction artistique de Feng Ying). Nos billets nominatifs à 100 € l'unité et une photo de mon enfant devant la Seine Musicale de l'Île Seguin à Boulogne-Billancourt n'ont même pas été vus par l'enseignant qui était censé interroger son élève au sujet du spectacle sur le nombre de personnages ou sur leurs costumes par exemple. Nous avons simplement reçu ce commentaire de sa part : "la version chinoise du Casse-Noisette est un peu folklorique !".

Pourquoi une telle différence de traitement des élèves par rapport aux règles mises en place pour la validation de la Carte culture entre les spectacles du conservatoire et ceux en dehors de cette institution ? Comment peut-on obtenir aussi facilement ces trois fameux tampons d'un coup après l'annulation d'un seul spectacle ? Toutes ces questions m'ont amenée à "masser l'institution" pour valider la Carte culture, mais en choisissant de regarder des spectacles qui concourent à la formation de mes enfants et qui nous plaisent dans et en dehors du conservatoire.

L'obligation pour les parents d'accompagner parfois leurs enfants à des spectacles qui ne les intéressent pas, pose un réel problème, interroge sur le bien fondé de l'impact de ces spectacles sur la formation des élèves et plus largement sur leur culture générale.

Voir un spectacle ne devrait pas être une obligation ou une contrainte. Cela peut pousser à trouver des stratégies, et il en existe sûrement !

L'absurdité de cette situation, la différence de traitement des élèves selon l'endroit où se déroule le spectacle, l'arbitraire, le sentiment d'injustice... m'ont amenée à prendre la décision de ne plus obtenir de tampons dans le cadre requis par l'institution.

Pour y parvenir, il a fallu repérer des interstices : maîtriser les acteurs, cartographier les lieux de pouvoir... Puis essayer ensuite de s'insérer dans ces interstices, par exemple dans les espaces informels, autour de la machine à café.

Comment rendre cela plus juste ?

Je me demande comment on pourrait agir dans l'intérêt des enfants. Il serait, par exemple, possible d'organiser des séances où les parents récupèrent leurs enfants après le spectacle, et où la carte serait tamponnée à la sortie. Je vais essayer d'en parler pour "faire bouger les lignes".

Enfin, je tiens à dire que tout ceci n'a rien à voir avec la qualité exceptionnelle des enseignements du conservatoire. »

Récit construit par Jilali-Régis

« Je suis éduc' de rue et je travaille dans un club de prévention spécialisée dans un quartier populaire de 2200 habitants.

Voici comment l'aventure autour du Futsal a démarré. En 2012, au retour d'un projet de solidarité internationale qu'on avait fait au Maroc, on était encore pris dans l'énergie du projet et un des jeunes qui y avait participé, Ayoub, me dit :

"- J'aimerais bien qu'on pratique le Futsal",

"- Comment tu veux t'y prendre ?",

"- Je veux qu'on rencontre le maire et qu'il nous donne une salle",

"- Ça ne fonctionne pas comme ça, parce que si toi, tu vas lui demander en tant que citoyen, ça n'est pas suffisant ; il faut avoir une existence juridique, il faut que vous créiez une association."

À cette époque-là, il avait parlé de son idée aux autres jeunes du quartier, y compris aux plus âgés, et ils lui avaient répondu que jamais il n'allait réussir à obtenir des créneaux de Futsal.

Mais l'association se crée, malgré tout, avec des jeunes du quartier ; Ayoub devient président.

Une demande écrite est faite auprès des services de la ville, une demande qui restera lettre morte.

Il se trouve qu'à ce moment-là un forum international de la jeunesse s'organise en Tunisie, à Monastir et qu'une délégation de jeunes de l'agglomération est pressentie pour y prendre part, j'ai alors l'opportunité d'y envoyer un jeune de mon quartier d'intervention. Ayoub y va ; il rencontre une association tunisienne, il crée des liens avec eux.

À son retour il me dit :

"- Il y a un appel à projet par l'ambassade de France qui propose de créer des liens entre les acteurs associatifs des deux rives de la Méditerranée. Je veux organiser un tournoi de Futsal en Tunisie",

"- Je pense qu'en Tunisie ils n'ont pas besoin de nous pour créer un tournoi de Futsal. Par contre, je pense que si tu montes un projet qui parle de la place de la femme en Tunisie et de sa place en France dans les quartiers populaires ça peut les intéresser. Réfléchis à ça."

En fait c'est parce qu'à l'époque j'avais repéré qu'il y avait en Tunisie, à ce moment-là, un débat autour de la place de la femme lié à la rédaction de la constitution et que certains groupes avaient tenté de faire passer un article disant que "la femme est le complément de l'homme"⁸.

8. Cette expression est celle utilisée par le site internet du quotidien *L'humanité* pour décrire les positions du parti Ennahdha : humanite.fr/monde/pour-ennahdha-la-femme-n-est-pas-l-avenir-de-l-hom-512742

Après réflexion Ayoub revient vers moi et il me dit :
“On va faire un tournoi de Futsal mixte en intégrant les femmes.”

Donc j'accompagne Ayoub dans le montage du projet, l'association de Futsal répond à l'appel à projet et on l'envoie au ministère des affaires étrangères. On est en juin 2013.

Deux mois se passent et en septembre notre projet est lauréat du ministère des affaires étrangères. Donc on se retrouve avec un budget qui permet d'envoyer 14 jeunes de l'agglomération.

Là, pour bien comprendre, il faut que je précise quelque chose. Il se trouve que précédemment, quand on avait monté le premier projet de solidarité au Maroc en 2012, on avait été suivi par le journal *Le Monde*. À l'occasion des municipales, un journaliste avait souhaité suivre un groupe de jeunes ; il avait pris contact avec nous et avait donc suivi, pendant plusieurs mois, le groupe qui était dans ce projet. Il publiait ses chroniques dans le blog du *Monde*.

Un jour, la rédaction du *Monde* choisit un de ses articles qui se retrouve dans le journal, dans l'édition papier. Un conseiller délégué à la ville, M. D. voit l'article, lit le blog. Dans la rue, il reconnaît un des jeunes, il va le voir et lui dit :

“C'est super ; si vous avez besoin de quoi que ce soit, venez me voir.”

Le jeune vient me raconter ça, alors je me renseigne un peu sur le personnage. En fait, je me rends compte que cet homme est très investi sur la commune et même ailleurs ; il est aussi engagé politiquement. On le contacte et on le rencontre. Il apprécie les projets que les jeunes portent et les soutient. On reste alors en lien avec lui, il sera notre allié indéfectible dans la poursuite des projets de l'association.

Quand, en 2013, on remporte l'appel à projet, je recontacte M. D. pour l'informer de l'avancée du projet de Tournoi Mixte de Futsal, et lui de me dire :

“Si tu veux je peux en parler au vice-président des relations internationales à la communauté urbaine.”

On réfléchit et je l'appelle pour lui dire qu'on est d'accord. C'était un mardi matin ; il me rappelle en fin de matinée :

“C'est bon, vous avez rendez-vous cet après-midi.”

Quand on le rencontre, on se rend compte que ce vice-président aux relations internationales connaît l'ambassadeur de France en Tunisie et qu'il est, de surcroît, l'attaché parlementaire du député-maire de la ville qui n'a pas répondu positivement

à nos demandes d'accès à des équipements sportifs. Et donc il nous félicite et dit qu'il souhaite soutenir notre projet et lui donner une autre dimension en permettant à davantage de jeunes de l'agglomération de partir en Tunisie. En plus, au-delà de l'aspect sportif, dans ce projet il y avait un aspect social et politique, au sens noble, en lien avec la question de la place de la femme. Avec nous, on emmenait des danseurs, des grapheurs, des porteurs de projet formés à la méthodologie de projet. Finalement, ce sont 30 jeunes de l'agglomération qui iront représenter la jeunesse de l'agglomération en Tunisie (Bizerte).

À un moment pendant la préparation du projet, le vice-président nous dit :

“ Il faut valoriser l'évènement, et pour ça il faut faire une conférence de presse,”

“ Faire une conférence de presse ? Pour dire quoi ? On va expliquer aux journalistes qu'il y a une association de Futsal, créée par des jeunes de l'agglomération, qui a gagné un appel à projet du ministère des affaires étrangères, qui s'apprête à organiser un tournoi de Futsal en Tunisie mais qui, par contre, ne peut pas accéder aux équipements sportifs et pratiquer le Futsal dans sa propre ville ? Effectivement ça devrait intéresser les journalistes...”

Alors il nous répond :

“D'accord on arrête tout, on va d'abord régler cette histoire d'accès aux équipements sportifs de votre ville.”

Il prend donc contact avec le maire et, quatre jours après, non seulement on obtient l'accès à la salle mais en plus le projet de Futsal en Tunisie se trouve financé aussi par la communauté urbaine.

Après ces épisodes, on s'est rendu compte que le blocage venait, depuis le début, d'une personne qui avait un pouvoir important dans le domaine des sports et qui, si l'on en croit ce qui nous a été rapporté, ne souhaitait pas que les équipements sportifs reçoivent des “arabes” et des “noirs”...

“Tant que je serai là il n'y aura pas d'arabes ni de noirs dans mes équipements.”

Finalement, on part avec 30 jeunes. Arrivés en Tunisie, l'accueil est incroyable. On est accueillis par le maire de la ville, le gouverneur et le président du comité olympique tunisien. Pendant le tournoi, les jeunes affrontent l'équipe nationale tunisienne qui a remporté la coupe d'Afrique en 2004. C'est un moment incroyable, ils jouent avec des pros. Là-bas, alors qu'ils sont tous d'origine très

diverses, les jeunes se sentent plus français que jamais. On se rend compte qu'ils sont extrêmement surpris de l'accueil qui leur est réservé, qu'ils n'y sont pas habitués, pas habitués à être autant mis à l'honneur. Leur vie se réenchante. Et puis, en plus du tournoi, il y a plein d'échanges autour de la danse, de la musique, de la culture, de la politique (printemps arabe oblige).

Quand on revient de Tunisie le souffle retombe un peu.

Alors le collectif de jeunes se dit : "maintenant que l'association est créée, il faut qu'on prolonge le projet" et donc j'accompagne l'association de Futsal dans le développement d'une structure féminine de Futsal (la première de l'agglomération). Avec l'association de Futsal, je me prends au jeu des appels à projets et l'association dépose un projet à la Fondation de France dans le cadre de l'appel à projet "Allez les filles !". Nous sommes lauréats sur le plan régional, et sur le plan national on remporte le "second prix du public".

En décembre, une rétrospective est organisée par la communauté d'agglomération sur la Méditerranée, dans le cadre de partenariats qu'elle entretient avec les villes du Maghreb, dont Bizerte, où nous avons co-organisé notre événement sportif. L'institution propose à l'association de Futsal d'y participer et de valoriser son projet.

À cette occasion, les jeunes et moi-même prenons conscience que, dans ce genre de partenariats, l'association de Futsal est la première structure associative à avoir noué un lien avec la société civile tunisienne (Bizerte) ; jusque-là les liens étaient institutionnels, à un niveau technique de coopération.

Le collectif de jeunes qui a pris part à l'événement tunisien décide de faire une restitution de leur aventure à Bizerte. Ils invitent donc le président de l'association tunisienne partenaire à cette manifestation mettant à l'honneur les relations entre l'agglomération et le Maghreb. Pour préparer son arrivée et pouvoir être aussi accueillants qu'ils l'avaient été avec nous, le collectif de jeune rencontre un technicien de l'agglomération en charge des "relations internationales", en demandant que le président de la communauté urbaine soit présent à la restitution. Et là, ce technicien répond sur un ton badin :

"Non, mais qu'est-ce que vous croyez ? Ici on n'est pas en Tunisie".

Dans ce qu'on peut identifier comme effets produits par ce projet Tunisie, on s'aperçoit que ça a permis à l'association d'acquérir une légitimité sur son territoire et puis simplement d'avoir accès à une salle, ce qui était leur demande de départ.

Même si, quand il y a eu l'accord de la ville pour le Futsal, le deal avec la ville c'était que les séances de Futsal aient lieu en présence des éducateurs de la prév'. Donc au départ on était présents systématiquement, et progressivement la prévention spécialisée s'est retirée et a laissé l'association s'autonomiser et gérer les choses par elle-même, faire ses preuves aux yeux de la mairie, pour finalement nous dégager complètement.

Aujourd'hui la prévention spécialisée a pris une place particulière au sein d'un collectif associant des jeunes, des habitants (dont certains jeunes) et des agents des collectivités. Or, s'il a été possible d'agir à cet endroit, c'est bien parce que la prévention spécialisée bénéficie d'une place particulière et d'un véritable ancrage territorial, qu'elle a su construire avec le service de la politique de la ville une relation de confiance et de transparence, bâtie sur sa capacité à accompagner des jeunes en portage de projet afin qu'ils puissent prendre une place qui favorise le développement local. »

À partir des récits

Les trois récits qui précèdent viennent mettre en scène des situations différentes offrant à l'analyse une variété de contextes, de décors, d'acteurs – individuels et collectifs – de statuts, de rôles, d'organisations, de positionnements que nous avons souhaité interroger. Plusieurs angles d'attaque ont été choisis au départ, dès les premiers échanges lors du séminaire « Faire la ville en commun ». Nous les avons conservés comme autant de pistes pour l'analyse.

Chacun de nous a contribué à la construction de cette analyse collective en écrivant une partie du texte de chaque paragraphe, qui a ensuite été amendée par la contribution d'un autre auteur, composant ainsi un ensemble de réflexions.

Institution – citoyen : quel dialogue ?

Un déséquilibre fort existe dans les relations de l'institution aux citoyens du fait que l'institution reconnaît rarement les citoyens de façon individuelle, voire même de façon collective.

Par exemple, il paraît étonnant qu'un projet comme ARTCARE arrive à attirer l'attention des institutions, à trouver les faveurs des financeurs dans un contexte général de réduction des dépenses publiques et de raréfaction des ressources.

Dans le récit de Jilali-Régis, la nécessité, pour les jeunes, de se structurer est prégnante, notamment sur le plan juridique ; il s'agit pour les institutions de pouvoir dialoguer avec des responsables, d'avoir une personne morale à laquelle on pourra imputer certaines responsabilités, attribuer certaines prérogatives, que l'on pourra contrôler et financer. Un collectif de jeunes s'organise en créant donc une assise juridique par le truchement d'une structure associative qui lui confère une existence légale. Pour autant une existence légale ne confère pas d'emblée à la structure une reconnaissance institutionnelle qui permet de traiter d'égal à égal avec les institutions. On constate donc un réel déséquilibre dans les relations entre sociétés civiles, tissu associatif et institutions techniques et politiques. À ce sujet le maire de Bizerte avait déclaré : « *le printemps arabe a permis à nos élus de comprendre qu'ils étaient au service du public et pas l'inverse* ».

Cette difficulté à être pris en compte, en tant que citoyen, est renforcée pour la catégorie « jeunesse ». Lorsque Ayoub va à la rencontre des « jeunes plus âgés », la réaction de ces derniers indique bien le rapport qui est construit entre les individus de cette catégorie « jeunesse » et les institutions : ils se montrent spontanément résignés, certains que toute demande sera refusée et qu'ils ne seront pas entendus. Ce rapport préexiste à la situation décrite et doit être considéré comme une donnée importante de la configuration. Patricia Loncle, sociologue et politiste, constate, de manière récurrente depuis le début des années 2000, une situation « d'exclusion structurelle » qui caractérise la catégorie « jeunesse » : « les jeunes représentent l'une des catégories de population les plus durement touchées par la crise économique et sociale des deux dernières décennies à l'échelle européenne », ce qui rend difficile « la participation des jeunes à la société »⁹. Cette participation est d'autant plus fragilisée que les institutions ne parviennent pas à générer de démarche participative : « les mu-

9. Loncle-Moriceau P., « La jeunesse : ambivalences et ambiguïtés autour d'une catégorie d'intervention », dans Vulbeau A. (éd.), *La jeunesse comme ressource : Expérimentations et expériences dans l'espace public*, Toulouse : ERES, 2001, p. 81. doi:10.3917/eres.vulbe.2001.01.0079.

nicipalités, de même que l'État ou que les instances européennes, ont multiplié les expériences d'appel à la participation des jeunes. Pourtant, malgré de nombreuses initiatives, presque toujours très formelles, celles-ci demeurent plutôt insatisfaisantes », notamment du fait d'une « prise en compte insuffisante des recommandations des jeunes dans le processus de décision »¹⁰. Il devient même urgent de s'inquiéter de la possibilité de « garantir une bonne intégration des jeunes » et de « s'appuyer sur eux pour renouveler les cadres de pensée et les systèmes de protection sociale alors qu'ils se sentent sans cesse davantage rejetés »¹¹.

De la même manière, la situation décrite par Léo-Adrien s'inscrit dans le rapport déjà établi entre l'institution « Conservatoire » et les parents qui se voient imposés un ensemble d'obligations relatives au parcours de leur enfant. S'il est envisagé d'investir des espaces informels tels que « la machine à café » pour « faire bouger les lignes », c'est certainement qu'il n'existe pas de cadre formalisé pour que les parents soient intégrés aux processus de décision.

10. Loncle P., « Évolutions des politiques locales de jeunesse », dans *Agora débats/jeunesse*, 43(1), 2007, p. 19. doi:10.3917/agora.043.0012.

11. Loncle, P., « Jeunes et politiques publiques : des décalages croissants », dans *Agora débats/jeunesse*, 64(2), 2013, p. 16.. doi:10.3917/agora.064.0007.

S'immiscer dans les interstices de l'institution trouver les bonnes personnes

« Faire bouger les lignes » nécessite pour ceux qui souhaitent s'engager dans cette voie, de connaître et maîtriser leur environnement, à travers la réalisation d'une cartographie des acteurs en lien avec les sujets traités. Cette cartographie institutionnelle ne se limite pas aux structures, aux organes de décisions, mais doit également s'étendre aux personnes qui en font partie. Établir une cartographie des acteurs est un préalable avant d'établir une stratégie d'intervention.

Pourquoi distinguer cartographie des acteurs institutionnels et des personnes ? L'accompagnement d'une structure de Futsal et la participation aujourd'hui de la prévention spécialisée à un collectif plus large conduisent à constater que les institutions forment rarement un tout homogène et qu'elles laissent, en leur sein, des interstices dans lesquels des acteurs associatifs, des collectifs, peuvent s'immiscer pour sensibiliser les différentes strates de l'institution. Les positionnements au sein des institutions sont divers et dépendent des fonctions occupées, mais également des rapports humains que l'on entretient avec leurs membres (élus,

techniciens). On peut ainsi trouver des relais, des personnes convaincues du bien fondé de nos démarches, ou des personnes ralliées à la cause défendue. C'est le cas du « conseiller délégué à la ville », ou du « vice-président du service des relations internationales à la communauté urbaine » dans la situation Jilali-Régis, mais aussi du « régisseur-gardien de parking » du conservatoire dans celle de Léo-Adrien ou, encore, dans le récit d'Arsène-Malo, du « président de l'association de quartier de Futsal », qui permet à Union Urbaine de bénéficier de son réseau, puis de « l'éducateur » de la maison d'arrêt et ensuite de la « coordinatrice ». C'est dans les interstices institutionnels que l'on peut découvrir des alliés qui « feront bouger les lignes » de l'intérieur. La maîtrise de l'environnement réside donc dans la capacité à construire des relations aux autres qui transcendent le cadre purement institutionnel et s'entend également dans la maîtrise des codes.

Il semble important de souligner que l'action de ces « intermédiaires » ou personnes « relais » ne se limite pas à mettre en lien deux ou plusieurs personnes ; ils deviennent également « opérateurs de traduction » en aidant à comprendre et à manier le langage de l'institution. Le fait qu'Union Urbaine entre avec eux dans un processus de co-écriture ou de co-élaboration permet de les associer au projet.

La situation présentée par Léo-Adrien convoque la dimension éthique ; elle interroge, d'un côté, la manière avec laquelle un acteur mobilise cette capacité à « repérer les interstices » et, d'un autre côté, la nature de l'objectif qu'il poursuit. Lorsque seul l'intérêt individuel est recherché, alors apparaît le risque d'accroître les situations d'inégalité, de renforcer les différences de traitement et le sentiment d'injustice. Par contre, si l'acteur souhaite faire émerger le problème et œuvrer pour un fonctionnement plus juste, alors il peut chercher à comprendre les codes de l'institution pour agir de l'intérieur. Ici, c'est bien la position en dissidence vis-à-vis d'un fonctionnement institué qui permet d'explorer l'institution et de « cartographier les lieux de pouvoir », c'est-à-dire de repérer les endroits où le dialogue est possible et ceux qui constituent une zone de blocage et de possible affrontement.

Maîtriser les codes institutionnels – mettre en récit

Maîtriser les codes institutionnels, c'est maîtriser le discours, son expression à travers l'oralité : la langue. En effet, chacun de nous a pu observer que nombre de personnes avaient des difficultés à se faire comprendre donc à être entendues, car la culture institutionnelle, comme construction intellectuelle, est aux antipodes du réel, du concret. Le registre linguistique institutionnel est difficilement intelligible et constitue un frein majeur au dialogue, ce qui implique l'impérieuse nécessité pour d'aucuns (citoyens) de vouloir maîtriser cette « Nov langue ».

Maîtriser les codes, c'est également maîtriser l'écrit, car l'institution en France s'inscrit dans une longue tradition de l'écrit comme mode de structuration, mais également comme mode de domination. On note en effet que le développement de la culture de projet nécessite, encore aujourd'hui, des technicités, une ingénierie, qui éloignent d'avantage les citoyens des dispositifs d'accompagnement aux projets, voire de l'envie de formuler des propositions à des besoins concrets. La complexité technique qu'impose l'institution, à travers les réponses aux appels à projets, constitue un des freins majeurs à l'engagement des citoyens.

Cette technicité apparaît clairement dans le cas du projet ART-CARE, présenté en introduction de cet article, à travers le dépliant conçu pour présenter le projet. Cet objet met en œuvre une capacité à faire récit et à construire une fiction qui permette à chacun d'être emporté dans l'imaginaire du projet. Cet objet joue le rôle « d'opérateur de traduction » : il traduit la langue de l'institution (celle de l'appel à projet) et fait exister une pluralité de langages (mots techniques, concepts, dessins figurant les paysages et les situations, tracés symbolisant les étapes du projet). Il semble ainsi possible pour des habitants, autant que pour des représentants d'institutions, d'y avoir accès, de le lire et d'en comprendre le sens. N'est-ce pas ici une façon de « masser les institutions » ? Et, pour prolonger la réflexion, cet élément, qui pourrait être vu comme un simple effet de communication, ne devrait-il pas être pensé au fondement de tout projet de recherche-action ?

Traduction, passeurs

Les relations entre les institutions et les citoyens sont, comme nous l'avons déjà énoncé, souvent marquées du sceau de l'incompréhension. Il est aisé de constater que les institutions éprouvent de réelles difficultés à entrer en dialogue avec les citoyens. C'est ici que la notion de « traducteur », en capacité de lancer des ponts entre deux mondes qui n'usent pas des mêmes modes de communication, intervient. Si l'existence de ces « passeurs » est importante, nécessaire, il n'en demeure pas moins qu'elle est dans une certaine mesure regrettable, car elle réduit la portée d'une parole spontanée, fidèle retranscription du sensible.

Faire passer des idées, des engagements ne peut se limiter à une simple traduction ; il s'agit également d'établir un passage de relais entre les institutions et les citoyens, où le « passeur » transfère ses savoirs, mais également son réseau pour se retirer progressivement de l'intermédiation, privilégier l'établissement de liens directs et favoriser l'autonomisation des acteurs.

Dans le récit de Jilali-Régis, l'éducateur de rue apparaît comme un acteur qui occupe cette fonction de « passeur ». C'est bien à partir du savoir qu'il possède, à la fois sur la configuration (les acteurs, les institutions et les usages) et, à la fois, sur les contextes (le contexte politique et social en Tunisie mais aussi la prégnance de la question de la place de la femme en Tunisie, en France et particulièrement dans les quartiers populaires, sans parler de la place de la femme dans le milieu du foot), que l'éducateur peut intervenir auprès d'Ayoub pour l'interpeller sur la stratégie à adopter, pour lui faire différentes propositions et l'accompagner dans les démarches. L'éducateur de rue vient traduire les langages des différents acteurs, les rendre intelligibles aux jeunes et favoriser le dialogue ; mais il devient également « passeur » au moment où il permet aux jeunes de rencontrer les personnes qui composent l'institution et d'être reconnus par ces derniers, car c'est alors que l'association de jeunes peut se constituer en interlocuteur direct de l'institution.

La non-monopolisation des sources de pouvoir

Comme évoqué précédemment dans le récit d'Arsène-Malo, le président du club de Futsal a agi dans un premier temps comme une personne relais, mais sa démarche ne se limite pas à une « simple » mise en contact. En effet, il a offert la possibilité pour l'association d'entrer en relation avec l'institution « Maison d'Arrêt », tout en ne monopolisant pas les circuits de contacts et en permettant à ladite association de s'émanciper de sa « tutelle ». Cette démarche de non-monopolisation des sources de pouvoir est à prendre en considération au sein même de l'association Union Urbaine et offre des enseignements quant à la manière dont se construit une personne, voire une structure relais, et les moyens de renouvellement des interactions entre « le dehors » et « le dedans » (l'institutionnel et le non-institutionnel).

La non-monopolisation des sources de contacts ou de pouvoir de la part du président du club de Futsal a permis à l'association Union Urbaine, d'une part l'émancipation de cette dernière par rapport à la personne relais – ici le président du club – et, d'autre part, la réappropriation de son discours et la maîtrise de son cadre d'action, qui va au-delà de la mise en contact initiale (au départ le président du club met en relation avec l'institution « Maison d'Arrêt » avec, pour objectif, la diffusion du documentaire dans lequel il est présent).

La question de la non-monopolisation se pose également au sein même de l'association et interroge sur les rapports de force au sein d'une structure. Effectivement, il est primordial, dans une perspective de multiplication de personnes ou de structures relais, en capacité d'entrer en relation avec les institutions, que les acteurs – ici associatifs – se partagent les réseaux et les circuits de contacts afin qu'une seule personne ne soit pas en capacité d'agir, de décider, et représenter seule l'association et ses actions.

De cette manière, le partage de réseaux, de contacts et le même niveau d'instruction de tous les membres d'une structure face aux codes des différents interlocuteurs institutionnels, favoriseront la mobilité de l'organisation devant un problème éventuel dans une interaction.

La responsabilisation des différents membres d'une association, en capacité de porter une parole ou une action aux plus hauts niveaux institutionnels, permet la cohésion de l'association et assure, d'une certaine manière, son fonctionnement démocratique.

tique. Qui plus est, ce partage de réseaux et de contacts peut être porteur d'innovations et peut faciliter la mise en place d'actions, car, en effet, de nouveaux membres peuvent intégrer l'association et faire émerger de nouvelles idées ou démarches, ce que favorisera cette non-monopolisation.

Les institutions sont elles aussi sujettes à cette question de la non-monopolisation, puisque, en leur sein, différents interlocuteurs échangent et parfois entretiennent des rapports concurrentiels. Dans le cas du récit d'Arsène-Malo, deux interlocuteurs institutionnels se sont partagés le réseau de l'association Union Urbaine. En effet, l'éducateur spécialisé en charge de la diffusion du documentaire est entré en contact avec la coordinatrice culturelle, en responsabilité de la programmation culturelle, afin de réfléchir à une action portée par cette dernière, sans crainte de se voir déposséder de « son » porteur de projet, ici l'association.

Processus de problématisation faire émerger un problème public

Pour Elizabeth Sheppard, chercheuse en science politique, « un problème public est loin d'être un fait objectif » ; pour qu'un fait soit qualifié en « problème public », il faut que se mette en place « un processus de problématisation »¹².

Plusieurs éléments interviennent dans ce processus.

D'abord, le rôle joué par certains acteurs « en tant "qu'entrepreneurs politiques" », ceux-ci peuvent être à la fois « un individu ou un petit groupe » ou encore un « acteur collectif ». Sheppard distingue deux catégories : « les élites du monde politique (...) et les mouvements sociaux »¹³.

Ensuite, « deux catégories » d'évènement peuvent expliquer « la genèse des problèmes publics ». Cette genèse peut être liée, d'une part, aux « déclencheurs internes »¹⁴, ce qui englobe à la fois les « indicateurs économiques, les changements technologiques et l'alternance politique » et, d'autre part, aux « facteurs externes » qui correspondent aux « crises non anticipées ».

Cette grille de lecture, issue de l'analyse cognitive des politiques publiques, peut permettre une approche des différentes situations en termes de problématisation.

Ayoub, l'association qu'il crée avec d'autres jeunes et l'éduca-

12. Sheppard E., « Problème public » dans Boussaguet L., Jacquot S. et Ravinet P. (eds.), *Dictionnaire des politiques publiques*, Paris : Presses de Sciences Po, 2014, p. 531.

13. Ibid., p. 533.

14. Ibid., p. 534.

teur de rue dans la situation décrite par Jilali-Régis, mais également le personnage de la mère dans les situations décrites par Léo-Adrien, peuvent être considérés comme des entrepreneurs politiques qui viennent construire le problème en l'articulant « à des valeurs affirmées (intérêt général, justice, service public, solidarité, etc.) »¹⁵. Or, le processus de problématisation est fondamental, car c'est ce processus qui donne « sens à ce problème » et conditionne « les termes des débats, du mode de traitement et des éventuelles décisions ».

Ainsi, Ayoub met en évidence un fait objectif : les jeunes, même regroupés et représentés par une personne morale engageant sa responsabilité, n'ont pas accès aux équipements sportifs de la ville. Pour que ce fait soit qualifié en problème, il faut qu'interviennent une succession d'événements, parfois indépendants de la configuration (comme l'agenda électoral des élections municipales ou l'appel à projet lancé par le ministère des affaires étrangères), une succession d'actions et de nombreux acteurs qui se trouvent associés à la démarche. Une simple énumération permet d'en prendre la mesure : montage du projet de solidarité au Maroc en 2012 suivi par le journaliste du *Monde* / rencontre avec le conseiller délégué à la ville / déplacement d'Ayoub au forum international Monastir en 2012 / montage du projet « tournoi Mixte de Futsal » pour l'appel à projet du ministère des affaires étrangères en juin 2013 / succès à l'appel à projet en septembre 2013 / appui par le conseiller délégué à la ville du projet « tournoi Mixte de Futsal » auprès du vice-président des relations internationales à la communauté urbaine / rencontre du vice-président des relations internationales à la communauté urbaine / intervention du vice-président auprès de la ville (directement ou indirectement) auprès du service des sports / tournoi de Futsal en Tunisie / montage d'une structure Futsal féminine / succès à l'appel à projet « Allez les filles ! » / rétrospective organisée par la communauté de communes et accès aux équipements sportifs de la ville pour les associations de Futsal.

Dans cette énumération, il ne faut pas manquer de considérer, d'une part, ce que Bruno Latour désigne comme acteurs « non-humains »¹⁶ et, d'autre part, les différentes formes d'association entre « humain » et « non-humain ». L'appel à projet occupe parmi les « non-humains » une place particulière. Dans ce contexte il semble fonctionner comme vecteur de légitimation et de valorisation des projets, et permet de donner du poids à l'action de l'acteur collectif « jeunes – éducatif de préférence ». Il consti-

15. Garraud Philippe, « Agenda/ Emergence » dans Laurie Boussaguet, Sophie Jacquot et Pauline Ravinet (eds.), *Dictionnaire des politiques publiques*, Paris, Presses de Sciences Po, 2014, p. 5867.

16. Latour B., « Le prince : machines et machinations », dans Akkrich M., Callon M. et Latour B. (eds.), *Sociologie de la traduction : Textes fondateurs*. Paris : Presses des Mines, 2006, p. 87-107. doi:10.4000/books.pressesmines.1194/.

tue, comme le souligne Sheppard, un « facteur externe » qui participe du processus de problématisation.

Un autre acteur « non-humain » apparaît dans la situation présentée par Arsène-Malo : le « bilan d'action ». C'est l'acteur qui permet à Union Urbaine de transmettre des informations essentielles sur leur identité et leur action aux personnels de la Maison d'Arrêt, puis qui fonctionne, en s'associant aux coordinateurs, comme « opérateur de traduction ».

Passager clandestin

17. Cette expression de « passager clandestin » est venue spontanément dans les échanges et ne doit pas être rattachée à celle utilisée par Olson M. qui signifie « qu'un acteur rationnel a intérêt à profiter d'une action collective sans y participer » (cf. lecercladeseconomistes.fr/mancur-olson-le-passager-clandestin).

« Faire bouger les lignes » des autres (en l'occurrence les institutions) implique aussi de faire bouger parfois les lignes au sein de l'organisation à laquelle on prend part soi-même. Il semble que, pour faire évoluer les pratiques, redonner du sens à nos missions et remettre en question nos modes de fonctionnement, il faut savoir se transformer en « passager clandestin »¹⁷ dans sa propre institution et s'autoriser à développer des actions qui n'entrent pas toujours dans les cases définies par la stratégie institutionnelle. Il faut pouvoir être divergent, se créer des espaces transversaux de réflexion, de créativité, et nourrir sa capacité à prendre position, voire à s'indigner. « Bouger les lignes » de l'intérieur, c'est se muer en « caméléon agile » pour s'adapter à un environnement incertain, évolutif et complexe. Endosser plusieurs costumes et être polymorphe : « traducteur/organisateur » (au sens de *community organizer*), « passeur », citoyen, porteur d'actions politiques.

Conclusion

L'aventure vécue au travers de cet article est à multiples facettes.

D'abord, elle a permis de capter un moment du séminaire « Faire la ville en commun » et de saisir le motif « masser les institutions » comme un élément signifiant pour explorer les réalités sociales. Même si l'article n'a pas, finalement, cherché à coller à ce motif, c'est bien lui qui a inspiré et réuni ses auteurs, et c'est à partir de lui que la mise en récit a procédé. Le lien que l'expression « masser » établit entre une réflexion sur l'institution et la question du « care » est, en soi, un dispositif heuristique qu'il peut être intéressant de poursuivre.

Ensuite, l'écriture de cet article a été un moment de mise au jour et d'exploration de situations. Les personnes impliquées dans le projet d'écriture ont pu prendre le temps de les décrire, de les dérouler. Dans la découverte de ces situations, c'est aussi l'interpellation par les autres personnes, les effets de correspondance avec d'autres situations, sur d'autres scènes et avec d'autres acteurs, qui ont permis et de les complexifier et d'enrichir leur compréhension.

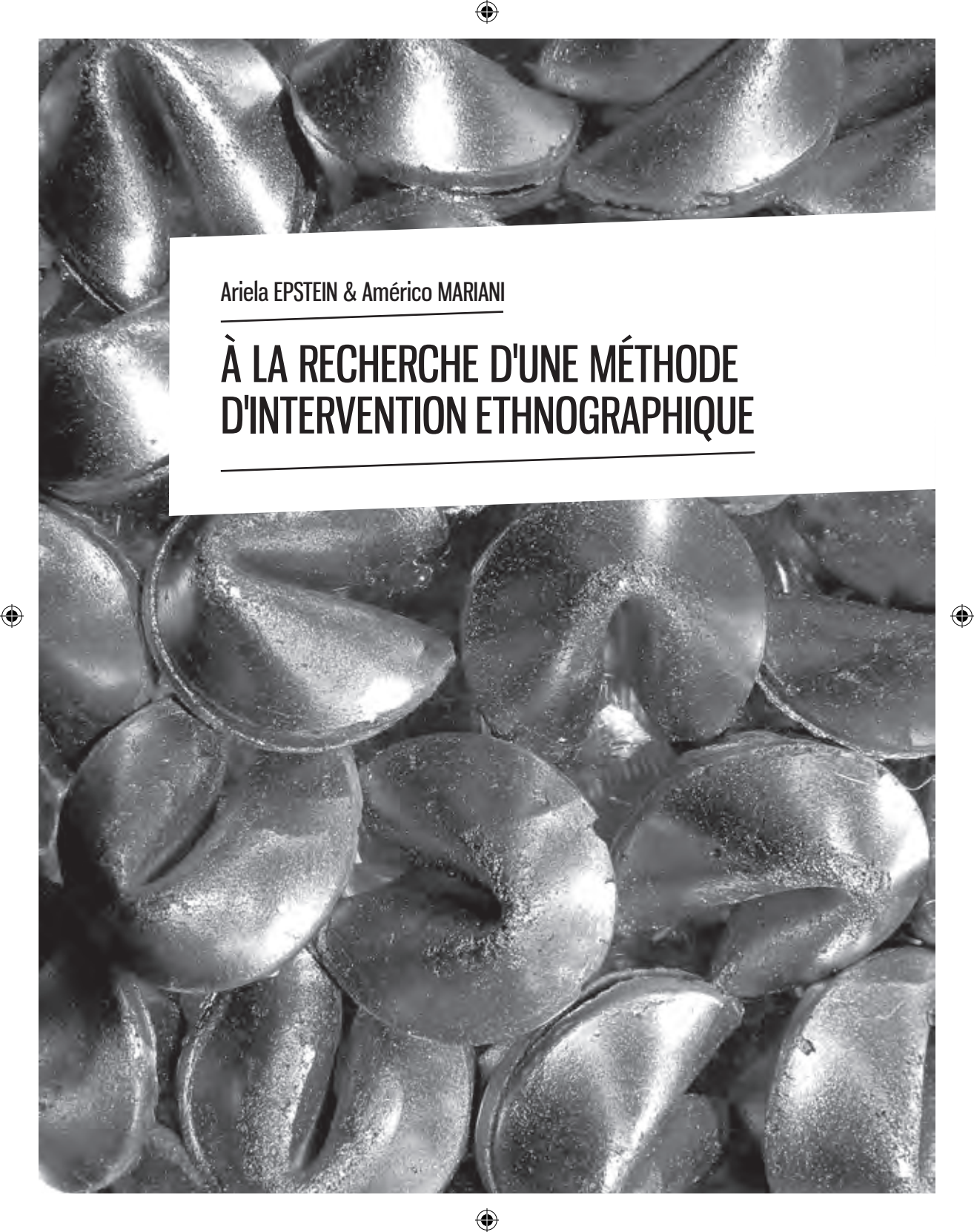
Enfin, cet article est une expérience d'écriture. Cette dernière a pu fonctionner parce que le séminaire a ouvert une rencontre, un moment inaugural fort, sans lequel aucun travail à distance n'aurait pu être possible ensuite, un premier moment pour venir en écriture sur le champ et *in situ*.

Cette expérience d'écriture, tout en étant « collective », a malgré tout ses limites : il aurait fallu plus de temps et un autre moment de rencontre pour mettre en discussion les analyses des uns et des autres, qui ne font ici que cohabiter, sans avoir pu venir en contradiction.

Au-delà, cet article fonctionne peut-être comme une invite.

En termes de processus, car la manière dont le groupe a procédé et dont les différentes phases se sont agencées pourrait constituer une sorte de « méthode » à poursuivre, améliorer, perfectionner et équiper.

En termes de réflexion, du fait que chacune des parties du texte, composant l'analyse des récits, fonctionne également comme des ouvertures à creuser et donc comme un appel à d'autres auteurs et d'autres écritures collectives.



Ariela EPSTEIN & Américo MARIANI

À LA RECHERCHE D'UNE MÉTHODE D'INTERVENTION ETHNOGRAPHIQUE

Ariela EPSTEIN & Américo MARIANI

À LA RECHERCHE D'UNE MÉTHODE D'INTERVENTION ETHNOGRAPHIQUE

PRENDRE PART À L'ÉMERGENCE DE LA CONTESTATION
D'UN GRAND PROJET URBAIN

Américo Mariani (l'ortie-LISST-CERS)¹ et Ariela Epstein (l'ortie-LISST-CAS)¹ sont sociologue et anthropologue, membres du groupe de travail Sciences Sociales et Émancipations et de l'association l'ortie. Il et elle sont aussi producteur et productrice radio. Par des entrées différentes, leur travaux se rejoignent en ce qu'ils interrogent les processus de subjectivation politique dans la production de l'espace.

Introduction

Nous écrivons dans une situation particulière, particulièrement désespérante sur bien des aspects de nos vies, tant comme « chercheurs.es » que comme habitant.es des villes : précarisation, marchandisation, atomisation des collectifs, difficulté à avoir part, à avoir prise. Les mots de G. Deleuze nous inspirent quand il énonce qu'il ne sert ni de craindre ni d'espérer, mais de chercher de nouvelles armes [Deleuze, 1990]. C'est dans cet état d'esprit que nous réalisons nos activités de recherche, qui concernent en particulier la question de la production de l'espace [Lefebvre, 1974]. Entre planification et vie quotidienne, représentations et contraintes, *l'habiter* prend forme ; nous voulons, à cet endroit, saisir la question du politique. Percevoir ce qui, en dehors des lieux institués et en deçà des énonciations publiques, participe, dans le quotidien et l'ordinaire, à fonder les liens aux lieux.

L'aménagement du territoire, comme l'urbanisme, concrétise et rend possible des rapports de pouvoir et d'exploitation, structure des emplois du temps, contraint des circulations, maintient à des places et contraint à des usages. Depuis les années 70, cette activité est massivement investie par les pouvoirs politiques et économiques pour faire notamment des villes des « machines à croissance » [Harvey, 2014]. Ce n'est plus l'industrie qui « assaille » la ville, « s'empare du réseau, le remanie selon ses besoins » [Lefebvre, 1968 : 6], pourtant le processus, tout aussi violent, est également difficile à saisir. C'est par une situation concrète que nous interrogeons la production de l'espace, depuis les pratiques et les

1. LISST : Laboratoire Interdisciplinaire Solidarités, Société, Territoires (de l'université Toulouse - Jean Jaurès). CAS : Centre d'Anthropologie Sociale. CERS : Centre d'Étude des Rationalités et des Savoirs.

imaginaires des personnes qui y habitent ou qui simplement en ont l'usage, pour appréhender leurs manières de s'y inscrire. Le terme d'inscription désigne ici cette trame complexe de l'activité et des représentations qui participe de la prise sur un territoire – de l'habiter –, de l'agir collectif, de la projection dans le temps, comme projet mais aussi comme mémoire [Biase, 2014].

Alors que nous sommes habitant.es de la ville et que la restructuration néo-libérale touche aussi notre métier de chercheur.e, nous tentons de mettre en place une compréhension de ces processus qui pourraient accompagner l'émergence d'un discours, d'une subjectivation collective. Ce que nous présentons aujourd'hui s'inscrit dans un double processus : celui d'une réflexion épistémologique sur notre travail de chercheur.e, en lien étroit avec nos positions de précaires, et celui d'une confrontation, dans notre réalité quotidienne, avec un grand projet urbain.

Nous commencerons par énoncer notre point de départ, à la fois comme situation particulière dans laquelle nous sommes pris.es, la teneur du projet auquel nous sommes confronté.es et les éléments que nous avons au moment de commencer notre récit. Il s'agit d'une tentative que nous appellerons « intervention ethnographique », à la fois somme d'activités concrètes de recherche et recherche d'un avoir part dans une contestation.

Points de départ

Il nous semble important de commencer par parler de nous : notre point de vue est situé et il impacte notre démarche scientifique et politique à différents niveaux. Nous sommes tout.es les deux des « docteur.es sans postes », des « jeunes chercheur.es », des « postulant.es permanent.es », en somme des précaires de l'Université. C'est dans la pleine conscience de cette position que nous avons entamé une réflexion sur le travail de la recherche en sciences sociales et sur l'Université. Nous avons fondé, en 2015, le Groupe de Travail Sciences Sociales et Émancipations (SSE) [Faya-Robles et *al.*, 2017] qui depuis organise différentes activités : séminaires, ateliers et journées d'études². Nous y avons lu Fanon et Rancière, Freire et Fals Borda. Nous avons échangé sur les questions de recherche-action, d'éducation populaire et plus largement sur la place des intellectuel.les dans les processus d'éman-

2. Plus d'informations sur le blog sse.hypotheses.org

cipation [Epstein et al., 2018]. Avec SSE, nous avons d'abord voulu faire un travail réflexif sur nos propres situations, nos propres incapacités à intervenir sur nos réalités de manière collective. Nous ne voulions pas succomber à l'antienne classique de la nécessité de « sortir de l'Université » comme si, là-bas au-dehors, des personnes attendaient nos compétences et nos avis, forcément pertinents. Nous ressentions la nécessité de poser la question de l'utilité de notre travail, non pas d'un point de vue utilitariste, mais de celui de la transformation sociale. Il était pour nous important, vital, de persévérer dans notre être. De continuer à faire de la recherche sans pour cela attendre que l'on nous en donne l'autorisation à travers une allocation de ressources. Nous avons alors fondé une association, l'ortie, qui sert de véhicule à ce projet. Avec celle-ci et une autre association, « Les voix de traverse »³, nous avons tenté de mettre sur pied un projet de recherche, en 2017 et 2018, pour lequel nous avons obtenu quelques maigres subventions qui nous ont permis d'effectuer les activités qui sont à l'origine de cet article. Le projet dénommé « Raconter Belfort en sons et en images »⁴ se proposait de mener, sur deux ans, une série d'ateliers collaboratifs visant à saisir les transformations de la zone qui entoure la gare SNCF de Toulouse. Il s'agissait pour nous de créer les conditions d'une présence longue sur le terrain et, par des contacts multiples, de participer à la fois d'une prise sur la réalité en train de se faire et de saisir les processus du changement et de subjectivation politique à l'œuvre, au sein d'une ville confrontée à un processus de métropolisation. Pour autant, le travail de compréhension et d'enquête autour de cette zone ne commençait pas là.

Le projet urbain qui nous occupe, « l'objet d'étude », s'est avant tout invité dans notre quotidien. En effet, en 2010, l'un de nous découvre dans le journal de la ville qu'un projet d'envergure cible une grande zone urbaine autour de la gare. Habitant de longue date et aimant sa ville, militant notamment dans des luttes liées au logement et à l'occupation d'espace, sociologue du politique s'intéressant aux subjectivations politiques et aux processus de décisions collectives, il s'attache depuis à documenter le changement urbain dans cette zone [Mariani, 2019]. Ce que nous présentons ici est ainsi une des couches d'un millefeuille de relations avec un objet, d'une enquête au long cours. Celle-ci, commencée en 2012, s'étale sur plusieurs années, en dehors de toute commande, et perdure à ce jour. L'inquiétude séminale de ce travail est provo-

3. L'association Les voix de traverse élabore diverses propositions sonores qui articulent, autour d'un espace vécu, les mémoires passées aux discours contemporains, les perceptions individuelles aux représentations collectives. lesvoixdetraverse.com

4. Le projet portait sur le quartier Belfort à Toulouse, qui jouxte la gare en direction du centre-ville. Il faisait suite, à la fois, à une balade audio réalisée par l'association Les voix de traverse, sur le quartier en 2015, et des discussions entamées lors d'une tentative d'atelier de recherche collaborative de juin 2016. La balade était centrée autour du quartier Belfort, quartier de gare, quartier de prostitution, quartier populaire et quartier en transformation, tout cela à la fois se retrouve dans la balade sonore : lesvoixdetraverse.com/les-balades-sonores

5. Ce terme désigne les transformations sur le plan fonctionnel et morphologique des villes. La concentration des fonctions de commandement, des secteurs tertiaires supérieurs (recherche, culture, hautes technologies...) et une compétition pour cette concentration portée par les pouvoirs publics sont les grands traits de ce processus.

6. Zone d'Aménagement Concerté.

quée par la transformation de l'espace urbain et la difficulté de la saisir, de la vivre, d'y accrocher collectivement du sens : en définitive d'en faire une question politique, un problème public [Gusfield, 2009]. Ce qui se joue dans l'expérience de la transformation de la ville touche à la construction même des personnes, du seul fait que la ville « se présente comme sous-système privilégié parce que capable de refléter, d'exposer les autres sous-systèmes et de se donner pour un "monde", pour une totalité unique, dans l'illusion de l'immédiat et du vécu ». [Lefebvre, 1968 : 63].

Toulouse s'inscrit dans une dynamique dite de *métropolisation*⁵ [Leroy, 2000]. Elle devient une métropole au sens juridique en janvier 2015. La construction d'une entité administrative d'abord, Grand Toulouse (2008) puis Toulouse Métropole, a été accompagnée d'une inflexion notable du discours sur le « projet urbain ». Celui-ci est devenu, depuis la mandature de P. Cohen (2008-2014), plus structuré, plus proche justement de la notion de « projet » qui donne cohérence à un ensemble disparate d'initiatives concernant l'animation, le bâti, la réglementation et le positionnement touristique qui donne « des évidences simples qui rendent le monde interprétable » [Boltanski et Chiapello, 1999 : 154] où les représentations de l'espace investissent l'espace des représentations, pour reprendre les catégories de Lefebvre [1974 : 43].

Dans ce contexte, la zone concernée par le projet Toulouse Euro Sud Ouest (TESO) prend une place toute particulière, du fait de l'ampleur du projet (180 hectares), de sa situation toute proche du centre-ville et des implications métropolitaines de la construction d'un quartier d'affaires. Relevons, entre autres dimensions du projet, que ce sont 300 000 m² de bureaux qui sont planifiés sur 20 ans, une mise en conformité de la gare à un afflux de voyageurs et voyageuses plus important, et une orientation vers l'intermodalité. Cela occasionne la plus importante destruction de bâti intramuros depuis les années 70. Ainsi, ce projet est le symptôme d'une accélération de la transformation urbaine marquée par une logique néo-libérale ainsi que d'un changement qualitatif par l'influence toujours plus grande du référentiel métropolitain. Dans une ville où se multiplient les ZAC⁶ et l'impact de la promotion immobilière dans le diffus [Laumière *et al.*, 2019], tenter de participer à une opposition à ce projet, c'est tenter d'empêcher des destructions d'ampleur et de s'opposer à la logique qui y préside.

Un certain nombre d'éléments ressortent de ces premiers constats et nous servent d'appuis pour construire notre intervention. Dans un premier temps, nous constatons un contraste important entre, d'une part, une intense activité de concertation et d'information depuis 2012 (près de 14 phases d'ateliers spécifiques, des réunions d'information, des affichages et des communications par voie de presse). Et, d'autre part, l'ampleur de l'ignorance sur le projet. En 2016, nous rencontrons deux habitantes⁷ du quartier, propriétaires, enseignante à la retraite et psychologue en exercice. Elles sont friandes de culture et informées. Nous réalisons un long entretien où les deux habitantes disent être totalement ignorantes du projet qui va se dérouler à leur porte. Et c'est encore l'impression qui domine aujourd'hui bien que le projet d'une tour de grande hauteur et l'intensification des travaux autour de la gare aient porté plus de lumière sur ce projet qui, bien que désormais plus connu, reste mal cerné dans sa réalité. Une habitante plus au fait évoquera un état de « sidération » pour décrire le mélange d'ignorance et d'impuissance qu'elle constate dans son voisinage.

« Les marteaux piqueurs, les travaux, c'est hostile, c'est le chaos. On vit au milieu du chaos, les gens passent chaque jour résignés, sans se poser de question, et on subit. Je me rends compte au final que, avant que les personnes se posent, prennent le temps de la réflexion, se disent on ne peut pas accepter ça... Quand il y a une notion d'effondrement aussi brutale, qu'on est dans le chaos... Les gens déconnectés, ne veulent pas voir. Ils sont dans le déni, en se disant "on ne peut pas nous faire autant de mal". Et n'arrivent pas à se mettre dans une action... positive... se mettre en alerte. » [C., habitante à l'issue d'une activité de recherche]

Ainsi, nous faisons l'hypothèse que l'espace du projet demeure un plan d'énonciation inaccessible pour les habitant.es qui se trouvent pris dans un quotidien qui les confronte à une incapacité structurelle de former un discours collectif pouvant lui faire pièce. Plusieurs éléments particulièrement saillants participent de ce phénomène⁸ :

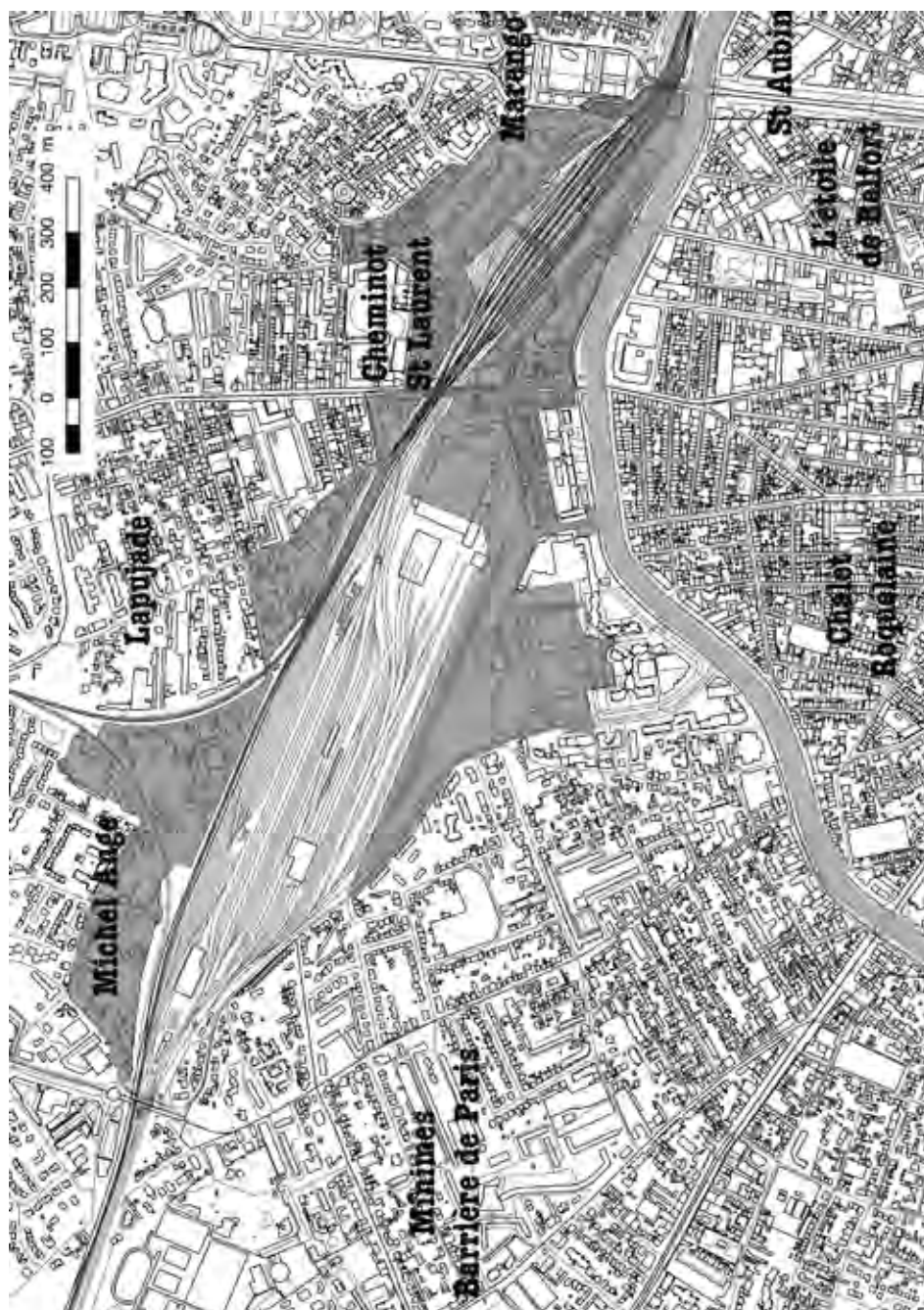
1. La zone concernée par le projet est un territoire très hétérogène à la lisière de plusieurs quartiers, elle ne forme pas un tout bien identifié. Les travaux vont en quelque sorte empiéter le pourtour des voies ferrées (voir carte page suivante) et non pas directement impacter un quartier dans son cœur.
2. La temporalité du projet le rend incommensurable avec la vie quotidienne des habitant.es. Dix ans d'études, couplées à une

7. Dans le cadre d'une première tentative d'ateliers collaboratifs commencée en juin 2016. Relativement informelles et décousues, les activités ont abouti à une présentation radio : canalsud.net/

8. En plus de ce que nous pouvons connaître déjà sur les conditions d'atomisation et de mise à distance de la décision sur nos vies quotidiennes.

intense activité de rachat par l'établissement public foncier local, se sont déroulés dans une certaine confidentialité. Ces dix ans ont profondément marqué des pans importants de la zone qui se trouvent aujourd'hui dans un état d'abandon important. Nous sommes maintenant à l'orée d'un projet qui doit s'étaler sur 20 ans et qui reste pourtant, pour l'instant, proprement insaisissable. Ces deux dimensions sont accentuées par le fait que le projet ne concerne pas une transformation localisée. Ce qui se joue à cet endroit est la projection dans le construit de la ville de la logique métropolitaine. La tour d'Occitanie, la dimension même du quartier d'affaire en prévision, la centralité de la gare, tout cela compose le tableau d'un centre métropolitain voué à jouer la carte de la compétition internationale. Les discours des pouvoirs publics sont marqués par cette projection, le nom même du projet, Toulouse Euro Sud Ouest, ancre le futur promis dans une perspective très à distance des habitant.es des quartiers concernés. La connexion de la ville centre avec une aire urbaine en croissance continue, et l'attraction d'activités tertiaires de haut niveau ont, en effet, peu de chance de raccorder avec la vie locale.

Sur cette carte est indiquée en gris la zone du TESO et sont marqué.es en noir les différent.es associations et comités de quartier qui ont participé à la « concertation ».



(III. 1) Carte du projet réalisée par nos soins.

L'intervention ethnographique collaborative

9. Nous sommes producteur et productrice radio et Ariela Epstein, dans son travail d'anthropologue, s'intéresse de près à la photographie et au film ethnographique.

Face à ces premiers constats et fort.es d'une connaissance particulière de ce terrain, nous décidons d'y mettre en pratique les réflexions menées au sein du groupe de travail SSE : construire une méthodologie la plus inclusive, collaborative possible, notamment à partir des outils que nous utilisions déjà par ailleurs (l'image et la radio)», et qui soit à même de relever le défi d'une intervention, d'une production de savoirs capables d'accompagner un éventuel mouvement de contestation du projet TESO. C'est l'occasion de tester une proposition jusqu'ici purement théorique : *l'intervention ethnographique*.

La méthode, ethnographique, repose d'abord sur l'immersion dans un contexte social et culturel, l'observation, la participation à la vie locale, des entretiens non directifs et la prise en compte des échanges informels. Il s'agit de partir des personnes qui vivent, s'organisent, se déplacent dans un espace donné, et de construire un regard du dedans. Nous assumons et cherchons à développer une position singulière qui assume l'intervention politique sur l'espace observé :

« L'ethnographie comme subjectivité d'intersection est d'emblée inscrit dans une relation essentiellement politique. D'un côté, si nous nous référons au paradigme foucaldien, on peut dire que, volens nolens, il participe à des rapports de pouvoir et s'y exerce. De l'autre, il produit des effets politiques, en tant que sa présence produit des effets déstabilisants sur le partage du sensible propre au lieu de son investigation. » [Abélès, 2014 : 96]

Nous nous inscrivons dans les pratiques de « l'éducation populaire », ce qui relève d'un choix autant que d'un pari. Le choix de porter une attention particulière aux dynamiques d'échanges et de collaboration, en nous adossant à un *corpus* de pratiques et à une tradition. Nous pensons et pratiquons le processus de recherche comme un espace-temps de pratiques en commun où les modalités de mise en œuvre ont autant d'importance que d'éventuels résultats. En quelque sorte, un pari, à chaque fois renouvelé, que cette intervention puisse avoir de véritables effets de connaissance à différents niveaux, tant pour l'action des personnes direc-

tement concernées que dans des préoccupations plus générales.

Nous avons recours à des dispositifs audio et visuels, en tant qu'ils peuvent être des médias privilégiés dans les rapports d'enquête à différents moments de la recherche : par la facilité d'implication des habitant.es qu'ils permettent, par la production d'un discours pour un destinataire plus large [Buob, 2016], des formes de restitution plus appropriables et des possibilités de *feed-back* [Rouch *et al.*, 2009], d'échanges. L'usage de ces outils participe à faire émerger un questionnement partagé sur le terrain de l'enquête et facilite la circulation de celui-ci dans des modalités autres que l'écrit ou le face-à-face.

Le propos de notre dispositif est de produire des données à partir d'un travail réflexif, mené en commun avec les personnes rencontrées. Il permet d'accéder à ce qui n'est pas préalablement énoncé, ce qui n'est pas immédiatement sensible, non pas depuis une analyse de situation *a posteriori*, mais par une mise en situation, la mise en acte d'un échange. L'enjeu est d'avoir accès aux langages, aux concepts et aux intérêts des participant.es, de favoriser la production de récits détaillés et de se donner l'occasion d'observer le processus d'élaboration collective du sens.

La proposition est ambitieuse et nous sert de boussole. Du fait de notre situation matérielle, elle se déploie malgré tout dans une temporalité hachée, contrainte par le manque de moyens. Nous agissons au coup par coup, sans pouvoir nous y dédier de manière exclusive. Nous élaborons ce dispositif, en théorie et en pratiques, en différentes étapes et dans différentes situations. D'abord, dans le cadre du projet « Raconter Belfort en sons et en images », nous élaborons avec Aurélien Caillaux¹⁰ une série d'activités qui devaient prendre sens par leur répétition et leur inscription dans le temps long. Nous cherchons une manière de parler de la transformation urbaine de ce quartier et, dans le même temps, de donner, aux personnes directement concernées, des moyens de s'en emparer. Devant l'échec des demandes de financement, nous maintenons deux activités de recherche¹¹. Elles ont lieu entre les mois de juin et d'août 2018. Par la suite, en avril 2019, nous décidons de mettre en place une troisième activité de recherche pour tenter de boucler un processus en quelque sorte. Nous présenterons donc ici les trois *activités de recherche* menées dans ce cadre.

Première activité de recherche : un « stage d'ethnographie urbaine », que nous annonçons sur internet et par le biais d'affichage et de tracts dans le quartier¹². Le stage était gratuit et l'appel se présentait comme suit :

10. Participant des voix de traverse, il veut continuer son exploration de la ville qu'il a entamée à travers la balade sonore de Belfort (déjà évoquée) et une autre sur le quartier St Cyprien.

11. Nous nommons « activité de recherche » ces moments programmés dans le cadre de notre intervention pour les distinguer d'une pratique ethnographique que nous pouvons avoir de manière individuelle et sur un temps plus long.

12. « Documenter la ville qui change : Atelier d'ethnographie urbaine. » hypotheses.org/

« Toulouse est transformée en profondeur, pour le meilleur ou pour le pire ? Qui le dira ? L'objectif de ces 4 jours d'ateliers est de se donner des outils pour voir et comprendre : les outils des sciences sociales mais aussi le son et l'image. C'est aussi de construire ensemble du savoir sur nos lieux de vie, d'expérimenter une recherche collaborative, des manières de regarder, d'entendre, de documenter dans un espace précis : la zone qui entoure la gare. Cet espace est promis à de profondes mutations dans un avenir proche, les comprendre c'est aussi commencer à s'en saisir. »

Nous avons limité le nombre d'inscrit.es et nous devons refuser du monde (en fonction de l'ordre d'inscription). Se retrouvent au stage des personnes assez diverses, de 23 à plus de 60 ans, une majorité de femmes : une architecte, une comédienne, une photographe, une productrice radio, un producteur radio, un sondeur au téléphone historien amateur, trois étudiantes, une chômeuse. Toutes n'habitent pas le quartier mais toutes vivent à Toulouse. Cette équipe mixte nous permet de rester sur une focale large non pas seulement centrée sur la catégorie « habitant.es » comme personne hébergée sur place, mais un habiter plus lâche fait de parcours et d'attachements, de pratiques et de représentations.

Notre idée était de mettre les personnes en situation d'observation, de découverte de la zone. Tout en leur amenant un certain nombre de techniques et d'approches, sur un temps court, les placer dans une dynamique de recherche. Nous proposons des séquences d'une demi-journée, lors desquelles nous présentons les outils (carnet de terrain, appareil photo, enregistreur) et un certain nombre de techniques possibles d'observation (déambulations ou parcours prédéfinis, comptage, entretiens, attention flottante, différences de plans, etc.). Les participant.es se dispersent ensuite, seul.es, parfois en binômes, pour une heure d'exploration. Les séances se terminent par un moment de retours et d'échanges. En tours de table, les participant.es donnent leurs impressions sur l'exercice réalisé ainsi que sur ce que cela leur a permis de voir, de questionner. S'en suit un moment de discussion à bâtons rompus. Nous prenons des notes lors de ces échanges, recueillons les photos et les sons réalisés par tou.tes.

Si nous accompagnons les personnes dans une exploration personnelle de la zone, nous leur donnons également des éléments théoriques pour saisir l'espace comme produit social, à travers une présentation de la transformation de Toulouse centrée sur

sa récente « métropolisation ». Cela passe par des exposés oraux : une demi-journée autour d'une « conférence » préparée par Américo Mariani sur l'histoire de Toulouse, et une autre de retour et de synthèse, à mi-parcours, sur des éléments que nous avons relevés. Cette fois il s'agit plutôt d'un court compte-rendu d'une quinzaine de minutes des notes et des réflexions menées par les organisateurs et organisatrice puis d'une discussion collective. Enfin, nous mettons à disposition des cartes, des textes photocopiés sur la ville et l'urbanisme...

En contrebande, nous observons les observateurs et les observatrices. Nous les voyons redécouvrir des lieux connus, changer leur regard, l'approfondir. Nous mettons en relief et en discussion des choses qui nous interpellent. Les manières, par exemple, dont « l'autre » est *exotisée* : SDF, précaires, prostitué.es attirent le regard. Ils et elles sont observé.es dans un mélange ambivalent de stigmatisation et de bienveillance. Nous invitons à penser les présences aveugles, celles que l'on considère trop normales pour les mesurer. S'appliquer à détourner le regard des présences dans les rues que l'on remarque parce qu'elles y stagnent, parce qu'elles font une sorte de « contre usage » des espaces, pour interroger ce que l'on voit moins et qui pourtant inscrit dans la ville une série de contraintes et d'obligations. Nous ressentons aussi, dans les discussions qui ont lieu, la tension dans la construction d'un sens commun de « qui doit être » ou « peut être » en ville. Nous touchons du doigt la difficulté de la construction d'une approche collective sur le « bon usage » des lieux. Les participant.es, malgré un regard bienveillant, n'échappent pas à un tri entre ce qui peut être et ce qui ne peut pas être dans l'espace public, ceux et celles qui demeurent invisibles par trop de normalité, ceux et celles que l'on survisibilise pour mieux stigmatiser. Le regard ethnographique permet ici l'apprentissage d'un décalage avec ses propres codes, sa propre « normalité » et la mise en crise des évidences.

Le dernier jour du stage, les moments d'échanges et de bilan sont enthousiastes et chaleureux. Nous décidons de fabriquer une trace à travers des enregistrements, réalisés par petits groupes, synthétisant quelque chose de ce « nouveau » regard sur la zone. Chacun.e à sa manière, avec son implication dans la ville, repart avec de nouvelles pistes pour ses propres explorations. Nous-mêmes percevons cette question de la sidération, déjà évoquée, qui est énoncée par une participante.



(III. 2) Le racontoir installé dans l'espace public en juillet 2018. Photo d'Américo Mariani.

Deuxième activité de recherche : nous avons construit une boîte de la dimension d'un photomaton, un *racontoir*. Une cabine que l'on peut démonter et transporter, aménagée comme l'intérieur d'un vieil appartement avec un banc, des coussins, des tableaux et un micro. Une ambiance cosy pour accueillir des récits. Une boîte pour que les passant.es nous racontent leurs histoires.

Au printemps 2018 nous concevons l'objet en lui-même. Il nous intéresse au-delà du projet sur le quartier Belfort. Étant tou.tes les trois producteurs et productrices de radio, nous l'imaginons pouvant être installé dans différents cadres (recherches, festivals, rencontres associatives...). Le but restant le même : donner la possibilité aux personnes de se raconter, recueillir une parole qui est à la fois intime, mais faite pour être publique. Une fois le stage terminé, nous l'avons installé trois fois dans l'espace public : au pied de la bureaucratie métropolitaine, sur la place de la Légion d'honneur, un espace qui préfigure le futur vertical et moderne du quartier qui doit pousser autour ; dans un jardin public, une tentative peu fructueuse ; et enfin sur la rue Bayard, axe qui relie la gare au centre-ville et qui a connu un processus de « rénovation », dont nous avons suivi le changement ces dernières années. Nous invitons les passant.es à répondre à une série de questions préalablement inscrites sur un tableau fixé à l'intérieur :

Qu'est-ce tu fais dans le quartier ? Comment tu t'y sens ?
Qu'est-ce que la transformation du quartier va changer pour toi ? Comment tu vois le quartier demain ?

Lors de ces journées, nous avons recueilli 26 enregistrements, discuté avec de nombreuses personnes, qu'elles jouent le jeu d'entrer dans la cabine ou pas. En effet, il y a celles et ceux qui entrent et se racontent, il y a tou.tes ceux et celles qui s'approchent, mais qui n'entrent pas. Avec ceux et celles-là, nous échangeons sur le projet urbain, sur leurs ressentis, nous constatons encore une fois l'ignorance et la difficulté à se sentir légitime pour s'exprimer. Et puis, surtout, il y a ceux et celles qui n'approchent même pas et qui pourtant sont souvent nommé.es parce que ce sont des occupant.es permanent.es de la place. Les enfants disent « les bourré.es », les employé.es de la Métropole « des personnes qui n'ont pas lieu d'être »... Jamais vraiment compté.es, jamais vraiment pris.es en compte, toujours dans la catégorie « usages déviants », ils et elles n'apparaissent pas dans les projections des architectes... Pourtant ils et elles seront là, à n'en pas douter. Nous n'avons pas encore trouvé le moyen pour

faire une place à cette présence. Nous n'avons pas encore inscrit, autrement qu'en creux, par défaut, la réalité de ces personnes... C'est à faire, nous le savons.

Ces premières tentatives nous donnent à voir le potentiel et les limites du *racontoir*. Nous comprenons, par exemple, qu'il nécessite un travail d'accompagnement, de médiation, un peu plus intense que celui réalisé. Être plus visible dans l'espace public, avoir une présence plus régulière, avoir des tracts explicatifs à distribuer en amont, ou sur le moment pour interpeller les passants. Le flou sur l'avenir des sons recueillis est aussi un problème lorsque la plupart des gens nous demandent : « ça sera diffusé où, et quand ? » Si nous disions que la parole était collectée pour être rendue publique, nous manquions de précision sur la forme finale.

Le *racontoir* suscite étonnement, curiosité, il est perçu comme une forme d'animation ou de consultation. Personne n'y entre sans avoir discuté un peu avant, sans demander qui nous sommes, ce qu'est cette boîte, si l'utilisation est gratuite, à quoi ça sert... Il y a aussi la position dans laquelle nous nous sommes mis.es, avec notre boîte équipée, en pleine place publique et que l'on pense donc forcément autorisée et donc officielle³ (ce qui n'est pas le cas). Comme les gens nous demandent : « c'est pour quoi ? pour qui ? » et que l'on se dévoile alors comme chercheur.es, se joue là, d'une manière ou d'une autre, quelque chose de l'ordre d'une défiance, qui peut être de l'ordre de l'illégitimité pour ceux et celles qui n'entrent pas ; ou une attente, une position imaginée de pouvoir, pour ceux et celles qui entrent. Dans les enregistrements, on perçoit un destinataire diffus qui ne serait pas un auditeur radio lambda, par exemple, mais les personnes qui *font la ville* [Agier, 2015]. Les paroles recueillies par le *racontoir* s'adressent à nous et sonnent souvent comme des doléances. Comme si on nous déléguait une parole pour que nous puissions en faire quelque chose, comme si nous étions une courroie de transmission vers les politiques ou les décideurs. En miroir, nous avons le sentiment de nous trouver face à un rapport d'impuissance, de délégation, avec la ville et sa construction. Les enregistrements donnent à penser qu'il est difficile de raconter la ville et le processus qu'elle connaît avec d'autres catégories que celles des aménageurs. On entend parler de déplacement, d'accès au service, de mixité sociale. Il semble difficile de se poser à la fois la question de ce que nous voulons et de ce que nous pouvons, de parler dans et à partir d'une position collective tournée vers le faire. Bien entendu, les personnes sont isolées dans le *racontoir*, mais les références à un

13. Puisque tout ce qui a lieu et place dans l'espace public doit être autorisé, voire est « fomenté », par la puissance publique.

« collectif » sont quasi inexistantes, chacun.e est seul.e et seule la puissance publique peut intervenir, ainsi la demande semble être le principal vecteur de l'expression d'un désir.

Avec le *racontoir*, nous ne cherchons pas seulement à collectionner des témoignages. Au-delà de l'analyse que nous pouvons en produire, les sons sont surtout destinés à être écoutés, à être des supports de discussions, de débats. Ceux-ci, ceux produits lors du stage, et quelques autres, ont alors été mis en forme et ont donné lieu à un document audio¹⁴ et nous ont aussi permis de mettre en place une série d'écoutes.

Troisième activité de recherche : deux séances d'écoute et de discussion dans des espaces bien connus et identifiés de la zone concernée par le projet et connaissant une forte activité culturelle. Nous savions depuis le départ que nous souhaitions faire circuler ces paroles autrement que par la radio. Une fois terminé le projet de recherche sur le quartier Belfort, c'est-à-dire une fois les financements épuisés, nous avions le sentiment que notre dispositif d'intervention était incomplet. Nous décidons donc de réaliser ces séances pour avoir des retours sur notre démarche, pour la rendre visible et continuer à la construire.

Nous avons fait le choix de laisser aux lieux qui nous accueillent le soin de faire la diffusion dans leurs réseaux respectifs, nous cherchons à nous insérer dans des sociations¹⁵ déjà là. Le premier, un café associatif ouvert depuis peu, le second une pizzeria implantée de longue date dans l'un des quartiers. Nous commençons toujours de la même façon : un extrait sonore d'une dizaine de minutes issu de la captation pirate d'un responsable du projet parlant sans filtre devant un parterre de chef.fes d'entreprises. Les mots sont brutaux, le ton ironique et l'ensemble des informations du TESO sont données¹⁶. Nous allons ensuite dérouler sans commentaire, mais en laissant place à l'échange entre chaque extrait, des éléments recueillis dans le cadre du *racontoir*. Nous tentons d'intervenir au minimum, de laisser la parole circuler. Nous ne voulons pas nous placer en expert.es, en commentateur.es de la parole mais plutôt en facilitateur.es de sa circulation. Dans les deux cas, nous réunissons une dizaine de personnes, l'écoute est attentive et la discussion se met en place facilement entre chaque extrait sonore. Pour autant les publics sont différents.

Dans le premier lieu, une « commission quartier »¹⁷ va suivre notre présentation, nous nous retrouvons ainsi avec une proposition d'action collective portée par le lieu où nous nous trouvons. Les personnes présentes s'informent aussi entre elles, évoquent

14. « Intervention ethnographique #1 TESO. » hypothèses.org/880, produite et diffusée dans le cadre de l'émission *Brasero* sur la radio canalsud à Toulouse.

15. Nous désignons par là des endroits qui donnent lieu à des échanges plus ou moins ritualisés, plus ou moins codifiés, qui sans être institutionnalisés sous la forme d'association n'en sont pourtant pas moins des nœuds du faire ensemble, de la vie en commun.

16. C'est aussi l'introduction de l'émission de radio.

17. Animée par des membres de l'association qui gère le café, elle a pour but d'intervenir dans le quartier et s'empare notamment (mais pas seulement) de la question du projet dont une partie importante doit prendre place en face de l'établissement.

des souvenirs, partagent un ressenti sur le quartier. On reste cependant dans une expression de la vie quotidienne, du vécu et de la pratique du quartier, qui semble déconnectée avec un langage de « projet ». Dans le second lieu, nous trouvons des personnes liées à des associations et des habitant.es, les premier.es connaissent très bien le dossier pour participer de longue date à la « concertation », les second.es sont visiblement à l'aise avec le langage de l'urbanisme. Nous sommes ici dans une expression technique, marquée par des termes de la conception. Dans les deux lieux, pour des raisons diverses, dans des modalités différentes, le rejet du projet domine et les paroles que nous diffusons sont parfois plus un prétexte à une discussion qu'un support. L'envie d'échanger, de discuter, de se projeter dans ce qui va arriver, dans une analyse collective, est sensible. Cette dernière étape, réalisée au printemps 2019, n'est pas encore totalement analysée. Nous retenons dans l'immédiat que nous avons eu une difficulté à formuler et partager des hypothèses de recherche. Si nous sommes globalement satisfait.es de nôtre rôle dans le déroulement, il nous reste à résoudre la façon dont nous pouvons amener, partager, des éléments d'analyse aux personnes présentes pour enrichir la discussion à partir de notre travail.

Ces différentes activités de recherche auraient gagné à être réalisées de manière plus intense. Leur dispersion dans le temps réduit l'effet escompté de production d'un espace d'interlocution sur la base des préoccupations de recherches. Pourtant elles nous permettent de nous rendre visibles, un petit réseau de personnes nous identifie et nous les retrouvons d'une activité à l'autre. Nous fabriquons une trace et des éléments d'analyse qui sont à dispositions et participons, a minima, de la remise en question du projet.

Conclusion

Depuis la découverte du projet (2010) et nos premières observations (2016), de l'eau a coulé sous les ponts. De fait, la situation n'est plus tout à fait la même, notamment du point de vue de la mobilisation. L'année 2018 a vu émerger d'une part des tentatives de coordination de différentes contestations sur des projets urbains dans la métropole¹⁸, et d'autre part l'apparition du TESO/Tour d'Occitanie comme controverse¹⁹. La perspective des élections municipales prochaines n'est pas étrangère à ces émergences. Le projet rentre aujourd'hui dans une phase plus concrète. Une enquête en utilité publique a eu lieu en mars-avril 2019, validant une étape importante et ouvrant la possibilité aux expropriations, à la mise en place d'une ZAC et au dépôt du permis de construire de la tour, et la gare est en travaux.

Ainsi, si la contestation était inexistante au début de l'enquête et si le projet passait inaperçu aux yeux de beaucoup, la situation n'est plus la même. Les travaux sont de plus en plus visibles et nous voyons affleurer progressivement une certaine contestation. Plus exactement, nous la voyons sourdre des discussions et s'afficher sur les murs par l'intermédiaire de banderoles, d'affiches et de graffitis. Comme chercheur.es nous pouvons dire qu'elle est bien plus présente que ce que donnerait à voir une approche par l'« espace public » légitime. Nous constatons que celui-ci, celui de la presse locale, des institutions, des associations de quartier et de la « concertation », ne permet pas de donner lieu et place à des élaborations collectives par les personnes concernées. « L'acceptation » fait lit sur l'atomisation sociale autant que de la disjonction entre espace de « concertation » et vie quotidienne. Il y a un hiatus profond entre ce qui s'entend et se voit au ras de la rue et ce que l'on peut constater dans la « sphère publique ». Cela nous semble valider une tentative d'intervention pour participer à l'émergence d'un espace de dialogue et d'élaboration collective.

Nous ne pouvons pas mesurer à proprement parler un impact de nos *activités de recherche* sur et dans cette émergence. Nous participons modestement de la réflexion générale par un apport de connaissances, par des moments spécifiques de discussion réflexive et par la mise en circulation de paroles et de réflexions. Un travail discret et impliqué pour mettre en crise les évidences de

18. Divers collectifs ou associations impliqué.es contre des projets se sont associé.es dans le but de faire pièce à un projet de communication intitulé Toulouse 2030. Cette initiative a donné lieu à quelques réunions, une conférence de presse et projette un événement d'ampleur à l'été.

19. La tour d'Occitanie, incluse au projet en 2016, suscite de la contestation et rejailit sur le projet du TESO sans toutefois entamer complètement la relative acceptation que la « concertation » a réussi à fomentier dans le débat public.



(III. 3.) Graffiti anti-TESO dans une des rues destinées à être rasées. Photo d'Américo Mariani (avril 2019).

l'urbanisme et de la métropolisation, en participant de la mise en lien et de la mise en sens, dans la ville, de l'expérience subalterne. Tout l'effort méthodologique se porte sur cette ambition de participer à la construction de discours collectifs qui ne soient pas séparés, ne produisent pas une extériorité – un discours sur. Pourtant cette « intervention » reste à l'état d'ébauche. Si l'un de nous continue d'être présent sur la zone par différents engagements, il est difficile de réaliser des activités de recherche de manière suffisamment dense et suivie. Cette expérience nous a permis de dessiner les traits d'une « intervention ethnographique collaborative » qui serait une suite d'*activités de recherche* permettant de relever le pari d'une recherche impliquée et impliquante. Une recherche impliquant ceux et celles qui y prennent part et impliquée dans la transformation du monde. Si toute recherche est un apprentissage, nous pourrions détourner les paroles de Paolo Freire en disant que le but de la recherche n'est plus seulement d'apprendre quelque chose, mais de rechercher avec les personnes concernées, les moyens de transformer le monde dans lequel nous vivons.

Bibliographie

Abélès Marc, 2014, *Penser au-delà de l'État*, Paris, Belin, Éd. de la Maison des sciences de l'homme.

Agier Michel, 2015, *Anthropologie de la ville*, Paris, PUF.

Biase Alessia de, 2014, *Hériter de la ville : pour une anthropologie de la transformation urbaine*, Paris, Éd. Donner lieu.

Boltanski Luc et Chiapello Eve, 1999, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard.

Buob Baptiste, 2016, « Ce que la caméra peut faire (dire) aux techniques : la médiation cinématographique et le destinataire (trouble) du geste », *Images du travail, travail des images*, n° 3.

Deleuze Gilles, 1990, « Post-scriptum sur les sociétés de contrôle », *L'autre journal*, n° 1.

Epstein Ariela, Faya-Robles Alfonsina et Mariani Américo, 2018, *Penser le rôle des intellectuel.les dans les processus d'émancipation*, Toulouse, Éd. l'ortie.

Faya-Robles Alfonsina, Epstein Ariela et Mariani Américo, 2017, « Produire un espace habitable à l'Université », in Jean-François Marcel et Dominique Broussal (dir.), *Émancipation et recherche en éducation. Conditions de la rencontre entre science et militance*, Vulaines-sur-Seine, Éd. du Croquant : 149-168.

Gusfield Joseph R., 2009, *La culture des problèmes publics : l'alcool au volant*, Paris, Economica.

Harvey David, 2014, « Vers la ville entrepreneuriale. Mutation du capitalisme et transformation de la gouvernance urbaine », in Cécile Gintrac et Matthieu Giroud (dir.), *Villes contestées : pour une géographie critique de l'urbain*, Paris, les Prairies ordinaires : 95-131.

Laumière Florence, Sibertin-Blanc Mariette et Siino Corinne, 2019, « La densification standardisée au risque de la faible urbanité - Dynamiques toulousaines », *Les Annales de la recherche urbaine*, n° 113.

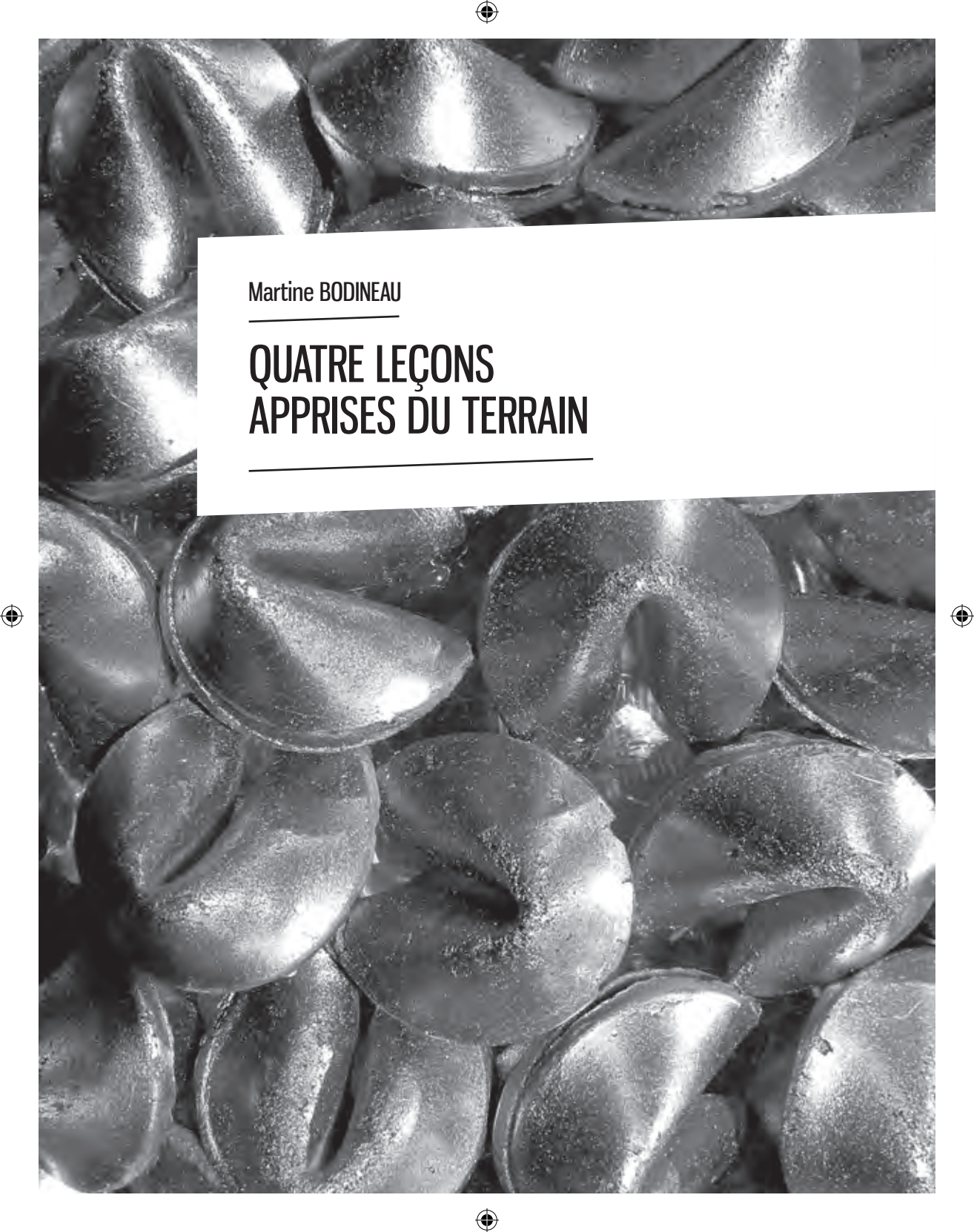
Lefebvre Henri, 1968, *Le Droit à la ville*, Paris, Éd. Anthropos.

———, 1974, *La production de l'espace*, Paris, Éd. Anthropos.

Leroy Stéphane, 2000, « Sémantique de la métropolisation », *L'espace géographique*, n° 1 : 78-86.

Mariani Américo, 2019, « Dans le brouillard du projet urbain », *spacestems.net*

Rouch Jean, Morin Edgar et Piault Marc-Henri, 2009, *Jean Rouch : cinéma et anthropologie*, Paris, Cahiers du Cinéma.



Martine BODINEAU

QUATRE LEÇONS APPRISES DU TERRAIN

Martine BODINEAU

QUATRE LEÇONS APPRISES DU TERRAIN

L'ERREUR OU L'INSUFFISANCE COMME RESSOURCES POUR LA RECHERCHE ET L'APPRENTISSAGE

Martine BODINEAU, titulaire d'un doctorat en sciences de l'éducation, chercheuse associée au laboratoire Experice – Université Paris 8, conjugue une expérience de militante de quartier et de chercheuse-intervenante.

Lorsque l'on s'engage dans une entreprise, il est recommandé de faire son possible pour atteindre les objectifs visés. Mais le fait de s'attacher en priorité à la dimension d'expérimentation, au risque de ne pas prévenir toutes les erreurs et de ne pas pallier à toutes les insuffisances, permet, pour qui ne craint pas d'accueillir l'imprévu, d'éprouver le « réel » des situations et d'enrichir les occasions d'apprentissage.

C'est ce que montrent les « leçons » relatées ici, apprises à l'occasion d'expériences de « recherches de terrain » menées par des enseignants et des étudiants du Master de sciences de l'éducation de l'Université de Paris 8, auxquelles j'ai participé¹. Ces « leçons » incitent à alléger l'outillage, à « voyager léger », avec un couteau suisse plutôt qu'une lourde « boîte à outils méthodologique », pour tirer le meilleur parti de la créativité des étudiants et du savoir-faire des différents acteurs qui collaborent à ces expérimentations.

1. Il s'agit du parcours « ETLV » (Éducation tout au long de la vie) du Master, porté par l'équipe du Laboratoire Experice.

En introduction

Des « ateliers-laboratoires » de recherche-action-crédation

Le présent texte a fait l'objet d'une publication en ligne, en août 2017². Il a été composé à partir d'un court exposé que j'avais présenté en juin de la même année, lors d'une rencontre organisée par l'équipe du dispositif « Idefi-CréaTIC » (voir plus loin), au cours de laquelle les enseignants animant des « ateliers-labora-

2. Cf. ecolemutuelle.fabriquesdesociologie.net/

toires » étaient invités à communiquer de manière succincte le bilan de leurs activités.

La forme de l'article initial (reproduite ici en partie) s'inspirait du support visuel que j'avais réalisé à cette occasion, donnant un aperçu du déroulement des quatre éditions de l'atelier et des productions des étudiants au travers de photographies³. Pour présenter la teneur de ces expériences, j'avais choisi de mettre l'accent sur les difficultés et les divers « ratages » rencontrés. Des diapositives (évoquant des ardoises) annonçaient le titre des « leçons » qui en avaient été retirées :

- 1- Le terrain ne se plie pas aux dispositifs des chercheurs
- 2- Faire face au « dérangement » et au « non-savoir »
- 3- La faiblesse du dispositif comme espace du possible
- 4- Les maîtres ignorants le sont vraiment⁴

Ce choix, quelque peu déroutant pour l'auditoire, apportait une note d'humour à cette forme d'exercice souvent rébarbative (mon récit décrivait des enseignants placés dans des situations peu confortables). Et, surtout, il visait à mettre l'accent sur un point essentiel de la démarche de formation par la « recherche-expérimentation », à savoir que les notions d'échec ou de réussite ne sont pas pertinentes. Le fait de devoir produire quelque chose (une présentation publique des travaux de l'atelier) constitue un enjeu essentiel fort stimulant, mais le résultat s'apprécie davantage au travers du processus de « production » qu'au travers du « produit ».

Comme on le verra, plutôt que de s'employer à contourner les obstacles, il est possible de les « retourner », en les considérant comme des événements de la situation de recherche, au même titre que d'autres et en les soumettant pareillement à l'analyse collective. C'est ainsi que le « ratage » peut devenir ressource et parfois modifier utilement le cours de l'expérience ou son objet même (cf. l'exemple de la seconde leçon : « Faire face au "dérangement" et au "non-savoir" »)⁵.

3. Les compte-rendus détaillés figurent dans les bilans pédagogiques publiés par « CréaTIC » (cf. les références indiquées plus loin). Les projets des ateliers sont également publiés dans des catalogues annuels. (En ligne : idefi-creatic.net/fr/publications/catalogues).

4. RANCIERE Jacques, *Le maître ignorant : Cinq leçons sur l'émancipation intellectuelle*, Paris, Fayard, 1987.

5. Sur la question du « ratage comme ressource », voir le court texte d'Adrien Péquignot qui s'appuie sur l'œuvre de Montaigne (PEQUIGNOT Adrien, « Le ratage comme occasion : défendre "l'échec comme ressource" contre l'injonction du résultat », *Agencements* n°2, Éditions du Commun, décembre 2018, p. 244-247), rédigé à l'occasion d'une séance des « Fabriques de sociologie 93 » de juin 2018 (cf. plus bas – note n°7).

Le dispositif Idefi-CréaTIC

Les expériences rapportées concernent les quatre premières éditions (2013-2017) d'un « atelier-laboratoire » inscrit dans le dispositif « Idefi-CréaTIC » (idefi-creatic.net/), programme initié par l'Université de Paris 8 avec différents partenaires et établissements universitaires, en réponse à l'appel des « IDEFI » (Initiatives d'Excellence en Formations Innovantes). Les ateliers, portés par des formations de Master de différentes disciplines⁶, ont pour but de produire des « œuvres collectives de recherche/action/création ».

6. Afin de favoriser les collaborations interdisciplinaires, les ateliers sont ouverts aux étudiants de l'ensemble des Masters participant au dispositif.

J'ai contribué à la mise en place de cet atelier, en collaboration avec Jean-Louis Le Grand, professeur en sciences de l'éducation (Laboratoire Experice) et Pierre Quettier, maître de conférences en sciences de l'information et de la communication jusqu'en 2018 (Laboratoire Paragraphe), dans le cadre du poste d'ATER (Attaché temporaire d'enseignement et de recherche) que j'ai occupé durant les deux années universitaires 2013-2015.

Les deux premières éditions, que j'ai animées avec Éric Plaine (socioanalyste, chargé de cours), ont été consacrées à la réalisation d'une enquête sur le thème : « Art et intervention sociale : les artistes dans la Cité », puis à la restitution théâtralisée des résultats, en collaboration avec des comédiens.

Puis j'ai poursuivi l'aventure en septembre 2015 avec Pascal Nicolas-Le Strat, professeur, qui venait d'être nommé à l'Université de Paris 8 et avec lequel je collaborais déjà depuis plusieurs années (dans le cadre du réseau des « Fabriques de sociologie » que nous avons initié ensemble en 2011⁷, alors qu'il exerçait à l'Université de Montpellier 3). L'atelier, intitulé : « L'ancrage dans le territoire des acteurs institutionnels ou associatifs », proposait aux étudiants de rencontrer des acteurs du quartier de « La Plaine », à Saint-Denis, et d'organiser une journée de restitution de leurs travaux en relation avec eux et sous diverses formes⁸.

7. Cf. fabriquesdesociologie.net/

8. J'ai contribué à l'atelier au titre d'une charge d'« intervenante professionnelle », dont le programme « CréaTIC » assurait le financement. Valentin Schaepeylnck, maître de conférences, a également contribué aux éditions 2015-17.

Les travaux des ateliers ont été réalisés dans le cadre de « commandes », selon l'objectif de la formation, énoncé comme suit : « L'atelier propose à des étudiants de différentes disciplines de mener conjointement une recherche-action sur une problématique formulée par des acteurs de l'action publique ou de l'initia-

tive associative, dans différents domaines : action sociale, culturelle, artistique, éducative, etc., répondant à l'actualité de leurs préoccupations ».

Suite aux quatre expériences rapportées ici, l'atelier a connu deux nouvelles éditions, réalisées en lien avec des acteurs de différents collectifs du centre-ville de Saint-Denis. Une septième se tiendra au premier semestre de l'année universitaire 2019-20²⁰.

Les ateliers et les quatre leçons

Année 1 (2013-14)

L'enquête : « Les artistes dans la Cité »

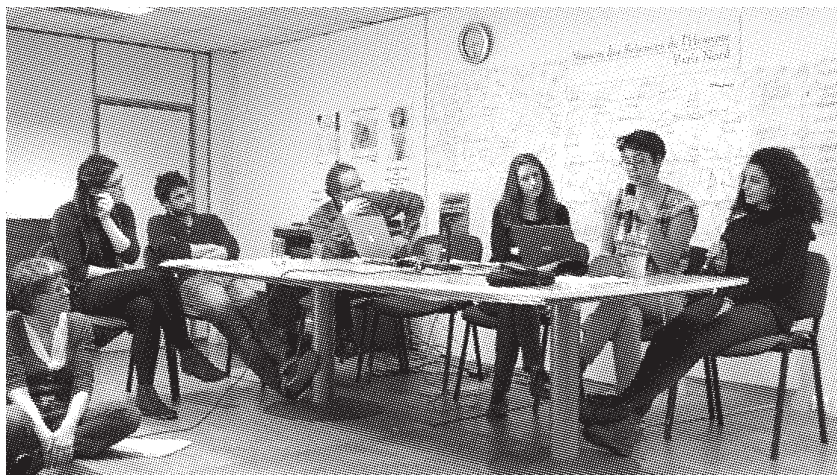
9. L'atelier s'intitule aujourd'hui : « Expérimentations citoyennes et coopérations ». Il est soutenu par l'EUR « ArTeC » (<http://eur-artec.fr/>), dans le cadre de son appel à projet « Modules innovants pédagogiques », prenant la suite du dispositif « CréaTIC » pour le financement des ateliers-laboratoires.



10. Patrice Ville, socialanalyste, maître de conférences en sciences de l'éducation jusqu'en 2013, a réalisé de nombreuses interventions en situation de « commande », dans différents secteurs sociaux, éducatifs ainsi qu'en entreprise. (Cf. socialanalyse.net/ ; et GILON Christiane, VILLE Patrice, *Les arcanes du métier de socialanalyste institutionnel*, Presses Universitaires de Sainte Gemme, 2014. En ligne : socialanalyse.net/textes-.html).

11. Collectif associé au séminaire « Les Fabriques de sociologie » et composé de chercheurs, d'artistes et d'acteurs associatifs de Saint-Denis (fabriquesdesociologie.net/).

Au cours de cette première édition, l'atelier a porté sur la réalisation d'une enquête, sur le modèle des dispositifs de formation-action animés par Patrice Ville depuis de nombreuses années à l'Université de Paris 8 (auxquels j'ai participé en tant qu'étudiante, puis doctorante, entre 2003 et 2010)¹⁰. L'enquête, portant sur le thème : « Art et intervention sociale : les artistes dans la Cité » et commanditée par les artistes des « Fabriques de sociologie 93 »¹¹, a donné lieu à une restitution publique en février 2014, en présence des artistes et professionnels du secteur culturel qui avaient répondu aux entretiens.



Les résultats de l'enquête ont été exprimés sous la forme du schéma présenté ci-après (reproduit au sol sur l'image figurant plus haut, sous le titre « Année 1 »).



Celui-ci représente les « axes » permettant à un artiste (ou à un acteur social) de définir « sa place dans le monde » en fonction : 1) de sa relation de proximité ou de distance, par rapport aux « institutions » d'une part, et par rapport au « public » d'autre part (axe horizontal) ; 2) de la manière dont il négocie la tension entre son besoin d'une expression personnelle, « Moi et Moi », et son besoin d'une expression publique et/ou d'une implication sociale, « Moi et le Monde » (axe vertical).

LEÇON N°1

Le terrain ne se plie pas aux dispositifs des chercheurs

12. Il s'agit d'une version détaillée du bilan pédagogique, non publiée. L'ouvrage édité par « CréaTIC » en présente une version résumée : BODINEAU Martine, « Les artistes dans la Cité : enquête socianalytique », *Bilan pédagogique 2013-2014*, CréaTIC – Université Paris 8, novembre 2015, p. 30-35.

13. Henri Bokilo contribue aujourd'hui encore au réseau des « Fabriques de sociologie ». Il a publié récemment deux articles, faisant récit de ses travaux photographiques et « agricoles » : BOKILO BOURSIER Henri, « Ballade (oto-photographique) d'une ombre portée », *Agencements* n°1, Éditions du Commun, mai 2018, p. 109-122 ; et « Le fond de la recherche vs la recherche de fonds », *Agencements* n°3, mai 2019, p. 64-78.

Dès les premières phases du travail, l'atelier a connu un « ratage » retentissant comme le rapporte le texte du bilan pédagogique¹² :

La première étape de l'enquête est constituée par l'interview des commanditaires qui permet de déterminer la question qui sera posée aux personnes auditées. Le groupe reçoit, le 13 novembre 2013, Henri Bokilo, artiste plasticien qui représente le collectif des Fabriques¹³. Cette séance constitue certainement l'expérience la plus marquante de l'atelier parce que l'interview ne se déroule pas comme prévu, elle « s'enlise » et tourne court. Nous nous trouvons donc confrontés, dès les premiers jours, à « l'épreuve du réel ». Nous tirerons de cet incident plusieurs leçons fort instructives. Il nous a rappelé que le terrain ne se « plie » pas aux dispositifs des chercheurs et que la situation de commande réelle ne tolère pas les agencements artificiels. Selon les témoignages des étudiants (cf. ci-après), ce « ratage » qui venait perturber le « programme » a eu des conséquences très positives sur le plan de leur investissement dans le projet. La « prof » n'avait pas de solution prête à l'emploi, il fallait prendre en main la situation collectivement.

L'analyse de cette situation a révélé que la commande n'était pas clairement établie. Elle émanait davantage du cadre institutionnel dans lequel s'inscrivait l'atelier-laboratoire, impliquant le Master et le dispositif « IDEFI-CréaTIC », que des artistes des « Fabriques de sociologie »⁹³. Ceux-ci n'avaient pas de véritable problématique à nous soumettre et souhaitaient seulement vivre une expérience de collaboration avec les étudiants. Un élément important du contenu de l'interview « ratée » a cependant été retenu : Henri Bokilo avait présenté sa position comme étant

au croisement d'une activité professionnelle de nature alimentaire, d'une pratique de l'art en « amateur », préservée des enjeux financiers, et d'un engagement syndical. La question de la position de chacun, face à ses propres activités et engagements, nous a paru concerner les chercheurs et les acteurs sociaux aussi bien que les artistes et constituer une problématique intéressante pour l'enquête.

Il a donc été décidé de réaliser un second entretien sur ce thème. Les discussions ont également permis de conclure que je me trouvais en position de commanditaire, tout autant qu'Henri Bokilo, dans la mesure où j'étais impliquée dans le collectif des « Fabriques de sociologie » 93. Nous avons donc répondu tous deux à l'entretien de commande. La complexité de la situation semblait délicate mais nous avons pu vérifier que celle-ci, étant analysée et formulée, n'avait pas entravé la suite du travail. Ce fut une dimension supplémentaire de la leçon de l'atelier.

Les témoignages de quelques étudiants

GABRIEL – L'extension du champ des possibles

Le séminaire « Théories et pratiques de l'intervention » de ce mardi de novembre 2013 (animé par Rémi Hess, professeur), reçoit les étudiants participant à la réalisation d'une enquête sur le thème « Art et intervention sociale ». Il s'agit de les aider à analyser l'échec de l'entretien qu'ils ont mené avec leur commanditaire, lequel s'était soldé par la conclusion que celui-ci n'avait pas de « commande réelle ». Il souhaitait seulement participer au projet, collaborer avec le groupe.

Je prends conscience que cette intention floue de faire quelque chose en commun est aussi celle des étudiants. Ainsi, l'essentiel est déjà là, un groupe de chercheurs est déjà constitué. Ils cherchent, remettent en question leurs approches et essaient de donner du sens à cette intention collective. Tout part d'un échec et, puisque le cadre vole en éclats, est-ce que cela n'ouvre pas le champ des possibles ?

Ce qui était en train de se créer, sous mes yeux admiratifs, faisait écho à ce que j'essaie d'atteindre au travers des ateliers que j'élabore dans mon collège : faire émerger des « possibles ».

ELYSE – Être à la fois dans la pensée et dans l'agir

L'atelier m'a permis de découvrir une posture de recherche originale. Cette posture socianalytique exige de prêter une attention très fine aux discours de nos interlocuteurs, de nous débarrasser de nos a priori sur l'art, sur la ville etc., d'aller à la rencontre des personnes avec « l'innocence » ouverte d'un chercheur-explorateur.

Cette expérience collective m'a permis d'accéder à une représentation de moi-même, en tant qu'étudiante, beaucoup plus proche de l'idéal que j'en ai toujours eu : celle d'un être intellectuellement libre, avide de connaissances et de découvertes, capable, autonome, et force de proposition. C'est dans un travail choral que, les idées fusant, nous avons pu progressivement faire émerger les clés de lecture de notre thème de recherche. Notre groupe était restreint mais solide, solidaire. Cette solidarité me semble assez peu fréquente pour être soulignée. Je la crois liée aux conditions dans lesquelles nous avons travaillé, en particulier le fait d'avoir été à la fois dans la pensée et dans l'agir.

MYRIAM – Une université libre, émancipée

Pour moi, l'atelier de socianalyse a été une expérience enrichissante, sur les plans humain, intellectuel, pédagogique, méthodologique, qui sont interdépendants. Elle m'a permis de sortir de la solitude universitaire, car le groupe de travail qui s'est créé a largement dépassé les limites de l'atelier. Nous continuons de travailler ensemble, de nous soutenir les uns les autres dans nos recherches, et des idées de projets communs se profilent.

Tout part d'un entretien raté. C'est donc ensemble que nous trouverons la solution. La séance ressemble plus à une assemblée générale qu'à un cours, je jubile intérieurement ! C'est à partir de là que se forme le groupe qui sera le noyau dur de la deuxième partie de l'atelier. Les contraintes de temps sont ardues : nous n'avons que cinq séances d'analyse et de synthèse, nous travaillons de façon intensive. L'implication des participants, l'ambiance amicale, l'organisation horizontale, tout cela a permis d'obtenir des résultats satisfaisants en peu de temps, un groupe restreint et une quantité colossale de matériel à analyser.

Cet espace de réflexion collective, d'expérimentation, de pro-

duction de savoirs, c'est la définition même de ce que devrait être l'université, une université plus libre, émancipée.

ANDREA – Soyons fiers d'avoir osé

Au début de l'atelier, certains camarades m'ont dit « je ne peux pas continuer, je ne sais pas où l'on va ». Effectivement, quand la pédagogie ne prend pas la forme scolaire, on peut avoir l'impression qu'il n'y a pas de projet pédagogique du tout, qu'il n'y a pas de cadre. Et cela peut provoquer une angoisse chez ceux qui ne sont pas habitués à prendre une place d'acteur. Et nous-mêmes, nous nous sommes embarqués dans cette entreprise avec curiosité mais aussi avec énormément de doutes et d'hésitations. Nous avons l'habitude de nous autocensurer et nous auto-limiter. Nous disons : « je ne sais pas faire », au lieu de dire « je ne l'ai pas encore fait ».

Ayons donc confiance dans les errements, dans les moments de vide (il faut du vide pour obtenir le plein), dans les temps « dilatés ». Il est vrai que nous avons parfois l'impression que l'analyse pourrait continuer à l'infini et ne plus s'arrêter, nous entraînant toujours plus loin dans les associations d'idées et la pensée collective.

Soyons donc fiers de cet atelier anti-individualiste qui mélange les gens et les « casquettes », dans la bonne humeur et dans l'intelligence, soyons fiers d'avoir osé nous y engager.



Année 2 (2014-15)
Divagations sociologiques et poétiques



Au cours de la seconde édition, les étudiants et les artistes associés aux « Fabriques de sociologie 93 » (voir plus haut) ont collaboré à la restitution des résultats de l'enquête, sous la forme d'une présentation théâtrale. Intitulée « Divagations sociologiques et poétiques », la représentation a eu lieu en janvier 2015, à « La Belle Étoile », salle de spectacle du quartier de la « Plaine-Saint-Denis », dirigée par la Compagnie « Jolie Môme » : cie-joliemome.org

L'atelier -Laboratoire
ART ET INTERVENTION SOCIALE
LES ARTISTES DANS LA CITÉ

Master EFIS – Sciences de l'éducation – Université Paris 8

Présente

Divagations sociologiques et poétiques

Un atelier animé par Martine Bodineau, Eric Plaine et les artistes des « Fabriques de sociologie 93 » (les Compagnies Histoires de Sons et Théâtre d'Or et Henri Bokilo, plasticien)

Vendredi 30 janvier 2015

Accueil à 17h30

Les étudiants ont confié à des artistes les conclusions de leur enquête sur « **La place des artistes** ». Ils proposent une restitution joyeusement loufoque de leur travail en commun. Celle-ci renvoie chacun à sa propre existence, entre Moi et Moi et Moi et le Monde : « **les pieds dans la boue et la tête dans les étoiles** ».

Dans une petite ville de quelque part se prépare l'inauguration de la toute nouvelle Place des Artistes. Aujourd'hui les habitants sont invités, par on ne sait trop qui, à assister à on ne sait trop quoi. Un spectacle, disent les uns, une conférence sociologique, pensent les autres. Chacun attend, espérant que quelque chose finira bien par se passer.

**Au théâtre de la Belle Etoile - 14, rue Saint-Just,
Saint-Denis**

La Compagnie Jolie Môme est accueillie
à la Belle Etoile par la ville de Saint-Denis





LEÇON N°2

Faire face au « dérangement » et au « non savoir »

Les difficultés occasionnées par la confrontation des approches artistiques et sociologiques ont placé les animateurs de l'atelier dans une situation inédite et délicate, qu'ils sont toutefois parvenus à surmonter :

Des questions faisant débat entre les artistes et les sociologues se sont posées tout au long des séances [...]. Les premiers posaient l'exigence d'une qualité artistique et poétique du rendu final, et les seconds défendaient l'objectif de la restitution des résultats sociologiques. La question de savoir si l'on présenterait plutôt une conférence sociologique, ou plutôt un spectacle, soulevait des polémiques au point que des tensions sont apparues au sein de l'équipe [...].

C'est en mettant en pratique les principes de l'« intervention socianalytique » que nous sommes parvenus à « retourner » la situation et à transformer les difficultés en ressources pour le travail. Ces principes consistent à considérer les difficultés qui surviennent, non pas comme des anomalies, mais comme des « analyseurs » de la situation sociale constituée par l'activité en cours. [Ceux-ci étant mis au jour, ils permettent aux participants] d'appréhender la globalité de la situation et de se situer, de manière réflexive, en tension entre les enjeux individuels et ceux de l'entreprise commune. Nous avons pu ainsi réaliser que se jouaient, au sein de notre groupe, les questions révélées par les résultats de l'enquête, en particulier celle de « la place » de chacun [...].

L'objet de notre présentation s'est ainsi déplacé, celui-ci n'étant plus formé par la restitution des résultats de l'enquête mais par la restitution de l'expérience que nous étions en train de vivre.

Les objectifs de l'atelier ont également subi un déplacement : l'attention étant centrée, non plus sur la mise en œuvre du travail commun (niveau 1), mais sur les conditions de réalisation de ce travail lui-même (niveau 2). Cette expérience a montré que la capacité à intervenir au second niveau est une condition nécessaire [...] à l'aboutissement de l'activité située au premier niveau.

L'atelier permet également de conclure que la rencontre entre les approches sociologiques et artistiques, la confrontation entre les divers attendus, pratiques et formes d'expression, impose à chacun un « déplacement » et un « dérangement » perturbants¹⁴, mais extrêmement constructifs [Bilan pédagogique 2014-15, p. 96-97]¹⁵.

Année 3 (2015-16) L'ancrage dans le territoire : « Borne 21 »



Photos Véronique Le Coustumer
Le Journal de Saint-Denis n° 1067, 13 au 19 janvier 2016

14. Le principe de « dérangement » est au cœur des pratiques d'intervention socialanalytiques. En installant des dispositifs de travail qui rompent avec le cours habituel des activités et de l'organisation (rôles, hiérarchie), l'intervention fait surgir les « normes » (règles, pratiques, valeurs admises), qui peuvent alors faire l'objet d'une analyse collective par les participants. (GILON, VILLE, 2014, p. 105 – cf. la référence en note n°10).

15. BODINEAU Martine, « Art et Intervention sociale », *Bilan pédagogique 2014-2015*, CréaTIC – Université Paris 8, novembre 2016, p. 93-99.

Pour cette troisième édition, l'atelier avait pour thème : « L'ancrage dans le territoire des acteurs institutionnels ». Une recherche-intervention a été menée dans le quartier de « La Plaine Saint-Denis », sur la commande d'Alain Bertho, directeur de la MSH Paris-Nord. Les préoccupations de la MSH s'inscrivaient dans les enjeux de la « numérisation » de la société et des mutations sociales que celle-ci implique. Les questions posées étaient celles de savoir comment favoriser des collaborations et des partages de richesses, dans une perspective de dynamique sociale et économique ; et de comment élaborer des dispositifs d'action et d'intervention avec les habitants et les acteurs du territoire d'implantation de la MSH.

Nous avons choisi d'aller à la rencontre des acteurs du quartier et de construire en commun une manifestation publique. Celle-ci s'est construite autour de l'histoire d'une mystérieuse « Borne 21 », venant s'ajouter aux vingt bornes historiques racontant l'histoire de la ville de Saint-Denis.

Voir la page Facebook réalisée par les étudiants : facebook.com/La-borne-21-1576814669205727

La Borne a été inaugurée et déposée à la MSH le 9 janvier 2016, au cours de la manifestation qui s'est tenue dans le quartier et dans les locaux de la salle de spectacle « La Belle Étoile » (cf. plus haut : Année 2).

La teneur de cette édition, ainsi que l'expérience acquise au cours des éditions précédentes, nous ont permis d'envisager notre présence dans le quartier de manière extrêmement ouverte et de renoncer à l'appui sécurisant d'outils méthodologiques préalablement établis. Ces options ont été déroutantes pour les étudiants, au début de l'atelier mais, cette année encore, ils se sont progressivement engagés dans l'entreprise, les plus aventureux communiquant aux autres leur enthousiasme [Bilan pédagogique 2015-16, p. 114]¹⁶.

16. BODINEAU Martine,
« L'ancrage dans le territoire
des acteurs institutionnels »,
Bilan pédagogique 2015-2016,
CréaTIC – Université Paris 8,
2017, p. 107-117.

Nous avons collaboré en particulier avec la Compagnie « Jolie Môme » qui dirige la salle de spectacle, les membres de l'association « Mémoire Vivante de La Plaine » et un photographe, Karim de la Plaine, qui a profité de la journée pour exposer ses portraits des habitants du quartier et les offrir aux personnes présentes. L'équipe de la Maison de quartier nous a également accueillis dans ses locaux et a joué un rôle important dans la diffusion des informations auprès des habitants.



La mystérieuse 21^e borne de Saint Denis

« 20 bornes racontent l'histoire de la ville de Saint-Denis depuis son origine. Une nouvelle 21^e borne serait apparue dans le quartier de La Plaine. Mais le doute demeure... »

Point sur l'enquête : le samedi 9 janvier à partir de 13h

avec les habitants de Paris 8, leurs enseignants, la MSH Paris-Nord, la compagnie Art de Mém.

à la Belle Étoile (14, rue St Just)

Maison : "Tous Peuplés" (14, rue St Just) "Tous Peuplés" rue "Eglise de La Plaine"

E-mail : Borne21@hotmail.com

Fa de Borne

La Borne 21

Créatif



Borne 21 Programmation des festivités

11H00

Présence de l'équipe sur le marché et dans le quartier de la Plaine

A partir de 13H00

Retrouvailles à la Belle Étoile :

- Ateliers avec la présence de l'association Mémoriaire vivante et Karim de la Plaine
- Diffusion de petits films réalisés par les étudiants

16H00

Projections de deux films :

- « Les enfants des courants d'air » - Édouard Lant
 - « La ballade avec Arthur » - étudiants de Paris VIII
- (Suivi d'un temps d'échange)

17H30

Inauguration de la borne sous le haut-vent de la Maison des Séjours de l'histoire, suivis d'un discours

18H15

Apéritif

19H00

Débat



Le 9 janvier 2016,

À la Belle Étoile - 14 rue St-Just, Saint-Denis



Le marché de La Plaine : animation musicale et apéritive



Initiation à la trompette, à la Maison de quartier



Départ de la parade en musique dans les rues proches du marché



Accueil du public et repas à la Belle Étoile

LEÇON N°3

La faiblesse du dispositif comme espace du possible

À la veille de la manifestation, n'étant pas en capacité de mesurer l'impact de nos activités dans le quartier, nous ne pouvions estimer la fréquentation qui pouvait être espérée. À cette crainte s'ajoutait le fait que nous n'avions pas pu organiser dans le détail le déroulement de la présentation des travaux des étudiants :

Le temps imparti ne nous avait pas permis de préparer soigneusement le contenu des activités de l'après-midi. Les ateliers devaient donc se mettre en place de façon relativement improvisée. Nous avons constaté que la « faiblesse » de notre dispositif s'est révélée, au final, un atout important. Celle-ci a permis à nos partenaires associatifs de trouver toute leur place et, selon le témoignage des étudiants, cette « faiblesse » leur a donné l'occasion de s'impliquer librement et de gérer eux-mêmes, « en situation ». Les enseignants, attentifs et prêts à intervenir en cas de besoin, n'ont pas eu à le faire. L'attention portée à l'accueil de chaque personne entrant dans le lieu a été bénéfique. Les rencontres ont été très positives. Les personnes présentes ont été sensibles à l'intérêt manifesté à l'égard de la vie et l'histoire de leur quartier et à la rencontre avec des étudiants. Ils se sont dits heureux, notamment les plus âgés, de cet échange entre les générations [Bilan pédagogique 2015-16, p. 113]¹⁷.

17. Cf. la référence précédente.

Année 4 (2016-17)

L'ancrage dans le territoire : Exploration



Fallait-il poursuivre l'expérience de l'édition précédente ou proposer à la nouvelle promotion d'étudiants de partir à la découverte du quartier avec un regard neuf ? C'est la seconde option qui sera retenue. Travaillant en petits groupes, ceux-ci ont exploré le quartier de La Plaine de différentes manières (enquête, interview filmée, cartographie, entretien avec des militants « historiques », exploration du quartier avec des professionnels). Les étudiants ont présenté leurs recherches et animé différents ateliers, au cours d'une journée organisée une nouvelle fois dans le très beau lieu de la « Belle Étoile », le 14 janvier 2017¹⁸.

18. Pour le compte-rendu détaillé, voir : BODINEAU Martine, « L'ancrage dans le territoire des acteurs institutionnels et associatifs », *Bilan pédagogique 2016-2017*, CréaTIC – Université Paris 8, juin 2018, p. 52-59.



Discussion après la projection d'un film, réalisé avec les « gardes de l'environnement » du quartier



Cartographie du quartier — atelier



Débat avec les participants



Histoires de vie — témoignage



Atelier d'écriture

LEÇON N°4

Les « maîtres ignorants » le sont vraiment

Les étudiants ont été invités à explorer le quartier, à imaginer les moyens d'entrer en contact avec les différents acteurs, les habitants ou les passants. Les séances hebdomadaires étaient employées à faire part des premières expériences et à débattre des idées des uns et des autres. Tous n'ont pas apprécié d'être ainsi « envoyés sur le terrain » sans préparation. Certains d'entre eux ont interpellé les enseignants à propos de leurs « intentions pédagogiques », les suspectant de dissimuler volontairement leurs savoirs. Les arguments des enseignants, soutenant qu'ils ignoraient véritablement ce qu'il convenait de faire et de quelle manière, que cela se construirait progressivement et collectivement, ne les ont pas convaincus. Au final, malgré leur inquiétude et leurs hésitations, les étudiants se sont montrés beaucoup plus inventifs qu'ils ne l'avaient imaginé, certains s'affranchissant ouvertement de la « commande » qui leur semblait des plus imprécises.

Le projet de rencontrer à nouveau notre commanditaire de l'édition précédente, Alain Bertho, directeur de la MSH, n'a pas pu se réaliser. L'analyse et l'appropriation de la commande n'ont donc pas eu lieu. Les étudiants ont estimé qu'elle était « encombrante », ajoutant à l'incertitude ressentie par certains d'entre eux au sujet des intentions des enseignants.

Aurait-il été plus judicieux de renoncer à cette commande insuffisamment formulée ? On peut le penser, mais la réponse ne s'est pas imposée à l'issue de cette expérience. Le sens de cette commande, le sens de la présence de la MSH dans le quartier de la Plaine, la nécessité de s'en saisir ou le choix de la contourner, ont formé des questions de recherche pertinentes auxquelles les étudiants ont dû se confronter. Par ailleurs, le fait que la recherche

en situation de commande apparaisse, aux dires de quelques étudiants, comme une entrave à la recherche « libre » ou « vraie recherche », nous incite à poursuivre dans cette voie. Les ateliers de formation-action-crédation, tels que nous les concevons, visent à former des praticiens-chercheurs aptes à inscrire leurs activités dans le cadre de commandes sociales spécifiques.

Hier nous sommes allés sur invitation à la rencontre de gens nouveaux

PARIS 8 nous a invités.

Venus de La Maison des sciences et de l'Homme

J'ajouterais oh ! si et des Femmes de science

Des profs, des étudiants, des petits des grands

Dans une salle chaleureuse bien connue auparavant

Reçus par tout ce monde avec respect et amitié

Nous avons parlé, beaucoup discuté de notre quartier

Parlé de l'avant, puis aussi beaucoup de l'après

Des espérances de vies à venir, enfin de l'avenir

Dans une ambiance chaleureuse, nous avons ripaillé

Car en soirée suivit un repas digne d'un resto étoilé

Servi avec célérité, des mets savoureux bien appréciés

Enfin, une journée que nous ne sommes pas près d'oublier.

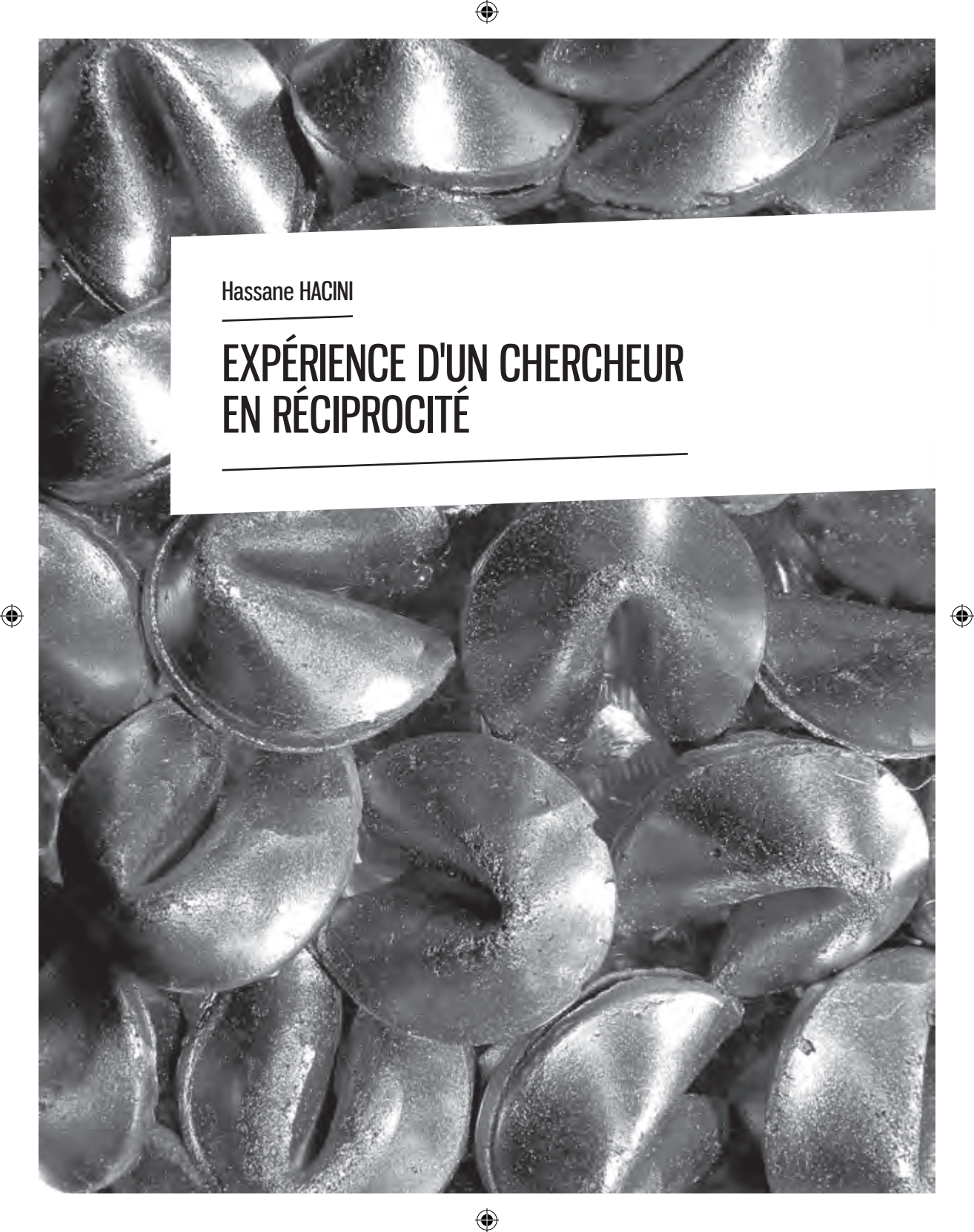
Merci à vous, à votre venue, à l'Amitié nous ne ferons pas de quartier

Vous serez toujours les bienvenus par le métro ou bien à pied, nous aurons toujours plaisir à vous rencontrer

Marcello et ses Amis

15 janvier 2017

Les remerciements de Marcello, habitant du quartier de La Plaine



Hassane HACINI

EXPÉRIENCE D'UN CHERCHEUR EN RÉCIPROCITÉ

Hassane HACINI

EXPÉRIENCE D'UN CHERCHEUR EN RÉCIPROCITÉ RÉCIT D'UN ATELIER DE RECHERCHE-CRÉATION À L'UNIVERSITÉ DE PARIS 8

En général il est probablement vrai que dans l'histoire de la pensée humaine les développements les plus fructueux ont souvent lieu aux moments où deux lignes de pensée se rencontrent. Il est possible que l'origine de ces lignes se trouve dans des parties différentes de la nature humaine, à des époques différentes, dans des environnements culturels différents ou dans des traditions religieuses différentes : donc, si elles arrivent effectivement à se rencontrer, c'est-à-dire, si elles ont au moins suffisamment de rapport pour qu'une réelle interaction ait lieu, c'est à ce moment-là que l'on peut espérer que des développements intéressants se suivront.

Werner Heisenberg (Fondateur de la mécanique quantique)

Hassane Hacini est titulaire d'un Master 2 en Sciences humaines et arts à l'Université Paul Verlaine de Metz. Son livre *Traces de migrations interculturelles* (L'Harmattan, 2017) est le fruit de ses recherches sur les histoires et les mémoires de l'é/immigration post-coloniale kabyle à Saint-Charles. Il poursuit ses recherches en Sciences de l'éducation à l'Université Paris 8.

Introduction

Nous sommes un mardi matin du mois d'octobre 2018, je suis en conversation avec Pascal Nicolas-Le Strat¹, dans le centre-ville de Saint-Denis, à deux pas du métro Basilique dans la salle collective d'un immeuble proche de la place du marché. Nous menons notre discussion, assis sur le sol, dans un coin de la salle. Autour de nous, des étudiant.e.s de classes d'âges et sociales différentes, provenant de divers pays et continents, sont dispersé.e.s un peu partout dans la pièce : assis.e.s en groupe sur des chaises, des bancs ou à terre, ou encore se tenant debout devant la « table à café » ; des ordinateurs sur les genoux, des téléphones portables à la main ou bien branchés sur les prises. La discussion qui se tient ce jour-là, avec Pascal, porte sur mes travaux de recherche pour la rédaction de mon mémoire de Master 2².

C'est ici que se tient chaque mardi l'atelier de recherche-action-création « Ancrage dans le territoire », du Master ETLV³

1. Pascal Nicolas-Le Strat est sociologue et Professeur en Sciences de l'éducation à l'Université Paris 8.

2. Pascal Nicolas-Le Strat co-dirige mon mémoire avec Nicole Blondeau, Maître de conférence en Sciences de l'éducation à l'Université Paris 8.

3. Master de Sciences de l'éducation, parcours « Éducation Tout au long de La Vie ».

de l'Université de Paris 8. La recherche s'organise autour des thématiques suivantes : *faire groupe, rencontrer un collectif et faire récit*. Une recherche impliquée en terrain inconnu. Les étudiant.e.s sont invités à aller à la rencontre d'acteurs associatifs de la ville. Ils tenteront de faire recherche ensemble afin d'organiser une journée de restitution de leurs travaux sous diverses formes (brochures, films, photographies, montages sonores, cartographies, ateliers divers...). Les étudiant.e.s s'organisent en groupes, partent à la découverte du « territoire » et mènent leur recherche librement. Les séances collectives du mardi matin permettent de partager les avancées, les difficultés, les hésitations et les questionnements.

J'ai participé à l'édition précédente de l'atelier, au cours de la première année de mon Master 2, qui fut pour moi une expérience déterminante sur le plan de ma trajectoire de recherche et sur le plan personnel. Mais à la différence de l'an passé où j'ai fait recherche en groupe, cette année, le séminaire est mon terrain de recherche.

Je traversais une période difficile. J'avais l'impression d'avoir perdu ce fil de la recherche et la réflexion qui s'était construite l'année précédente au cœur d'une dynamique de groupe stimulante. J'étais dans l'impossibilité de poser un cadre de réflexion, comme si j'étais perdu dans le labyrinthe rhizomatique de mes pensées.

À l'issue de mes premiers échanges avec Pascal, nous avons convenu que l'atelier « Ancrage dans le territoire » serait mon terrain de recherche, et que je travaillerais aux questions suivantes : « Comment les étudiant.e.s s'assemblent pour faire recherche ? Comment font-ils groupe ? ». Je pressentais que cet atelier m'apporterait l'« ancrage » que je recherchais. Je revenais en terrain connu.

Le présent article, selon mon projet initial, devait correspondre à un récit d'expérience de recherche mené auprès des étudiant.e.s. Mais les premières étapes de son écriture m'ont incité à revenir vers ma propre expérience de l'atelier en 2017 et m'ont entraîné plus loin encore, vers une mise en perspective de l'ensemble de ma trajectoire de recherche à l'Université Paris 8. Le texte en construction a fait apparaître trois périodes que j'ai nommées : Chercheurs en réciprocité - Chercheur en suspension - Chercheur en doute. Je présente ici la première période et j'envisage de poursuivre ce travail pour composer un ou deux articles portant sur les suivantes.

Les questions sous-jacentes qui orientent cette écriture singu-

lière sont posées comme suit : comment avons-nous fait groupe de recherche ? Comment et quand peut émerger une coopération dans un tel dispositif ? Comment la recherche « ignorante » permet-elle à chacun d'apprendre ? Que fait-on des affects dans la recherche ? Quels sont les lieux de fabrication de la recherche ? Quel type de résultats pourrait-on obtenir de cette démarche plurielle ? Dans ce récit, il s'agit moins de répondre à ces questions par des analyses froides que de donner à voir quelques étapes du processus de recherche en réciprocité.

Dans un article de décembre 2017, Pascal Nicolas-Le Strat donne à voir et met en valeur ce qu'il appelle la « recherche en réciprocité »⁴. Pour lui, elle est :

« Une “mise à l'épreuve réciproque” des savoirs et expériences : En tant que chercheur.e.s, nous ne cherchons pas à défaire ou à déconstruire les autres savoirs sociaux mais, au contraire, nous cherchons à interagir avec eux, car ces interactions sont particulièrement stimulantes et fécondes pour la recherche. Savoirs d'expérience (l'expérience de l'habitant.e, du professionnel mais aussi du chercheur), savoirs spécialisés (les savoirs associés à la diversité des pratiques sociales, professionnelles ou non), et savoirs de recherche s'interpellent, se confrontent et “s'éprouvent” réciproquement. Chacun de ces savoirs chemine et se développe à l'occasion de ces interactions, grâce à elles et avec elles. Nous pensons que l'ensemble des acteurs peuvent en tirer un bénéfice et que chaque type de savoir peut être fécondé par cette dynamique – chaque savoir parvenant alors à se formuler plus clairement, à être mieux reconnus, à enrichir son langage, à devenir plus conscient de ses possibles et potentialités ».

Dans cet article, Pascal Nicolas-Le Strat apporte une définition exhaustive de la réciprocité dans ses dispositifs de recherche-action. Dans ce récit, je focaliserai mon point de vue sur la réciprocité entre étudiant.e.s apprenti.e.s-chercheur.e.s : mon groupe de recherche.

4. Pascal Nicolas-Le Strat, 2017, « Une recherche conduite “en réciprocité”. Quelques orientations épistémologiques », consultable ici : le-commun.fr/index.php?page=pratiquer-la-recherche-en-reciprocite-quelques-orientations-epistemopolitiques

Le premier jour à l'atelier

Une recherche « ignorante »

En octobre 2017, j'ai effectué ma « rentrée » au Master 2 ETLV et assisté à la première séance de l'atelier « Ancrage dans le territoire ». J'étais curieux d'entrer dans une démarche de recherche-expérimentation qui n'exige pas de recourir à une batterie d'hypothèses préétablies ni de remplir une valise de concepts pour expliquer, catégoriser voire chosifier les personnes engagées que nous allions rencontrer.

J'avais l'intuition que je trouverais, enfin, un espace qui me permettrait de vivre pleinement une recherche « impliquée » en relation avec des acteurs de terrain, tout en étant à l'écoute de mes émotions et de mes sensations : ma sensibilité. Je souhaitais me libérer de l'influence de ma formation universitaire antérieure – dans le domaine de la sociologie du conflit et de la domination – centrée sur les méthodes classiques de la recherche en sciences humaines, qui m'empêchait de penser la dimension subjective et sensible de la relation du chercheur au terrain et à ses acteurs.

Nous étions dans une salle de classe de l'Université, une quarantaine d'étudiant.e.s étaient installé.e.s autour de tables disposées en forme de U. Les enseignant.e.s ont explicité les enjeux du séminaire durant une heure. Les deux heures suivantes ont été consacrées à la parole des étudiant.e.s. Ceux-ci s'en sont saisi pour créer des échanges horizontaux questionnant les modalités de validation et le contenu de la recherche, inhabituel car sans objectif précis.

Les intervenant.e.s ont, à mon sens, adopté une posture pédagogique en rupture avec les approches classiques que j'ai pu rencontrer dans mon parcours d'apprentissages formels et informels. Cette posture renverse la position du rapport maître/élèves, éduquant/éduqués, enseignant/étudiant.e.s en intégrant l'attitude et l'idée que l'un peut apprendre des autres et tous apprendre de chacun. Ces enseignant.e.s ne sont pas des pédagogues qui déversent un savoir à des élèves ignorants à la manière d'une « éducation bancaire » tant critiquée par Paulo Freire.

« Paulo Freire était le critique le plus notoire de cette forme d'«*éducation bancaire*», qu'il considérait comme une «*domestication*» et un choix politique. Aucune éducation n'est neutre. Les systèmes éducatifs et les éducateurs ont le choix soit de «*domestiquer*» les enfants, soit de les «*libérer*». Freire revendiquait une éducation libératrice basée sur le dialogue entre enseignant et apprenant – processus d'apprentissage respectueux de l'être humain, qu'il considérait comme un sujet actif et créatif et non comme un objet passif ou un réceptacle. »⁵

Bien que les enseignant.e.s se situent dans une posture de recherche «*ignorante*», ils ont explicité leur orientation pédagogique et les objectifs du dispositif. Les étudiant.e.s étaient libres de trouver le cheminement de leur recherche et de leurs actions collaboratives.

L'idée phare que j'ai perçue, qui semble être aussi à relier à l'action, fut d'adopter une posture de non-savoir sur le monde. L'adoption de cette posture du «*Maître ignorant*» a été l'un des moments du travail de recherche. Il faut parvenir à une qualité d'écoute qui permette de faire la recherche. La posture de non-savoir consiste également à ne pas prendre de renseignements du terrain en amont. Nous sommes dans une société où chacun essaie de valoriser ses savoirs, en les affichant. Faire recherche, c'est aussi porter un regard neuf : oublier tout ce que l'on sait. Pascal Nicolas-Le Strat nous a dit en cours que «*ces recherches-actions sont des recherches ignorantes et qu'avoir des réponses qui proviennent des questions élaborées en amont de la recherche est une posture inverse aux démarches de recherche du laboratoire Experice.*»⁶

Après cette première séance, j'ai tenté de formuler dans mon journal de recherche «*ce que j'ai compris*» de la démarche dans laquelle nous allons nous engager :

«*Qu'ai-je compris de ce séminaire, quelles sont les modalités de validation, d'action, de recherche ? Qu'est-ce que cette recherche a d'original ? Pas facile de répondre simplement à ces questions. Néanmoins, je pense avoir compris que nous allons nous auto-former à la recherche de terrain. C'est une recherche formation action-crédation. Entrer dans un processus de recherche avec tous les apprentissages que cela nécessitera ; nous apprendrons en faisant, par l'expérience, par tâtonnements, en prenant le risque d'aller vers l'inconnu.*

Celui qui est extérieur à nous, le monde extérieur observé avec les lunettes éclairant un regard, des points de vue aussi diffé-

5. David Archer, 2007, «*Éducation ou éducation bancaire*», in *Éducation des Adultes et Développement*, n° 69. Cet article est consultable ici : dvv-international.de/fr/education-des-adultes-et-developpement/numeros/ead-692007/10e-anniversaire-de-la-mort-de-paulo-freire/education-ou-education-bancaire

6. Citation telle que retranscrite dans mon journal de recherche. Experice est l'un des laboratoires du département de Sciences de l'éducation de l'Université Paris 8.

rents que la culture, les mémoires individuelles et collectives, les inconscients, les habitus, les identités, les différents processus d'apprentissages qui nous traversent mais aussi l'inconnu qui est à l'intérieur de nous-mêmes. C'est-à-dire apprendre à interroger ce que nous n'avions pas l'habitude d'interroger dans un quotidien de la recherche : notre implication. La capacité d'analyser son implication est un aspect décisif du laboratoire Experice.

Dans notre recherche de posture de recherche, il s'agit de rencontres : nous voulons préserver ce moment qui était un moment d'attention, de disponibilité. Cette recherche a nécessité une présence à soi dans une temporalité que l'on cherche également à vivre. Ainsi, contrairement à la religion qui commande, ici, il nous est recommandé d'utiliser nos sens, de nous poser des questions sur ce qui va nous surprendre, nous choquer, nous intéresser, nous blesser, nous amuser dans la situation d'observation/rencontre. »⁷

7. Extrait de mon journal de recherche, octobre 2017.

Choisir un terrain et former un groupe

CHOIX DU TERRAIN

La démarche de l'atelier consistait à mener une recherche en lien avec des collectifs et des associations de la ville de Saint-Denis : le jardin Haguette, le Tricot partage, la Maison jaune, le Centre social coopératif, et le chapiteau Raj'ganawak. Il s'agissait également de contribuer à développer les relations entre l'Université et les acteurs de la ville de Saint-Denis.

Un des objectifs de cette démarche de recherche fut de pouvoir mettre en commun, courant janvier 2018, nos observations, notre vécu et nos échanges dans une forme qui restait à définir. Nous avions la possibilité d'utiliser tous les supports pour cette restitution : documentaire, spectacle vivant, poésie, danse, fresque, dessins.

Lors des premières séances, les étudiant.e.s se regroupaient, se renseignaient sur les collectifs proposés. Certains ont rapidement fait leur choix. Le mien ira vers le chapiteau Raj'ganawak : la page Facebook que j'ai consultée a aiguisé ma curiosité⁸.

Au premier abord, le chapiteau *Raj'ganawak* semble un endroit hybride : à la fois un lieu culturel et un lieu de vie pour le quartier. Le week-end, des spectacles, des cabarets et des concerts y

8. facebook.com/
Chapiteau- Raj'ganawak.
-169992366825117

sont organisés. En semaine, le chapiteau propose aux dionysiens un atelier d'écriture, des cours de chants, de boxe féminine et de yoga ; il accueille également une formation professionnelle préparant aux écoles de cirque ainsi que des cours pour enfants déscolarisés.

Toutes ces activités m'intéressaient. De prime abord, celles-ci me renvoyaient, comme en miroir, à des expériences que j'avais vécues dans un centre de vacances pour personnes en situation de handicap mental à Saint-Nazaire en Royans, où j'avais travaillé un mois par an de 1992 à 2004. Dans ces processus d'apprentissages passés, j'avais acquis plusieurs dispositions incorporées : un savoir-être au monde, des savoir-être en relation, des savoir-faire, et des savoir-faire-faire dans ce contexte de centre de vacances. Des apprentissages transférables dans d'autres domaines de ma vie, qui avaient été une source de développement de liens sociaux, de créativité, générant un sentiment d'appartenance sociale et la fabrication de différents types de savoirs. Ces expériences, par les rencontres invraisemblables qu'elles ont engendrées, avaient influencé ma vision du monde, mes choix, mes décisions et d'autres domaines dans ma vie. Il s'agissait d'un monde complexe dans lequel je vivais aussi des réalités pratiques et relationnelles chaleureuses : l'aide à la personne, la complexité de la relation à l'autre et à la différence. J'avais palpé, caressé, effleuré la créativité, frôlé « la folie », apprécié les belles rencontres, appréhendé l'errance, bravé la différence. Je m'étais essayé à la musique, à l'écriture, aux activités de cirque et à des animations artistiques. J'avais éprouvé la joie de donner et celle de recevoir. En d'autres termes, cette expérience avait contribué à forger une nouvelle partie de mon identité personnelle, professionnelle et sociale, et m'avait apporté un regard différent sur le monde qui m'entourait. Le contact avec les apprentissages et les savoirs sollicités au chapiteau *Raj'ganawak* est venu me rappeler cette période de ma vie que j'avais oubliée ou refoulée ces dix dernières années. Une période durant laquelle je m'étais attelé à effectuer un travail de retour réflexif et d'écriture en lien avec les mémoires et l'héritage des migrations postcoloniales kabyles. Je me suis intéressé aux histoires des immigrations kabyles à Longwy en région Lorraine. Les fruits de ce travail ont donné lieu à un récit auto-socio-biographique publié aux éditions L'Harmattan en 2018⁹, suivi de l'écriture d'un mémoire de Master en Sciences de l'éducation, dans lequel j'analyse le processus d'autorisation d'écriture du livre.

La boucle était bouclée.

9. Hassane Hacini, 2018, *Traces de migrations interculturelles, Kabylie Haucourt-Saint-Charles Gambie*, Ed. L'harmattan, Coll. Histoire de vie et formation.

Je souhaitais donc suspendre mes questionnements liés à la quête de sens de ma trajectoire sociale centrée sur les histoires migratoires et m'ouvrir à d'autres aspects culturels et sociaux qui m'avaient influencé tout au long de ma vie. Je supposais que les personnes impliquées dans le chapiteau vivaient des choses similaires à ce que j'avais pu expérimenter et je souhaitais m'intéresser à cet aspect de la réalité. C'est pourquoi je posais au préalable la question suivante :

En quoi le chapiteau *Raj'ganawak* est-il un lieu de fabrication de savoirs, de liens sociaux, de créativité et/ou de transformation sociale ?

FORMATION DU GROUPE

J'étais donc enthousiaste à l'idée de découvrir le chapiteau Raj'ganawak. Et j'espérais m'associer à d'autres étudiant.e.s. Mais je me suis retrouvé seul. Je tournais en rond. Je passais de groupe en groupe et, apparemment, aucun d'entre eux n'avait porté son choix sur le chapiteau. Je restais perplexe jusqu'à l'arrivée de Léana Valentini¹⁰, absente durant les premiers cours, qui s'intéressera elle aussi au chapiteau *Raj'ganawak*. Nous avons donc entamé ce travail de recherche en duo. Nous avons commencé par faire connaissance ; et malgré nos différences, nous nous sommes rapidement trouvé des centres d'intérêts communs.

Nous étions tous les deux impliqué.e.s, chacun à notre manière, dans les apprentissages reliant le corps et l'esprit au monde social. Léana pratique des activités feldenkrais¹¹, d'autres pratiques liées aux mouvements du corps, et s'intéresse au « cirque social ». Dans le cadre de son Master 2 professionnel, Léana était en stage au « *plus petit cirque du monde* » de Bagneux en région parisienne, qui est à la fois une école de cirque, une fabrique artistique, un laboratoire de lien social et une plateforme d'échanges internationaux.

En ce qui concerne les activités autour du corps, je m'étais engagé dans des groupes de danse non codifiés tels que la danse médecine, la danse contact, la danse des cinq rythmes, ainsi que dans la pratique de l'aïkido et du mouvement régénérateur à Paris au Dojo de l'École Itsuo Tsuda¹². Mes expériences d'apprentissage des activités autour du corps m'ont appris que les mouvements du corps étaient reliés à ceux de l'esprit : corps détendu/esprit détendu et vice-versa ; de même, se mouvoir différemment, c'est penser différemment.

10. Étudiante en Master sciences de l'éducation, 2016-2018, apprentie chercheuse en réciprocité, coréalisatrice du film V.A.S..

11. La méthode Feldenkrais est une forme d'éducation somatique inventée par Moshé Feldenkrais (1904-1984). Elle permet – entre autres – d'apprendre à mieux bouger, et plus généralement à aller vers l'aisance dans le mouvement et dans l'action. Cf. feldenkrais-france.org/?p=1

12. L'École œuvre à la diffusion de la philosophie pratique d'Itsuo Tsuda, retransmise par Régis Soavi.

Après des échanges avec Léana, nous espérions, à ce moment, chercher ensemble : qu'est-ce que ces apprentissages corps/esprit apportent au territoire ? Comment est-ce que les activités du chapiteau contribuent à faire la ville de Saint-Denis ?

Nous avons travaillé avec plusieurs supports que nous avons mis en commun pour faire recherche. Nous échangeons nos idées par courriel. Nous nous sommes plongés dans l'univers du chapiteau.

Le chapiteau Raj'ganawak

De la prise de contact aux entretiens qualitatifs

Avant de nous introduire dans le chapiteau, il nous a fallu entrer en contact avec des membres et leur parler de notre projet. Pour cela, nous sommes d'abord entrés en contact avec quelques acteurs du collectif que nous avons repérés, soit par le réseau « Caravan¹³ » de Léana, soit par une ancienne étudiante de Paris 8 qui était bénévole au chapiteau. Nous avons demandé à ces acteurs s'ils accepteraient de répondre à des entretiens individuels. En premier lieu, nous nous sommes adressés aux responsables de l'organisation par un courriel explicitant avec transparence notre démarche collaborative.

J'ai d'abord pris contact par téléphone avec Camo¹⁴ ; nous nous sommes parlé par messages interposés. Elle m'a demandé de lui donner quelques éléments du projet par courriel et nous a invités à un événement organisé un mardi à 19h00. Je lui ai adressé un courriel, que j'ai partagé au préalable avec Léana qui a donné son avis et fait ses remarques.

Le courriel semblait clair et détaillait nos motivations, présentant notre projet de manière transparente :

« [...]Après ce propos introductif annonçant l'objectif de ma prise de contact, j'aimerais pouvoir rencontrer un ou une responsable de votre espace afin de pouvoir échanger sur la faisabilité de ce projet de recherche coopératif. L'idée centrale étant de nous appuyer sur l'acteur comme principale source de savoir de son activité.

Nous espérons chercher ensemble comment est-ce qu'on vit

13. Réseau européen des écoles de cirque à finalité pédagogique et sociale.

14. Camille Brisson, dit Camo, est à l'origine de la création du projet « chapiteau Raj'ganawak ».

dans une ville ? Est-ce que votre espace produit des savoirs ? Qu'est-ce que ces savoirs apportent-ils à la ville ? »

Parallèlement Léana contacta une bénévole du chapiteau, ancienne étudiante de Paris 8, et réussit à obtenir un rendez-vous pour un entretien individuel à l'Université.

Nous nous sommes rendus au chapiteau lors d'un spectacle le mardi soir. J'ai rencontré Camo pour la première fois. Il me semblait que l'idée de faire partager certains savoirs du chapiteau aux universitaires l'emballait. Elle était d'accord pour faire un entretien et me suggéra une autre bénévole susceptible de répondre à un entretien.

Durant notre première immersion dans un spectacle, Léana rencontra un habitant, un étudiant étranger de la Seine Saint-Denis, et prit rendez-vous pour un entretien sur son expérience vécue au chapiteau. Nous avons aussi demandé à interviewer un jeune bénévole du chapiteau, qui accepta d'être filmé et de relater son expérience.

LES ENTRETIENS QUALITATIFS

Nous espérions faire émerger quelque chose de l'acteur que nous considérons comme un sujet porteur de connaissance. Pour cela, avec ma collègue, nous nous sommes entendus sur une éthique de l'entretien qualitatif à mener. En préambule, nous nous sommes contraints à être les plus transparents possible sur notre démarche collaborative. C'est-à-dire que nous précisions à chaque fois aux acteurs que nous nous inscrivions dans une recherche coopérative, en insistant sur l'importance de faire recherche ensemble à leurs côtés, en participant à leur quotidien. Nous précisions qu'il n'était pas question que nous nous servions des entretiens à des fins de théorisation ou de production académique mais qu'il s'agissait plutôt de faire récit ensemble le jour de la restitution. Nous les avons également informés qu'ils participeraient à la production des savoirs et que nous mettrions à leur disposition les retranscriptions des entretiens.

Les personnes étaient très enthousiastes à l'idée de nous informer, chacun sentant qu'il pourrait raconter librement l'expérience vécue au chapiteau et le plaisir de sa découverte. Nous avons pu entendre l'histoire de la création de ce lieu, né du rêve d'une jeune adolescente qui nous dira que sa création fut « *l'amorce d'une forme de rêve* »¹⁵. Nous avons été surpris de la profondeur des ré-

15. Citation de l'entretien réalisé avec Camo le vendredi 24 novembre 2017.

cits que nous avons recueillis. Des récits relatant l'attachement profond des interviewé.es au lieu, mais aussi des entretiens qui ont révélé des enjeux politiques et culturels du chapiteau. Nous étions heureux de ces échanges en réciprocité.

L'explicitation de notre démarche a facilité notre entrée dans l'univers du chapiteau. Nous étions autorisés à y entrer en étant identifiés comme « chercheur.e.s. participant.e.s. »

L'immersion sur le terrain

L'« immersion », du latin *immersio*, synonyme de plongée, est l'action de s'introduire ou d'introduire quelque chose dans un fluide. Il peut également s'agir de l'introduction d'une personne dans un certain environnement, qu'il soit réel ou imaginaire. L'immersion est ici à comprendre comme une plongée dans un environnement social inconnu, sans savoirs préétablis, avec un regard neuf sur le lieu. Ce terme me semble bien décrire l'expérience dans laquelle notre duo s'est engagé, comme en témoignent les récits présentés plus loin, rédigés par nous-mêmes et par quelques étudiant.e.s issu.e.s d'autres groupes qui se sont joints à nous au cours de plusieurs soirées organisées par le chapiteau.

Ma première plongée dans l'univers du chapiteau m'a déconcerté. Ce que j'y ai observé m'a renvoyé une multitude de mots à l'esprit et a laissé place à l'expression de certains affects. Je ne sais pas expliquer ce phénomène. Des mots, des concepts tournent en rond dans mon esprit, la fiction se mêle à la réalité :

Altérité, réciprocité, rencontre, entretiens, observation participante, journal de recherche, liens, bénévolat, danse, spectateur, émotions, réflexion, discussion, miroir brisé, mosaïque, couleurs, chaos monde, déguisements, corps, mouvement, détente, préjugés, Saint-Denis, ville, étudiant.e.s, enfants, rom, français, effacements des conventions sociales, normes, bière, Monsieur Loyal, jus, joie, accordéon, vins, basse, contrebasse, musique, Camo, théâtre, instrument traditionnel, gratuit, collectifs, brouille, utopie, contradictions, lutte, jeu, divertissement, drogue, tabac, parents, émancipation, rêve, femmes, transsexuel, transgenre, hommes, chien, air, escalier, transmission, cerceaux, peinture, tableau, fresque, humour, tra-

cé, dépaysement, atelier, exposition, international, caravane, films, vidéo, bio, robes, folie assumé, toile, charpente, structure, Afrique, quat, Syrien, barbecue, gare RER de Saint-Denis, brochettes, tramways, cordes, groupes, organisation, travail, bénévolat, mythe, histoire, récit, fable, conte, bar, service, différence, mensonges, vérité, subvention, négociation, argent, monnaie.

Tous ces mots se sont bousculés dans mon esprit ; c'était enthousiasmant, mais aussi angoissant ! Je me suis demandé : comment saisir une réalité, avec quels outils ? Comment comprendre ? Que sélectionner ? Que retenir ?

J'ai fini par comprendre que, sur les lieux de l'enquête, je pouvais laisser passer ces mots, ces pensées, les questions foisonnantes et ne pas les saisir sur le moment. Rester centré, concentré dans le moment en respirant par le ventre¹⁶. Mon attention s'est alors centrée sur les sensations éprouvées dans mon corps : je me sentais présent dans l'instant et les idées, la rationalisation, le jugement disparaissaient ; je pouvais ainsi entrevoir l'espoir de percevoir des personnes, des objets, des couleurs tels que me le montre la réalité, sans interprétation personnelle. Cette disposition respiratoire m'a permis de suspendre les jugements et de laisser la place à l'écoute et l'observation.

16. Cette technique de respiration est utilisée au théâtre, dans les arts martiaux, en danse classique, en sophrologie etc. Pourquoi ne pourrait-elle pas être une disposition du ou de la chercheur.e de terrain en sciences humaines ? La respiration abdominale est une technique de respiration lente consistant à respirer en gonflant le ventre. Elle a plusieurs intérêts. D'une part, elle contribue à une bonne oxygénation des cellules ; d'autre part, elle permet de lâcher prise avec le stress et de se détendre. En effet, la respiration abdominale demande à n'être concentré que sur son souffle, ce qui entraîne une détente et une relaxation naturelles. L'inspiration se fait par le nez, en gonflant le ventre, et l'expiration par la bouche, avec un temps d'apnée de quelques secondes entre chaque inspiration et expiration.

Le récit des chercheurs.s comme dispositif de recherche en réciprocity

Léana m'a adressé par courriel deux de ses écrits, l'un décrivant le quotidien de sa recherche et l'autre les éléments de perception et d'observation de sa première entrée dans le chapiteau. Son premier récit nous apprend que l'immersion caractérise aussi une posture d'écoute et d'observation, donc une disposition corporelle à maintenir (veille, attention) :

« Je vais raconter, écrire, laisser revenir, mettre en mémoire, la soirée passée au Raj'ganawak. [...]. Je m'efforce donc [d'] écouter les conversations autour de moi, [d'] observer les lieux et les interactions. Je discute avec ce qui me semble être deux amis, qui disent être venus un peu par hasard ce soir ayant vu l'événement sur [Facebook]. L'un remercie l'autre de l'emmener dans des endroits qu'ils découvrent et qu'il qualifie de sympas, inattendus. Je

les retrouverai ou les observerai plus tard dans la soirée. [...] »¹⁷.

L'immersion, c'est aussi, pour Léana, une affaire de regard vers l'intérieur, c'est-à-dire d'être à l'écoute de sa sensibilité :

« [...] C'est une jeune personne qui à l'entrée vérifie ma carte d'adhérent, nous blaguons ensemble, et je suis surprise par la facilité avec laquelle elle échange avec moi, je me sens accueillie, j'ai l'impression qu'elle me fait d'une manière rentrer chez elle. L'endroit est chaleureux. Le sol donne envie de s'y allonger avec son parquet vernis [...] »¹⁸.

17. Extrait du journal de recherche Léana lors de sa première immersion dans le chapiteau, Récit d'immersion 1.

18. *Ibid.*

Le partage de ses écrits m'a donné une impulsion d'écriture, m'autorisant à commencer à écrire pour apporter mon point de vue. Nous avons échangé par courriel des ressentis, des analyses, des points de vue différents, des extraits de journaux de recherche : ce sont des matériaux qui ont nourri la recherche et permis d'insuffler de la réflexion et de produire de nouvelles pensées, favorisant ainsi l'action collective. Mon premier récit d'immersion m'apprend, entre autres, que m'immerger dans un tel environnement ne me permet pas de saisir une réalité totalisante ; il m'a cependant permis de me recentrer d'abord sur les sensations du corps, avant de pouvoir apercevoir des formes de la réalité extérieure.

« Je lève et oriente ma tête, mon regard va dans tous les sens. Je ne sais pas où est Arnaud. Je trouve sur le moment que c'est un endroit magnifique, je sens une bonne énergie. Qu'est-ce que je dois observer, décrire, penser ? Rester centré sur les émotions. Je reçois une multitude d'informations visuelles et sensorielles. Cela déclenche des pensées tout azimut. Que dois-je penser, est-ce que je dois penser ? Rester centré sur mes émotions ? Calmer le mental, respirer ? [...] Je m'efforce de laisser ces pensées défiler sans y prêter attention, en me recentrant sur mes sensations et mon observation du lieu [...] »¹⁹

19. Extrait de mon journal de recherche, récit d'immersion du 17 novembre 2017.

Cette attitude de regard vers l'intérieur m'apprend également que le chapiteau Raj'ganawak a été révélateur et analyseur de mes filtres culturels. C'est-à-dire que cette expérience a réveillé des sensations connues que j'avais éprouvées dans les milieux artistiques et d'animation dans lesquels j'avais évolué antérieurement : des émotions, des apprentissages, des expériences, des savoirs que j'avais complètement occultés de mes souvenirs, des fragments endormis de mon « identité ».

Grâce à ces rencontres, j'ai rencontré de nouveaux mondes à

l'extérieur et renoué avec des sensations endormies de mon monde intérieur. J'ai pu en déduire que chacun semble porter en lui une société, la société qu'il ou elle a intériorisée dans son parcours de vie :

« Ces personnes que je vois là me renvoient en miroir à une période de ma vie où j'ai côtoyé un monde d'artistes à "la dérive", au sens de marginalité créatrice. Des artisans de la chanson, de l'écriture, des gens de cirque : équilibristes, jongleurs, marionnettistes, clowns. Des musiques que je trouvais décalées et nourrissantes contribuaient à structurer mon imaginaire et m'ont permis d'entrer de façon poétique, décalée, dans la langue française. Elles m'ont aussi permis de m'ouvrir à différentes structures musicales underground : Les têtes raides, Les hurlements de Léo, Léo Ferré, Juliette, Bratsch, Les elles, Jean Ferrat, Renaud, Jacques Brel, Les ogres de Barback, Émir Kusturika, Yves Jamait, Goran Bregović, Kent, Linda Lemay, Georges Brassens, Zebda, Mano Solo, Jacques Higelin, Padam et d'autres groupes de musiques et de danses inconnues au répertoire de la musique dominante que nous passaient les tenants du pouvoir de la culture légitime »²⁰.

20. *Ibid.*

Nous avons également invité des collègues à nous rejoindre au chapiteau. Ainsi, ils pouvaient passer de leur terrain de recherche au nôtre, rencontrer les acteurs d'autres collectifs. Nous pouvions échanger nos impressions, nos écrits et discuter le mardi matin avec la visualisation des espaces dans lesquels évoluent les uns et les autres : un décroisement des espaces qui parle du décroisement des savoirs. C'est-à-dire qu'en visitant les terrains de recherche des uns et des autres se créaient des rencontres, des partages de nouveaux savoirs, des possibilités d'échanges entre acteurs des collectifs qui ne se rencontraient jamais : « *une institutrice à la retraite très engagée dans un des collectifs de la ville a découvert que des bénévoles du chapiteau donnaient des cours de français, dans une classe improvisée, à des enfants syriens. Elle proposera bénévolement ses services d'enseignante* ». Plusieurs personnes ont pu circuler d'un collectif à un autre : des habitants, les étudiant.e.s, les enseignant.e.s de l'université. Je me suis demandé dans quelle mesure ces interactions entre collectifs pouvaient être un moyen de faire circuler des fragments d'identités et de régénérer les groupes que les acteurs fréquentent.

Dans l'espoir d'intégrer leurs récits d'immersion dans notre dispositif de recherche, nous avons demandé à des ami.e.s étu-

diant.e.s de nous adresser un témoignage écrit de leur premier passage dans ce cercle circassien pour les inclure dans notre dispositif de recherche. L'un d'entre eux témoignera de la dimension affective et vivante de cette expérience qui semble le dépasser et l'interroger sur la notion « d'implication » dans sa recherche :

« Et puis, c'est une joie partagée entre étudiants, cette danse-transe africaine dans laquelle nous sommes tous entrés de manière progressive. Que demander de mieux ? Il s'agira bien sûr de ré-atterrir. Mais en parlant d'incarnation et d'implication nous sommes tout à fait dans le sujet. Nous avons participé à ce qui est proposé sous ce chapiteau et être là par le corps dans la danse, avec les émotions, nous fait percevoir des choses qu'une analyse froide et éthérée, distanciée ne nous aurait pas permis de saisir. Et cette soirée est vouée à être imprimée durablement, à titre esthétique et contextuel. Elle n'est que le début, elle est une trace d'avenir, et elle n'est pas tout à fait analysable et c'est tant mieux, car elle me prolonge, me dépasse largement. »²¹

L'immersion de certain.e.s étudiant.e.s nous apprendra également que les apprenti.e.s chercheur.e.s en réciprocité apprennent à se connaître dans un autre environnement que l'Université. L'implication des uns et des autres modifie le regard que nous pouvons porter sur les collègues dans une salle de l'université.

« Certaines personnes que nous ne connaissons pas d'avant se joignent à nous. Nous apprenons à nous connaître avec certains étudiants dans un cadre dans lequel nous n'avions jamais été avant »²².

« Dès que j'ai franchi la porte, j'ai su que je passerais une bonne soirée. C'est ce genre de lieu ouvert et accueillant qui offre l'espace à un "être ensemble" qu'on ne trouve pas ailleurs. Il ne m'est pas facile de décrire ce qui me fait dire ça. (...)

Pour moi cette petite histoire est à l'image du lieu tel que je l'ai vécu : aisance à échanger avec une inconnue, à partager un moment insolite autour d'un objet découvert par hasard, sans que cela ne surprenne qui que ce soit.

Raj'ganawak est un lieu qui invite à se laisser aller : y passer la soirée avec des personnes du Master ETLV nous a permis de tous nous rencontrer sous un nouveau jour. Nous avons tous dansé et ce fut un bel échange qui allait au-delà des relations "universitaires" entre collègues d'études. (On dit collègues de travail, pourquoi pas collègues d'études ?) »²³

21. Extrait du journal de recherche d'Arnaud Gobin, *Récit d'immersion 3* : Mercredi 15 novembre 2017. Étudiant en Master de Sciences de l'éducation à Paris 8, 2016-2018, apprenti chercheur en réciprocité.

22. *Ibid.*

23. Extrait du journal de recherche de Samantha Lebrun, *Récit d'immersion 4*, novembre 2017. Étudiante en Master de Sciences de l'éducation, 2017-2018, apprentie chercheuse en réciprocité.

Nous avons vécu de nombreuses autres immersions dans le quotidien du chapiteau dans d'autres soirées spectacles, ou en tant que bénévoles pour organiser une soirée ou un quelconque événement au chapiteau. Les acteurs ont recours à des bénévoles qui se répartissent des tâches précises pour assurer le bon fonctionnement des soirées : tenir l'entrée, veiller à la sécurité, assurer le nettoyage ou le service au bar, servir le repas, faire la vaisselle, accueillir le public etc. La place de bénévole nous donne une position qui donne à voir d'autres réalités et permet de se décaler pour tenter de saisir une nouvelle vision du chapiteau.

Nous avons eu l'autorisation de prendre des séquences vidéo sans vraiment savoir ce que l'on allait faire des rushs. Nous avons également eu des discussions informelles lors de ces soirées avec les artistes, les publics et les organisateurs. Nous nous sommes aussi fait plaisir à échanger, par courriel et par messages textes, nos différentes perceptions, chacun selon ses filtres culturels, générationnels, sociaux et influences de lecture du moment. Nous écrivions aussi dans nos journaux de recherche. Nous avons découvert par la suite que tous ces échanges ont été des matériaux dont nous avons eu besoin pour restituer notre recherche créative. Nous étions en observation participante et nous avons constaté la difficulté d'adopter un regard neuf tant nous sommes influencés par nos différents imaginaires sociaux et culturels et par nos positions sociales respectives.

Quelques lieux de fabrication de la recherche : altérité, rencontres, coopération

LA SALLE DE COURS À L'UNIVERSITÉ

Après ces immersions, ces observations et ces temps passés sur le terrain de recherche, nous nous sommes retrouvés les mardis matin avec les autres apprenti.e.s-chercheur.e.s et les enseignant.e.s pour débriefer et réfléchir à notre recherche, à notre démarche d'entretiens ; pour échanger sur nos observations, nos représentations, nos difficultés, notre implication ; pour tenter de trouver le moyen d'interroger comment le chapiteau fait la ville à Saint-Denis.

Chaque groupe parlait de sa recherche, de ses expériences de recherche, de ses difficultés et facilités. Souvent, les étudiant.e.s questionnaient la démarche et le dispositif car il leur semblait

invraisemblable d'étudier, de chercher sans que les enseignant.e.s n'explicitent une méthodologie de recherche rigide où le savoir leur appartiendrait. Nous nous sommes tous demandés au moins une fois « que recherche-t-on finalement ? ». Cette question est restée sans réponse jusqu'à la fin du séminaire, comme vous pouvez le constater dans les témoignages du film V.A.S.²⁴.

Cette recherche « ignorante » a aussi révélé que l'intelligence collective, les échanges horizontaux permettent à chacun d'apprendre des autres et à tous d'apprendre de chacun, d'échanger des savoirs et de prendre conscience que l'Autre peut m'apporter des éclairages là où c'est obscur de mon côté. Ce constat vaut aussi pour les acteurs de terrain avec qui nous cherchons, qui sont des sujets porteurs de savoirs situés. Comprendre où le chercheur se situe permet aussi de comprendre que les acteurs sociaux génèrent des savoirs situés considérables. Je considère que chacune de ces catégories de personnes que nous sommes porte un savoir qui est à conjuguer, partager, exprimer, expliciter, afin de décloisonner les catégories de savoirs préétablies et révéler de nouveaux savoirs qui serviront les habitants et la recherche en sciences humaines *in situ*.

24. Voir les témoignages des étudiant.e.s dans le film *Vivre la recherche et Art de faire la ville à Saint-Denis* (V.A.S.). Ce film est consultable sur le site de l'Idefi Creativ : idefi-creativ.net/fr/cat/territoires-et-numerique

La salle Experice et la salle de montage vidéo « Studio 8 » : montage du film en réciprocité

UN CLIN D'ŒIL AUX COULISSES DE LA RECHERCHE

Nous avons vécu plusieurs plongées dans le chapiteau, tantôt bénévoles, tantôt spectateurs, tantôt observateurs, tantôt interviewers et photographes. J'avais incorporé l'expérience vécue au chapiteau et j'étais traversé par une multitude de questions et d'émotions. J'étais aspiré par le lieu. Impossible de me distancier de l'expérience, de prendre du recul et de penser cette expérience.

Avec le temps, nous avons échangé oralement et par e-mails avec ma collègue de recherche, ce qui m'a permis de porter un premier regard distancié. Mais cela n'était pas suffisant pour réfléchir et objectiver cette expérience d'observation impliquée. Comment rendre compte de l'expérience de recherche ? Comment utiliser les interviews, les photos et les rushes ? J'avais en tête que nous étions libres de choisir plusieurs supports de restitution de notre recherche. Tout était possible du moment que nous considérions notre travail comme collaboratif avec les acteurs

du collectif, et avec l'objectif de faire partager cette expérience aux habitants et autres collectifs impliqués dans cette recherche. C'est alors qu'une idée a émergé de nos discussions : celle de fabriquer un film qui mettrait en perspective la démarche collective de notre recherche. De filmer les enseignant.e.s et étudiant.e.s en recherche dans l'atelier et de leur demander de témoigner de leurs expériences de recherche. Nous avions le désir de faire récit collectivement afin de laisser une trace et de révéler des éléments de fabrication d'une recherche originale. Nous avons pris du plaisir à filmer les collègues en recherche. La notion de plaisir est très peu évoquée dans la littérature en sciences humaines alors qu'elle est une notion opératoire qui nourrit tous les chercheur.e.s et la recherche.

En somme, notre objectif était de faire partager et de donner à voir les coulisses d'une recherche, *in situ*. Le film se voulait un miroir brisé reflétant une réalité complexe tissant les savoirs de la ville, ceux de l'Université et ceux des chercheur.e.s impliqué.e.s dans des relations humaines et des activités partagées. Il s'agissait également de contribuer à développer les relations entre l'Université et les acteurs de la ville de Saint-Denis.

Nous avons récolté suffisamment de matériaux pour cette recherche : des films, des courriels, des récits d'immersion, des extraits de journaux de recherche et des enregistrements. Que faire de tous ces matériaux ? Comment les questionner, quelle hypothèse vérifier ? Les matériaux étaient nombreux et le temps dont nous disposions pour la fabrication du film avant la restitution de janvier 2018 était court.

Léana avait repéré une personne ressource inscrite à l'atelier et faisant recherche dans le collectif du Centre social coopératif de Saint-Denis : Jérôme Radal²⁵. Léana avait pressenti que nous pourrions avoir besoin de ses savoir-faire situés pour la construction du film. Il accepta l'invitation et nous a rejoint dans cette aventure, mais il s'est avéré que Jérôme n'avait jamais pratiqué de montage vidéo. Nous l'avons accueilli comme il était, et il nous a apporté d'autres outils et savoir-faire pour cette future co-élaboration.

Nous avons utilisé deux autres lieux pour fabriquer cette restitution : une salle de réunion des enseignant.e.s du laboratoire Experte et la salle de montage vidéo du Studio 8 à l'Université Paris 8.

25. Jérôme Radal, étudiant en Master 2 Humanités Numériques, parcours NET (Numériques : Enjeux et Technologies) à Paris 8 ; apprenti-chercheur en réciprocité et co-réalisateur du film V.A.S..

L'ARRIVÉE D'UNE TROISIÈME LIGNE DE PENSÉE²⁶ DANS L'ATELIER DE FABRICATION

26. Cf. l'épigraphe en début d'article de Werner Heisenberg.

La salle de réunion des enseignant.e.s est aussi utilisée pour donner des cours et mise à la disposition des étudiant.e.s. Ils ont la possibilité d'y venir travailler seul.e ou en groupe et sont invités à y consulter les mémoires, les journaux de recherche, les thèses des années précédentes. Elle est située juste en face de l'ancien bureau du feu professeur Georges Lapassade. J'aimais venir travailler dans cette salle. Certains disaient que l'esprit des plus illustres penseurs du département hantait ce lieu. Pour y accéder, il fallait passer par les services administratifs, les secrétaires du département. Il m'était donc impossible de l'utiliser en dehors des créneaux où les personnels étaient présents. Après m'être retrouvé plusieurs fois dans l'impossibilité d'y entrer, j'ai décidé de faire un double des clefs sans le dire à personne. Un soulagement !

Avant que Jérôme Radal ne rejoigne notre groupe, nous nous retrouvions, avec Léana, dans cette salle pour discuter de la création d'un film restituant les fruits de cette recherche collective. Nous avions des difficultés à faire des choix méthodologiques pour rassembler les fragments de nos matériaux et trouver un fil conducteur. Nous souhaitions à la fois donner à voir l'expérience des acteurs de la ville de Saint-Denis et visibiliser le travail et l'expérience de la recherche en train de se faire. Nous étions encombrés par la multitude de matériaux que nous avions en notre possession. Nous avons alors fui dans des lectures de journaux de recherche et de mémoires de Master des années précédentes.

Je me suis alors souvenu d'une situation dans laquelle une amie, complètement étrangère au sujet, me lisait à voix haute des extraits de mon manuscrit avant sa publication. Elle semblait trouver du sens et interpréter à sa manière le contenu du récit. Cette situation m'a fait prendre conscience que mon écrit prenait de la valeur lorsqu'il était lu et interprété par d'autres. Elle a été très importante pour que je me sente légitime dans mon écriture et pour m'autoriser à poursuivre le processus de publication.

Après m'être souvenu de ce moment, j'ai proposé à Léana qu'on se lise mutuellement nos écrits de journaux de terrain. Le partage de la lecture à voix haute des chercheur.e.s en réciprocité crée des savoirs et fait sens. La magie a opéré : cela a fait sens pour Léana. Voici ce qu'elle écrivait à ce propos :

« Je n'ai plus écrit sur ce journal. J'ai beaucoup échangé avec mon

27. Extrait du journal de
recherche de Léana Valentini,
24 janvier 2018.

partenaire de recherche, Hassane. Nous arrivions à lier notre recherche à nos lectures quotidiennes et aux rencontres que nous avons faites sur Saint-Denis ou ailleurs pendant le temps de la recherche. La recherche nous aidait à penser notre quotidien et notre quotidien alimentait notre recherche. J'ai quand même l'impression d'avoir noué une relation à l'écriture, je crois grâce au montage du film. D'avoir lu l'écrit me rend l'écrit plus vivant »²⁷.

Jérôme nous rejoindra à la séance de travail suivante dans la salle de montage vidéo du Studio 8, bouleversé par notre façon de collaborer. Notre petite expérience de chercheur.e.s en réciprocité viendra bousculer ses représentations sur ce qu'est « être en recherche ». Aucune interprétation ne saurait remplacer son récit :

« J'ai retrouvé Hassane et Léana ce mardi 9 janvier vers 17h, pour travailler sur le montage de restitution de notre travail de recherche, comme me l'a proposé Léana. Je les retrouve ensuite le mercredi 10, le soir également, puis jeudi et vendredi toute la journée. Ces quatre jours de montage et enregistrements intenses (nous restons jusqu'à assez tard chaque soir), fait de sérieux, de franches rigolades et de discussions, ont radicalement changé mon regard sur la recherche que nous étions en train de faire.

À l'occasion de nos différents enregistrements, nous lisions des passages du journal de Léana et d'Hassane et j'ai compris. J'ai compris la posture de chercheur que je suis loin d'avoir et qui les anime. La recherche. Qu'est-ce que la recherche si ce n'est l'expérience de toute une vie ? "C'est ça la recherche" me dit Hassane. Parfois juste sur un geste, une parole, une pensée exprimée qui nous motive et qui nous donne du courage. La lecture de leurs écrits me réchauffe le cœur. J'apprends. Pendant que je lis, je fais recherche. Lorsque je lis à haute voix leurs extraits de journaux, ou le livre d'Hassane dans le hall de l'université lorsque nous en faisons la promotion ("C'est fort" qu'il me dit), je me sens vivre la recherche, la recherche de soi. Je touche des parties de mon intelligence auxquelles je n'ai pas l'habitude. Cette lecture vivante fait vivre quelque chose de fort en moi qui mettra du temps à s'effacer. Lire des mots pour le plaisir. Lire des mots qui semblent être écrits dans le don, dans le partage et dans la félicité.

(...) Ce n'est pas tant la vidéo en elle-même, c'est aussi cette recherche en entier. Cette vie et cette envie de vivre par la danse, la joie et la fièvre du travail. Ce qui ressort donc, c'est la joie de se découvrir soi-même et par extension de mieux connaître l'autre. "La partie est dans le tout et le tout est dans la partie", Léana tenait beaucoup à cette phrase dans son journal. Je crois qu'elle l'a récu-

pérée d'une personne qu'ils étudient en cours, Lapassade peut-être ?, je ne sais plus. Léana et Hassane me parlent de leurs auteurs favoris, d'une écriture qui est là pour éveiller des sentiments et des émotions. Je fais le propre point sur mes lectures. Addict aux jeux vidéo, je me suis mis très tard à lire. Dans les études, étant dans des milieux très techniques, c'était plus de la documentation que de la lecture que j'avais sous mes yeux et très vite j'ai détesté écrire et ai délaissé mes maigres lectures. Je lis surtout au final, et plus particulièrement depuis mon précédent mémoire, de la lecture scientifique, intellectuelle plus que littéraire. J'ai tout d'un coup envie de réapprendre. Les mots du livre d'Hassane que je lis me transportent par les émotions qu'ils me font vivre. Cela me renvoie fatalement à mon propre journal de terrain. »²⁸

Nous avons poursuivi les lectures de nos journaux de terrain mais aussi de nos échanges par courriel ou les retranscriptions de nos enregistrements. Nous avons alors pu mettre en valeur certains de nos écrits ou témoignages pour illustrer une séquence vidéo ou une image du film en devenir.

Nous avons fini par faire parler ces textes ; ces matériaux nous ont servi à penser le format du film. En les relisant à voix haute, nous avons tenté de mettre en avant la polyphonie, la dimension mosaïque de cette recherche : un ensemble formé d'éléments nombreux et disparates, une sorte de miroir brisé où chaque pièce, récit d'immersion, point de vue, fragment assemblé, relié, tissé avec les autres met en perspective un aspect de la réalité du terrain de recherche et montre que terrain et chercheur sont confondus.

Cette expérience de recherche inscrite dans un tel dispositif nous apprend que la rencontre de personnes en recherche est non seulement une rencontre de l'autre en tant qu'individu, mais aussi une rencontre de trajectoires, de mémoires collectives qui les traversent. À ce propos, Henri Desroches²⁹ racontait que, dans le cadre d'une relation éduquant/éduqué, ce ne sont pas tant les individus ou les personnes qui se racontent ou se rencontrent mais leurs parcours respectifs qui se parlent, communiquent entre eux. C'est dans cette écoute et cette conscience que l'être est collectif que la réciprocité peut se révéler être un moteur de la recherche entre tous les acteurs en recherche. Il est peut-être temps de dépasser l'opposition entre individu et société. Pierre Bourdieu disait que chaque individu est une société devenue individuelle, une société qui est individualisée par le fait qu'elle est portée par un corps, un corps qui est individuel.³⁰

28. Extrait du « Journal en expérimentation » de Jérôme Radal, janvier 2018.

29. Desroche Henri, 1995, in « Maïeutique et histoire de vie 1 et 2 », dir. scientifique de Jean-Louis Le Grand. Vidéo VHS disponible à l'Université Paris 8.

30. Dans le cadre d'une rencontre avec des lycéens de première ES, Pierre Bourdieu répondra brièvement à la question du holisme et de l'opposition individu et société dans « Paris-Bourdieu-Marseille », 2002, in *Documents pour l'Enseignement Économique et Social*, n° 127, p.21.

Chacun d'entre nous porte un monde différent : chacun est influencé par son parcours de vie, ses filtres culturels, ses imaginaires et plusieurs formes d'apprentissage acquis. Notre groupe de chercheur.e.s était formé d'étudiant.e.s dont les parcours étaient très différents : nous n'étions pas de la même génération, de la même classe sociale, du même genre, de la même culture.

Le film V.A.S. : un objet tiers interactif

Le film, comme tiers entre public et chercheur.e.s en réciprocité, est un média qui a suscité des échanges et des questionnements de recherche à l'intérieur et à l'extérieur de l'Université. Quatre diffusions et discussions ont eu lieu.

La première fut organisée pendant la journée de restitution du 20 janvier 2018, à l'atelier artistique Adada à Saint-Denis le 20 janvier 2018 lors d'une journée de restitution organisée conjointement par les étudiant.e.s et les membres des collectifs associés. Au cours de cette journée, des habitants ont dit avoir pris conscience qu'ils détenaient des savoirs de leurs expériences ; ils partageaient leurs expériences et ont pu mettre des mots sur des actions qui leur paraissaient banales. Une femme engagée dans un collectif a dit durant le cercle de parole de la restitution :

« Maintenant je sais que je suis aussi en recherche. Ce que je fais et ce que je sais m'aide et aide aussi les autres pour faire avancer la collectivité ». ³¹

Léana, quant à elle, pensait que les effets de cette recherche s'apparentaient plus à de la mise en réseau, mais elle a réalisé, le jour de la restitution, que ce travail de recherche en réciprocité valorisait des dynamiques de co-élaboration et de co-production entre les acteurs présents :

« Je pensais cette journée sous l'idée de l'interconnexion, du réseau, je pensais que c'était cela que j'allais voir. Je ne m'étais pas rendue compte que ce qui se passait n'était pas seulement de l'ordre de la relation mais aussi de la valorisation de soi et du travail que l'on peut faire de la relation et de la découverte. En écoutant les personnes parler pendant "le chapiteau palabre"³², j'ai compris qu'en se réunissant ensemble nous étions en train de participer chacun à la valorisation de notre travail et au sens qu'il construit pour chacun de nous »³³.

31. Fatiha, membre active au Centre Socio-culturel coopératif de Saint-Denis et militante impliquée dans la vie sociale et culturelle du quartier avant l'inauguration officielle du centre en mars 2018.

32. Nous avons organisé un cercle de parole (le « chapiteau palabre ») après la diffusion du film, où les acteurs universitaires, ceux de la ville et des collectifs associatifs ont pu relater l'expérience de recherche que nous avons vécue ensemble.

33. Extrait du journal de recherche de Léana Valentini, 24 janvier 2018.

La deuxième diffusion du film a eu lieu au Centre social coopératif de Saint-Denis, où nous avons par ailleurs contribué à une émission de la radio dionysienne Kolporteur³⁴.

La troisième a eu lieu lors de la rencontre des étudiant.e.s de l'IED³⁵ à l'Université de Paris 8 où nous avons animé un cercle de parole avec les étudiant.e.s du master ETLV à distance. Ces échanges ont suscité des interrogations sur la recherche en l'éducation, sur l'implication de la recherche, et sur la comparaison entre les études à distance et celles en présentiel.

Dans le courant de l'année, nous avons été sollicités, une quatrième fois, par Valentin Schaepelynck et Gladys Chicharro, responsables du Master 2 ETLV, pour expliciter notre démarche et présenter le film à l'ensemble des étudiant.e.s. Dans le cadre du séminaire de l'UE 7 intitulée « Analyse des dimensions épistémologique, théorique et méthodologique de recherche », nous avons eu plaisir à remplacer un intervenant devant présenter ses travaux de recherche.

Notre intervention, filmée par l'équipe du Studio 8 de l'Université³⁶, a consisté à présenter notre travail de recherche. Nous avons construit notre propos autour du film V.A.S., résultat improbable de notre recherche créative et de nos réflexions. En présentant ce document, il a aussi été question d'explicitier au mieux notre méthodologie et notre posture de recherche en réciprocité à partir d'une implication sur notre terrain de recherche. Pour rendre compte du processus de recherche dans lequel nous nous sommes inscrits, nous avons co-écrit un texte et co-réalisé une vidéo en parallèle, afin de tracer et fixer une mosaïque des moments forts de la recherche.

Lors de ce séminaire, nous avons été en mesure, depuis notre place d'apprentis chercheur.e.s, de mettre au jour quelques éléments de ce que nous avons saisi de notre implication, ainsi que de faire émerger du sens et de susciter des questionnements autour des thématiques du séminaire (posture, outils méthodologiques, concept, épistémologie). Il va sans dire que cela n'a pas été exhaustif. Nous avons aussi demandé à des représentants d'autres groupes d'étudiant.e.s en recherche, à tour de rôle, de venir partager leur point de vue. Le public a posé des questions qui ont fait émerger une discussion autour de plusieurs thématiques de recherche. Il a perçu le plaisir et les émotions que nous avons vécues dans cette recherche en réciprocité.

34. soundcloud.com/user-833985177/emission-radio-kolporteurs-cooperance

35. Institut d'Enseignement à Distance de l'Université Paris 8.

36. Présentation de la recherche en « réciprocité », consultable en vidéo ici : studio8p8.univ-paris8.fr/studio8p8/spip.php?article99

Conclusion

Cette recherche fut coopérative et ses actions stimulantes ; je l'ai vécue comme créative – des recherches comme j'aime les pratiquer et les vivre. Ce travail en réciprocité a permis de co-crée, avec tous les acteurs, un film documentaire que nous avons intitulé V.A.S., Vivre la recherche et Arts de faire la ville à Saint-Denis.

Ces deux dernières années, j'ai vécu au cœur d'une dynamique de groupe transformatrice. J'ai le sentiment d'avoir co-créé des relations authentiques qui sont venues nourrir ma sensibilité, celle du chercheur. Des moments que je n'avais plus vécus depuis très longtemps. Je me sentais très à l'aise dans ces espaces multiformes, ces lieux de fabrication de la recherche qui ne ressemblent en rien à des espaces bureaucratisés de la recherche en sciences humaines. Ce travail coopératif m'a permis à la fois de me libérer d'anciens « démons » et aussi de ne pas rester enfermé dans l'action que nous impose un système sclérosant.

La réciprocité, dans laquelle nous étions tous, m'a permis d'accepter et d'éprouver la sensibilité des uns avec les autres ou des uns contre les autres, mais aussi la douleur de faire recherche.

Lors de différentes discussions, nous avons pu constater que des savoirs différents s'échangent, se transmettent et passent des uns aux autres et vice-versa. J'ose penser que cette recherche en réciprocité est aussi un mouvement qui, conjugué à ce qui se partage dans la relation de recherche, peut produire de l'action, de la pensée et des savoirs qu'on partage pour créer de nouvelles formes de recherche en sciences humaines. Une fois admis que « personne n'éduque autrui, personne ne s'éduque seul, les hommes s'éduquent ensemble par l'intermédiaire du monde³⁷ », la réciprocité pourrait peut-être se définir comme une relation qui devient un engagement dans un processus de transformation : transformation de soi, création de nouveaux modes de pensée, de vie voire de société.

Cette aventure m'a également appris à considérer les savoirs issus de l'expérience d'un sujet en relation à autrui et au monde – qui se distinguent des connaissances comme corpus établis, explicites, et extérieurs à un sujet.

J'ai éprouvé la rencontre, non seulement de l'Autre mais aussi de celle de l'Autre en moi. En d'autres termes, j'ai pris conscience que l'étranger n'est pas forcément l'autre qui se situe à l'extérieur, mais

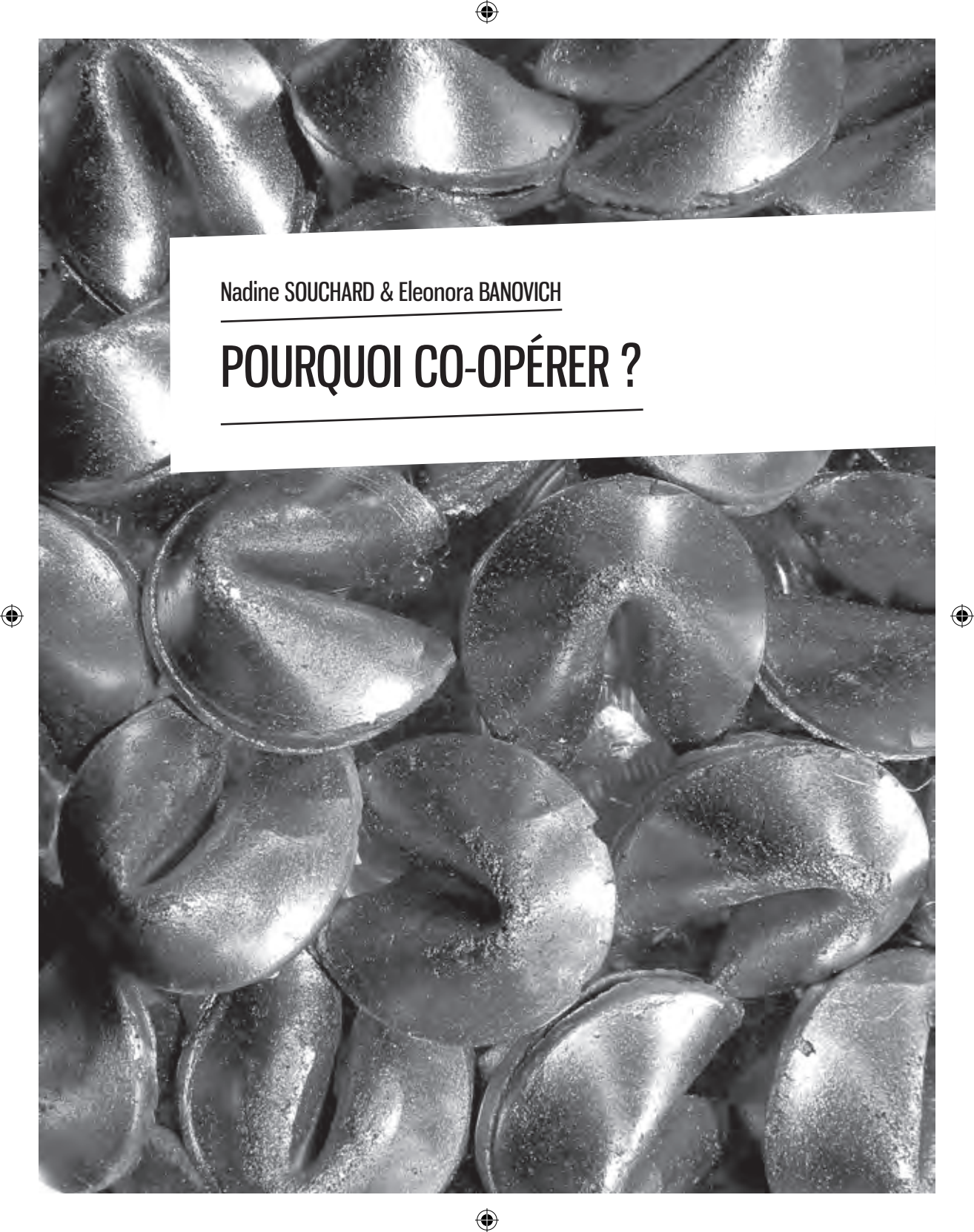
37. Paulo Freire, 2001, *Pédagogie des opprimés*, Ed. Continuum International publishing Group, p80.

qu'il peut aussi être une partie de moi-même. Du reste, j'ai appris que ce type de rencontres en mouvement, des uns vers les autres, était un levier d'apprentissage dont les effets agissent aussi bien sur les rapports au savoir qu'entretiennent les un.e.s et les autres que sur la construction et/ou la reconstruction des savoirs du quotidien. Dans ce va-et-vient entre construction et reconstruction, c'est moins le sentiment de la certitude que celui du doute qui est éprouvé.

Ces nouvelles rencontres – atypiques dans mon parcours de vie et de recherche – et les décalages qu'elles ont suscité m'ont amené à m'interroger sur mon environnement relationnel universitaire le plus proche. Je m'étais engagé dans un univers relationnel et intellectuel complexe où je percevais que mes représentations et dispositions de chercheur allaient bouger ou du moins être bousculés. Nous dansions, étions en recherche de soi, des autres ; nous nous sommes risqués à des échanges authentiques, à partager des réflexions, à éprouver des difficultés faces aux apprentissages ; nous avons voyagé, partagé des moments d'intimité : nous avons cuisiné, fêté et ri ensemble. J'ai la conviction, ou plutôt l'intuition, que tous les espaces que nous fréquentions étaient « des lieux de fabrication de la recherche ». Une expérience créatrice collaboratrice et génératrice de nouvelles visions du monde. Des apprenti.e.s chercheur.e.s actifs et à la dérive qui se sont laissé prendre par le territoire.

Je me sentais appartenir à un groupe de recherche, jusqu'à ce que ce monde prenne fin avec la disparition des interactions du groupe. À la fin de l'année universitaire, j'ai vu le monde se déliter avec la disparition de ce collectif et des relations interpersonnelles. Chacun repartirait dans sa vie, reprendrait son chemin, ses rêves, ses interrogations et ses contraintes en ayant intériorisé cet expérience de recherche.

Mes dispositions d'apprenti-chercheur me semblaient en panne. Je comprendrai alors que trois facteurs contribuent à « faire recherche » pour moi : l'intelligence collective (le travail en groupe), le plaisir partagé de faire recherche, et le journal de recherche. Le « chercheur en réciprocité » restera en suspension le temps de retrouver un nouvel ancrage pour une recherche à venir.



Nadine SOUCHARD & Eleonora BANOVIČH

POURQUOI CO-OPÉRER ?

Nadine SOUCHARD & Eleonora BANOVICH

POURQUOI CO-OPÉRER ? FAIRE ÉMERGER LE SENS D'UNE MOBILISATION COLLECTIVE

UNE EXPÉRIENCE AVEC LES ACTEURS DE LA SOLIDARITÉ
ET DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE EN BRETAGNE

Nadine Souchard est sociologue, responsable de formation et animatrice de recherche-action au CCB, chercheuse associée à l'UMR ESO 6590. Eléonora Banovich est géographe, précédemment responsable de formation et d'accompagnement au CCB, elle est désormais formatrice indépendante (La Trame) à OXALIS Scop.

Un accord cadre pour expérimenter et rénover la participation de la société civile dans une politique publique

Ce texte se propose de restituer une expérimentation singulière impulsée par la Région Bretagne pendant 2 ans (de janvier 2016 à janvier 2018) à laquelle nous avons contribué en tant qu'animatrices et facilitatrices. Constatant les limites mobilisatrices contemporaines d'ABCIS (Acteurs Bretons de la Coopération Internationale et de la Solidarité), une plateforme initiée par la Région Bretagne dans les années 2000¹, celle-ci a souhaité affiner son diagnostic, mais également impulser une nouvelle dynamique avec une double orientation possible : renforcer la plateforme existante ou orienter la participation suivant une nouvelle modalité organisationnelle. Soulignons que cette réflexion avait également pour toile de fond une incitation politique et financière du Ministère des affaires étrangères à consolider des plateformes multi-acteurs².

Composant avec ce contexte, la Région Bretagne a proposé une réflexion ouverte en lançant un appel d'offre avec un accord cadre qui présentait l'avantage de possibles ouvertures et réajustements dans le déroulement de la démarche. Soulignons également que cette orientation s'inscrit plus largement dans une volonté affichée de la Région Bretagne de mettre en réflexion, de façon transversale dans ses services, les questions de participation citoyenne dans les politiques publiques. Un chargé de mission a d'ailleurs été recruté afin d'animer cette réflexion.

1. Le terme plateforme dans les politiques publiques renvoie aujourd'hui fréquemment à des objectifs multi-partenariaux de coordination, de gestion et de valorisation d'actions. ABCIS se voulait être un espace d'interconnaissance et de coordination des associations de solidarité internationale bretonnes.

2. diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/action-exterieure-des-collectivites-territoriales/informations-complementaires/liens-utiles/article/reseaux-regionaux-multi-acteurs

3. Le Collège Coopératif en Bretagne (CCB), est un organisme de formation supérieure, d'études et de recherches et d'accompagnement de collectifs d'acteurs couvrant l'ensemble de la Bretagne et au-delà. Il a été fondé en 1982 en même temps que d'autres Collèges Coopératifs sous l'impulsion d'Henri Desroche à partir de la réflexion d'universitaires et d'acteurs de l'économie sociale et solidaire (ESS) qui s'intéressaient aux pratiques coopératives, aux croisements entre recherche et action, à la valorisation des savoirs d'acteurs et à la formation tout au long de la vie.

4. Le CCB a contribué à la réflexion d'un GIS sur la qualité de l'eau. Il a aussi proposé une lecture des coopérations acteurs chercheurs, cf. Banovich E. et Souchard N. (2013)

5. Cf. Souchard N. et Bonny Y. (2015)

6. Cf. Souchard N. et Bonny Y. (2015)

Le Collège Coopératif en Bretagne (CCB)³ a été invité à concourir à l'appel d'offre car reconnu pour ses travaux et ses pratiques dans ce champ ouvert, quoique parfois nébuleux, de la participation. Le choix de lui confier l'accompagnement de la refondation d'une coopération entre les acteurs de la solidarité internationale a été fait d'abord sur la nature de sa proposition, car elle interrogeait les conditions d'une participation en acte et proposait un processus d'animation pour faire émerger des communs. Sa double inscription, associative et universitaire, et des expériences de travail avec la Région Bretagne dans les domaines de la qualité de l'eau⁴, des innovations sociales⁵ et des laboratoires de recherche-action ouverts sur la cité⁶, ont aussi favorisé le choix d'attribuer le marché au CCB.

Nous avons deux parcours différents : Nadine est sociologue, elle s'appuie sur ce champ référentiel en mobilisant, traduisant, adaptant auteurs et démarches pour soutenir des fabriques du social, tout en l'hybridant avec celui de l'éducation populaire dans des propositions d'accompagnement de collectifs en recherche-action. Eleonora est issue de la géographie sociale et du développement communautaire ; elle a par ailleurs développé une pratique en éducation populaire et en accompagnement de dynamiques collectives de réflexion et d'action. Nos pratiques se sont croisées et fertilisées autour d'expériences et de questionnements partagés, notamment autour des questions de participation. Cela nous a permis d'élaborer des positions communes et de co-construire des démarches susceptibles de soutenir l'émergence de communs.

Notre positionnement se situe à la croisée de démarches souvent dissociées, pragmatiques de l'action et pratiques réflexives. Nous mobilisons des pratiques qui se construisent dans un artisanat permanent (Carrel, 2013), entre recherche au sens de mise en réflexion et implication sur le terrain afin de faire émerger des arènes de participation. La participation est une question que nous situons sur un terrain éminemment politique et non pas seulement technique : les modalités imaginées en fonction des contextes et des processus ont pour visée principale de contribuer à restaurer, augmenter... des espaces de débat public avec une recherche d'horizontalisation des positions dans les discussions. D'où l'accent mis centralement sur les processus et leur construction par la mise à l'épreuve de l'expérience dans nos propositions.

Nous entendons par là que nos recherches *in situ*⁷ prennent au sérieux ce référentiel de la participation dans ses objectifs les plus politiques, à savoir le soutien à une démocratie en acte. Nous

avons pu, en d'autres occasions, insister sur la difficile restauration et/ou reconnaissance d'espaces de construction de débats publics en France que nous attribuons à deux causes principales : une reconnaissance très inaboutie des corps intermédiaires pour une société qui s'est construite sur l'hypothèse d'un lien citoyen-État et une hypertrophie des dispositifs dits de participation qui, de fait, occultent voire excluent les autres expressions de la citoyenneté dans le débat public (Souchard, Bonny, 2015). Ces constats structurent une grille de lecture que nous mettons au travail dans nos propositions. Il s'agit dans nos démarches :

- d'ouvrir les visions de la participation au-delà des dispositifs qui sont le plus souvent supposés les incarner ;
- de mettre en évidence ou de soutenir l'émergence de corps intermédiaires mobilisés ;
- d'étayer-renforcer les interfaces entre la vision externe de la participation et la vision vécue. D'ailleurs, il y a là de possibles tensions mais qui construisent des espaces possiblement institutionnels.

Pour le dire autrement, tout en nous situant dans le cadre d'une commande (en l'occurrence suffisamment ouverte), nous affirmons nos positionnements et orientations dans nos réponses car ils nous paraissent incontournables dans l'étayage des espaces publics en démocratie. Notre positionnement est donc bien indéniablement critique, au sens où nous interrogeons ce qui est souvent essentialisé, mais, en même temps, notre positionnement est résolument contributif car nous estimons qu'il y a là des enjeux contemporains essentiels. Il ne suffit pas de mettre les acteurs concernés autour de la table pour qu'il y ait participation : la participation est un processus relationnel et social qui se construit, se vit et ne se limite pas à la construction d'un espace-temps pour que cela se passe.

Pour nous, ouvrir un chantier participatif, c'était donc inévitablement expérimenter de nouvelles postures et positionnements. Faire advenir des arènes de discussions publiques en faisant émerger des questionnements, soutenir des enquêtes publiques pour identifier ensemble des problèmes, développer des espaces de coopération pour tenter d'élaborer des réponses ou proposer des pistes d'actions communes... c'est tout cela qui construit une démocratie vivante. Appelées à son chevet, nous avons été conduites à réfléchir, non pas à une modalité d'animation, mais à comment nous pouvions être facilitatrices de ces processus toujours complexes et singuliers, car la contextualisation et la

7. Nous considérons en effet que nos démarches nous mettent tout à la fois en recherche de processus, de compréhension, de liens avec les acteurs qui partagent le chemin avec nous. Et parallèlement nous considérons également qu'elles nous situent dans une position de chercheuses impliquées – impliquées dans l'ambition démocratique décrite ci-dessus. C'est en cela que nous évoquons parfois, pour décrire nos postures, une recherche de « radicalisation de la démocratie », au sens où nous considérons effectivement que la démocratie participative constitue un enjeu assez essentiel pour restaurer les publics (au sens de John Dewey, c'est-à-dire des acteurs mus par ce souci expérientiel de la chose publique dans des expressions les plus ordinaires de la vie. Il ajouterait qu'il ne doit pas y avoir de rupture entre cette démocratie en acte et la démocratie que nous qualifions à tort de démocratie politique, qui s'incarnerait dans les édiles politiques).

8. Voir les articles sur la notion d'intermédiation du n°2 de la revue *Agencements*, « L'intermédiation – Exploration d'une notion heuristique et pratique pour penser et agir la complexité » de Thomas Arnera, Régis García, Olivier Noël, ainsi que « Où j'en suis avec mon intermédiation » de Thomas Arnera.

problématisation des interpellations au nom de la participation s'inscrivent avant tout dans une écologie expérientielle.

Travailler sur la participation suppose, de notre point de vue, de proposer un triple cheminement : mobilisateur, expérientiel, réflexif. Ce cheminement est orienté centralement autour d'une visée d'émergence d'une possible communalité. La construction de communs constitue de ce point de vue un objectif central des chantiers participatifs pour que les intérêts ne soient pas définis en extériorité aux acteurs, mais qu'ils soient le produit d'un travail en coopération qui vienne ainsi donner sens à la nouvelle agora. Cette fabrique singulière faite de propositions, de réajustements, de réagencements en fonction des collectifs et des ateliers se donne rarement à voir, pressés que nous sommes d'aller lire les résultats. Il nous semble pourtant qu'elle constitue le cœur de nos propositions et de notre travail aujourd'hui et qu'il y a un enjeu à établir des résonances et rebonds avec, par exemple, différentes pratiques de l'intermédiation sociale, telle que présentée dans un précédent numéro de la revue⁸.

Notre article revient sur les étapes de construction d'une arène publique régionale afin de souligner les modalités d'extension de la mobilisation et les épreuves de légitimité vécues tout au long du processus. Il cherche à expliciter, concrètement, nos propositions afin d'ouvrir des espaces de mobilisation collective et donner un sens, qui faisait initialement défaut, à l'agir ensemble à l'échelle régionale. Les étapes déroulées ci-dessous ont été construites au fur et à mesure, en prenant en compte, à l'occasion des ateliers proposés, la confrontation avec les points de vue et les expériences des acteurs.

Dans un prochain article, nous reviendrons plus en détail sur la façon dont nous nous positionnons aujourd'hui comme animatrices et facilitatrices de recherche-action citoyennes dans la cité. Dans celui-ci, afin de familiariser pleinement le lecteur avec notre matière et nos pratiques, nous avons privilégié une entrée relativement descriptive, même si (comme évoqué précédemment) notre agir professionnel reste étroitement imbriqué avec un cadre réflexif et des mobilisations théoriques.

La première partie raconte la phase de diagnostic de la plateforme délaissée d'ABCIS, où l'on se rend compte, en creux, que des enjeux de mobilisation collective existent à l'échelle régionale. Cela nous amènera à proposer des espaces multiples d'analyse et de réflexion pour faire émerger, partager et débattre ces enjeux collectifs. Une deuxième étape décrit les ateliers d'analyse collective des relations à travers lesquels nous avons exploré les

pratiques des acteurs et pointé avec eux les motivations et le sens de l'agir ensemble. Une troisième étape raconte comment ces motivations, ces enjeux ont été discutés collectivement lors de rencontres régionales. Ces rencontres ont abouti ensuite à une phase d'expérimentation des collaborations entre acteurs avec comme prétexte l'organisation d'un grand événement de clôture de la démarche, à savoir les « Assises en chantier ».

Sur la page suivante, un tableau synthétise les différentes étapes de la démarche avec les enjeux principaux que nous avons cherché à travailler.

1^{re} étape : Du diagnostic de la plateforme ABCIS à la nécessité de construire des enjeux communs à l'échelle régionale (janvier-juin 2016)

Une plateforme délaissée, un enjeu de participation ?

« ABCIS est une plateforme d'échange, d'appui et de concertation multi-acteurs (associations, collectivités territoriales, établissements d'enseignement, établissements publics) dans le domaine de la coopération décentralisée et de la solidarité internationale. Elle a pour objectif d'améliorer la qualité des actions de coopération décentralisées et de solidarité internationale menées en Bretagne, à partir d'un travail collaboratif entre ses membres. ABCIS était donc une structure informelle animée par la Région Bretagne qui était née suite à l'organisation des Assises régionales de la Solidarité Internationale à Lorient en 2005. Celles-ci ont mobilisé pour leur préparation un comité de pilotage associant des représentants des Collectivités territoriales (Région, Départements, plateforme CBCI), du CESER, des associations de solidarité internationale (CASI Bretagne) et des collectivités. Ces premières rencontres ont fait émerger un réel besoin de concertation. C'est pourquoi ce comité a décidé de poursuivre ses échanges dans un cadre régulier et s'est efforcé de l'élargir à de nouvelles familles d'acteurs (migrants,

1^{re} étape Le diagnostic mobilisateur	2^e étape Les ateliers cartographiques	3^e étape Les rencontres régionales	4^e étape Les Assises en chantier
Janvier- Juin 2016	Septembre 2016 – Janvier 2017	Février- Juin 2017	Juillet- Décembre 2017
Dépasser le diagnostic d'une plateforme délaissée par les acteurs	Dans le contexte de fragilisation de la Solidarité Internationale (SI) : identifier ce qui rassemble plutôt que ce qui divise	Poser et commencer à débattre des problèmes publics	Continuer la mobilisation des acteurs sur les territoires autour des thématiques d'intérêt régional dégagées lors des précédentes phases
Ouvrir des espaces individuels et collectifs de débat (via les entretiens et les cafés débats) sur le sens des coopérations à l'échelle régionale	Partir de l'identification de leurs liens sur la Région pour accéder à des pratiques qui font sens.	Expérimenter des arènes de débat public autour des questions identifiées sur l'ensemble du territoire régional	Expérimenter des formes d'organisation à l'échelle régionale : organiser l'arène publique
Créer la confiance dans l'espace de participation : la feuille de route sera écrite avec les acteurs	Augmenter la lisibilité du champ	Commencer à réfléchir et expérimenter les freins et les potentiels de la coopération régionale	Préparer l'animation des deux journées des Assises :
Se rapprocher des acteurs en proposant des espaces de débats sur les quatre départements	Comprendre les enjeux de la collaboration		– une journée de réflexion et prise de décision sur la forme à donner à l'arène publique
Écouter et rencontrer différentes catégories d'acteurs pour découvrir différents points de vue	Collectiviser des récits qui fassent sens et qui commencent à construire des problèmes publics		– une journée de débats autour des problèmes publics identifiés pour définir des orientations communes.

éducation, enseignement supérieur, agriculture, santé, monde économique, culture et sport). » « ABCIS était structurée autour d'un comité de pilotage composé de structures bretonnes impliquées dans la coopération et la solidarité internationale et dont le positionnement institutionnel ou le territoire d'intervention justifie qu'elles contribuent à une instance de niveau régional. Le comité de pilotage se réunit tous les trois mois, alternativement dans chacun des 4 départements bretons afin de construire un agenda d'échanges qui soient ouverts à toute structure de la Solidarité Internationale (SI) ou de la Coopération Internationale (CI) intéressée.⁹ »

Au cours des années qui ont précédé 2016 et l'appel à projet de la Région, les rencontres du comité de pilotage au sein de la plateforme ABCIS (cf. encadré) avaient commencé à s'espacer et à compter de moins en moins de participants. Des interrogations sur le sens et le format des rencontres d'ABCIS et de son comité de pilotage ont commencé à être partagées. De façon assez classique, c'est autour des enjeux de la participation que le débat s'est noué initialement : la Région a souhaité le lancement d'un diagnostic partagé autour d'ABCIS, de son fonctionnement et de sa possible structuration (qui était identifié comme étant la piste à privilégier pour permettre à ces rencontres plus d'efficacité et de s'inscrire possiblement demain dans l'appel à propositions du Ministère des Affaires Étrangères).

Nous avons tenu à prendre quelques distances, dès le début de nos échanges avec les acteurs régionaux, avec une vision de la participation qui gommerait les diversités d'intérêts des acteurs en présence et poserait de prime abord les enjeux de gouvernance en technicisant le débat.

Ainsi, suite à une première rencontre, nos positionnements pour mettre les « Assises en chantier » ont été explicités ainsi¹⁰ :

« Il s'agit bien de construire une dynamique de participation qui se recentre sur la signification centrale du terme participation "prendre part", mais aussi "prendre du pouvoir" afin de pouvoir s'approprier un espace qui est impulsé par la Région. Il est donc nécessaire de construire une mobilisation autour d'ABCIS qui parte des préoccupations des acteurs de terrain, sur leur territoire, en mobilisant leurs réseaux, en leur proposant un espace à construire, à penser, à organiser, à habiter à partir d'un travail collectif de réflexion sur l'intérêt d'une coordination régionale. Le collectif demande du temps, l'appropriation

9. Extraits des documents partagés dans l'appel à projet de la région Bretagne, documents internes.

10. La référence aux « Assises en chantier » s'est imposée à nous car, au moment de notre arrivée, la vie publique d'ABCIS était resserrée autour d'un événement annuel ou bisannuel assez apprécié, mais dont le thème était très largement initié par la Région ; la participation aux commissions préparatoires se limitait à quelques acteurs pouvant libérer du temps. Mettre en question une participation élargie, c'était donc inévitablement venir questionner les fabriques d'un commun qui s'est incarné dans la référence aux « Assises en chantier ».

11. Extrait de notre proposition à l'appel d'offre initial.

tion demande un processus qui doit procéder par essai-erreur et qui doit passer par l'action (...). Le risque d'une structuration qui serait faite sans un travail de fond sur le commun risque de ne pas être en capacité d'évoluer avec les besoins du groupe et donc d'être inadaptée, inefficace, de devenir rapidement obsolète. Une structuration trop rigide et difficilement appropriable et appropriée par les acteurs est une des raisons qui peut entraver et démotiver les acteurs à participer aux instances supra-locales, où souvent le temps de coordination et d'organisation est supérieur au temps de production collective. »¹¹

Un diagnostic qui cherche à ouvrir le débat

12. Étaient invités à participer à ABCIS des acteurs associatifs, économiques, éducatifs, des experts universitaires, des collectivités territoriales, des représentants de l'État,...

Face à l'essoufflement d'un modèle de plateforme régionale des acteurs de la solidarité et de la coopération internationale, nous avons entamé un diagnostic qui avait comme objectif de saisir les enjeux et les intérêts des différents acteurs autour d'une mise en réseau et d'une collaboration à l'échelle régionale. Quel bilan de la plateforme ABCIS ? Quelles attentes et quelles projections éventuelles sur des espaces de collaboration possibles ? L'échelle régionale est-elle pertinente pour agir ensemble ? Tels furent les axes de questionnements qui ont guidé les entretiens individuels et collectifs que nous avons réalisés pendant la première phase de diagnostic. Nous avons interrogé différentes catégories d'acteurs impliqués dans ABCIS¹² à partir de contacts établis par la Région Bretagne, pour entendre une diversité de points de vue, prenant ainsi en compte le principe d'un espace d'échange multi-acteurs. Des temps de café-débat autour de la question des coopérations à l'échelle régionale, nous ont permis de rencontrer localement des acteurs moins directement impliqués dans ABCIS. Ces moments de discussions ont ouvert les premiers espaces de mise en débat collectif quant au sens d'une collaboration à l'échelle régionale avec la société civile. Les personnes présentes à ces rencontres étaient principalement issues du riche monde associatif qui compose le champ de la solidarité internationale bretonne. Au total, ce sont plus d'une centaine de personnes qui ont été rencontrées.

Le travail de synthèse des matériaux récoltés a été fondateur, car nous avons pu contextualiser la commande régionale de redynamisation d'un espace de co-construction entre les acteurs bretons de la solidarité et de la coopération et comprendre les

potentialités de mobilisation sous-jacentes au champ. En effet, nous avons pu identifier deux niveaux de diagnostic qui se complètent, l'un étant le résultat des entretiens et du bilan des coopérations existantes au sein d'ABCIS³, l'autre, en creux, étant le résultat de notre travail d'analyse et de nos étonnements vis-à-vis des réponses récoltées.

13. Sans surprise, il a donné à voir l'épuisement d'un modèle construit sur des modalités de représentation d'intérêts.

Des potentialités de mobilisation qui émergent en creux du diagnostic

La synthèse des résultats de l'enquête qualitative menée durant le premier semestre 2016 montre un champ de la solidarité et de la coopération qui peine à se mobiliser collectivement et semble être en retrait de l'arène publique. Si, à l'origine, la plateforme ABCIS était perçue comme une démarche ouverte et innovante, semble-t-il grâce à l'investissement de personnalités politiques historiquement impliquées et reliées aux acteurs associatifs, à l'heure du diagnostic elle était devenue un espace assez indéterminé, tant sur la forme que sur les enjeux politiques qui pouvaient s'y jouer. Notamment, la dimension multi-acteurs de la plateforme, qui se fondait sur l'invitation de représentants de différents profils d'acteurs impliqués dans des actions de solidarité ou de coopération, a été mise en discussion. Les questionnements sur ce sujet portaient parfois sur le peu d'effectivité du « multi-acteurs » – « *il y a toujours les mêmes* » – mais aussi sur le sens d'une co-présence qui amenait rarement à une interconnaissance réelle et encore moins à des actions conjointes ou à une mise en débat de différents points de vue. Il semblait donc que, dans le cadre d'ABCIS, la référence au « multi-acteurs » relevait, du moins dans les dernières années, surtout d'un choix formel et d'un intérêt des institutions pour la création d'espaces consultatifs où soient représentés les différents porteurs d'intérêts autour d'une politique. Dans ces scènes, qui se multiplient aujourd'hui, les logiques de représentation priment souvent sur les logiques d'engagement, ce qui rend difficile la mise en place de processus de co-construction : la participation à ces espaces est très dépendante des enjeux (et des jeux) politiques qui s'y jouent.

Un autre élément qui émergeait du diagnostic était l'attente d'une meilleure compréhension et lisibilité du champ de la solidarité, notamment du côté associatif, dans un contexte d'une forte

diversité des acteurs et des réseaux et d'un grand nombre d'acteurs présents. Il était difficile de s'y repérer, à part pour certains acteurs dont le fonctionnement fédératif ou l'objet même de leur projet associatif leur permettait, de fait, de faire réseau autour d'un objet ou d'un territoire. Les coopérations entre acteurs existaient bien sûr, mais à des niveaux très différents de mobilisation et de mutualisation entre des échelles locales (où l'interconnaissance ouvrait facilement des possibilités d'action commune) et des échelles départementales ou régionales. L'échelle régionale était en effet vue comme étant éloignée de la pratique des acteurs et peu adaptée à un travail de coopération. Pourtant le rôle politique de l'institution régionale, comme actrice de coopération et comme coordinatrice du champ, semblait reconnu et important à activer dans un contexte marqué par l'arrivée de discours frontistes, hostiles au soutien à la solidarité internationale, même si dans cette région ils restent encore contenus.

En creux du diagnostic, l'impensé politique contemporain du champ de la solidarité et de la coopération nous est apparu comme une toile de fond centrale. Il y avait des enjeux, nommés par certains acteurs, à repenser les axes qui structurent le champ, à partager et à expliciter les pratiques qui le composent, afin de pouvoir élargir au débat public en portant une voix, multiforme peut-être, mais clarifiée autour d'orientations possiblement fondatrices. Il semblait donc important d'identifier les acteurs qui étaient potentiellement fédérateurs et repères dans cette « nébuleuse associative », mais aussi de comprendre le rôle que les ONG ou les collectivités pouvaient jouer dans ce contexte.

Le sens d'un travail de mobilisation auprès des acteurs s'est dessiné à partir de ces premiers constats : la potentialité d'émergence d'un (ou de plusieurs) problème(s) public(s) alimenté(s) par des réflexions collectives ; l'enrôlement progressif d'autres acteurs (ou publics), concernés par la manière dont le problème lui-même serait défini... Ce travail d'identification de communs aurait pu être la base d'une reconstruction du « multi-acteurs », mais sur des bases d'engagement partagé.

Les résultats de l'enquête ont été restitués dans les quatre départements bretons et ont servi de base à la proposition des étapes de travail successives. Des débats ont traversé ces restitutions durant lesquelles nous avons exposé le cadre de la mobilisation proposée :

- l'engagement volontaire des acteurs, afin d'enquêter collectivement sur le sens de leurs collaborations ;
- l'identification progressive d'enjeux de mobilisation collective

et d'actions communes, autour d'un ou plusieurs sujets révélés au cours de la démarche.

Si l'échelle régionale était évoquée comme importante, surtout par les acteurs de la société civile, cette orientation n'était pas forcément incarnée par des intérêts explicités et partagés collectivement. Pour d'autres catégories d'acteurs, dont la solidarité ou la coopération n'étaient pas le cœur d'activité, l'intérêt d'un engagement permanent à l'échelle régionale n'était pas évident et ceux-ci proposaient de pouvoir collaborer de manière plus ponctuelle. Des collectivités, pourtant très engagées sur leur territoire local dans le lien avec la société civile de la solidarité internationale (SI), souhaitaient néanmoins que l'échelle régionale puisse continuer à servir d'espace d'échange et de débat, mais entre acteurs institutionnels, afin de construire des positionnements collectifs¹⁴. Dans un contexte où tant de points de vue différents venaient à émerger, la mobilisation collective sur le long terme devenait un vrai enjeu. Nous avons essayé de prendre en compte ces différences d'intérêts et de positions, en proposant une démarche d'adhésion volontaire (sur laquelle nous reviendrons par la suite dans le déroulé des étapes) et en nous donnant comme objectif de soutenir et d'amplifier la potentialité de communs que nous avions entrevus en creux du diagnostic.

14. Le diagnostic avait mis en évidence des réunions régionales dédiées spécifiquement aux collectivités territoriales.

Cette potentialité a été confirmée dans les débats de restitution du diagnostic, qui ont aussi lancé l'étape suivante. Mais nous avons également dû nous porter garantes d'une réelle ouverture à la co-construction au sein de la démarche, en explicitant à plusieurs reprises qu'il n'y avait pas une feuille de route prédéfinie par la Région (orientation qui avait été partagée en amont) et que notre proposition se construisait chemin faisant. À l'issue de cette première phase, nous avons dessiné une proposition de cheminement en trois grandes étapes (cf. tableau 2) qui seront globalement respectées, mais qui vont devoir s'adapter en prenant en compte progressivement les nouveaux « nœuds » qui vont émerger dans la dynamique sociale des ateliers.

Proposition d'une démarche de co-construction entre acteurs à l'issue du diagnostic

Les éléments du diagnostic qui ont motivé la proposition sont les suivants :

- Les attentes d'amélioration de la lisibilité du champ face à une forte diversité des acteurs et des réseaux qui le composent et des débats qui le traversent ;
- L'enjeu d'une meilleure connaissance partagée des pratiques qui fondent et structurent le champ, l'impensé politique du champ aujourd'hui (entre valeurs tiers-mondistes et reconfigurations contemporaines) et les attentes de réflexion sur le fond pour ré-affirmer un message politique, l'importance de la reconnaissance des collectivités et des associations fédératives engagées dans le champ ;
- Le faible sens contemporain du multi-acteurs et l'enjeu de reconnaissance des différences de statuts et de positionnements (avec qui est-ce pertinent de travailler à l'échelle régionale ?).

2^e étape : De l'analyse collective des relations entre acteurs à la formulation de problèmes publics (septembre 2016 à janvier 2017)

Des ateliers cartographiques pour analyser ensemble et construire des relations

La deuxième étape du processus visait donc un double objectif : premièrement répondre au besoin de lisibilité du champ et des réseaux qui le composaient, en redonnant une place aux pratiques de collaboration existantes. Cela permettait aussi d'identifier des acteurs qui pouvaient jouer un rôle fédérateur d'impulsion de dynamiques collectives, tout en analysant les enjeux des collaborations entre acteurs différents et aux différentes échelles. Le deuxième objectif de cette phase, organisée autour d'ateliers cartographiques, était de construire des relations entre les acteurs qui s'étaient engagés dans la démarche. Il s'agissait pour eux et pour nous de soutenir l'interconnaissance, mais aussi de dépasser (et non pas nier) la confrontation des identités respectives (un risque lors de la politisation du débat à partir d'engagements différenciés) pour clarifier l'espace du possible dans le champ régional. Les ateliers cartographiques qui ont suivi le

diagnostic (trois ateliers + un de restitution par département) ont misé sur la clarification schématisée des relations entre les différents acteurs. Nous avons cherché à voir ce qui pouvait émerger de leur confrontation et de leur capacité de co-construction d'une analyse collective sur un contexte d'action qui les concernait tous. Cette approche visait à identifier avec les personnes présentes le possible sens d'une mobilisation collective à l'échelle régionale, à partir d'une compréhension partagée du contexte relationnel dans lequel les acteurs évoluaient : quels étaient les enjeux incontournables à traiter ensemble, au-delà des différences de point de vue ? De plus, le travail cartographique permettait de réorganiser la base de données déjà en possession de la Région sur le site internet d'ABCIS, qui recensait les acteurs de la solidarité et de la coopération, afin qu'elle réponde mieux aux attentes des acteurs en matière de recherche d'informations.

Nous avons donc choisi de proposer un format de travail en ateliers, avec un nombre limité de participants, afin de privilégier la qualité des interactions, et avec une forme d'engagement sur la durée des trois ateliers, car l'analyse se construisait de manière progressive. Dans ce cadre, nous avons explicité les raisons de nos choix et les phases de réouverture qui suivraient pour que d'autres acteurs intéressés puissent nous rejoindre par la suite. En effet, l'objectif était de montrer la plus-value du travail collectif par l'implication des acteurs au sein de ces ateliers. À l'extérieur, cela pouvait les motiver à mobiliser d'autres acteurs dans une logique de bouche à oreille, ce qui était aussi l'occasion de commencer à partager des réflexions de fond et des envies de mobilisation. De ce point de vue, le lancement d'une lettre d'information qui diffusait une synthèse du travail des ateliers a largement contribué à asseoir la mobilisation dans le temps. La continuité de la participation des personnes aux derniers ateliers, ainsi que la qualité des échanges et des débats, nous ont confirmé le bien fondé d'une démarche qui s'appuie sur la construction de relations de confiance et de collaboration entre acteurs.

Au total, ce sont environ 35 personnes qui se sont mises en réflexion lors des trois premiers ateliers, avec des effectifs variables : entre sept et dix personnes. Les ateliers ont eu lieu sur les quatre départements bretons, afin d'aller au plus près des acteurs et simplifier leurs engagements dans la démarche. Il s'agissait aussi de valoriser la réalité des mobilisations et des coopérations existantes au niveau local. Si le nombre de participants aux ateliers n'était pas très élevé du fait de l'engagement requis, particulièrement pour des militants, leur diversité sur les quatre territoires

était assez intéressante : étaient présents des techniciens, des collectivités, des associations de solidarité internationale – menant des actions directes à l'international ou intervenant en Bretagne comme têtes de réseau –, des établissements scolaires, des associations d'éducation populaire... Il s'agit, pour une part, d'acteurs très identifiés localement, qui sont les témoins d'une histoire du mouvement associatif et/ou du champ de la solidarité et de la coopération. Les différentes configurations territoriales dans les quatre départements nous ont mis en présence d'une diversité d'acteurs faisant entendre des voix plurielles, ce qui est un signe intéressant de la consistance publique des débats.

Partir des pratiques pour accéder aux sens des collaborations

Les trois premiers ateliers, fondés sur un principe pédagogique de réflexivité, ont amené les acteurs à s'exprimer sur leurs pratiques de collaborations locales. Dans le premier temps de l'animation, nous avons travaillé à l'interconnaissance entre les acteurs présents, par un repérage des relations que chacun d'entre eux entretenait avec d'autres sur le territoire breton. A partir de la description de ces relations nous avons ensemble cherché à qualifier la nature des « flux » (Castells, 1998), c'est-à-dire la nature concrète de leurs relations. Même si l'exercice d'explicitation des pratiques n'était pas facile, il a permis de se connaître, de se reconnaître et de commencer à porter un regard analytique sur le sens des pratiques individuelles, collectivisées dans un contexte régional.

À partir de l'identification de leurs pratiques, nous avons cherché à catégoriser ensemble la nature de leurs relations. Quatre catégories ont pu être dégagées¹⁵ : les relations qui visent à se donner les moyens de l'action (information, financement, communication, soutien logistique, mutualisation de ressources) ; les relations qui se concrétisent dans la mise en action (agir ensemble, participer à des événements, éducation à la solidarité internationale, co-construction de projets, co-organisation d'événements) ; les relations d'accompagnement (expertise, formation) ; les relations liées à une forme de militance ou au fait de porter une position commune (prise de position, réflexion commune, plaidoyer, etc.). Les types de relations, ainsi que leur den-

15. Le nombre de catégories pouvait varier légèrement selon les groupes.

sité, étaient très différents selon les acteurs et cela nous a aussi permis d'analyser une diversité de positions, de statuts (salariés, techniciens de collectivité, bénévoles, etc.) qui influencent la possibilité d'actions communes pour les uns et les autres.

Outre ces catégorisations, l'hypothèse d'un fonctionnement en réseau a mis en évidence la fonction de « passeur de relations » de certains acteurs. Dans ce mode de fonctionnement, des acteurs cherchent à se mettre en relation avec les autres ; il y a un réel intérêt pour la collaboration, mais cela passe par des voies « préférentielles » qui se dessinent en fonction des différentes positions des uns et des autres. Le réseau a ici besoin de « nœuds centraux » qui puissent simplifier et favoriser les mises en relation au niveau local comme à d'autres échelles. Il s'appuie très largement sur des dynamiques relationnelles. Ce fonctionnement souple garde une force instituante, mais le risque serait de cristalliser cette dynamique relationnelle qui fait la force de ces organisations, par souci de lisibilité, d'accessibilité ou d'efficacité. La difficulté est donc de garder le sens de ces collaborations souples, tout en les organisant, mais en évitant de transformer le rôle des « passeurs » dans des fonctions de « coordination » formalisées qui ne correspondraient plus à la nature des « passeurs » comme « nœuds relationnels ».

L'identification d'une organisation : des « passeurs » aux têtes de réseau

Dans le deuxième atelier, nous avons commencé à dessiner l'organisation des réseaux entre acteurs. Ce travail, loin d'être exhaustif, voulait donner à voir et soutenir les débats sur la façon dont les relations s'organisent sur le territoire breton, afin de comprendre ce qui les motive et par quels « nœuds » elles circulent. Ce travail nous a montré que les réseaux existants étaient finalement assez pauvres et relativement institutionnalisés : ce sont principalement les institutions (Région, Département) qui structurent le champ et les collaborations. Toutefois, certaines « têtes de réseau » associatives émergent¹⁶, mais n'arrivent que rarement à constituer et structurer un réseau dense de relations horizontales¹⁷. Au niveau local, par contre, les collaborations se font plus facilement de manière horizontale, mais elles sont souvent liées à l'interconnaissance. Elles passent donc par des acteurs

16. Soit liées à un travail d'expertise sur une thématique spécifique, soit liées à un rôle d'accompagnement des petites associations.

17. Souvent, tous les acteurs sont en lien avec la « tête de réseau », mais peu le sont entre eux.

qui parfois correspondent à des têtes de réseau et qui peuvent prendre ce rôle de « passeurs ». Des fonctionnements intéressants de réseaux à échelles multiples (du local au national) se retrouvent aussi au sein de certaines associations fédératives (ex. : Commerce équitable, Ligue de l'Enseignement) ou d'ONG nationales. Mais leur engagement local et régional dans des collaborations effectives avec d'autres acteurs associatifs est variable et fonction des disponibilités des professionnels ou des bénévoles.

Grâce à ce travail, nous avons pu identifier la force ou la faiblesse des réseaux, selon l'objet et le type des relations. Ainsi, nous avons pu constater, avec les acteurs, qu'il y avait peu de mise en réseau autour de la formation et de l'accompagnement. Le modèle dominant reste en effet lié à la recherche d'expertise ou à des liens construits individuellement par des acteurs afin de faire connaître leur action dans « les pays du Sud »¹⁸. Dans un contexte où les moyens se réduisent, la visibilité devient un véritable enjeu et les actions de formation peuvent éventuellement être aussi des sources de financement. Cette dynamique risque toutefois de construire des espaces de concurrence plus que de collaboration. Certaines réflexions ont pu faire émerger des manières collectives de penser les actions de formation, sur la base d'une complémentarité qui reste à travailler, notamment avec des acteurs hors du champ de la solidarité et de la coopération. Dans certains groupes, suite au constat que chaque association intervient seule dans une école, émerge par exemple l'idée de proposer des parcours coordonnés autour des enjeux de solidarité et de développement durable où plusieurs associations interviendraient dans l'ensemble des écoles du territoire.

Les relations qui se tissent autour des moyens d'action sont soit très centralisées autour des institutions publiques, soit très localisées en lien avec des interconnaissances ou des soutiens logistiques/économiques plus ou moins ponctuels. Les relations liées au « faire ensemble » se trouvent souvent très structurées par les collectivités. Cela nous a amenées à réfléchir au lien entre société civile et collectivités, notamment dans un contexte contemporain où porter la solidarité et la coopération internationale n'est pas forcément un projet politique qui a le vent en poupe. Les acteurs présents (associatifs, collectivités ou autres) ont souligné l'importance de repenser et de clarifier ces relations, tiraillées entre financement, soutien politique et action collective. Il leur semblait important de sortir d'un rapport trop centré sur les financements et appels à projet, afin d'aller vers le débat nécessaire pour porter ensemble un champ ou une arène publique aujourd'hui

18. Dans les approches tiers-mondistes, la référence aux « pays du sud », souvent également pudiquement appelés « pays en voie de développement », vient cristalliser les différences de niveaux de vie entre pays du nord et du sud. Ces appellations euphémisent ce qui apparaît largement comme étant la conséquence historique de rapports de domination post coloniaux.

affaiblis. Cela demande, par contre, de pouvoir clarifier les différents espaces d'action des institutions (entre soutiens à la solidarité et actions de coopération)¹⁹ et de partager les contraintes auxquelles chacun est soumis de son côté.

Les relations liées au « faire ensemble » sont aussi parfois structurées, bien que dans une moindre mesure, par des têtes de réseau qui trouvent souvent un ancrage plus fort dans un périmètre assez localisé. Ces têtes de réseau sont multiples et travaillent à la construction de communs locaux, en développant des capacités et une reconnaissance utiles pour porter les enjeux du champ dans les arènes publiques. Valoriser leur rôle de « passeurs », mais aussi de soutien d'actions en collaboration entre acteurs, est nécessaire, afin de pouvoir reconstruire autrement un mouvement associatif divers et parfois divisé. Or, cela ne va pas de soi et suppose de penser le sens et l'orientation que ces collaborations doivent avoir : est-ce que le travail des « passeurs » vise seulement à organiser plus facilement une action ou à faciliter l'accès aux outils ou à l'information ? Ce travail peut-il avoir aussi un rôle dans le développement d'une réflexion commune et d'une identité collective des acteurs de la société civile qui portent les valeurs de la solidarité ? Ces acteurs organisés ne seraient-ils pas ainsi capables de structurer une arène publique et de susciter des échanges élargis avec d'autres acteurs ?

L'analyse des réseaux liés à la militance ou portant une position a approfondi et confirmé les intuitions qui étaient ressorties en creux du diagnostic, à savoir une faiblesse du débat public et une fragilité du champ qui rend difficile la réflexion collective. Si des actions communes existent, elles prennent la forme de soutien d'un plaidoyer, qui arrive souvent par « le haut », c'est-à-dire par des ONG ou associations nationales. Localement il y a du soutien, mais les réseaux capables de porter des positions communes sont très mouvants. Parfois, leurs périmètres d'action sont réduits en raison de l'écart entre des adhésions à une charte écrite et la réelle capacité des acteurs signataires à se mobiliser. Plusieurs acteurs relèvent donc le besoin de se rassembler pour faire mouvement commun, non pas pour cacher les fragilités contemporaines du champ, qui peine parfois à réactualiser ses formats d'expression et de mise en action, mais justement pour les réfléchir et les travailler ensemble.

19. La double référence à la solidarité et à la coopération internationale fréquemment mentionnée dans les propositions participatives de la Région a pu faire débat. Elle pouvait donner à voir une réelle proximité historique entre ces deux champs (du fait d'une circulation d'acteurs et de thèmes entre le militantisme et la représentation politique) qui relèvent néanmoins de logiques et d'identités d'action fondamentalement différentes aujourd'hui, mais minorées dans la référence souvent incantatoire à une démarche multi-acteurs (qui n'a d'ailleurs pas résisté aux propositions de co-construction).

L'engagement des acteurs sur leur territoire comme base d'un engagement régional ?

Le troisième temps de travail des ateliers cartographiques était centré sur les échelles, afin de comprendre le sens possible à donner à une mobilisation régionale. Un débat lié aux relations avec les pays où existent des actions de solidarité a traversé cet atelier. Les acteurs ont pu mettre en évidence qu'ils avaient bien sûr des relations de collaboration avec des acteurs locaux (bien qu'organisées différemment les unes des autres), mais qu'elles étaient rarement coordonnées, même si elles se passaient sur un même pays. Un besoin de temps de partage entre acteurs agissants dans un même pays a été réaffirmé. Toutefois, cela a aussi déclenché un autre débat sur le fond. En effet, si aujourd'hui la vision caritative et développementale est mise à mal, la notion de solidarité mérite aussi d'être éclaircie et débattue, notamment vis-à-vis des enjeux contemporains des relations internationales qui se posent à nous en tant qu'acteurs d'ici et de là-bas. Ce défi semble central pour les acteurs de la solidarité et de la coopération dans le contexte actuel, car il impacte et impactera forcément les actions de chacun. Il demande donc à être pensé collectivement et posé de manière politique à des échelles plus larges, comme l'échelle régionale, par exemple.

La construction de problèmes publics, comme soutien à la différenciation des formes de collaboration

Les ateliers décrits plus haut ont mis en exergue un sentiment de fragilité du champ en question. Cela nous a semblé constituer un élément fondateur dans l'optique de développer des espaces de co-construction. Cette fragilité est pour partie consubstantielle aux dynamiques par nature incertaines de la société civile. Mais elle a aussi fortement à voir avec des transformations structurelles : la mondialisation des populations et des problèmes (comme l'illustre le changement climatique), la dégradation de l'environnement... Dans la démarche proposée, ces signes de fragilités constituaient autant de ressources dans lesquelles puiser pour penser collectivement les enjeux qui se posent.

Lors du quatrième et dernier temps de travail, nous avons ouvert le débat à tous les acteurs qui souhaitaient y participer. Nous avons restitué une synthèse du travail fait autour des réseaux de collaboration, en identifiant les thématiques qui émergeaient comme des enjeux à co-construire et réfléchir ensemble et pour lesquels l'échelle régionale semblait pertinente. Pour faire suite au travail sur la nature des relations, il nous semblait important de pointer qu'il y avait un intérêt à distinguer deux types de relations de collaboration : la coopération²⁰ et le partenariat²¹. Les différents enjeux qui avaient émergé lors des ateliers, autour des possibilités et du sens de collaboration entre les acteurs bretons, concernaient tant des besoins de coopération qu'un intérêt à réfléchir ensemble à des formes de partenariat moins engageantes et plus efficaces. De plus, cela nous semblait répondre en partie à certaines des critiques qui avaient été faites au principe du « multi-acteurs », notamment par des acteurs « hors champ », c'est-à-dire dont la solidarité et la coopération ne sont pas l'activité principale, comme des acteurs économiques ou de la recherche, par exemple. Effectivement, à travers cette distinction, les résistances, mais aussi les déceptions par rapport aux difficultés d'un « multi-acteurs » synonyme de réelle collaboration, ont pu commencer à se déconstruire pour laisser la place à la construction d'espaces de collaborations différenciés. Pour ces raisons, nous avons présenté les différents enjeux qui ressortaient des échanges selon deux axes :

20. Qui implique un engagement réciproque, des temps de réflexion commune et de débat, une symétrie des positions, des actions conjointes...

21. Qui peut être ponctuel et qui est moins engageant.

Dans le processus qui s'est construit avec ces trois ateliers d'analyse collective, nous avons pu voir se construire des relations d'interconnaissance entre les acteurs, qui ont pu confronter leurs points de vue, et parfois aussi leurs pratiques respectives, leurs identités ou leurs positions. C'est dans ce changement des relations qu'on peut voir un premier signe, une première étape de production de communs. Nous avons pu ainsi voir émerger l'envie d'agir en commun devant des interrogations pressantes et aussi urgemment collectives qui se sont dégagées dans les échanges... Il nous semble pouvoir parler à ce propos d'une émergence (ou plutôt d'une réémergence) de publics autour de problématiques communes. C'est la définition, la validation et le partage de ces problématiques définies comme publiques, qui a eu lieu dans les ateliers de restitution et qui aura lieu dans la phase successive des journées de débat, qui nous permettra de terminer la phase de problématisation (Callon, 1968). C'est seulement suite à la construction d'un problème public qu'on pourra évaluer si tous

22. Sur chaque territoire, en effet, les discussions ont été suivies d'un vote pour prioriser des enjeux (quatre sur six) et exprimer un intérêt spécifique de leur groupe local. Ces premiers « chantiers » à travailler ensemble se sont organisés localement sur la thématique choisie (mais ils restaient ouverts à tous les acteurs régionaux).

les acteurs pertinents sont autour de la table et comment on devrait organiser les espaces de débats pour travailler ensemble sur ces problèmes.

L'ouverture du débat était un temps nécessaire pour la mobilisation et aussi pour la mise en débat et la validation d'une première identification de ces thématiques comme problèmes publics. Une bonne participation aux ateliers de restitution (ce qui montre que le bouche à oreille a su jouer son rôle) et la qualité des débats engagés nous semblent indiquer que les acteurs présents ont trouvé du sens dans la démarche : ils se sont exprimés dans le débat et dans le choix collectif de priorisation des enjeux proposés²².

3^e étape : Des rencontres régionales pour animer une réflexion collective, à partir des enjeux qui font débat (février-juin 2017)

Une phase charnière pour la publicisation des débats

Afin de continuer le travail de mobilisation et de problématisation des enjeux qui avaient émergé au sein des ateliers cartographiques, nous avons organisé quatre journées de débat et de réflexion collective. Elles ont eu lieu sur les quatre départements, ouvertes à tous les acteurs disponibles et intéressés de la région. Notamment, les acteurs qui s'étaient engagés dans les ateliers cartographiques ont assisté à plusieurs débats sur différents territoires, afin de continuer la discussion autour d'enjeux qui ressortaient de leur travail d'analyse. Nous avons pu nous rendre compte qu'au fur et à mesure de la démarche, des acteurs assez différents se sont appropriés les enjeux évoqués et les ont explicités aux autres participants à partir de leur vécu. Pour continuer à soutenir une dynamique collective, qui puisse s'appuyer sur les relations existantes et en même temps travailler à l'émergence de « publics » participant à la définition et à la solution de problématiques communes, les rencontres régionales ont représenté une phase charnière : entre le local et le régional, avec des acteurs dif-

Des espaces de coopération à développer autour de débats de fond et d'orientations organisationnelles ?

Comment définir collectivement les enjeux de la solidarité dans le contexte contemporain ?

Comment créer un espace de réflexion partagée qui réactualise notre approche de la SI ?

Comment penser des organisations territoriales souples qui favorisent le partenariat et la coopération ?

Comment passer des logiques de concurrence à des logiques de coopération face au terrain et au financement ?

Des partenariats à renforcer ou à construire ?

Comment renforcer la solidarité internationale par une réflexion collective sur les partenariats avec d'autres acteurs, notamment éducatifs (éducation à l'environnement, éducation populaire, mobilité internationale, etc.) ?

Une dynamique associative à chercher dans et hors champ ?

Comment penser le partenariat entre les collectivités et les acteurs associatifs ?

Comment penser collectivement la relation aux acteurs économiques et la mettre en débat ?

férents, mais suffisamment impliqués et concernés par les questions soulevées. Ces temps ont été animés avec une attention à la forme des débats et discussions, pour soutenir une égalisation des positions mais aussi favoriser l'expression des divergences. Cela passait par un engagement des facilitatrices dans le débat, mais dans une posture particulière. Parfois, cela voulait dire amener un élément de discussion ou reprendre ce que quelqu'un a dit auparavant pour le souligner et inviter à des réactions. À d'autres moments, cela pouvait impliquer de poser des questions à tout le monde ou à une personne en particulier. Nous étions, de fait, garantes d'une consistance et d'une qualité de la conversation publique, en invitant par exemple une personne s'étant peu ex-

primée à prendre la parole, ou au contraire en faisant circuler la parole. C'est cette qualité du débat qui donnait l'impression que l'on allait en profondeur des questions et qu'on pouvait, malgré les désaccords, et même grâce à l'expression de ces désaccords, les traiter à plusieurs. Elle permettait aussi de développer les capacités individuelles et collectives à la prise de décision.

Les temps de partage autour du contexte dans lequel les acteurs agissent aujourd'hui et l'intérêt pour les thématiques ont aussi favorisé un début de « repolitisation » du champ avec l'identification d'enjeux collectifs. Toutefois, les temps d'apprentissage et de compréhension des enjeux ne sont pas les mêmes pour tous les acteurs ; ils varient selon leurs parcours et leur participation plus ou moins impliquée à la démarche. Reconnaître les espaces de participation comme des espaces d'apprentissage (Sintomer, 2011) veut aussi dire permettre à différents parcours d'apprentissage de se côtoyer et s'influencer réciproquement, ainsi que d'accepter une « *nécessaire pluralité des processus de subjectivation politique et de politisation* » (Neveu, 2011).

Cette émergence d'un sens commun fort a surtout été vraie pour les acteurs de la société civile, car dans cette phase, leur besoin pressant de se reconnaître collectivement et de se mobiliser à l'échelle régionale s'est faite entendre plus particulièrement. Les collectivités, dans ce cadre, ont eu plus de difficultés à identifier leur place, sinon à se positionner à nouveau en soutien des dynamiques locales et en partenariat d'action.

- Les quatre thèmes de débat qui ont été choisis sont les suivants :
- Comment définir collectivement les enjeux de la solidarité dans le contexte contemporain ?
- Comment renforcer la solidarité internationale par une réflexion collective sur les partenariats avec d'autres acteurs, notamment éducatifs (éducation à l'environnement, éducation populaire, mobilité internationale, etc.)
- Comment penser le partenariat entre les collectivités et les acteurs associatifs ?
- Comment penser des organisations territoriales souples qui favorisent le partenariat et la coopération ?

Une réactivation du sens politique des collaborations, mais une inégale appréhension des enjeux

À travers ces choix, les acteurs du champ identifient l'enjeu des collaborations, tout en réactivant leur sens politique, par exemple en réfléchissant de manière plus stratégique à la signification et à la forme des relations à développer entre acteurs différents. Mais repolitiser les enjeux des collaborations veut aussi dire réfléchir à l'inégalité des positions et prioriser des enjeux qui peuvent varier précisément en fonction de ces positions. Dans ce cadre, réfléchir à l'organisation des collaborations devient forcément politique. Le défi à relever est celui de penser un espace qui permette en même temps de construire des positions et des identités d'actions liées à des positions différenciées, tout en ouvrant des espaces de débats, de partenariat et de construction commune.

« *Comment penser des organisations territoriales souples qui favorisent le partenariat et la coopération ?* ». La dernière thématique choisie préfigure la phase suivante et cherche à poser dans le débat les enjeux évoqués ci-dessus. Ils questionnent la possibilité de l'installation d'une arène publique, au sens de Dewey (Cefaï, 2016), au sein d'une forme institutionnalisée telle qu'une plateforme comme celle d'ABCIS. C'est pendant le débat sur cette dernière question qu'on a pu mesurer que certaines des conditions nécessaires à la formalisation – et donc à l'institutionnalisation – de cet espace de co-construction en expérimentation n'étaient pas encore réunies. Effectivement, l'appropriation inégale de l'enjeu d'organisation de cet espace par les différents acteurs, rendait difficile la mise en place d'un débat symétrique sur cette question. Il faut savoir que la démarche était fortement portée la Région qui campait de multiples casquettes dans ces espaces de débat : actrice de coopération, financeuse de projets de solidarités, initiatrice d'une démarche de co-construction entre acteurs et potentielle facilitatrice de cet espace dans le futur. Or, le technicien de la Région impliqué a accédé à un nouveau poste pendant la démarche, ce qui a compliqué le travail de traduction avec les autres agents du service après son départ. Par ailleurs, l'engagement de l'institution régionale dans la démarche était motivé par une réelle envie de partage des débats et des questions liées à la solidarité et à la coopération, mais nous n'avons pas suffisamment partagé le sens de notre démarche et les déplacements que cela pouvait demander à l'ensemble des représentants de la

Région, notamment en termes de pouvoir décisionnel.

Lors de ces temps de débats animés, nous avons proposé aux acteurs de continuer la mobilisation, afin de s'engager dans la dernière étape de la démarche qui devait permettre de tester et valider l'organisation d'un nouvel espace de collaboration, en passant par l'expérimentation de collaborations concrètes autour d'actions.

4^e étape : Des collectifs de coordination pour éprouver les coopérations sur le fond et sur la forme (juin-décembre 2017)

Expérimenter le fonctionnement de l'arène publique pour permettre des chemins singuliers de réflexion critique

Suite au travail de diagnostic de la plateforme ABCIS et à la mobilisation des acteurs bretons de la Solidarité Internationale (SI) et de la Coopération Internationale (CI) par des entretiens, des café-débats, des ateliers de réflexion et des temps de discussions ouverts, nous sommes rentrés, à partir de juin, dans la phase finale de la démarche. Celle-ci avait pour objectif final de préparer deux jours d'Assises, en janvier 2018. L'événement des Assises avait précédemment été organisé par la Région avec un certain succès. Les Assises de 2018, toutefois, auraient dû représenter une étape de validation et de reconnaissance de la démarche engagée. En effet, la démarche de mobilisation des acteurs dans laquelle nous étions impliquées visait à donner à cet événement public une autre teneur. Il devait être en même temps l'aboutissement d'un processus d'élaboration de communs de deux ans et le lancement d'une nouvelle forme de collaboration entre acteurs. Notamment, le premier jour avait comme objectif de débattre et de prendre une décision sur un modèle d'organisation de ce nouvel espace de collaboration. Ce moment était ouvert à tous les acteurs ayant participé à au moins un des moments de la démarche de mobilisation. Le deuxième jour des Assises était pensé comme un événement grand public, ouvert à tous, afin de poursuivre

le débat autour des problèmes publics identifiés et définir des orientations d'actions communes.

En amont des deux journées clôturant la démarche, des acteurs volontaires – qui s'étaient manifestés lors des rencontres régionales – se sont engagés à participer à quatre rencontres, formant ainsi des collectifs de coordination. L'objectif de la mobilisation dans cette dernière étape était multiple. D'abord, il était important de continuer la mobilisation des acteurs sur les territoires autour des thématiques d'intérêt régional dégagées lors des précédentes phases. Maintenir la mobilisation sur le long terme n'est pas chose aisée. Pour cette raison, nous avons imaginé que les acteurs mobilisés au sein des collectifs de coordination pouvaient trouver du sens à leur engagement dans la mise en place d'actions. De plus, la réalisation de petites actions à l'échelle régionale ou locale, par un ou plusieurs membres des collectifs de coordination, permettait de continuer le débat et de susciter une participation plus active des personnes aux débats des Assises. Cette dynamique permettait aussi de récolter des avis plus larges sur ces enjeux. L'engagement des acteurs impliqués dans les collectifs de coordination, dont plusieurs étaient présents dans la démarche à partir des ateliers cartographiques, est à valoriser et nous montre aussi qu'une mobilisation dans la durée est possible si l'on s'appuie sur les enjeux des acteurs.

Le deuxième objectif de cette étape était d'expérimenter des formes d'organisation à l'échelle régionale. Pour permettre une meilleure appropriation des enjeux liés à l'organisation d'un nouvel espace de coopération, nous avons choisi de nous appuyer encore une fois sur la pratique. En mettant en place des actions à plusieurs sur le terrain, les acteurs volontaires ont pu tester et expérimenter différentes manières de travailler à partir d'une collaboration à l'échelle régionale. Les acteurs ont en effet mis en œuvre, et ce en très peu de temps, des actions sur le terrain (des forums de débats entre élus et associations sur les partenariats possibles, des soirées débats sur les enjeux contemporains de la solidarité internationale, des temps de réflexion sur les territoires autour de la démarche initiée par la Région,...), démontrant leur capacité de mobilisation et de travail collaboratif autour de questions qui les préoccupent. Ces expériences permettaient progressivement d'identifier les atouts et les faiblesses des différents types de collaborations régionales, ce qui allait permettre aux acteurs impliqués de pouvoir exprimer un choix conscientisé lors de la première journée des Assises.

Le troisième objectif était de préparer l'animation des deux

journées des Assises avec les acteurs des collectifs de coordination. Toutefois, à notre sens, ce qui primait dans la réflexion autour de l'événement était le fait que l'engagement des acteurs soit mis en valeur et que leur capacité à réfléchir collectivement les enjeux qui les concernent permette à chacun de se positionner.

Nous avons donc conçu une animation de ces temps qui combinait trois types de travaux collectifs, de manière flexible et toujours en fonction de l'avancement de l'ensemble des acteurs, pour permettre à chacun de trouver sa place :

1. des temps de travail par thématique pour organiser les actions et en faire le bilan ;
2. des temps de travail de réflexivité sur comment les actions s'organisent car elles sont des tests des formes de collaborations possibles ;
3. des temps de préparation des Assises.

L'hypothèse de l'institutionnalisation d'une dynamique de mobilisation à l'épreuve des résistances au changement : retour des représentations et inquiétudes sur la maîtrise du processus

Découlant du processus de mobilisation initié, il s'agissait, dans notre conception, d'organiser à terme une arène publique où il était nécessaire de bien penser la place de chaque partie concernée, dans une perspective de démocratie délibérative imbriquant des formes de représentativité et des formes de démocratie directe (Sintomer, 2011). Nous proposons de passer par une expérience commune d'actions qui s'organisent à différentes échelles, mais autour d'enjeux communs, définis ensemble et devenus ainsi publics. Cela visait à construire une organisation souple qui épouse les motivations et les intérêts des acteurs à collaborer. La Région souhaitait, de son côté, reconstruire des mécanismes de représentation qui auraient permis, selon son point de vue, une structuration plus claire et efficace de la plateforme et qui aurait donné visibilité à une réelle configuration en « multi-acteurs ». Penser une organisation à partir d'un point de vue « technique » vise à une efficacité des échanges, mais prend le risque de cristalliser ceux-ci sur une vision de la réalité depuis le prisme des formats existants. Ce qui explique, par exemple, une facilité à proposer à

nouveau des systèmes de représentation classiques, comme cela a été le cas dans certains moments de débat. Partir de la pratique permet, au contraire, d'inventer de nouvelles formes hybrides qui s'adaptent à la réalité et qui sont faciles à faire évoluer en fonction des besoins, car on ne les fige pas a priori dans un cadre, mais elles sont le résultat d'un processus instituant fondateur.

Pendant cette phase et suite à ce désaccord de fond, plusieurs éléments de tension sont apparus et ont amené à notre retrait progressif de la démarche. Il nous paraissait délicat, en effet, d'avoir accompagné les acteurs à s'emparer de sujets et à inventer des formes de mobilisations multiples pour soutenir la production de communs, d'animer, lors de l'événement qui devait clôturer la démarche, la structuration de ces coopérations en une forme en partie préétablie selon un principe de représentativité. Durant cette phase, nous avons vu participer des salariés d'associations qui n'étaient que peu présents auparavant. Ce changement de personnes, impliquées au nom d'une même structure, a pu parfois être compliqué à gérer, notamment du point de vue de l'appropriation du sens de la démarche. La prise de décision sur la forme du nouvel espace de coordination approchant, des acteurs ont essayé de déployer des stratégies individuelles, alors que l'objectif était de penser une stratégie collective. Effectivement, au cours de la démarche, certains éléments pointés amenaient à penser de possibles changements à venir : plusieurs acteurs associatifs ou publics avaient été identifiés comme fédérateurs et capables de jouer le rôle de « tête de réseau » et/ou de « passeurs », proposant une organisation en réseau souple et fondée sur des relations de proximité et de facilitation. Cela posait donc la question de réorganisations possibles de l'existant, notamment dans les relations privilégiées entre la Région et certains acteurs associatifs. Ces changements n'avaient pas été évoqués directement ni vraiment anticipés : ils provoquèrent donc des tensions.

Toutefois, l'élément déclencheur de notre retrait de l'animation a été une divergence croissante avec l'équipe régionale sur les enjeux de la dernière phase. Le temps des Assises Régionales de janvier 2018 était en effet considéré par la Région comme un événement qui devait être représentatif de l'institution et de son engagement sur la scène publique. Pour cette raison, il demandait une organisation et une anticipation importantes. Cette temporalité était en désaccord avec le rythme de la démarche, dans lequel l'enjeu prioritaire était celui d'arriver à préparer une prise de décision la plus collective et co-construite possible, en accompagnant les acteurs à une prise de conscience de tous les enjeux que

cette décision impliquait. La méthode que nous avons choisie et qui prévoyait de penser la forme organisationnelle à partir des pratiques de collaboration, n'était pas suffisamment rassurante pour l'équipe régionale qui travaillait parallèlement à l'organisation des Assises et avait besoin d'éléments précis, concrets et mobilisables. Suite à cette divergence de point de vue, qui s'est révélée au fur et à mesure de l'avancement de cette dernière étape, nous avons décidé de nous mettre en retrait et de confier les derniers temps d'animation aux agents régionaux qui, par ailleurs, auraient été les facilitateurs du nouvel espace de coopération.

En guise de conclusion provisoire : de la réflexivité à la réflexion

Pendant ces deux ans d'expérimentation aux côtés des acteurs, nous avons interrogé sans arrêt les contextes dans lesquels nous étions amenées à intervenir, nous avons observé et analysé les débats, nous avons ressenti les ambiances, les tensions, les opportunités de commun qui traversaient les échanges lors des différents ateliers. Nous avons pu, le long du chemin, partager des points de vue avec certains des acteurs les plus impliqués dans la démarche. Nous avons, en même temps qu'eux, formulé et nommé les questions importantes pour leur champ d'activités et d'engagements. Nous étions donc dans une démarche de réflexivité sur l'action constante. Cela nous a demandé d'imaginer la démarche au fur et à mesure, voire parfois d'improviser... Par la suite, nous avons pu nous poser et porter un regard davantage distancié sur l'ensemble du processus de mobilisation collective des acteurs de la solidarité et de la coopération que nous avons essayé d'impulser. Alors que les institutions alternent entre ouverture et fermeture des sens de la participation, les tâtonnements et le nécessaire bricolage de l'action se sont construits pendant ces deux ans. Dans ce premier article, nous avons essayé de donner à voir l'importance des questionnements qui nous ont traversés dans nos propositions, les enjeux d'être au plus près des acteurs pour saisir où et comment pouvaient se construire des dynamiques coopératives au sein de la société civile. Un autre article, à paraître dans le prochain numéro de cette revue, reviendra

de façon plus approfondie sur les orientations pratiques et théoriques de nos positionnements contemporains d'animatrices et facilitatrices de recherche-action.

Références citées

Carrel M., 2013, « *Faire participer les habitants ? Citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires* », Lyon, ENS Éditions, 274 p.

Castells M., 1998, « *La société en réseaux* », *L'ère de l'information*, Fayard.

Cefaï D., 2016, « Publics, problèmes publics, arènes publiques... Que nous apprend le pragmatisme ? », *Questions de communication*, n° 30, p. 25-64.

Neveu C., 2011, « Démocratie participative et mouvements sociaux : entre domestication et ensauvagement ? », *Participations*, vol. 1, no. 1, 2011, pp. 186-209.

Sintomer Y., 2011, « Délibération et participation : affinités électives ou concepts en tension ? », *Participations*, n° 1, 2011, pp. 239-275.

Souchard N., Bonny Y., 2015, « La recherche-action coopérative, une voie contributive aux productions de la société civile », *participation-et-democratie.fr/sites/default/files/article_souchard-bonny_mars_2015.pdf*.

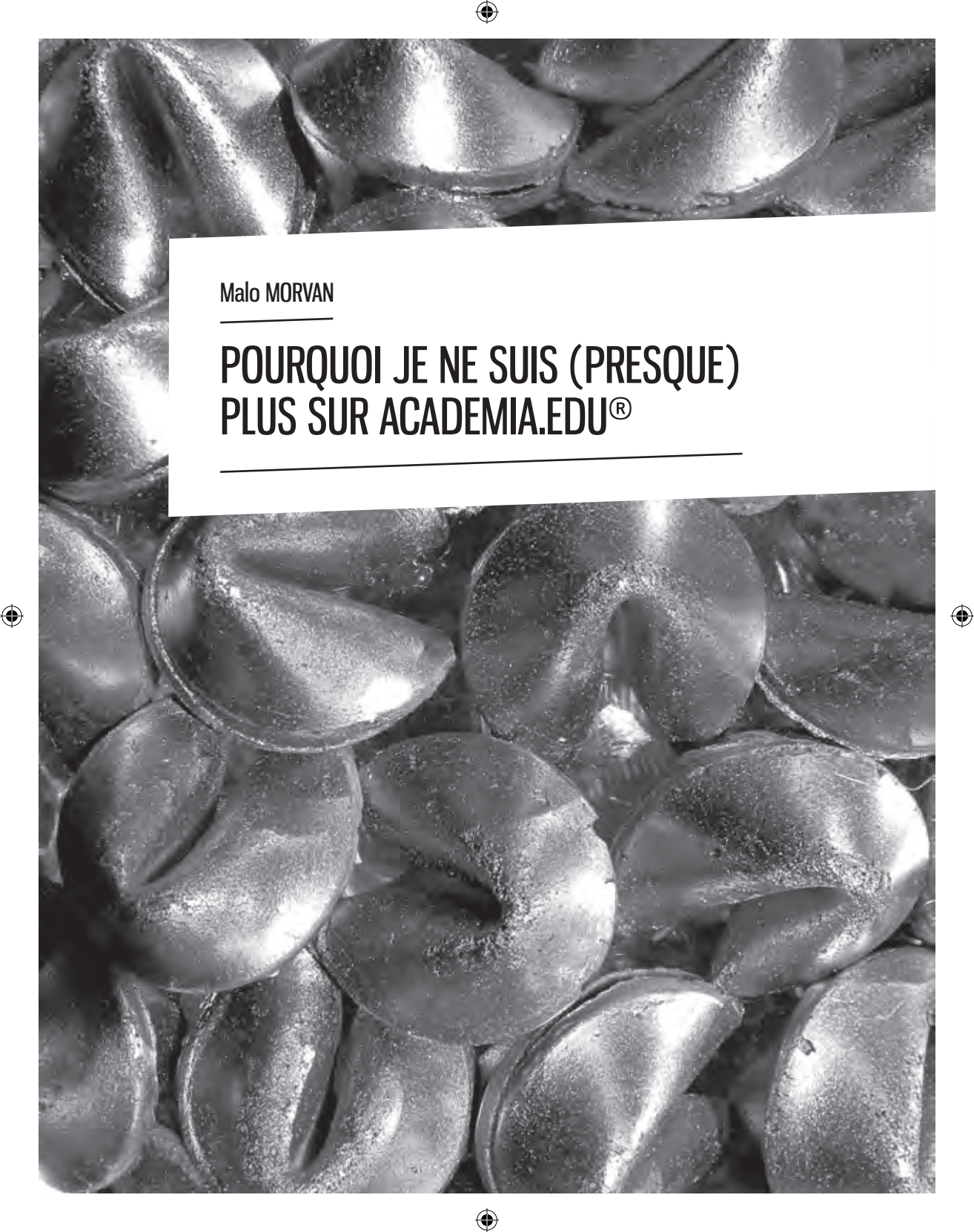
Souchard N., Bonny Y., 2015, « Des fabriques du social aux nouvelles fabriques de sociologie. La construction du laboratoire de recherche-action dans la cité », rapport pour le programme de recherche ASOSC.

Souchard N., Bonny Y., 2013, « La fabrique du social. Expérimentation et innovation sociale », rapport pour le programme de recherche ASOSC.

Souchard N., col. Banovich E., 2013, « Les coopérations acteurs-chercheurs à l'épreuve de la gestion intégrée de l'eau », rapport dans le cadre de la convention CCB-Creseb, région Bretagne.

Sitographie

diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/action-exterieure-des-collectivites-territoriales/informations-complementaires/liensutiles/article/reseaux-regionaux-multi-acteurs



Malo MORVAN

POURQUOI JE NE SUIS (PRESQUE) PLUS SUR ACADEMIA.EDU®

Malo MORVAN

POURQUOI JE NE SUIS (PRESQUE) PAS SUR ACADEMIA.EDU®

Malo Morvan a enseigné la philosophie et les sciences du langage. Il est actuellement formateur à l'Inspé de Bourg-en-Bresse, parallèlement à un travail de recherche en sociolinguistique et diverses activités militantes dans l'éducation populaire.

Je ne suis sur aucun des réseaux sociaux, et d'habitude je n'éprouve pas le besoin d'écrire un article sur le sujet pour m'en vanter¹. Nous connaissons tou-te-s les services et les risques de ces sites, et nous sommes assez grand-e-s pour savoir si nous souhaitons ou non nous y inscrire. Pourtant, le cas d'**Academia**^{®2} me semble davantage digne d'être mentionné : d'une part car il s'adresse à des universitaires, qui devraient théoriquement manifester un peu plus de vigilance et d'esprit critique concernant les risques inhérents à l'usage d'une telle plate-forme, d'autre part car son succès me semble symptomatique d'une évolution managériale du rapport au savoir, à la recherche, et à sa valorisation, sur laquelle il me semble important de revenir.

Résumé

Ce texte vise à nous faire nous poser les questions que nous négligeons lorsque nous créons sans trop y réfléchir un profil sur **Academia**[®] et que nous y déposons nos documents parce que cela semble pratique.

On commence par remarquer que le nom de domaine en **.edu** de ce site fournit une fausse information, puisque celui-ci n'appartient pas à une instance éducative publique, mais bien à une entreprise privée éponyme dont le PDG est Richard Price (cf. 2).

Qui dit entreprise dit modèle économique, et il convient donc de s'interroger sur la manière dont, malgré son apparente gratuité, **Academia**[®] se fait (et surtout, se fera) de l'argent à partir de nos contributions volontaires (cf. 3).

Une telle utilisation lucrative de nos données de recherche ne

1. Une exception : Il y a plus de 10 ans, en janvier 2007, j'écrivais un article intitulé « Pourquoi je quitte Myspace[®] et pourquoi vous devriez en faire autant » lexcroissance.hautefort.com/archive/2007/12/09/pourquoi-je-quitte-myspace-et-pourquoi-vous-devriez-en-faire.html / À l'époque, Myspace[®] était un des réseaux sociaux les plus utilisés (notamment par les musicien-ne-s), en concurrence avec un Facebook[®] émergent. Musicien amateur, j'y dénonçais un certain nombre de travers : les musicien-ne-s, mirés par l'espoir d'un moyen de promotion facile et efficace, se transformaient en acteurs cyniques d'une course à l'autopromotion. Myspace[®] avait mis en place tous les outils permettant de flatter nos égos pour nous inciter à remplir nous-mêmes de contenu, et à promouvoir nous-mêmes, des pages qui servaient de support publicitaire, enrichissant Rupert Murdoch, milliardaire australien réactionnaire, et magnat des médias.

2. Malgré la lourdeur graphique, j'utilise le symbole de marque déposée, ®, pour deux raisons : la première est liée à l'obligation légale théorique lorsque l'on cite une marque déposée. La seconde, plus légitime, est que je tiens à montrer que ces noms renvoient à des produits commerciaux émanant d'entreprises privées, ce qui rappelle subtilement leurs intérêts pécuniaires et leur rapport à la propriété intellectuelle, incompatible avec celui de la recherche. Cela permet d'insister sur le fait que l'on ne peut pas parler de ces produits comme l'on parlerait d'un service.

3. quora.com/How-did-Academia-edu-get-the-edu-domain

4. net.educause.edu/eligibility.htm

5. plannedobsolescence.net/academia-not-edu

6. chronicle.com/article/Scholars-Criticize/235102

7. blogs.scientificamerican.com/information-culture/interview-with-richard-price-academia-edu-ceo

8. diggmagazine.com/column/end-academiaedu-how-business-takes-over-again

peut s'opérer que parce que nous avons accepté, dans les *Conditions d'Utilisation* et la *Politique de Confidentialité* que nous ne lisons jamais, de céder des droits d'utilisation tant sur les documents déposés que sur les données de navigation. Il convient donc de revenir sur les droits de propriété intellectuelle que nous cédonons au site en l'utilisant (cf. 4).

Pour pouvoir faire une utilisation commerciale correcte de nos données, **Academia**® doit les garder impartageables, car leur diffusion ferait perdre à l'entreprise toute sa plus-value. C'est ainsi que, malgré son ouverture apparente, **Academia**® s'inscrit bel et bien dans une logique de clôture propriétaire du droit à l'information, en pleine opposition avec la logique de l'*open access* qui devrait guider la diffusion de nos travaux de recherche (cf. 5).

Pourquoi ne réalisons-nous pas ces différentes dimensions, et pourquoi l'acceptons-nous ? C'est essentiellement parce que l'interface d'**Academia**® est très bien réalisée, et nous envoie de nombreux signaux qu'il convient d'analyser, de manière à flatter nos égos et jouer sur la volonté d'insertion professionnelle des jeunes chercheur-e-s (cf. 6).

Ainsi, pour comprendre la logique à l'œuvre derrière le phénomène **Academia**®, il convient de le re-situer au sein d'un contexte à plusieurs facettes. La première de ces dimensions est une période socio-économique de précarité et de difficultés d'insertion professionnelle pour de nombreux-se-s jeunes chercheur-e-s, qui contribue à nous donner l'illusion de la nécessité d'un site comme **Academia**® (cf. 7).

Le second élément de contexte, c'est la diffusion généralisée dans l'Université, depuis une vingtaine d'années, de méthodes de management reposant sur la quantification et la mise en compétition, et notamment le *benchmarking* (cf. 8).

Sans une vigilance de la part de la communauté des chercheur-e-s, **Academia**® risque de bientôt devenir un acteur incontournable du milieu de l'enseignement supérieur et de la recherche, c'est-à-dire que nos apports quotidiens contribuent à en renforcer le monopole, à tel point que bientôt, il pourrait être pénalisant pour un-e chercheur-e de ne pas avoir de profil sur ce site. Ce moment arrivé, **Academia**® pourra s'autoriser toutes les libertés dans l'utilisation de nos données, comme l'ont fait les gros sites qui ont atteint ce niveau de diffusion (cf. 9).

Academia® pourrait constituer un moindre mal s'il venait pallier une lacune, mais il se trouve que tous les services qu'il propose sont également fournis par d'autres plates-formes, issues d'institutions publiques ou du mouvement du logiciel libre, et

bien plus respectueuses des conditions de l'*open access* (cf. 10). Le seul véritable avantage concurrentiel d'**Academia**® est sa généralisation progressive (le fameux « tout le monde y est » ou *the place to be*), et c'est justement aussi ce qui pose problème et ce qu'il faut contrer.

Un .edu bien trompeur

Une première chose : les noms de domaine en **.edu** sont censés n'être accordés qu'aux institutions officielles d'enseignement. Si le **.edu** confère un caractère prestigieux et rassurant au site en le faisant identifier à des institutions publiques et sérieuses, il se trouve en fait que le site appartient à une entreprise éponyme, dont le PDG est Richard Price (par ailleurs docteur en philosophie). Si le site a pu bénéficier d'un tel nom de domaine, c'est parce que ce dernier a été enregistré avant le 29/10/2001³, date à partir de laquelle le **.edu** se trouve réservé aux institutions d'enseignement supérieur⁴. Ainsi, **Academia.edu**® est le site d'une entreprise privée lucrative pouvant bénéficier du nom de domaine des institutions accréditées de l'enseignement et de la recherche⁵.

Néanmoins, bien que le nom de domaine ait été réservé assez tôt, le site ne se lance vraiment qu'en septembre 2008. À partir de là, il connaît une croissance exponentielle, et se met progressivement à proposer de nouvelles fonctionnalités.

Comment Academia® gagne-t-il de l'argent ?

Jusqu'ici, **Academia.edu**® a été principalement financé par des levées de fonds : une en 2010, qui a permis de récupérer 1,5 millions de dollars, et une autre en 2011, qui a rapporté 4,5 millions. Les groupes ayant investi dans ce site sont : Khosla Ventures, True Ventures, Spark Ventures, Spark Capital et Rupert Pennant-Rea. C'est un mode de fonctionnement fréquent pour les start-ups, vendant un concept prometteur mais qui nécessite

9. « *Le problème avec Academia.edu est que c'est une entreprise commerciale. Elle n'est pas faite pour servir le bien commun – la diffusion de la connaissance. Elle n'est pas non plus faite pour servir des idéaux démocratiques, mais pour faire de l'argent. Et, comme presque tout ce genre de "sites construits par le contenu de l'utilisateur-rice", ils commencent comme point. communisme, mais presque du jour au lendemain ils se transforment en point. capitalisme, pour paraphraser Van Dijk. Les premiers signes de ce changement dans le cas d'Academia.edu furent visibles quand ils introduisirent le "compte premium" en disant : "Academia Premium est pour les gens qui veulent des fonctionnalités puissantes supplémentaires sur Academia."* »

10. « *Clairement, ce compte premium n'a pas généré assez de profits. Aujourd'hui, étonnamment, en cherchant des références pour mes étudiants, j'ai vu qu'Academia avait aussi introduit la "Recherche avancée". Dans le cas de ma recherche pour les "Potterheads" (les fans d'Harry Potter), Academia m'a informé qu'aucun article n'avait le mot "potterheads" dans son titre, mais 26 articles font usage du mot dans le corps de leur texte. Mais pour être capable de voir ce résultat de recherche, je dois payer 4,72 euros par mois. Avec ce prix, Academia.edu*

reprend le business model des vieux journaux. Et de ce fait, cela signifie la fin de ce media. »

11. blogs.lse.ac.uk/impactofsocialsciences/2015/10/22/does-academia-edu-mean-open-access-is-becoming-irrelevant

Je me dis que c'est peut-être, au sein de l'idéologie de la start-up nation dont Academia® est le paragon, un sens possible de ce terme de « disruption » dont je peine à comprendre la signification : on pourrait dire qu'Academia® parvient à disrupter la recherche publique s'il la transforme en un matériau économiquement rentable à très court terme pour le marché.

12. Cette notion s'applique globalement à tous les réseaux sociaux, qui fournissent une plateforme vide, et ont besoin que nous la nourrissions d'un contenu pour pouvoir en tirer des bénéfices. Elle s'applique plus particulièrement à des sites comme YouTube®, MySpace®, et Academia®, qui reposent sur des contributions élaborées de leurs auteur·e·s (musique, vidéo, textes, etc.). Dans le cas d'Academia®, elle a été invoquée plus particulièrement au moment de l'apparition de l'*editor program* (academia.edu/editor-program), qui consiste à demander à des chercheur·e·s de suggérer sur le site des articles qu'elles et ils ont lus et appréciés : il s'agit ici de faire gratuitement un

d'avoir atteint un certain nombre d'utilisateur·rice·s avant de pouvoir dégager du bénéfice : des investisseurs en *venture capital* ou « capital risque » acceptent d'y engager des actions, en anticipant un retour sur investissement à moyen terme. Un tel mode de financement ne doit surtout pas être confondu avec un mécénat à visée philanthropique qui aurait financé le site pour son apport à la communauté. **Google®** et **Facebook®** ont commencé par offrir leurs services sans en tirer de bénéfices, avant de progressivement se financer par un service de profilage publicitaire. À ce jour, malgré l'immense trafic qu'il génère, **YouTube®** n'est toujours pas rentable économiquement, mais il s'agit d'un investissement financier pour le moment où le site sera devenu un média incontournable auprès d'une certaine génération. Ainsi la seule chose qu'attend **Academia®** pour devenir rentable, c'est que nous soyons assez nombreux·se·s à nous inscrire et à y déposer nos documents.

Plusieurs pistes pour dégager du profit à partir des profils **Academia®** commencent à être expérimentées : en 2016, le site a introduit une formule payante, **Academia® Premium**, qui fournit aux utilisateur·rice·s davantage d'informations concernant la consultation de leurs profils. Depuis 2017, la fonctionnalité « recherche avancée » n'est disponible qu'aux comptes payants.

Toujours en 2016, **Academia®** avait fait l'objet d'un grand nombre de discussions après que certain·e·s chercheur·e·s aient reçu la proposition de mettre en avant leurs publications, moyennant une participation financière⁶. Cette proposition, renvoyant davantage aux suggestions publicitaires de **Google® Ads** ou à l'« achat de vues » sur **YouTube®**, avait été à l'origine d'un mouvement de protestation relayé sur **Twitter®** par le hashtag #DeleteAcademiaEdu. On voit ici à quel point la logique marchande entre en contradiction avec les exigences propres à la recherche. Mais ce scandale a aussi peu freiné la progression du site que l'affaire *Cambridge Analytica* n'a empêché des utilisateur·rice·s devenu·e·s dépendant·e·s de continuer à utiliser **Facebook®**.

Dans une interview, Richard Price, le PDG du site, mentionne le *business model* qu'il entrevoit à terme pour **Academia®**⁷ ; il s'agira de vendre aux sections R&D des entreprises des suggestions concernant les tendances de recherche dans leur secteur, sur le modèle de la section *Trending / Tendances* de **YouTube®** :

Je comprends que vous avez levé environ sept millions de dollars d'investisseurs jusqu'ici, mais je suppose que cela ne durera pas éternellement (et qu'ils attendent un retour

sur investissement...). Quel est le business model de l'entreprise ?

Le but est de fournir des données sur les tendances en matière de recherche à des institutions en recherche et développement (R&D), ce qui peut améliorer la qualité de leurs décisions de 10-20 %. Le type d'algorithmes que les entreprises de R&D recherchent est un algorithme d'« articles en tendance », analogue à l'algorithme des sujets en tendance chez **Twitter**. Un algorithme d'articles en tendance dirait à des entreprises de R&D quels sont les articles ayant le plus d'impact dans un domaine donné de la recherche dans les dernières 24 heures, 7 jours, 30 jours, ou depuis toujours. Historiquement, il a été très difficile d'obtenir ce genre de données. Les scientifiques ont imprimé des articles et les ont lus dans leurs laboratoires d'une manière introuvable. Au fur et à mesure que l'activité scientifique évolue, il devient plus facile de suivre quels articles obtiennent le plus d'attention de la part des meilleurs scientifiques.

Il y a aussi une opportunité d'engendrer un large impact économique. C'est environ 1 000 milliards de dollars qui sont dépensés dans la R&D en général, environ 200 millions dans le domaine académique, et environ 800 millions dans le secteur privé (entreprises pharmaceutiques et autres entreprises de R&D).

Comme nous le verrons avec les questions de propriété intellectuelle, en déposant nos travaux sur **Academia**®, nous lui cédonons une licence d'exploitation qui lui permet d'en faire à peu près n'importe quoi. Lorsque de gros sites comme **Facebook**® ou **Google**® deviennent incontournables, tant en termes de nombre d'utilisateur·rice·s que de dépendance envers leurs services, ils peuvent modifier à leur guise les conditions d'utilisation et politique de confidentialité pour pouvoir faire un usage plus lucratif des données que nous y avons déposées naïvement. Aujourd'hui, **Academia**® attend simplement que nous lui ayons fait atteindre cette masse critique pour pouvoir en faire de même.

Comme le suggère Ico Maly®, dans la mesure où **Academia**® résulte d'une entreprise commerciale privée, il est naïf de croire que son objectif, à terme, ne sera pas de dégager de l'argent à partir des documents que nous y déposons®, et il semble logique que continuent à apparaître de nouvelles fonctionnalités ou conditions d'utilisation qui iront dans ce sens : ce qui a pu paraître comme une libération par rapport au monopole des maisons d'édition exorbitantes en reproduit finalement le principe, en dé-

travail de revue de littérature et de sélection, afin de faciliter le tri par les algorithmes du site (martineve.com/2015/10/26/academiaedu-peer-review-experiments).

13. « *Pressés d'accéder aux PDF d'articles qu'une recherche sur Google a fait miroiter, on procède en quelques clics à l'inscription qui donne alors accès à une incroyable base de données constituée par les documents scientifiques déposés par les inscrits sur leur profil. Mais, lors de cette inscription simple et rapide, qui prête vraiment attention aux conditions générales d'utilisation que l'on s'empresse d'approuver en cochant la case requise ? Pas moi en tout cas, ni aucun des collègues à qui j'ai posé la question.* » archeorient.hypotheses.org/2554

14. academia.edu/terms. Last Updated Date : May 15, 2017.

15. À ce sujet, il me semble que Christophe Benech ait traduit trop rapidement le « revocable » anglais en « irrévocable » : « *Academia n'est pas avare d'adjectifs et de verbes pour détailler ces droits que vous leur concédez : vous leur accordez donc une licence mondiale, irrévocable, perpétuelle, non exclusive, transférable et sans "royalties" avec le droit de donner licence, utiliser, voir, copier, adapter, modifier, distribuer, autoriser,*

vendre, transférer, diffuser publiquement, utiliser à des fins publicitaires, transmettre, ce que vous mettrez sur votre profil. » (archeorient.hypotheses.org/2554).

16. « Vous reconnaissez et acceptez que vous êtes l'unique responsable de tout Contenu de Membre que vous mettez à disposition par l'intermédiaire du Site ou des Services. En conséquence, vous garantissez que : (i) soit vous êtes le propriétaire unique et exclusif de tout Contenu de Membre que vous mettez à disposition par l'intermédiaire du Site ou des Services, soit vous disposez des droits, brevets, consentements et autorisations nécessaires pour en accorder les droits à Academia.edu dans un tel Contenu de Membre, comme envisagé dans ces termes ; et (ii) aucun Contenu de Membre, qu'il soit le vôtre, qu'il soit diffusé, téléversé, publié, soumis ou transmis par vous, ou qu'il soit utilisé par Academia.edu (même partiellement), par l'intermédiaire ou au moyen du Site ou des Services, n'enfreindra, ne détournera, ou ne portera atteinte au brevet, au copyright, à la marque déposée, au secret des affaires, aux droits moraux ou à d'autres droits de propriété intellectuelle, ou des droits de publicité et de vie privé d'une tierce partie, ni ne violera de loi ou de règlement. »

plaçant simplement le modèle économique¹⁰. Gary Hall compare quant à lui **Academia**[®] à un site parasite, qui bénéficie d'un travail largement subventionné par les fonds publics afin d'en tirer un profit¹¹ :

Bien sûr, la majorité des universitaires membres du réseau social **Academia.edu** sont le produit d'un système d'enseignement supérieur dépendant de l'État, tout comme l'est leur recherche (un système au sein duquel, il faut bien le dire, le financement public est régulièrement en baisse). Mais exactement comme **Airbnb** et **Uber** parasitent des infrastructures publiques et des investissements faits par les municipalités il y a une génération (routes, bâtiments, éclairage public, etc.), de même, **Academia.edu** entretient une relation parasitaire avec le système éducatif public, dans le sens où ces universitaires travaillent gratuitement à contribuer à la construction de cette plate-forme privée et lucrative, en fournissant les ingrédients combinées, données et valeur attentionnelle. Nous pouvons ainsi voir que poster sur **Academia.edu** n'est pas éthiquement et politiquement équivalent du tout au fait de rendre la recherche accessible en utilisant un dépôt institutionnel en *open acces*.

La notion de *digital labor* (ou *labour*) peut aussi être mobilisée ici : elle désigne une situation dans laquelle un site internet s'enrichit par les contributions volontaires de ses membres, qui peuvent alors être perçus comme travaillant bénévolement pour son profit¹².

Les questions de propriété intellectuelle

Comme le remarque Christophe Benezet¹³, sur **Academia**[®] comme sur la plupart des sites, nous ne lisons pas les conditions d'utilisation au moment d'ouvrir un compte. Qu'en est-il exactement, que cédon-nous de nos documents et de nos droits de propriété intellectuelle lorsque nous acceptons d'y créer un profil et d'y déposer des documents ?

Les conditions d'utilisation¹⁴ mentionnent que le contenu déposé sur le site constitue la « propriété exclusive » d'**Academia**[®] :

Vous reconnaissez et acceptez le fait que le Site, les Services et le Contenu Collectif, ce qui comprend tous les droits de propriété intellectuelle associés, sont la propriété exclusive d'**Academia.edu** et de ses concédants. Vous ne retirerez, n'altérerez ou ne dissimulerez aucun copyright, marque déposée, marque de service ou autres droits de propriété incorporés dans ou accompagnant le Site, les Services ou le Contenu Collectif.

Ce qui compte dans cette phrase, c'est le contenu que l'on met sous l'expression « Collective Content » (ici traduit par « Contenu Collectif »). Or, les définitions, données sur la même page, sont très claires : le terme « Collective Content » est défini comme la somme du contenu produit par **Academia®** et par les membres :

« **“Contenu”** désigne du texte, des graphiques, images, de la musique, du code, de l'audio, de la vidéo, de l'information ou d'autres œuvres originales. »

« **“Le Contenu d'Academia.edu”** désigne du Contenu qu'**Academia.edu** rend disponible par l'intermédiaire du Site ou des Services, incluant tout Contenu sous licence d'une tierce partie, mais excluant le Contenu de Membre. »

« **“Membre”** désigne une personne qui mène à bien le processus de création de compte d'**Academia.edu's**, tel qu'il est décrit plus bas dans les termes de l'«Inscription à un Compte». »

« **“Contenu de Membre”** désigne du Contenu qu'un Membre envoie, téléverse (upload), soumet ou transmet afin de le rendre accessible par l'intermédiaire du Site ou des Services. »

« **“Contenu Collectif”** désigne, collectivement, le Contenu d'**Academia.edu** et le Contenu de Membre. »

Par conséquent, il semble bien que la clause de propriété exclusive comprend les contenus déposés sur **Academia®** par les chercheur·e·s.

Les termes sont en fait bien plus précis et exhaustifs concernant le contenu déposé par les chercheur·e·s, nommé « *Member Content* » : nous y cédon à **Academia®** une licence « mondiale, révocable, non-exclusive, transférable »¹⁵ :

Droits accordés par les Membres

Nous pouvons, à notre seule discrétion, autoriser des Membres à envoyer, publier, soumettre ou transmettre du Contenu de Membre. En mettant n'importe quel Contenu de Membre à disposition par l'intermédiaire du Site ou des Services, vous ac-

17. Certaines revues payantes et fermées contiennent une clause mentionnant l'autorisation pour la ou le chercheur·e de proposer l'article sur des plates-formes publiques en *open access*. Une telle clause permet ainsi de déposer ses documents sur Hal, mais pas sur Academia®, dans la mesure même où il s'agit d'un site commercial qui n'autorise l'accès aux documents qu'aux personnes qui s'y inscrivent.

18. academia.edu/privacy. Last Updated : May 23, 2018.

19. « *Spécifiquement, quand vous regardez ou téléchargez le Contenu de Membre d'un autre Membre, nous partageons votre nom et un lien vers votre page de profil (“Données de Visionnage”), là où cela est disponible, avec ce Membre, si celle-ci ou celui-ci a souscrit un abonnement à Academia Premium. Le partage de vos Données de visionnage est par défaut au sein des Services et constitue une fonctionnalité requise par les Services. En devenant Membre, vous choisissez de partager des Données de Visionnage avec les autres Membres.* »

20. « Marketing — Publicité ciblée et Marketing des Tierces Parties. À travers notre Service Academia.edu, nous pouvons autoriser des partenaires publicitaires tierces à mettre en place des outils de pistage (ex. des cookies) pour collecter des informations

concernant vos activités (ex. votre adresse IP, pages visitées, heure de la journée). Ces partenaires publicitaires peuvent utiliser ces informations (et d'autres informations collectées sur d'autres sites) pour vous proposer des publicités ciblées quand vous visitez des sites non reliés à Academia.edu au sein de leurs réseaux. Cette pratique est communément désignée "publicité basée sur les intérêts" ou "publicité comportementale en-ligne". »

21. « Conformité à et Exécution de la Loi.

Academia.edu coopère avec le gouvernement et les instances juridiques et privées pour faire appliquer la loi et s'y conformer.

Nous divulguerons n'importe quelle information à votre sujet à des instances juridiques, gouvernementales, ou privées si nous, en notre seule discrétion, jugeons nécessaire ou approprié de répondre aux demandes et opération (y compris les assignations à comparaître), pour protéger la propriété et les droits d'Academia.edu ou d'une tierce partie, pour protéger la sécurité du public ou de n'importe quelle personne, ou pour prévenir ou stopper une activité que nous considérerions être ou risquer d'être illégale, immorale, ou juridiquement répréhensible. »

cordez par la présente à **Academia.edu** une autorisation mondiale, révocable, non-exclusive, transférable pour exercer tous les droits sous copyright, par n'importe quel intermédiaire, et à autoriser d'autres à en faire de même [je souligne], en lien avec la mise en œuvre et la mise à disposition du Service et des Contenus pour vous et les autres Membres, à condition que le Contenu de Membre ne soit pas vendu pour faire du profit. **Academia.edu** ne revendique aucun droit de propriété sur un quelconque Contenu de Membre et rien dans ces Conditions ne sera estimé pouvoir restreindre un quelconque droit que vous pourriez avoir pour utiliser et exploiter n'importe quel Contenu de Membre.

Si une proposition comme « *Academia.edu ne revendique aucun droit de propriété sur un quelconque Contenu de Membre* » peut sembler rassurante, la suite du passage montre qu'elle sert essentiellement à protéger **Academia**[®] contre des accusations de la part d'éditeurs qui lui reprocheraient d'héberger un contenu protégé par une licence éditoriale : si un tel dépôt était effectué, cela s'opérerait de la pleine responsabilité des membres, et non de celle d'**Academia**^{®16}.

Qu'est-ce que tout cela signifie, concrètement ? Si je comprends bien, **Academia**[®] ne permet théoriquement pas de déposer des documents qui seraient sous une licence ailleurs (comme des ouvrages sous contrat avec une maison d'édition), ou des articles à accès payant sur un portail verrouillé¹⁷, bien que beaucoup de chercheur-e-s le fassent. Dans la mesure où la licence est « non-exclusive », **Academia**[®] n'interdit pas de publier ou déposer ailleurs des documents déposés sur la plate-forme. En revanche, si le site voulait faire une quelconque utilisation des données présentes dans les documents de recherche (les publier telles quelles d'une manière payante, vendre des « tendances de recherche » à des secteurs R&D dans des entreprises, y opérer toutes sortes d'analyses, de compilations, etc.), il serait impossible de s'y opposer.

Comme pour n'importe quel réseau social, la question de la confidentialité ne concerne pas uniquement les documents déposés par des chercheur-e-s, mais aussi les données de navigation de n'importe quelle personne qui aurait créé un compte pour pouvoir accéder à ces derniers. À ce sujet, la lecture de la charte concernant la politique de confidentialité¹⁸ fournit quelques enseignements supplémentaires.

- Nous acceptons que toutes nos données de navigation (adresse IP, pages vues, heure de la journée, durée, etc.) soient partagées avec **Academia**® ou ses partenaires¹⁹,
- Ces données peuvent être cédées à d'autres sites, ou fusionnées avec celles d'autres sites, afin de proposer des publicités ciblées²⁰,
- **Academia**® peut fournir toutes ces données à des entités gouvernementales si des raisons de sécurité intérieure semblent le nécessiter²¹,
- En cas de fusion, rachat, etc., les données issues d'**Academia**® appartiendront au nouvel acheteur. **Academia**® tentera de faire en sorte qu'elles soient utilisées d'une manière qui demeure respectueuse²²,
- Dans le cas d'une demande pour prendre connaissance, modifier, ou supprimer les données nous concernant dont dispose **Academia**®, le site « utilisera des efforts commercialement raisonnables pour honorer [notre] requête » et pourra conserver une copie archivée des données en question « comme exigé par la loi, ou pour des raisons commerciales légitimes »²³,
- Enfin, en cas de désinscription, **Academia**® peut continuer à collecter des informations nous concernant, à partir d'autres sites, à des fins de profilage publicitaire²⁴.

Des données en vase clos

Comme le soulignent, chacun à sa manière, Kathleen Fitzpatrick²⁵ et Paolo Mangiafico²⁶, un problème important d'**Academia**® réside en ce que le site ne permet à aucun autre service de réutiliser les métadonnées que les chercheur·e·s y consignent à propos de leurs publications scientifiques : et pour cause, celles-ci constituent son gagne-pain. Il existe un grand nombre de sites (voir les « solutions alternatives » en fin de document) dont les métadonnées peuvent être drainées par d'autres sites, dans une optique ouverte. C'est d'ailleurs ce que fait **Academia**® lui-même lorsque certains formulaires apparaissent en partie pré-remplis grâce aux données recueillies sur d'autres sites.

Tout l'intérêt des identifiants chercheur·e (type ORCID, idHAL, etc.) et des métadonnées exportables (comme celles qui existent sur Hal, le logiciel Vivo, etc.), réside dans la possibilité pour les bases de données appartenant à des institutions publiques ou

22. « Fusion, Vente, ou Autre Transfert d'Actifs.

Si nous sommes impliqués dans une fusion, acquisition, audit financier, réorganisation, faillite, redressement judiciaire, vente d'actifs de l'entreprise, ou transition de service vers un autre fournisseur, alors vos informations peuvent être vendues ou transférées comme un bien d'une telle transaction, comme il est permis par la loi et/ou par contrat. Dans un tel cas, Academia.edu s'efforcera d'inciter le bénéficiaire à faire usage des Informations Personnelles d'une manière cohérente avec la Politique de Confidentialité qui était en vigueur au moment où de telles Informations Personnelles ont été collectées. »

23. « Droits d'Accès, Rectification, Effacement, et Restriction [...]

Nous mobiliserons des efforts commercialement raisonnables pour honorer votre requête, et une telle requête sera traitée en accord avec les lois locales. Nous pouvons conserver une copie archivée de vos enregistrements comme il est requis par la loi pour pour des préoccupations commerciales légitimes (legitimate business purposes). »

24. « Résignation (Droit de s'Opposer au Traitement des Données)

Vous avez le droit de vous opposer et de vous retirer de certains usages et certaines divulgations de vos Informations

Personnelles. Bien que vous ayez consenti au traitement de vos Informations Personnelles par Academia.edu, vous pouvez retirer ce consentement à tout moment et refuser un traitement ultérieur en contactant privacy@academia.edu. Même si vous vous désinscrivez, nous pouvons toujours collecter et utiliser des informations non-Personnelles concernant vos activités sur nos Sites et/ou des informations provenant des publicités sur des sites tierces, à des fins de publicités non-centrées sur les intérêts, comme par exemple déterminer l'efficacité des publicités. »

25. kfitz.info/academia-not-edu

26. blogs.lse.ac.uk/impactofsocialsciences/2016/02/01/should-you-deleteacademiaedu

27. J'ai déjà pu télécharger des documents déposés sur Reserchgate® sans m'y être inscrit. Si ce site pourrait subir les mêmes critiques que je formule ici à l'égard d'Academia® sur bien des points, il ne semble pas que ce soit le cas sur celui-ci. Mais Reserchgate® ne peut pas être comparé à une démarche complètement *open access* pour autant.

des démarches inspirées par l'*open access*, l'*open data*, le logiciel libre, etc., de se compléter mutuellement. Des plates-formes comme IdRef permettent ainsi de regrouper des flux d'informations venant de différentes sources, et de constituer des bases de données plus exhaustives concernant les auteur-e-s.

Or, ce qui est mis sur **Academia®** reste sur **Academia®** : en effet, partager de telles données reviendrait pour le site à perdre son avantage concurrentiel (une gigantesque base de données provenant des contributions volontaires des utilisateur-ric-e-s) : en ce sens, le site n'enrichit pas la recherche et la documentation. De même, la logique d'**Academia®** consiste à conditionner l'accès aux documents à l'inscription sur le site, donc à l'acceptation des conditions d'utilisation et de la politique de confidentialité présentées plus haut : en ce sens, on ne peut pas dire qu'il s'agisse véritablement d'un site mettant à disposition librement les données et résultats issus de la recherche, répondant aux critères de l'*open access*, comme c'est le cas sur Hal, par exemple²⁷ : la rhétorique consistant à dire que le site rend les recherches accessibles au plus grand nombre se heurte ici à ses intérêts commerciaux, et il faut utilement rappeler que Richard Price n'est ni un Aaron Swartz ni une Alexandra Elbakyan²⁸...

Il est vrai que le dépôt d'un document sur Hal peut s'avérer fastidieux, dans la mesure où il faut remplir un certain nombre de champs au sein du formulaire de dépôt, et s'assurer que la forme du document ne viole pas de droits d'auteur ou autre. Mais ce sont justement ces contraintes qui garantissent que le document sera correctement enregistré, que les informations le concernant pourront facilement être transférées vers ORCID, IdRef, ou autre, et que le dépôt s'opérera en toute légalité. L'apparente simplicité liée au dépôt sur **Academia®** a pour pendant la pauvreté des métadonnées et leur non-réutilisabilité dans des bases de données communes.

Par ailleurs, un service public comme Hal dispose de garanties concernant la sécurité et la durabilité du dépôt : les documents ont un double physique stocké en lieu sûr, et sont traités de manière à demeurer disponibles sur le long terme. Il n'en va pas de même d'**Academia®**, qui, comme tout site marchand, est susceptible de connaître divers phénomènes : rachat²⁹, faillite, piratage, etc.

Quand bien même on adhérerait aux démarches de bibliométrie, le caractère fermé d'**Academia®** empêche une véritable prise en compte de l'impact des chercheur-e-s concernés, puisque les données ne sont établies que sur les documents déjà déposés sur

Academia® ; et quand bien même leur nombre serait suffisant pour parvenir à une mesure représentative, son intérêt se trouve d'emblée limité par l'impossibilité de la croiser avec d'autres barèmes établis ailleurs. Ainsi, il est impossible d'utiliser des données produites par **Academia**® pour rendre plus précis une évaluation de type *facteur H*, *facteur d'impact*, *altmetrics*, etc. Ainsi, en déposant nos fichiers sur **Academia**®, nous œuvrons à miner la démarche de l'*open access*, puisque nous confortons l'effet monopolistique d'une plate-forme qui ne partage pas ses données³⁰.

Sans compter qu'il est assez probable que les statistiques de consultation en question manquent fortement de précision, dans la mesure où elles ne font pas la différence entre les vues par des humains et par des robots comme ceux des moteurs de recherche qui scrutent en permanence le web afin d'actualiser leurs réponses³¹. Les données d'**Academia**®³² concernant la visibilité de nos travaux de recherche manquent-elles vraiment de fiabilité ? En réalité, il est impossible d'y répondre avec certitude, car *les algorithmes par lesquels les classements sont établis demeurent secrets*. Il s'agit de la « boîte noire » d'**Academia**®, **Researchgate**® et autres : il est impossible de savoir de quelle manière est calculée la popularité des chercheur·e·s et des documents mis en avant³³. En effet, il s'agit là aussi d'une propriété de ces sites, qui assure leur attractivité, et peut donc être aussi peu partagée que la recette du **Coca Cola**®. Ceci pose un grave problème de transparence lorsque ce sont des activités de recherche qui sont concernées : si des indices comme le *facteur H* ou le *facteur d'impact* peuvent être critiqués pour leur imprécision, c'est bien parce que nous connaissons la manière dont ils sont calculés, et qu'il est dès lors possible de proposer d'autres modes de mesure de la popularité des travaux de recherche (comme par exemple *altmetrics*). Mais qu'en est-il de ces sites auxquels nous accordons une importance et une confiance de plus en plus grandes ? Ce constat est d'autant plus dérangeant lorsqu'on le croise avec ce que nous avons vu plus haut, à savoir la proposition faite par **Academia**® d'améliorer un référencement moyennant finances.

28. Aaron Swartz était un génie de l'informatique et militant pour des partages de connaissances ouverts (il co-développa le format RSS ou les licences Creative Commons). Entre 2010 et 2011, il télécharge massivement des articles payants sur la base de donnée JSTOR à partir du MIT, peut-être dans le but de les diffuser ensuite. Alors que JSTOR ne souhaite pas engager de poursuites, le procureur des États-Unis engage alors un procès contre lui, le voyant menacé de lourdes peines. Le 11 janvier 2013, il se suicide par pendaison. Les menaces du procureur sont considérées comme la cause de son suicide. Alexandra Elbakyan est la fondatrice du site pirate Sci-Hub, qui permet de télécharger gratuitement des publications scientifiques payantes et propriétaires. Suite à une poursuite de l'éditeur Elsevier, elle demeure cachée pour éviter l'extradition et l'emprisonnement. Ces deux personnes ont agi de manière purement désintéressée pour partager des connaissances scientifiques, et en ont subi les lourdes conséquences ; ils bénéficient à ce titre d'une énorme reconnaissance dans les milieux de la recherche ou du cyber-activisme.

29. Ce phénomène n'est pas à négliger. Par exemple, le logiciel de gestion bibliographique Mendeley a été acheté par l'éditeur rapace Elsevier en avril 2013, ce qui avait à l'époque suscité un bon nombre de controverses (mysciencework.com/omniscience/elsevier-rachete-mendeley-et-vous-que-ferez-vous). Il est même possible que le *business model* de Richard Price consiste simplement à attendre que la base de données d'Academia® et son nombre d'utilisateurs soient assez conséquents pour pouvoir les vendre à un géant du net qui sera intéressé. C'est ainsi qu'Instagram® avait été racheté par Facebook® en 2012 pour 1 milliard d'€, Whatsapp® pour 19 milliards, etc. Voir aussi l'impressionnante liste des acquisitions de Google®.

30. En revanche, un tel site est capable d'aspirer un bon nombre de données sur des plateformes d'*open access*, à partir des identifiants comme ORCID. Les plateformes propriétaires peuvent défendre farouchement leurs données et algorithmes, qui constituent pour elles le nerf de la guerre : c'est ainsi qu'en 2008, l'entreprise Thomson Reuters, propriétaire du logiciel de gestion bibliographique EndNote®, avait intenté un procès contre le logiciel libre Zotero, car celui-ci était capable de décrypter le format propriétaire des références d'EndNote®, et donc de les rendre partageables à nouveau

Les algorithmes de la flagornerie

Chez Academia® comme dans un grand nombre de sites similaires, tout est bien pensé et réfléchi à l'avance pour engendrer une adhésion progressive, puis une dépendance, envers le site. La première expérience de beaucoup d'utilisateur-riche-s sur un tel site consiste à se rendre sur la page de quelqu'un qui les intéresse du point de vue de la recherche, et souhaiter télécharger certains documents mis à disposition sur le site. On se confronte alors au premier procédé d'enrôlement : impossible de télécharger un document sans être soi-même inscrit sur le site. Si Academia® visait vraiment le partage désintéressé des connaissances, pourquoi requerrait-il une inscription systématique de la part des lecteur-riche-s, et pourquoi ne pourrait-il pas simplement laisser les documents à la libre disposition de n'importe qui ? La réponse est simple : d'une part, il faut recruter de nouveaux utilisateur-riche-s, d'autre part, il faut pouvoir compter. C'est la raison du « presque » dans mon titre : dans la mesure où je suis intéressé par certains textes, écrits par des personnes qui ne les ont déposés que sur Academia® (ou difficiles d'accès autrement), j'ai d'abord dû créer un profil, afin de pouvoir les télécharger.

Autre chose : Academia® est configuré de manière à inciter davantage le dépôt de fichiers que la simple mention, ou le lien vers un fichier déposé ailleurs. Un simple lien est possible, mais il faut contourner les suggestions par défaut du formulaire pour cela³⁴.

Au moment de la création du compte, Academia® vous demande un certain nombre d'informations à votre sujet (ou les draine via ORCID, Facebook®, etc.), qui lui permettront à la fois de mieux vous intégrer dans ses données lorsque vous téléchargerez des documents, et de vous suggérer, par un système d'algorithmes fonctionnant sur le même principe que les suggestions d'achats de chez Amazon®, des profils de collègues ou des documents à télécharger, qui pourraient vous intéresser. Il y a de quoi être fasciné par ces suggestions, parfois pertinentes, de textes et de personnes qui correspondent à nos intérêts de recherche, et que l'on n'aurait peut-être pas pu découvrir par un autre moyen, j'en conviens : on peut passer des heures, comme toujours sur internet, à surfer d'un profil à un autre et à télécharger compulsivement des documents que l'on laissera dans un dossier. Pour ma part, même sans Academia®, j'ai sur mon ordinateur un dossier

« à lire » contenant environ 400 pdfs d'articles, et plusieurs étrangères sur ma bibliothèque, remplies de livres que je n'ai pas encore lus. En lisant plusieurs heures par jour, il me faudrait des années avant d'écouler tout ce stock, sans compter les découvertes que je fais au quotidien. Cela fait partie des frustrations liées à la recherche que de ne pouvoir ni lire les tonnes de nouvelles publications qui sortent régulièrement, ni remonter le fil de toutes les controverses académiques dans nos disciplines. Déjà sans **Academia**®, je sais que je mourrai toujours trop tôt pour pouvoir lire tout ce que je voudrais.

Comme beaucoup de sites de ce genre, une fois que nous sommes inscrits, **Academia**® utilise des techniques bien rodées pour nous inciter en permanence à publier du contenu : les membres sont sollicités en permanence pour déposer des documents et interagir avec d'autres collègues. Une fois que j'avais ouvert mon compte chez **Academia**® et compris que je ne souhaitais pas entrer dans une telle logique, j'ai réglé les paramètres pour recevoir le moins possible de sollicitations : mon but est d'utiliser mon profil comme un simple moyen d'authentification me permettant de télécharger des documents que je ne trouverai pas ailleurs. J'ai supprimé tous les tags mentionnant mes centres d'intérêt thématiques et disciplinaires, je n'ai déposé aucun document, aucune information à mon sujet, et ai désactivé au maximum les notifications. Pourtant, régulièrement, je continue d'être sollicité par le site pour pouvoir me connecter et interagir avec d'autres personnes, comme en témoigne cette capture d'écran de ma boîte mail datant de l'été 2017 :

dans des communautés publiques. C'est comme si Microsoft® intentait un procès contre OpenOffice ou LibreOffice pour être parvenu à percer sa technologie et donc à lire ses documents au format propriétaire. Imaginerait-on Academia® bientôt tenter un procès contre un concurrent *open access* comme Zenodo, ou une institution publique comme Hal ? La logique serait la même.

31. Cf. lib.uliege.be/fr/services/faq-sur-les-reseaux-sociaux-academiques, question 6 : « *Il faut toujours être prudent concernant les statistiques de téléchargement et de visualisation mirobolantes affichées par certains sites web. Beaucoup n'effectuent aucun filtre de ces données, ce qui signifie que les chiffres d'activités ne représentent pas toujours les accès effectués par des personnes mais ceux fait par des machines (bots, crawler, spider etc...) qui fouillent en permanence des milliards de pages web. [...] On estime que seulement 1/3 du total des accès proviennent de personnes réelles, les 2/3 restant proviennent de machines automatisées, et doivent donc être éliminés.* ».

32. Ou bien le RG score de Researchgate® : lse.ac.uk/impactofsocialsciences/2015/12/09/the-researchgate-score-a-good-example-of-a-bad-metric

Résultats récents				
Academia.edu	2 people recently read a paper you are mentioned in	Boîte de réception	28 août	
La semaine dernière				
Academia.edu	is now following you on Academia.edu	Boîte de réception	25 août	
Plus tôt dans Août	5 people have visited your profile	Boîte de réception	23 août	
Academia.edu	Get Full Access to Encyclopedia Britannica	Boîte de réception	18 août	
Juin				
Academia.edu	We created a Personal Website for you, powered by your Academia Profile	Boîte de réception	16 juin	
Academia.edu	The Academia Community Just Hit a Big Milestone!	Boîte de réception	8 juin	
Mai				
Academia.edu	5 people have visited your profile	Boîte de réception	18 mai	
Academia.edu	5 papers on Academia.edu mention the name Mato Morvan	Boîte de réception	11 mai	
Plus tôt dans 2017				
2016				
Connections at Acad.	Confirm you know	Boîte de réception	09/11/16	
Connections at Acad.	Confirm you know	Boîte de réception	14/10/16	
Academia.edu	Someone just searched for you on Google...	Boîte de réception	30/06/16	

Les annonces par lesquelles **Academia**® tente de m'attirer pour me connecter sont alléchantes : « *Quelqu'un vient de chercher votre nom sur Google* », « *Confirmez que vous connaissez Machin* », « *Bidule vous suit maintenant sur Academia*® », « *Tant d'articles mentionnent votre nom* », « *Tant de personnes ont consulté votre profil* », « *Tant de personnes ont récemment lu un article dans lequel votre nom était mentionné* », « *Un article déposé par un membre de l'Université de Telendroit mentionne votre nom* ». À chaque fois, il s'agit d'attirer mon attention, en commençant par me flatter : cher Malo, les gens s'intéressent à ton travail, tu es en train de devenir un peu plus connu, etc. Ensuite, il s'agit d'aiguiser ma curiosité : certes, des personnes tapent mon nom dans **Google**®, me mentionnent (ou un homonyme) dans leurs articles, ou consultent mon profil, donc, naturellement, je serai tenté de savoir de qui il s'agit. **Academia**® a tout enregistré, et je pourrais le savoir facilement, il me suffirait de m'y connecter (et d'adopter la formule payante). L'enjeu de ce genre de consultation n'est sûrement pas le même pour les chercheur-e-s débutant-e-s comme moi, et pour les chevronné-e-s déjà connu-e-s et reconnu-e-s : pour les premier-ère-s, en situation de précarité, la question qui se pose inévitablement est : « s'agit-il d'un potentiel membre de jury de thèse ? », « est-ce quelqu'un susceptible de siéger dans une commission de qualification CNU / financement / recrutement ? » Pour les chercheur-e-s les plus confirmé-e-s, à l'abri de ces soucis prosaïques, il s'agit plutôt de savoir qui brille plus que qui. En effet, **Academia**® offre la possibilité de savoir qui se trouve dans le « top 2 % » des profils les plus consultés, des documents les plus téléchargés, des noms les plus cités, etc. Le site offre, à celles et ceux qui s'en donnent les moyens, des outils pour avoir la satisfaction de mesurer son rayonnement dans le domaine de la recherche.

Ainsi, par quels biais **Academia**® vise-t-il à m'attirer à la consultation ? Dans un cas, un intérêt stratégique lié à une situation professionnelle précaire, dans l'autre, la satisfaction égocentrique de savoir si l'on est ou non bien placé dans la course pour la reconnaissance. Comme nous l'avons vu, ces données statistiques de consultation peuvent être mal calculées, et finalement nous n'en savons rien car elles sont opaques. Pourtant, ces données pourraient influencer directement la manière dont nous menons nos projets, en fonction de la reconnaissance escomptée à court terme plutôt que selon un intérêt théorique véritable. C'est ainsi qu'un texte de publicité vante la nouvelle formule sous les termes suivants³⁵ :

33. martineve.com/2015/10/26/academiaedu-peer-review-experiments

34. Pour déposer un fichier ou une simple notice, il faut d'abord cliquer sur « upload », ce qui veut bien dire quelque chose, puis trouver, en bas de la page, la case « no file to upload ». Pour le lecteur qui accède à la page présentant le document, **Academia**® propose alors une fonctionnalité : « (*inscrivez-vous et*) contactez l'auteur pour lui dire que vous voudriez lire ce document ». [Edit anecdote : lorsque je me suis reconnecté à **Academia**® pour y déposer un lien vers ce document, le site est parvenu à aspirer le PDF pour le proposer en téléchargement sur la plate-forme. J'ai dû retirer manuellement le fichier, deux fois, pour ne laisser qu'un lien, assez peu visible.]

35. medium.com/academia/how-do-people-find-your-papers-academia-edu-introduces-a-new-premium-feature-8b221176f57f

36. On pense par exemple à Springer®, Reed-Elsevier®, Wiley-Blackwell®, Taylor & Francis®, Sage®. Rares sont les particuliers ayant les moyens de se payer des abonnements à ces grands groupes : ce sont donc les universités publiques qui déboursent annuellement des sommes astronomiques auprès d'éditeurs privés pour obtenir le droit de consulter des connaissances produites par des universitaires... Des sites (illégaux) comme LibGen ou SciHub proposent un accès gratuit à un certain nombre de ces documents.

37. blog.fressengeas.net/post/2010/09/06/Mise-en-garde-sur-les-Éditions-Universitaires-Européennes-univ-valenciennes.fr/SCD/sites/default/files/pdf/scd/information-aux-docteurs-de-l-uvhc-publier-sa-these.pdf
bibliotheque-blogs.unice.fr/htbu/2014/03/25/publier-sa-these-oui-mais-pas-nimporte-ou-histoireuniversites.blog.lemonde.fr/2010/04/24/un-livre-pour-le-cv
etc.

*Mais, si vous vous demandez, alors regarder notre nouvelle fonctionnalité premium, « Recherches **Academia.edu** » ! Dans l'onglet des mots-clés de votre tableau de bord, vous verrez quels mots ont été tapés par d'autres sur **Academia.edu** pour arriver sur vos articles. Cela peut vous aider à comprendre ce qui attire spécifiquement l'attention dans votre travail, et peut-être même vous aider à orienter votre prochain projet [je souligne].*

Les conditions d'un attrait : précarité et compétition

Quelles sont les conditions socio-économiques qui font que des chercheur·e·s connaissent un tel engouement pour un outil qui propose de gérer ses travaux comme une image de marque ? J'en vois deux : d'une part, la précarité et les difficultés d'insertion des jeunes chercheur·e·s, d'autre part, une logique de compétition entre les unités de recherche.

Nombreux sont les acteurs économiques qui ont vu qu'il y avait un filon à exploiter dans l'état actuel de la recherche. En premier lieu, les maisons d'édition profitant d'un quasi-monopole pour faire payer très cher leur consultation³⁶, contre lesquelles **Academia**® a pu, faussement, sembler constituer une solution (la véritable solution, c'est l'open access !). Il existe également ces maisons d'édition frauduleuses qui nous font miroiter l'édition et le référencement de nos ouvrages contre paiement, sans aucun respect des principes de relecture entre pairs, contre lesquels les jeunes chercheur·e·s sont régulièrement mis en garde³⁷.

Face à ces démarches prédatrices qui jouent sur notre précarité professionnelle et le besoin de « gonfler notre CV », en nous proposant des publications ou des participations à des conférences pour lesquelles nous nous trouvons finalement en situation de devoir payer, **Academia**® peut sembler bien anodin : il est possible gratuitement de déposer des documents, d'avoir accès à ceux qui s'y trouvent, d'échanger, et de savoir qui nous lit. Si l'on n'y réfléchit pas trop, les choses ont cette apparence. Pourtant, en vertu de l'adage « *si c'est gratuit, c'est toi le produit !* », représentatif de l'internet des plates-formes, réseaux sociaux, et big data, on constate que la situation est la même. En effet, dans

tous les cas, nous payons : soit concrètement pour l'abonnement *Premium* ou la propulsion publicitaire payante, soit par nos *data*, soit par les documents que nous y déposons et les données de navigation. Bref, **Academia**® récupère, d'une manière ou d'une autre, des profits à partir d'un travail de recherche bien souvent financé par les institutions étatiques.

Dans tous les cas, il s'agit de s'appuyer sur les difficultés d'insertion d'une génération de chercheur·e·s³⁸ pour leur vendre l'espoir d'une meilleure visibilité. Notons qu'une telle solution n'a aucun effet à l'échelle macro, puisqu'**Academia**® n'a pas le pouvoir d'augmenter le nombre de recrutements : le site peut simplement offrir un avantage concurrentiel à celles et ceux qui acceptent de payer pour être mieux référencé·e·s.

Ici aussi, Richard Price est tout-à-fait conscient de profiter d'un tel contexte, et très explicite quant au type de services indirects qu'il propose aux utilisateur·rice·s³⁹ :

Les ressources sont rares dans les sciences, et cela signifie qu'il existe une compétition significative pour n'importe quel financement ou poste. Quand vous candidatez à un poste ou un financement, il y a typiquement 200 autres candidat·e·s ayant le même nombre de publications revues par les pairs que vous. Vous êtes incité·e à faire en sorte que votre candidature se démarque. Cet esprit de compétition a dirigé l'adoption de nouveaux indicateurs (*metrics*) de crédibilité dans les sciences : les compteurs de citations et les nombre de vues par pages qu'Academia.edu propose. Beaucoup d'utilisateur·rice·s d'Academia.edu prennent des captures d'écran de leurs Tableaux de Bord de Données (*Analytics*) et les incluent dans leurs candidatures pour des titularisations ou des financements. Ces mesures de crédibilité démontrent, par une pluralité d'aspects, l'impact du travail du ou de la chercheur·euse.

On imagine très bien la situation, où, dans quelques années, les membres surchargés des Comités de Sélection s'appuieront sur les *metrics* d'**Academia**®, ou le *RG score* (l'équivalent chez ResearchGate®), pour décider des recrutements à l'Université...

38. Celles-ci ne sont pas causées par une baisse subite de la compétence professionnelle, mais bien par l'application des méthodes du *lean management* à l'Université, qui se traduit par un sous-recrutement depuis plus de dix ans : les débats récents concernant Parcoursup ont été l'occasion de rappeler que, depuis 10 ans, le nombre d'étudiant·e·s a augmenté de 20 %, contre 10 % pour le budget de l'Université (cf. Thomas Piketty). Cela se traduit concrètement par une augmentation du nombre de contrats précaires (moins coûteux), et des amphithéâtres surchargés.

39. blogs.scientificamerican.com/information-culture/interview-with-richard-price-academia-edu-ceo

Un *benchmarking* volontaire

40. À l'époque de la première rédaction de cet article, fin 2018, j'écrivais ceci : « À l'heure où j'écris ces lignes, j'entame mon quatrième contrat d'un an comme "Attaché Temporaire d'Enseignement et de Recherche", situation qui succède à deux années d'enseignement dans le secondaire et deux années de vacances dans le supérieur, et qui précède vraisemblablement une période de recherche de contrats post-doctoraux d'un à trois ans chacun. Malgré un doctorat et des publications, et tout comme bon nombre de comparses, il faudra sûrement compter encore quelques années avant de décrocher le saint Graal d'un poste de titulaire, if any. » J'ai depuis obtenu un poste de PRAG dans le supérieur, avec un volume de cours à peu près équivalent à l'enseignement secondaire, ce qui m'incitera donc à faire de la recherche sur mon temps libre, mais constitue au moins un poste de titulaire.

41. garyhall.info/journal/2015/10/18/does-academiaedu-mean-open-access-is-becoming-irrelevant.html

42. editions-zones.fr/spip.php?page=lyberplayer&id_article=171 Voir les pp. 175–204 de la version papier pour le cas précis de l'Université.

Ce qui me gêne le plus chez **Academia**[®], c'est la manière dont cela modifie notre psychologie, notamment pour ce qui concerne notre rapport au travail scientifique, à son partage, et aux collègues. Certes, étant moi-même un précaire de l'enseignement supérieur et de la recherche⁴⁰, et à l'époque du « *publish or perish* », j'ai conscience d'être parfois préoccupé, plus que je ne le voudrais, par des questions liées à une stratégie d'insertion : le fait qu'un article soit accepté, publié, lu, apprécié, cité, tout cela peut influencer dans le bon sens une soutenance, un éventuel financement ou recrutement, tout comme le fait de faire une intervention appréciée en colloque, de sympathiser avec d'autres enseignant-e-s-chercheur-e-s. Néanmoins, bien qu'il soit impossible d'oublier complètement cette éventuelle dimension stratégique, elle demeure pour moi en arrière-plan, derrière la priorité qui est de faire de la recherche et d'en partager les résultats. Or, avec **Academia**[®], à mon sens, il ne s'agit pas d'ajouter une dimension de « réseau social » à un travail de recherche déjà fait précédemment : il me semble que la plate-forme modifie en profondeur notre rapport à la recherche, à son partage, et à autrui.

Durant les quelques semaines où j'ai utilisé ce site, c'est ce qui m'a, de loin, le plus dérangé : j'avais l'impression de me sentir moi-même changer, et devenir un entrepreneur de ma valorisation, en tentant de faire percer un produit (mes travaux de recherche) comme une image de marque. Ce qui m'a vraiment mis mal à l'aise, et poussé à quitter **Academia**[®], c'est donc le fait de me rendre compte que ce site transformait mon rapport à la recherche, à mes relations professionnelles, faisant de moi le promoteur de moi-même. À cette fin, le site utilise tout un tas de techniques éprouvées depuis longtemps dans l'art du management : il s'agit essentiellement de flatter les égos, et d'exploiter le sentiment d'insécurité ressenti par un personnel en situation de précarité, afin de nous pousser à fournir le plus d'efforts possibles pour la promotion de nos travaux. À ce titre, Gary Hall n'a sûrement pas tort de dire que beaucoup d'entre nous utilisons par duplicité le prétexte de la diffusion du savoir pour se donner bonne conscience dans une usage qui vise davantage l'auto-promotion⁴¹ :

Après tout, comparé à l'inertie générale (et parfois de la résistance ouverte) avec laquelle l'appel de rendre la recherche disponible sur une base d'*open access* a été entendu, le succès d'**Academia.edu** à attirer des universitaires y diffusant leurs travaux montre que, pour beaucoup, la priorité ne doit pas constituer tant dans le fait de rendre leur travail ouvertement accessible gratuitement afin qu'il puisse être disséminé aussi largement et aussi rapidement que possible, que de construire leurs carrières et réputations d'une manière individualiste, auto-promotionnelle, auto-quantifiante, auto-marketing [je souligne]. Cet état de fait n'est pas non plus particulièrement surprenant, étant donnée la situation précaire au sein de laquelle la plupart de la profession universitaire se trouve aujourd'hui. [...] Et en tant qu'environnements qui encouragent les utilisateur·rice·s à être auto-discipliné·e·s, auto-managé·e·s, auto-contrôlé·e·s, quelles formes de subjectivation et de subjectivités produisent-ils ?

Peut-être n'est-il pas inutile de rappeler ici quelles sont ces méthodes, et d'où elles viennent. La démarche générale d'**Academia**® peut être rattachée à une pratique que l'on nomme le *benchmarking* : il s'agit d'afficher publiquement des données statistiques comparatives afin d'inciter les personnes ou groupes ainsi comparés à une émulation par la compétition. Si l'on en reprend l'histoire telle qu'elle est retracée par Isabelle Bruno et Emmanuel Didier⁴², la pratique naît dans l'entreprise **Xerox**®⁴³ : celle-ci, menacée par la concurrence japonaise (dont **Canon**®), cherche à améliorer son modèle de production. Charles F. Christ inaugure alors une méthode de comparaison entre photocopieurs de diverses marques, permettant de se réappropriier les éléments jugés les meilleurs chez les concurrents, puis Robert C. Camp élargit la méthode de comparaison à divers domaines d'activité⁴⁴. Progressivement, cette méthode s'associe au *reengineering*⁴⁵, qui consiste à réorganiser de fond en comble le fonctionnement d'une entreprise pour en améliorer la productivité. Dès les années 1970, ces méthodes s'exportent dans le secteur public, sous le nom de *New Public Management* ou NPM : il s'agit d'augmenter leur rentabilité en repensant leur organisation de manière à pouvoir en diminuer les effectifs et augmenter les services⁴⁶. Ceci passe en partie par une multiplication des audits et évaluations afin de pouvoir mesurer la rentabilité des différents secteurs. Ce modèle s'applique plus spécifiquement à l'éducation aux États-Unis par l'intermédiaire de David T. Kearns, PDG de **Xerox**®⁴⁷, qui devient en 1990 secrétaire adjoint de l'Éducation

43. Il en existait déjà des précurseurs : le « management de la qualité », dans les années 1920, pratiqué au sein des laboratoires Bell (créé Walter A. Shewhart, diffusé par W. Edwards Deming) ; ainsi que le *dantotsu* (ce terme japonais désigne la quête pour être le meilleur du meilleur) : Deming diffuse au Japon ce management, qui se mêle au *dantotsu*, puis revient aux États-Unis par l'intermédiaire de Xerox®.

44. 1989, Robert Camp, *Benchmarking. The search for industry best practices that lead to superior performance*, Productivity Press.

45. 1993, Michael Hammer & James Champy, *Reengineering the Corporation. A Manifesto for Business Revolution*, Harper Business.

46. 1992, David Osborne & Ted Gaebler, *Reinventig Government. How the Entrepreneurial Spirit is Transforming the Public Sector*, Addison-Wesley.

47. 1988, David T. Kearns & Denis Doyle, *Winning the Brain Race. A Bold Plan to Make Our Schools Competitive*, Institute for Contemporary Studies Press.

48. Non seulement la logique propre à la valorisation des projets auprès de l'ANR oblige les universitaires à adopter le langage de type managérial, concurrentiel, axé sur les « normes de qualité » et la « satisfaction-client », mais de plus, cette Agence a été désignée comme une véritable « machine à perdre » par l'astrophysicien Patrick Petitjean qui en a présidé un comité, et s'en est désolidarisé. Il mentionne ainsi dans une tribune : « *Le taux de succès est donc entre 8 et 9 %.* *Ce taux [...] fait que l'ANR ne joue pas le rôle d'une agence nationale, qui devrait être de dynamiser les recherches dans de nombreuses directions afin de maintenir une activité forte et préserver la créativité. Avec un taux aussi bas, on ne réussit qu'à se gargariser hypocritement avec la soi-disant excellence des soi-disant meilleurs projets.* » (blogs. mediapart.fr/edition/au-coeur-de-la-recherche/article/110915/lagence-nationale-de-la-recherche-machine-perdre).

Des mathématiciens ont fait de même : actualite.housseniawriting.com/science/2016/06/16/france-demission-en-bloc-et-rififi-dans-la-recherche-en-mathematique/16282

49. Un exemple parmi d'autres, cet extrait d'un mail collectif envoyé en 2017 par le Président de l'Université de Rennes 2 aux personnels : « *L'autre enjeu, et non le moindre, est*

dans l'administration Bush père. On en connaît la représentation classique actuelle dans l'entreprise : dans des centres d'appels surchargés où travaillent des démarcheur-e-s téléphoniques, les résultats individuels de chacun-e sont affichés en temps réel sur un tableau, ce qui permet de valoriser l'opérateur-riche ayant effectué le plus de ventes (sans se poser la question de savoir s'il a fallu pour cela utiliser des méthodes peu respectables), et mettre la pression sur les lent-e-s.

Un tel fonctionnement s'est également diffusé dans l'administration publique en Europe. En France, la *Loi Organique relative aux Lois de Finance* ou LOLF (votée en 2001, appliquée en 2006) ainsi que la *Révision Générale des Politiques Publiques* ou RGPP (2007) s'inscrivent très clairement dans ce cadre. Dans le cadre de l'Université à l'échelle européenne, on nomme « processus de Bologne » cette évolution juridique progressive qui y déploie, de 1997 à aujourd'hui, une logique de concurrence et de rentabilité de l'« économie de la connaissance ». L'application française d'une telle évolution se situe bien entendu dans les lois LRU (2007) et Fioraso (2013). Progressivement, des indices d'évaluation se diffusent pour quantifier les performances de la recherche (le *facteur h* ou le *facteur d'impact* pour les individus, le « classement de Shanghai » pour les établissements), on se met à croire à leur validité et à les adopter comme critères d'attribution de fonds publics.

Au-delà des cadres juridiques, c'est bien une logique qui s'implante progressivement dans les comportements et les systèmes de valeurs au sein de la recherche : les individus se soumettent aux évaluations de l'AERES puis de l'HCERES, et passent un temps fou à exposer l'intérêt de leurs travaux pour tenter d'obtenir un financement de la part de l'ANR⁴⁸ (temps qui n'est donc pas passé à faire de la recherche), rendent des comptes aux Écoles Doctorales quant à l'efficacité de leurs doctorant-e-s, etc. Aujourd'hui, il est totalement intégré que certaines tâches font partie du métier de chercheur-e : prouver son efficacité, améliorer sa visibilité, faire remonter la place de l'individu et de la structure dans les différents classements, etc.⁴⁹

Au-delà de la manière dont cette logique concurrentielle modifie notre rapport à la recherche, on peut aussi remarquer sa grande inefficacité : les individus adaptent leurs comportements, non pas pour être plus efficaces ou mieux travailler, mais simplement pour que leurs activités soient mieux valorisées au sein des classements quantitatifs. Ainsi, lorsque la logique du *benchmarking* est arrivée dans la police, on a vu apparaître la pratique

de la *chanstique* : il s'agit simplement d'accomplir des actes qui, à défaut d'être véritablement d'utilité publique, augmentent plus rapidement le nombre des interventions (typiquement : se tourner vers des interpellations de dealers, relativement faciles, plutôt que sur un travail d'enquête long et laborieux qui ne sera pas valorisé par les statistiques). Il en va de même dans le domaine de l'hôpital, où la tarification à l'acte (TAA), dans la droite ligne du *benchmarking*, pousse les établissements à favoriser les opérations rapides et dénombrables, simplement pour « faire du chiffre ». Dans le milieu universitaire, la *chanstique* existe aussi à sa manière : pour les individus, il s'agit de publier plusieurs articles à partir d'un même matériau de recherche, là où un seul aurait suffi, pour augmenter les données bibliométriques ; pour les établissements, il s'agit de se regrouper en pôles (en ajoutant ainsi une nouvelle couche de sigles barbares que sont les **PRES**, **COMUE**, **RTRA**, **CTRS**, **EUR** et la rhétorique de l'excellence dans le cas des **Labex**, **Equipex**, **Idex**, etc.) pour paraître mieux classé dans les palmarès internationaux⁵⁰.

Academia® se situe dans la droite ligne de cette évolution de nos subjectivités, par sa pratique de quantification, d'étalement, de comparaison, de course à l'autopromotion des œuvres de l'esprit. Le site ne correspond donc pas uniquement à un contexte économique de précarité du monde de la recherche, mais son succès est également dû à une intériorisation des méthodes managériales par la communauté de la recherche. Plutôt que de remettre en question la pertinence de cette logique de course à la rentabilité et à la concurrence dans la formation de connaissances véritablement utiles à la société, nous nous jetons simplement dessus comme un outil pratique pour répondre aux nouvelles injonctions managériales du nouveau service public.

Björn Hammarfelt, Sarah de Rijcke et Alexander D. Rushforth utilisent à ce sujet l'expression de « *Quantified Academic Selves* » : leur analyse s'appuie sur les processus de « *gamification* », c'est-à-dire l'exportation de procédés de récompenses (niveaux à passer, badges, trophées, etc.) issus des jeux vidéo dans la vie quotidienne, et ici dans la recherche. Les utilisateur-ice-s obtiennent une représentation graphique quantifiée et simplifiée de leur impact ou leur popularité, qui non seulement ne sont pas représentatifs de la complexité des processus à l'œuvre dans la circulation des idées (on peut être cité très souvent, mais à des fins de critique), mais peuvent également modifier nos comportements dans le simple but d'augmenter nos indicateurs quantitatifs plutôt que de réellement viser l'avancée d'un débat d'idées. Ces

lié à la nouvelle situation créée par la loi LRU et à la politique de financement de la recherche par les appels à projets. Cette situation oblige la direction de Rennes 2 à être particulièrement soucieuse, autrement que par le passé, de la place de notre établissement sur l'échiquier national et international. Le danger de voir notre établissement déclassé en une université de "seconde catégorie" n'est pas négligeable. Aussi, lorsque les moyens de Rennes 2 sont engagés, il faut qu'ils profitent à notre prestige scientifique, quelle que soit par ailleurs la solidarité républicaine comme principe de la fonction publique, valeur dans laquelle nous nous reconnaissons parfaitement. Pouvoir tirer parti des projets auxquels nos enseignants-chercheurs participent avec un apport formalisé de leur temps de travail (ce qui est une exigence systématique de la plupart des appels à projets aujourd'hui : ANR, H2020, etc.) est donc fondamental pour Rennes 2, étant entendu, comme le précisait la note, que ce bénéfice peut être compté en matière de communication (logo), en termes institutionnels (partenariat), ou sur le plan financier (overheads ou préciputs). ».

50. Le regroupement de plusieurs petites universités en une seule instance administrative est une manière bien pratique de monter dans ces

classements, puisque le groupe a plus de publications cumulées que chacun de ses membres pris isolément, mais c'est aussi une manière totalement artificielle de contourner la logique d'un classement comme celui de Shanghai (qui évalue le nombre de publications indépendamment de la taille de l'établissement), qui en dit long sur sa fiabilité. Quelle que soit l'absurdité d'un tel regroupement, celui-ci a totalement remodelé le paysage universitaire des 15 dernières années.

51. « *it is necessary to dispel the notion these platforms are simply innocent versions of "Facebook for academics/professionals"* ».

Une présentation courte de leur analyse est disponible ici : blogs.lse.ac.uk/impactofsocialsciences/2017/05/15/advancing-to-the-next-level-the-quantified-self-and-the-gamification-of-academic-research-through-social-networks

Un article plus détaillé est également lisible : informationr.net/ir/21-2/SM1.html#WQxUnmnyvGh

gratifications symboliques jouent sur des processus psychiques très rudimentaires de récompenses, et fournissent une image du travail de diffusion des idées analogue à un jeu de conquête, où il faudrait, contre les chercheur-e-s « concurrent-e-s », parvenir à étendre toujours davantage le spectre de son influence. Au vu des impacts quant à l'évolution du rapport des chercheur-e-s au savoir et à la connaissance qu'induisent ces lieux de *quantified self*, ils mettent en garde : « il est nécessaire de chasser l'idée que ces plateformes seraient simplement d'innocentes versions de "*Facebook pour universitaires / professionnel-le-s*" »⁵¹.

Sur ce point encore, Richard Price s'avère très conscient et explicite quant à la tendance de fond dans laquelle s'inscrit **Academia**[®], qui vise à transformer les chercheur-e-s en entrepreneur-e-s de leur propre image de marque⁵² :

Dans le passé, le journal faisait office d'intermédiaire entre les scientifiques et leurs audiences. Nous allons vers un monde où la marque (*brand*) personnelle des scientifiques commence à éclipser celle des journaux. Ceci est représentatif d'une tendance plus large sur le web, où des sites comme **Twitter**, **Facebook**, **YouTube**, **Github**, et d'autres ont permis aux créateur-ice-s d'avoir des relations directes avec leurs audiences. Nous allons vers un monde où le nœud central dans le réseau de la communication scientifique est l'individu plutôt que le journal. L'individu sera de plus en plus la personne qui dirige la distribution de son propre travail ainsi que celui des autres personnes qu'elle admire.

Agir avant l'étape de l'incontournable

Nous connaissons tou-te-s la situation de sites internet détenus par des entreprises qui en viennent à assurer un rôle quasi-comparable à celui d'un service public, et qui se permettent de faire comme bon leur semble avec nos données, après avoir acquis une situation de monopole et avoir engendré chez ses utilisateur-ice-s un état de dépendance. Et **Academia**[®] s'approche dangereusement de cette situation.

Nous avons déjà du mal à faire en sorte que des formats libres (ceux de documents générés par **LibreOffice**, **OpenOffice**, ou

LATEX) soient utilisés dans les institutions éducatives, qui préfèrent payer des logiciels propriétaires comme ceux de **Microsoft®** parce qu'ils sont mieux implantés dans les habitudes. Un ami me racontait récemment qu'en Géorgie, certains travaux collaboratifs à l'Université, faisant l'objet d'une notation, sont organisés spontanément sur **Facebook®**, obligeant celles et ceux qui ne sont pas sur la plateforme à se créer un compte, au moins pour pouvoir être noté-e-s. Or, une institution publique ne devrait pas nécessiter le recours à des sites issus d'entreprises pour son bon fonctionnement : l'usage de ces derniers doit pouvoir relever du libre choix, et il ne devrait pas y avoir de conséquences néfastes pour les personnes qui font le choix des logiciels libres ou de ne pas être sur les réseaux sociaux. En tant qu'universitaires, sommes-nous toujours vigilant-e-s dans les choix que nous laissons à nos étudiant-e-s quant aux formats de restitution d'un dossier, ou à nos collègues quant à celui de l'envoi d'une proposition d'article ? En ne permettant pas à des utilisateur-ric-e-s de télécharger des documents sans avoir créé un compte, **Academia®** emploie une stratégie des plus efficaces, qui oblige chacune à s'y inscrire ; puis, une fois le compte créé, par les incitations récurrentes à déposer des documents, et faire du réseau, le site parvient à se rendre progressivement incontournable. Or, il nous appartient de veiller à ce que le choix de ne pas être sur **Academia®** ne puisse pas devenir une pénalité, de quelque manière que ce soit, en particulier pour les jeunes chercheur-e-s en situation de précarité⁵².

En cette fin 2018, nous en sommes encore à une étape où **Academia®** est une alternative parmi d'autres possibles, certes de plus en plus séduisante, mais encore dispensable. D'ici quelques temps (peut-être 2020), il est possible que la progression exponentielle du réseau et l'extension de plus en plus fine du maillage de contrôle qu'il met en place pousse les utilisateur-ric-e-s à avoir d'**Academia®** le même usage-réflexe qu'elles et ils ont de **Facebook®**, à savoir la solution par défaut que l'on emploie sans plus se poser de question. C'est la raison pour laquelle il est important d'abandonner ce site suffisamment tôt, et d'œuvrer à ne pas en diffuser l'usage, rapidement, avant que cette étape ne se trouve atteinte, où quitter **Academia®** deviendra pour les chercheur-e-s une tâche aussi difficile qu'il est pour beaucoup de se passer de sa dépendance envers **Facebook®** ou son smartphone.

C'est aussi à partir du moment où **Academia®** aura atteint ce « stade de l'incontournable » qu'il lui sera possible de passer à une politique de monétisation plus offensive envers des utilisat-

52. blogs.scientificamerican.com/information-culture/interview-with-richard-price-academia-edu-ceo

Il faut remarquer une autre difficulté de cette évolution : alors que beaucoup de travaux de recherche se font en équipe, **Academia®**, bien que permettant de mentionner des co-auteur-e-s, reste centré sur le modèle de la page individuelle. Au contraire, des plateformes comme **Hal** permettent d'en partager la propriété, d'afficher les publications collectives à l'échelle d'un laboratoire, etc.

53. Il est probable que je perde en visibilité et en prestige en n'étant pas sur ce site. Je ne peux pas m'empêcher de me demander parfois si cela pourrait avoir ou non un effet sur un éventuel recrutement lorsque j'envoie des candidatures. Et je tente de me rassurer en me disant qu'un lieu où la visibilité sur **Academia®** serait prise en compte dans un recrutement n'aurait pas été un lieu où je me serais senti bien pour travailler.

54. Des alternatives existent à Facebook®, comme Vero®, qui bien que propriétaire, se présente comme plus respectueux de la confidentialité, ou Mastodon, réseau social libre et décentralisé, mais celles-ci n'ont pas réussi à percer véritablement : pour quelles raisons ? Ici, les analyses d'Ivan Illich me semblent pertinentes : au-delà d'un certain seuil de diffusion, un service (Illich disait « institution » dans *Une société sans école* ou « outil » dans *Énergie et Équité*) en vient à exercer un « monopole radical », c'est-à-dire que son usage est devenu d'une telle nécessité que s'en passer devient socialement pénalisant. Là où le monopole classique pourrait se définir comme un choix limité à une seule entreprise pour un service potentiellement dispensable (par exemple, 3 entreprises se partagent 80 % du marché mondial de la banane, mais il n'est pas obligatoire de manger des bananes), le « monopole radical » survient lorsqu'un service devient indispensable (l'abandon de la déclaration d'impôts physique au profit de la télédéclaration nécessite que tout le monde, y compris les personnes âgées, ait un accès à internet).

teur-riche-s qui en seront devenus dépendant-e-s. Nous savons que Facebook®, créé en 2004, a attendu 2012 pour être introduit en Bourse, et ce n'est que progressivement que se sont opérées diverses modifications des conditions d'utilisation qui ont mené à une plus grande appropriation et monétisation des données personnelles publiées, une fois que les utilisateur-riche-s étaient entièrement habitué-e-s à l'usage du site, jusqu'au scandale Cambridge Analytica⁵⁴.

Solutions alternatives

Le but de ce texte n'est pas de faire des reproches aux personnes inscrites sur Academia® : j'espère avoir montré que le contexte socio-économique y incite, tout comme la diffusion des méthodes de management dans l'Université, et que l'outil est calculé pour paraître attrayant et utile, du moins tant que l'on n'y réfléchit pas trop. Ainsi, il est compréhensible d'être tenté de s'y inscrire. Une fois pris conscience de ses limites, il existe tout un tas d'autres solutions, dont certaines ont déjà été citées tout au long du texte.

- **Hal** est sûrement la meilleure solution : les métadonnées sont exhaustives, elles sont exportables librement, le dépôt est horodaté et protège contre une usurpation de propriété, les documents sont stockés en lieu sûr et garantis dans la durée, il est possible de déposer un fichier à plusieurs auteurs, et le service vérifie bien que les dépôts ne contreviennent pas aux contrats de publication. **Hal** génère aussi des flux RSS et ATOM, qui permettent de rester informé en temps réel des publications de quelqu'un⁵⁵. Enfin, malgré les raisons qu'il peut y avoir de s'opposer à la bibliométrie, **Hal** permet facilement d'exporter collectivement, à l'échelle du laboratoire, des données de publication (plus fiables que celles d'Academia® ou de ResearchGate®) utilisables dans le cadre d'une évaluation HCERES⁵⁶.

- **Zenodo** est une plateforme de dépôt de documents de recherche qui respecte entièrement les règles de l'*open access*. Il est développé par les institutions publiques que sont le CERN et OpenAIRE. Il permet l'exportation des données, la gestion des différents types de licences, etc. Par ailleurs, un outil a été créé pour faciliter la transition de Academia® vers Zenodo⁵⁷.

• **Vivo** est une solution un peu différente puisqu'il s'agit d'un logiciel *open source* qui permet de déposer et partager des données et documents, et gérer la diversité des lieux de dépôt et des institutions de travail. Il offre aussi des fonctionnalités de socialisation et de calcul d'impact. Ses données sont exportables et ouvertes.

Il existe un grand nombre d'autres lieux permettant de déposer des documents de recherche, issus du service public ou du logiciel libre :

- **ORBi**, géré par l'Université de Liège ;
- **Humanities Commons** qui est axé sur les sciences humaines ;
- **OpenContext**, qui permet aussi de déposer et partager des données de recherche et d'élaborer des projets communs ;
- **arXiv**, orienté vers les sciences naturelles et l'économie ;
- **PubMed** pour les sciences médicales ;
- **PLOS** qui se situe entre le journal et la bibliothèque, plutôt orienté vers la biologie,
- etc.

Bref, il ne manque pas de moyens pour déposer ses documents ou socialiser autour de la recherche. Par ailleurs, la totalité de ces solutions favorisent la libre circulation des données : cela signifie que, lorsque l'on a rempli un profil sur une de ces plateformes, il est théoriquement assez facile d'en exporter les données vers les autres, et certains sites d'indexation (comme **IdRef**) peuvent en drainer le contenu pour compléter leurs bases de données (toutes choses impossibles avec la clôture propriétaire des sites commerciaux comme **Academia**®).

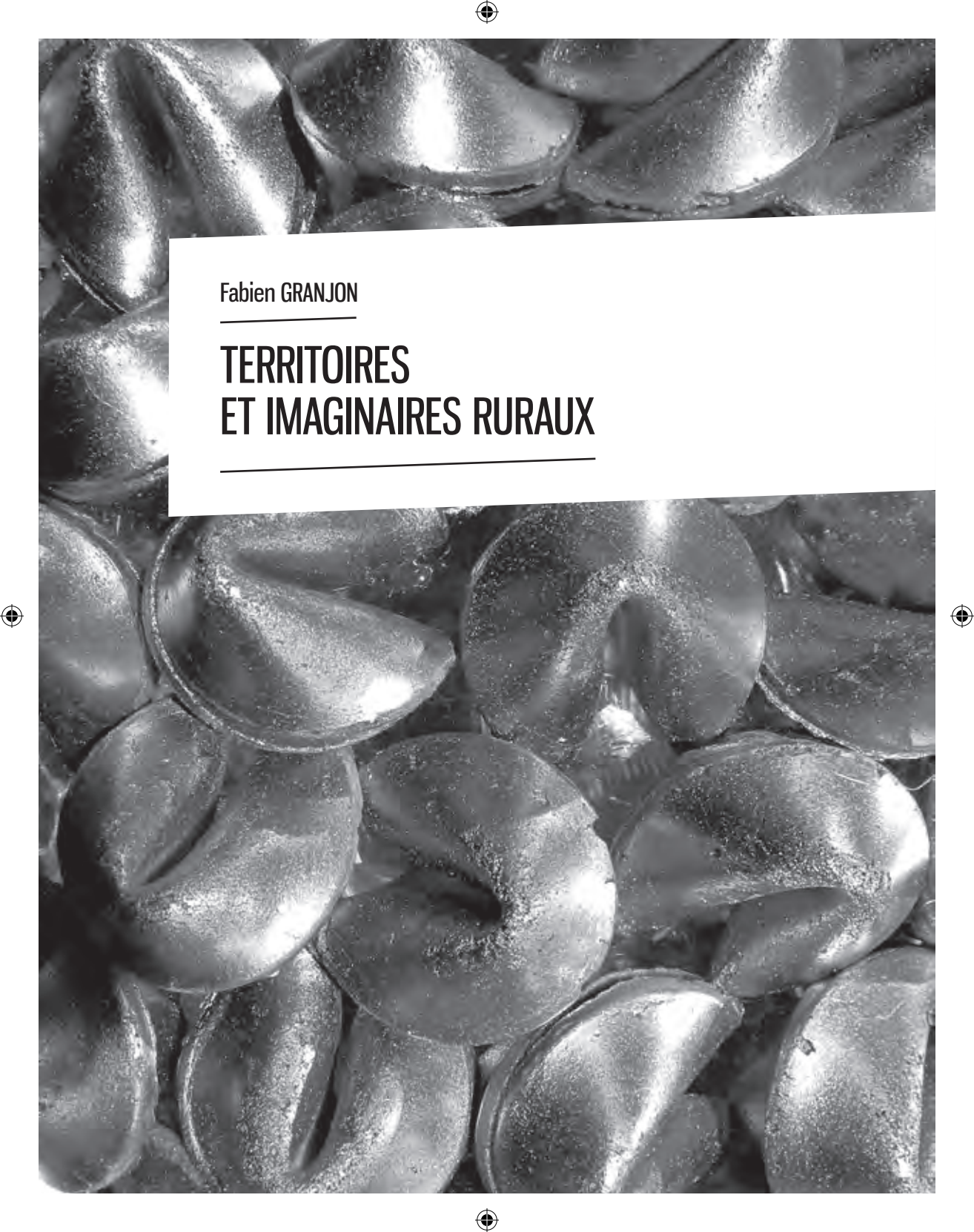
Enfin, une démarche importante pour quiconque souhaite partager ses données et donner visibilité et lisibilité à sa bibliographie numérique consiste à créer des identifiants chercheur comme **ORCID** ou **IdHal**. Et à la limite, si l'on souhaite à tout prix rester sur **Academia**®, un réflexe simple consiste à ne rien y déposer. On peut signaler l'existence de ses écrits, éventuellement mettre un lien qui pointe vers une source extérieure où ils sont stockés (comme **Hal**). Sachant que, bien entendu, les documents que vous avez déjà déposés sur **Academia**® ont fait l'objet d'une copie par le site et pourront donc potentiellement être utilisés.

Pour conclure, je dirais que le véritable remplaçant des revues scientifiques monopolistiques et payantes, ce n'est pas **Academia**®, c'est l'*Open Access*.

55. Je trouve dommage que les technologies de syndication RSS et ATOM aient été si vite négligées au profit des réseaux sociaux, car elles permettent de se tenir informé en temps réel de certaines nouveautés par l'intermédiaire d'un agrégateur de flux, avec un contrôle beaucoup plus fin que les algorithmes opaques des grandes plateformes (comme Facebook® ou YouTube®), et d'une manière beaucoup moins invasive pour la confidentialité.

56. On trouvera un document de comparaison très complet entre Hal et les réseaux sociaux académiques à cette adresse : urfirst.chartes.psl.eu/sites/default/files/ab/Bouchard_Comparaison_AO_RSX_112016.pdf

57. github.com/ewg118/academia-migrate



Fabien GRANJON

TERRITOIRES ET IMAGINAIRES RURAUX

Fabien GRANJON

TERRITOIRES ET IMAGINAIRES RURAUX

ÉTUDE DE CAS DES ARCHIPELS ET DES PROCESSUS INSTITUANTS UZESTIENS

Fabien Granjon est sociologue, professeur à l'Université Paris 8 et membre du Centre de recherche interuniversitaire Expérience, Ressources culturelles, Éducation.

Texte programmatique présenté par Fabien Granjon (Expérience-Paris 8) pour la consultation de recherche-action 2019 Pop-su-Territoires.

Territoires enquêtés – contextualisation

La recherche-action que nous entendons mener a pour épicerie la commune d'Uzeste (tout en ne s'y résumant pas – cf. *infra*). Village du Bazadais se trouvant au cœur des Landes de Gascogne en Nouvelle-Aquitaine (33), Uzeste est un modeste village accueillant un peu plus de 400 habitants. Il est partie prenante, pour l'essentiel, de la dynamique intercommunale liée à la Communauté de communes du Sud Gironde (fusion de 3 Etablissements Publics de Coopération Intercommunale [EPCI] entrée en vigueur en janvier 2014, comprenant à ce jour 37 communes). Uzeste est principalement connu pour deux raisons. La première tient à la présence, en son centre-bourg, de la collégiale Notre-Dame d'Uzeste, classée monument historique depuis 1840, qui accueille la dépouille de Bertrand de Got, archevêque de Bordeaux devenu pape en 1305 sous le nom de Clément V (1^{er} des sept papes avignonnais). La seconde, centrale quant à nos préoccupations, est liée à la réinstallation dans son village natal, à la fin des années 1970, du poly-instrumentiste de renommée internationale, Bernard Lubat. Celui-ci y a développé depuis, maintenant, plus de quarante ans, un répertoire particulièrement étoffé de pratiques transartistiques (musique improvisée, théâtre, poésie, danse, etc.) et d'événements aux rayonnements régionaux/

(inter)nationaux (au nombre desquels le festival annuel la *heste-jadas de las arts*) répondant à ce que l'intéressé décrit comme un *devoir d'invention d'une ruralité critique*.

Le canton du Sud Gironde (50 communes) où se trouve implanté Uzeste est connu pour être un territoire particulièrement touché par la pauvreté (plus de 20 % de taux de pauvreté monétaire – Ferret, 2019). Les statistiques de l'INSEE montrent, en effet, que les ménages néo-aquitains les plus pauvres résident surtout dans les territoires ruraux à faible densité de population (et au sein des quartiers prioritaires des pôles urbains) qui concentrent notamment une population âgée vivant souvent seule, des retraités du monde agricole, des chômeurs longue durée, des travailleurs pauvres ou encore des familles issues des classes populaires et moyennes cherchant à se loger à moindre coût et dont les fins de mois restent somme toute difficiles. La vulnérabilité sociale fait écho à la fragilité territoriale (déprise démographique, zones d'emplois éparses, perte du lien social et des solidarités villageoises, raréfaction des services publics, disparition des commerces de proximité, ingénierie territoriale modeste, réduction des prérogatives communales, gouvernance territoriale fragmentée, etc.). Ici, il n'est pas question de SPL (système productif local), de clusters ou de pôles de compétitivité, mais bien de ces territoires que la nouvelle géographie économique estime devoir être économiquement « consolés » de se trouver dans l'orbe d'une métropole (bordelaise en l'espèce), condamnés à vivre d'une économie centrée sur les services à la population présente à l'année ou de passage, des prétendus « ruissellements » et autres « externalités positives » de leur voisinage métropolitain (Bouba-Olga et al., 2018). De surcroît, à cette périphérisation territorialo-économique (éloignement spatial de la métropole), s'ajoute ce que Olivier Bouba-Olga désigne comme une marginalisation symbolique, i.e. un affaîssement des imaginaires positifs liés à ces espaces, imaginaires qui peuvent pourtant se révéler des *opérateurs de changement* (ou d'inertie) importants dans la mesure où ils agissent comme des schèmes de catégorisation qui cadrent la représentation des possibles, prismes au travers desquels les territoires se vivent, s'arpentent, s'expérimentent, s'analysent, se jugent.

Rien, *a priori*, n'invite donc à considérer ce territoire comme particulièrement avenant et désirable, si ce n'est, peut-être, pour certains de ses paysages, sa gastronomie et quelques traces d'his-

toire. Et pourtant... Autour d'Uzeste, malgré les inconvénients socio-économiques préalablement listés, émergent nombre d'initiatives et d'*espaces de solidarité* (maraîchage en permaculture, habitat coopératif, événements culturels, réouverture de *cercles*, etc.) dont les instigateurs déclarent quasi systématiquement entretenir une dette assumée envers Bernard Lubat, sa Compagnie éponyme, les *huestejadas de las arts* et son projet de *Visage village des arts à l'œuvre*. Ce dû n'est aucunement d'ordre matériel ou financier et ne s'inscrit pas non plus nécessairement dans une filiation disciplinaire – les arts, la musique, le jazz –, mais relève plutôt d'un legs encapacitaire (*empowerment*), c'est-à-dire de la construction d'un imaginaire, d'une réflexion, d'une réflexivité et d'un désir susceptibles de s'actualiser dans un pouvoir (d')agir, de création et d'entreprise. De fait, depuis maintenant plus de quarante ans, Bernard Lubat et ses acolytes s'efforcent de maintenir « à vif » des processus d'individuation qui sont donc « à vivre », par l'invention d'*imaginaires* qui réarment les subjectivités individuelles (*subjectivations*), mais aussi les intentions collectives. Par ce travail laborieux au long cours, c'est le territoire uzestoïse qui, peu à peu, s'en est trouvé symboliquement requinqué et a, de ce fait, également recouvré quelques couleurs en se trouvant ainsi désincarcéré, d'une part, de certaines pesanteurs passées et, d'autre part, des injonctions d'une économie néolibérale qui, convenons-en « ne fait pas de quartier ».

Problématique

S'intéresser dans le cadre d'une recherche-action « collabor'active » (cf. point 3. *Méthodologie et valorisation*) à ce type de territoires ruraux par trop vite catalogués par certains comme « perdus », « périphériques » ou « à dédommager », c'est se donner les moyens de réinscrire sur le plan symbolique ces espaces et leurs villages (Charmes, 2019 – *révélations territoriales*) ; opération s'effectuant en dehors des « théodicies » officielles caractéristiques des « discours métropolitains » zéloteurs (Bouba-Olga, 2018) ou, *a contrario*, de ses pendant déclinistes (Guilluy, 2014). Il s'agit donc, à partir d'un cas particulier, de mettre au jour les possibles pratiques de refondation imaginaire des territoires ruraux en éclairant les pratiques à l'œuvre de reconquête des repré-

sentations, liées aux richesses sociales, culturelles et politiques de ces espaces. C'est se donner les moyens d'éclairer la capacité de ces localités – parfois perçues comme d'une dignité scientifique relative (Cornu, Delfosse, 2017) – à produire des histoires par et pour elles-mêmes dans une perspective de revalorisation des espaces et de l'Histoire où elles s'ancrent. Aussi, ce sur quoi nous souhaitons porter notre attention tient aux processus d'*institution imaginaire des territoires* car nous faisons l'hypothèse que l'institution d'un territoire passe par l'institution des significations imaginaires sociales dudit territoire et ce, de manière d'autant plus évidente quand il s'agit de territoires en voie de *dé-culturation*. L'institution imaginaire « corrective » des territoires apparaît alors comme l'une des conditions de possibilité essentielle d'une réappropriation culturelle, sociale et politique de ces espaces, de la création de *connexions*, de *territorialités nouvelles* et de mise en capacité à répondre aux impératifs stratégiques d'adaptation territoriale dans une dialectique locale se jouant entre société instituée (histoire faite) et dynamiques institutantes (histoire se faisant).

Force est de convenir qu'Uzeste est de ces *lieux* qui, malgré de notoires faiblesses endémiques et la trajectoire déclinante d'une ruralité agricole qui fut pourtant au cœur de son dynamisme passé, a néanmoins réussi : (a) à refaire des histoires en « cultivant la culture et les arts » et une imagination créatrice, à produire des récits alternatifs instituant et à proposer des *imaginaires oppositionnels* qui se démarquent des trop nombreuses représentations qui assignent la ruralité à une décrépitude ; (b) à actualiser une certaine forme de *résilience* (Talandier, 2019) en créant des *ressources* (Jullien, 2016) et des *mémoires culturelles* (Chevalier, Hertzog, 2018) dans la reprise d'un héritage des culturèmes territoriaux qui étaient en voie de disparition, tout en se tenant à distance des paresseuses célébrations folkloristes (un institué palliatif, une imagination reproductive), et ce, pour y préférer de bien plus intéressants processus de *créolisation* (Glissant, 2009) suscitant « l'émergence de figures autres », indéterminées, allant au-delà de leur propre sol (Castoriadis, 1999 : 177) ; (c) à re-innover et réinventer le territoire en ses entours en développant des « systèmes d'échanges » singuliers, plus ou moins formalisés, avec d'autres espaces qui sont autant d'*archipels* que l'on qualifiera d'« uzestiens », c'est-à-dire affectés par ces imaginaires uzestois et leur *pouvoir instituant* (i.e. un pouvoir de création qui depuis l'institué qu'il crée se donne de nouvelles bases d'ac-

tion qui deviennent elles-mêmes matière à auto-altération et à ré-institution). Ces archipels uzestiens peuvent, selon nous, être considérés comme des « actifs de créativité » distribués sur des étendues qui, bien qu'interconnectées par leurs diverses « aspirations » communes ne sont pas pour autant proximales. Au regard des coordonnées territoriales d'Uzeste, les archipels dont il est ici question se déclinent selon des périmètres et des *proximités* de natures diverses : *locales* (territoires régionaux et de l'inter-communalité : Pompejac, Préchac, Villandraut, etc.), *distantes* (territoires géographiquement éloignés, mais reliés : Pyrénées, Normandie, Martinique, Réunion, Rwanda, etc.) et même *intimes* (territoires intérieurs, dispositionnels, de celles et ceux *qui y croient* et *y vivent*). Dissemblables les uns des autres en ce qu'ils sont diversement situés, les archipels uzestiens sont néanmoins tous, en leur existence, des sortes de « décrets d'application » de ce *devoir d'invention d'une ruralité critique* que nous évoquions *supra*, lesquels sont autant des foyers de relations sociales alternatives que des lieux d'institution d'une *praxis* singulière dont le principe est de considérer l'*autre* comme un sujet autonome agent de sa propre liberté. Ils sont, à cet égard, tous porteurs d'une charge *politique* en ce que, souvent, ils interpellent (parfois très indirectement) tant le jeu varié des décisions institutionnelles que nos aptitudes à envisager la transformation du rapport de notre société à ses institutions (auto-institution), ou encore nos capacités collectives à débattre, créer, redéfinir, et ré-instituer, en toute autonomie, les territoires sur et depuis lesquels celles-ci se déploient (Bonnet, 2016).

Le cadre théorique que nous proposons, afin de nous saisir de cette idée qu'un territoire s'auto-institue (notamment) par la représentation qu'il se fait de lui-même et donc d'appréhender ce travail de *création des imaginaires (sociaux et radicaux) et leurs conséquences territoriales instituanes* – outre les recherches qui ressortissent de la socio-géographie la plus récente des ruralités (Baysse-Lainé, 2018 ; Brès *et al.*, 2017 ; Chauvier, 2017, etc.) et celles qui relèvent de la géographie culturelle (Guinard, 2019, Claval, 2012, etc.) –, emprunte à trois grands types de travaux : (a) les recherches qui portent sur l'imaginaire, dans le sillage notamment ouvert par Cornélius Castoriadis (1999) qui définit celui-ci comme la capacité à « voir dans une chose ce qu'elle n'est pas », *i.e.* l'aptitude à réévaluer l'*institué* ; (b) les travaux qui traitent de la production du/des commun(s) (Hardt, Negri, 2012 ; Dardot, Laval, 2014 ; Coriat, 2015 ; Nicolas-Le Strat, 2016 ; Laval, 2019)

et, *last but not least* ; (c) ceux qui s'appuient sur les élaborations théoriques d'Édouard Glissant et de penseurs dont les idées sont notoirement proches des siennes (e.g. Jullien, 2016). S'agissant de ce dernier volet, il est important de préciser qu'il est des accointances évidentes entre les pensées de Castoriadis et de Glissant, notamment quant à leur critique de l'universel surplombant et de l'« ontologie ensembliste-identitaire » qui figent et, *a contrario*, leur intérêt commun pour le *Divers* et le plurivoque (mais sans doute n'est-il pas le lieu de disserter davantage sur ces liens théoriques). Surtout, l'intégration de la pensée glissantienne à notre modèle d'analyse relève d'une ouverture conceptuelle émanant de certains acteurs du territoire. Glissant a en effet rencontré Uzeste quelques années avant sa mort et y a vu, avec étonnement et enthousiasme, un *lieu ex-centrique* qui lui semblait être comme la matérialisation territoriale de sa *philosophie de la Relation*. En symétrie, Uzestois.e.s et uzestien.ne.s ont rapidement considéré le penseur martiniquais comme le théoricien sans doute le plus proche de leurs pratiques. Il a ainsi été lu et travaillé, et son appareillage conceptuel appréhendé comme un utile équipement de description et d'analyse de la réalité locale. Aussi nous a-t-il apparu pertinent d'associer à nos choix théoriques les leurs, dans cette idée d'une co-construction à égalité des dispositifs d'analyse du réel. À la visée *compréhensive* traditionnelle qui enjoint d'instruire la manière dont la réalité sociale fait sens pour les enquêtés.e.s, est donc, ici, venue s'ajouter une nécessité nouvelle tenant à l'intégration *des points de vue* théoriques forgeant la *vue* de celles et ceux *sur* lesquel.le.s, mais aussi *avec* et *pour* lesquel.le.s nous comptons conduire cette recherche-action.

Mais permettons-nous de détailler plus avant notre modèle d'analyse en sa partie, sans doute, la moins attendue dans le cadre d'un appel à projets, initié par la *Plateforme d'observation des projets et stratégies urbaines/Territoires* du Plan Urbanisme Construction Architecture. Comme nous venons de le rappeler, outre les indispensables états socio-géographiques (pensées diverses des territoires, des territorialités, des territorialisations et de la connexion sensible et culturelle des personnes et des lieux – Vanier, 2009) desquels nous ne ferons pas l'économie, il nous a semblé pertinent de tenter de bâtir un cadre conceptuel singulier en capacité de rendre compte des processus de désinhibition des imaginaires sociaux et des phénomènes *d'institution imaginaire des territoires* – i.e. de la faculté collective d'instituer des transformations sociales territorialisées. Car sur le terrain, force est de

constater que les imaginaires uzestiens réarment les subjectivités et les agir qui se trouvent ensuite mobilisés dans des *praxis instituant*es dont la plupart relève – selon, toutefois, des intensités variables – de ce que Pascal Nicolas-Le Strat appelle un *travail du commun*, c'est-à-dire un travail d'invention de « formes institutionnelles appropriées aux activités engagées et respectueuses des aspirations communes » (2016 : 32), un travail de « ré-institution générale de l'existence collective » (Laval *et al.*, 2019 : 8), lequel se trouve être nécessairement situé/localisé dans ses réalisations pratiques liées à des ressources territoriales, mais fortement déterritorialisable en son principe.

Les concepts d'*imaginaires* et de *commun(s)* partagent en fait une insistance quant à la nécessité du « contrôle et [de] l'autonomie de la production de subjectivité » (Hardt, Negri, 2012 : 15), lesquels doivent permettre de maintenir un pouvoir de l'initiative et de l'action : « ré-interprétation de l'existant, renégociation de l'institué et ré-invention partielle des normes et règles qui président à l'existence collective » (Nicolas-Le Strat, 2016 : 84). Aussi sont-ils comme des outils cognitifs (et pratiques) d'arpentage des « nouveaux » territoires de l'autotransformation et poussent-ils à interroger, d'une part, au niveau individuel, les territoires du transcendantal (l'imagination radicale du sujet) et, d'autre part, à un niveau collectif (l'imaginaire social instituant), les divers types d'innovation sociale et institutionnelle propices à l'accompagnement des dynamiques territorialisées de conduite du changement social. *Institution imaginaire et production de commun(s)* nous semblent ainsi deux perspectives dont la prise en compte simultanée nous amène à prendre au sérieux l'émergence d'*espaces d'expérience, de réflexivité et d'expérimentation* (réseaux participatifs et solidaires ; *alter-lieux* voire *contre-lieux* – Lussault, 2017), autrement dit d'espaces politiques à bas bruit testant d'autres formes de démocratie « par en bas », en s'appuyant sur des représentations, des subjectivités, des relations sociales et des institutions somme toute alternatives, et dessinant *volens nolens* un nouvel *horizon d'attente* (Koselleck, 2016), dont il sera notamment important de chercher les points de passage et de transition de leurs « potentiels transformatifs », depuis les modalités institutionnalisées actuelles de la démocratie locale (Comment peuvent-ils s'y rattacher ? Quels liens avec les professionnalités politiques ?). Puisse notre projet en éclairer modestement, mais précisément, certains des aspects, à partir de notre étude de cas des « archipels uzestiens », dont il est fait l'hypothèse qu'ils

sont des incubateurs de liens susceptibles de refonder, au moins partiellement, l'intersection entre l'individuel et le collectif, le privé et l'étatique, le personnel et le/l' (inter)communal, le social et le politique (communs, économie sociale et solidaire, etc.) et de dessiner « une nouvelle topographie des relations sociales et de la subjectivation politique » (Giovanopoulos, 2018 : 102).

Méthodologie & valorisation

Notre projet relève d'une pratique des sciences sociales d'obédience critique répondant à un principe que l'on pourrait présenter comme celui des « 3 I » : impliquée, inclusive et intégrative. Nous la qualifions « *d'impliquée* », dans la mesure où nous estimons que la « sociologie » (entendue ici dans un sens extensif) a besoin de « sortir sa science » de l'académisme et « d'ouvrir constamment ses débats aux thèmes essentiels de la discussion publique et aux approches de théorie de la société qui naissent à l'extérieur de ses frontières » (Joas, 1989 : 173). Nous ne nous revendiquons donc pas d'une improbable posture distanciée et de surplomb, mais bien d'un engagement au plus près des pratiques des acteurs de terrain dont le statut et la relation entretenus avec eux ne tiennent pas seulement au fait qu'ils soient des informateurs-objets, mais à ce qu'ils sont des collabor'acteurs-sujets réflexifs et, pour une part non négligeable, lecteurs de sciences humaines et sociales ; donc en évidente capacité d'interpeler nos savoirs (et nous les leurs). Aussi, pratiquons-nous les sciences sociales depuis une nécessité pratique *inclusive* qui s'inscrit dans les canons de la recherche-action dont les principaux « gestes de recherche » tiennent à l'élaboration et à la mise en place de procédures conjointes de description et d'élucidation du réel (selon un contrat de réciprocité) et dont les résultats co-produits seront susceptibles de répondre à certaines demandes sociales repérées et construites *in itinere* – et non imposées d'emblée par un tiers dans le cadre d'une démarche d'expertise aux ordres ou d'un simple diagnostic du territoire. En l'espèce, notre pratique scientifique cherche à « descendre dans l'arène, [et à] prendre pied sur la scène sociale » (Nicolas-Le Strat, 2018 : 10). Il s'agit de prendre en considération les intérêts pratiques d'action et de connaissance des acteurs du territoire (élus, associations,

citoyens) pour interroger les situations et les dynamiques dans lesquelles ils s'insèrent et, ainsi, provoquer la possibilité d'un « *commun de connaissance* » tourné vers l'engagement de « capacité[s] collective[s] [...] à engager de nouvelles perspectives » (Nicolas-Le Strat, 2018 : 101), tenant compte à la fois des espaces « perçus », « conçus » et « vécus » (Lefebvre, 2000 : 48-49).

L'idée est donc de co-construire une *Relation* (Glissant) dont le principe relève moins d'une improbable et fantasmée symétrisation des positions et des compétences de chacun que d'un usage opportun des *écarts* d'identité, de métier et de fonction des membres de l'écosystème de recherche ainsi constitué. C'est là un principe en accord avec la définition de la *praxis* chez Castoriadis qui estime que cette dernière « est, certes, une activité consciente et ne peut exister que dans la lucidité ; mais [qu']elle est tout autre chose qu'un savoir préalable [...]. Elle s'appuie sur un savoir, mais celui-ci est toujours [...] provisoire [...], car la praxis elle-même fait surgir constamment un nouveau savoir » (1999 : 113). Par la création de dispositifs de pilotage de la recherche et de dialogues permanents qui s'inventeront chemin faisant (car collectivement élaborés), nous misons sur une plus grande *intégration* des différentes phases traditionnelles de la recherche (problématisation, enquête, analyse, restitution) et parions, par là même, sur la facilitation d'une appropriation commune et continue, mais différenciée ; c'est-à-dire selon les objectifs, les attentes et les horizons temporels divers de chacun. Aussi, sans pouvoir prévoir très exactement et *ex ante* (posture contraire au principe de co-élaboration), les dispositifs de pilotage de notre étude de cas, nous voudrions toutefois avancer l'idée d'une *plateforme locale d'échange* permanente et « participable par tou.te.s », qui devra rassembler décideurs, citoyens et chercheurs, et au sein de laquelle se discuteront, selon une régularité calendaire à déterminer ensemble, à la fois, certains des attendus problématiques de la recherche, les « terrains » les plus opportuns à arpenter (initiatives des pouvoirs publics, expériences associatives, réseaux citoyens, archives, etc.), ainsi que les manières de produire des données utiles (soulignons à cet égard que le présent document est d'ores et déjà le fruit d'une telle démarche). S'agissant des *appareils de preuve* à mobiliser, et sans présager des échanges collectifs que nous aurons aussi à ce propos, nous souhaitons mettre en œuvre une *enquête immersive d'ordre ethnographique*, laquelle sera notamment alimentée par des *observations in situ* des territoires, le recueil de *récits de vie et de pratiques* de leurs habitants et la tenue

de *focus group*. Dans une visée expérimentale, nous souhaiterions notamment tester des formes renouvelées de production et notamment la conduite d'entretiens (individuels et collectifs) en binômes d'intervieweur.e.s composés d'un.e chercheur.e et d'un.e acteur.trice de terrain.

Cette instance de pilotage du projet sera également chargée, en collaboration étroite avec les équipes du programme POPSU, de l'organisation du « séminaire de site » (octobre 2020) envisagé comme temps fort de partage (diffusion, débat, mise en œuvre) des résultats d'enquête et de leur mise en perspective, au regard des enjeux du territoire, mais aussi d'autres cas français ou étrangers. Si le plan de valorisation des résultats sera discuté lors de la réunion de lancement du programme, il nous semble toutefois opportun d'envisager, dès aujourd'hui, la complémentarité des sphères de participation offline/online (ce qui suppose la mise en place d'un site web collaboratif), laquelle devra permettre de faciliter : (a) le recueil de données (témoignages, archives, etc.) ; (b) le suivi de la recherche (calendrier, données, etc.) ; (c) le travail de médiation/appropriation (production de documents multi- et trans-médias, création de documents pédagogiques) ; (d) la publicisation à plus grande échelle et vers des espaces plus éloignés (traductions, publications, colloques, etc.).

Bibliographie

Baysse-Lainé (Adrien), « Les nouvelles ruralités », in Montabone (Benoît) dir., *La France, géographie générale*, Atlande, Paris, 2018, pp. 77-93.

Bonnet (Frédéric), *Aménager les territoires ruraux et périurbains*, rapport, Paris, La Documentation française, 2016.

Bouba-Olga (Olivier), « Pour un nouveau récit territorial », conférence, séminaire de lancement de la première session du programme Territoires de la Plateforme d'observation des projets et stratégies urbaines, Paris, 14 novembre 2018.

Bouba-Olga (Olivier) et al., *Éloge de la diversité*, Poitiers, Éditions de l'actualité scientifique Nouvelle-Aquitaine, 2018.

Brès (Antoine), Beaucire (Francis), Mariolle (Béatrice), dir., *Territoire frugal. La France des campagnes à l'heure des métropoles*, Genève, Metis Press, 2017.

Castoriadis (Cornélius), *L'Institution imaginaire de la société*, Paris, Seuil, 1999.

Charmes (Éric), *La revanche des villages. Essai sur la France périurbaine*, Paris, Seuil, 2019.

Chauvier (Éric), *La petite ville*, Éditions Amsterdam, 2017.

Chevalier (Dominique), Hertzog (Anne), *Spatialités des mémoires*, *Géographie et cultures*, n° 105, 2018.

Claval (Paul), *Géographie culturelle. Une nouvelle approche des sociétés et des milieux*, Paris, Armand Colin, 2012.

Coriat (Benjamin) dir., *Le retour des communs. La crise de l'idéologie propriétaire*, Paris, Les Liens qui Libèrent, 2015.

Cornu (Pierre), Delfosse (Claire), « Marges géographiques, marges scientifiques ? Contribution ruraliste à une approche réflexive des enjeux théoriques et sociopolitiques de la territorialité », *Bulletin de l'association de géographes français*, n° 94, 2017, pp. 453-471.

Dardot (Pierre), Laval (Christian), *Commun. Essai sur la révolution au XXI^e siècle*, Paris, PUF, 2014.

Denouël (Julie), Granjon (Fabien) dir., *Uzeste. Politiques d'UZ – tome 1. Vivacités critiques du réel*, Rennes, Éditions du commun, 2018.

Denouël (Julie), Granjon (Fabien) dir., *Uzeste. Politiques d'UZ – tome 2. Critique en étendue*, Rennes, Éditions du commun, 2019.

Ferret (Jean-Pierre), *Nouvelle-Aquitaine, INSEE Analyses*, n° 70, janvier 2019.

Giovanopoulos (Christos), « La Grèce après l'espoir : en attendant le possible. Réflexions sur le mouvement des solidarités locales », *Vacarme*, n° 83, 2018, pp. 99-108.

Glissant (Édouard), *Philosophie de la relation. Poésie en étendue*, Paris, Gallimard, 2009.

Guilluy (Christophe), *La France périphérique. Comment on a sacrifié les classes populaires*, Paris, Flammarion, 2014.

Guinard (Pauline), *Géographies culturelles. Objets, concepts, méthodes*, Paris, Armand Colin, 2019.

Hardt (Michael), Negri (Antonio), *Commonwealth*, Paris, Gallimard, 2012.

Joas (Hans), « L'institution comme processus créateur. Sur la signification sociologique de la philosophie politique de Cornélius Castoriadis », in Busino (Giovanni), dir., *Autonomie et autotransformation de la société*, Paris, Droz, 1989, pp. 173-190.

Jullien (François), *Il n'y a pas d'identité culturelle*, Paris, L'Herne, 2016.

Koselleck (Reinhardt), *Le futur passé. Contribution à la sémantique des temps historique*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2016.

Laval (Christian) et al., dir., *L'alternative du commun*, Paris, Hermann, 2019.

Lefebvre (Henri), *La production de l'espace*, Paris, Anthropos, 2000.

Lussault (Michel), *Hyper-lieux. Les nouvelles géographies de la mondialisation*, Paris, Seuil, 2017.

Nicolas-Le Strat (Pascal), *Quand la sociologie entre dans l'action. La recherche en situation d'expérimentation sociale, artistique ou politique*, Rennes, Éditions du commun, 2018.

Nicolas-Le Strat (Pascal), *Le travail du commun*, Rennes, Éditions du commun, 2016.

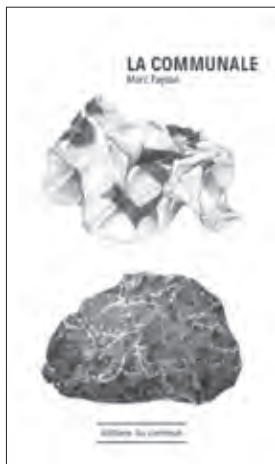
Talandier (Magali), « Résiliences des métropoles. Le renouvellement des modèles », atelier Résilience et alliance des territoires des Troisièmes journées nationales de France Urbaine, Toulouse, le 28 mars 2019.

Vanier (Martin) dir., *Territoires, territorialité, territorialisation. Controverses et perspectives*, Rennes, PUF, 2009.





DÉJÀ PARU



26 avril 2019

LA COMMUNALE

Collection Des réels, Marc Fayssé, 120 pages, 10€



23 mai 2019

PETIT MANUEL DE TRAVAIL DANS L'ESPACE PUBLIC

À la rencontre des passants
Jérôme Guillet, 190 pages, 15€



27 juin 2019

UZESTE

Politiques d'UZ Tome 2 – Critique en étendue
Sous la direction de Julie Denouël et Fabien Granjon, 392 pages, 19€



12 septembre 2019

UN PAYSAGE DU RENVERSEMENT

Des agriculteurs à l'école du sol,
Collection Culture des précédents, Clémence Bardaine et Alexis Pernet, 70 pages, 7€



10 octobre 2019

AGIR ICI ET MAINTENANT

Penser l'écologie sociale de Murray Bookchin de Floréal M. Romero, 220 pages, 16€



22 novembre 2019

L'HORIZON EST ICI

Pour une prolifération des modes de relations
Myriam Suchet, 166 pages, 22€

Achevé d'imprimer en décembre 2019 par Corlet
Numérique à Condé-en-Normandie (14)
pour le compte des éditions du commun.
Imprimé en France